

Les combats ont pris fin au Koweït et en Irak

Après-guerre

L'APRÈS-GUERRE a commencé. A l'aube du jeudi 28 février - cent heures après le début des combats terrestres - les armées se sont tuées au Koweït et dans le sud de l'Irak. La « mère de toutes les batailles », tant exaltée par M. Saddam Hussein, n'écoulera que d'une défaite cuisante pour l'Irak et son chef. L'humiliation infligée à celui qui se prenait pour un nouveau Saladin est la mesure de l'éclatante victoire remportée par M. George Bush.

Le président américain eura, de bout en bout, imprimé sa marque à cette guerre - « se » guerre - laquelle, de son propre aveu, prit de plus en plus l'allure d'un duel implacable livré au dictateur irakien, M. George Bush tint à marquer, jusqu'à la dernière minute, qu'il conservait - et lui seul - l'initiative des événements. Ainsi annonça-t-il l'ordre de cessez-le-feu avant même que l'Irak n'eût, en une dernière reculade, publiquement accepté les douze résolutions du Conseil de sécurité.

SOUDAIN euréolé d'un immense prestige qui en fait le plus populaire des présidents américains depuis Harry Truman au lendemain de la victoire de 1945, M. George Bush e la sagesse de ne pas se laisser griser par le succès des armes. Sur un ton grave plus qu'euphorique, il s'avoua son triomphe avec fierté mais sans inutile gloire. Sa satisfaction est légitime.

Sept mois durant, la coalition des vingt-huit nations qu'il avait ralliées à ses côtés, et sous la bannière de l'ONU, a résisté aux multiples aléas d'une trop longue crise et aux incessantes tentatives irakiennes d'an briser l'unité. Quoique soucieuse sur la fin de mener un jeu personnel, l'Union soviétique est restée fidèle aux engagements pris envers l'Amérique, dès l'invasion du Koweït. Sur le champ de bataille, après cinq semaines de bombardements aériens, quatre jours ont suffi aux forces alliées pour pulvériser la quasi-totalité des divisions ennemies. La mission fixée par le Conseil de sécurité est accomplie.

RESTE, bien sûr, le sort de M. Saddam Hussein. M. George Bush entend feindre chèrement payer la paix à son pire ennemi du moment. Il fera tout pour l'empêcher de transformer, par une ultime ruse de guerre, sa défaite militaire en un succès politique. Ainsi les Etats-Unis envisagent de maintenir leurs pressions - notamment économiques - sur un régime dont ils souhaitent ouvertement la perte. Pour aménager son lendemain de l'après-guerre, l'Amérique n'attend pas à traiter avec celui qui reste, à ses yeux, l'homme à abattre.

Cette ultime bataille n'est pas gagnée d'avance. Une partie des foules arabes reste tellement éprise d'admirer un héros - si méprisablen apparemment - qu'elles sont à même de rationaliser du jour au lendemain l'échec subi par M. Saddam Hussein et de ne pas retenir que la défaite infligée pendant sept mois par l'un des leurs à l'Occident. Quitte à oublier que le président irakien ne suscite pas la même enthousiasme - loin de là - chez son propre peuple.

M0147 - 0301 0 - 6.00 F



- Washington puis Bagdad ont annoncé l'arrêt des hostilités
- M. Saddam Hussein a accepté sans conditions les douze résolutions de l'ONU

Au quarante-deuxième jour des hostilités, les combats ont cessé, jeudi 28 février, aussitôt après l'heure fixée par Washington pour la suspension des opérations militaires alliées (6 heures à Paris). Cette décision a été prise après que l'Irak, qui a ordonné de son côté de ne plus ouvrir le feu, eut fait savoir à l'ONU qu'il acceptait finalement toutes les résolutions du Conseil

de sécurité. Le président Bush a déclaré : « Le Koweït est libéré, l'armée irakienne est défaite, nos objectifs militaires sont atteints, cette guerre est maintenant derrière nous ; l'Amérique et le monde ont tenu parole. » Bagdad disposait de quarante-huit heures pour envoyer sur le front une délégation qui doit discuter avec les chefs militaires de la coalition des conditions d'un cessez-le-feu définitif. « Nous avons tourné une page », a déclaré à Paris le ministre de la défense, M. Joxe, en annonçant la réouverture de l'ambassade de France à Koweït. A Londres, le premier ministre britannique, M. Major, a déclaré que « le droit l'a emporté » et que la guerre du Golfe était « finie » après « l'une des plus remarquables campagnes militaires de tous les temps ».

Une victoire presque totale

WASHINGTON
de notre correspondant

« Cette guerre est maintenant derrière nous. » Le président Bush a prononcé mercredi 27 février un discours de victoire, et il a annoncé une « suspension des actions offensives ». Cette suspension, qui a pris effet à minuit, heure de Washington (6 heures, heure de Paris, jeudi), et concerne toutes les forces de la coalition, est le premier pas vers un cessez-le-feu qui ne sera formalisé que si l'Irak se plie à un certain nombre de conditions.

Les principales concernent la libération des prisonniers de guerre alliés et des ressortissants du Koweït ou de pays tiers détenus en Irak ; la fin des attaques de missiles Scud, et l'acceptation par l'Irak de toutes les résolutions prises à son encontre par le Conseil de sécurité de l'ONU - une condition apparemment déjà acceptée par Bagdad (voir par ailleurs). D'autre part, M. Bush a donné quarante-huit heures à l'Irak pour désigner les « commandants militaires » qui rencontreront, sur le théâtre des opérations, leurs homologues de la coalition, pour « régler les aspects militaires du cessez-le-feu ». « Au cas où l'Irak violerait ces conditions, les forces de la coalition seront libres de reprendre les opérations militaires. »

Si M. Bush a décidé d'ordonner à ses troupes de cesser leurs « opérations offensives », « cent heures exactement après le début de l'offensive terrestre et six

semaines après le début de l'opération « Tempête du désert », c'est que, avec l'acceptation officielle par l'Irak de se plier aux résolutions de l'ONU, les buts qu'il s'était fixés ont été atteints : « Le Koweït est libéré. L'armée irakienne est défaite. Nos objectifs militaires sont atteints. » La libération du Koweït était le but de guerre officiel, conforme au mandat des Nations unies.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 2



Lire également

■ Le film des événements : « Capitulations » par JACQUES DE BARRIN

■ La double erreur de M. Saddam Hussein par JACQUES ISNARD

■ De violents combats ont précédé la cessation des hostilités

■ La prise par « Daguet » du PC d'une division irakienne par DANIEL SCHNEIDERMAN

■ Chronologie : du lancement de l'offensive terrestre à l'arrêt des combats

■ L'Irak a accepté toutes les résolutions de l'ONU sans conditions par AFSANÉ BASSIR POUR

■ Moscou « lâche » Saddam Hussein par SOPHIE SHIHAB

■ Israël s'inquiète de la présence des lanceurs de Scud en Irak par ALAIN FRACHON

■ En Jordanie, le début de révisions déchantantes par JEAN GUEYRAS

■ Le deuxième état de grâce de M. Mitterrand par JEAN-YVES LHOMEAU

■ Koweït : quel régime à l'avenir ? par FRANCIS CORNU

■ Une reprise économique qui pourrait être forte par ERIC FORTTORINO et ALAIN VERNHOLES

pages 2 à 9 et page 28

■ Sur le vif et le sommaire complet se trouvent page 28

par Jacques Amalric
et Claire Tréon

Ce n'est sans doute pas un hasard si M. Roland Dumas devait faire escale jeudi 28 février à New-York pour s'entretenir avec le secrétaire général des Nations unies avant d'aller rencontrer, à leur demande, les responsables américains, à la veille de la tournée que M. James Baker va entreprendre dans le Golfe. C'est vers l'ONU en effet que la France

Les dossiers de la paix

entend se tourner pour le règlement des problèmes immédiats de l'après-guerre mais aussi, contrairement aux Américains, pour celui de certains dossiers qu'elle estime directement ou indirectement ouverts par le conflit : les autres problèmes politiques de la région et même la redistribution des profits du pétrole et le nouvel ordre économique régional.

M. François Mitterrand s'était clairement prononcé dans ce sens lors de son intervention télévisée du 7 février : « C'est le Conseil de

sécurité qui a autorisé la guerre, l'emploi de tous les moyens possibles. C'est le Conseil de sécurité qui doit organiser le retour à la paix. Il ne faut pas s'y tromper, aucune autre autorité ne peut s'y substituer. » Les problèmes du retour à la paix sont nombreux, complexes. Nous avons essayé ci-dessous d'en dresser la liste, une liste bien sûr qui n'est pas exhaustive :

■ Embargo, réparations : les Américains ont renvoyé explicitement ces derniers jours au Conseil

de sécurité une partie des « dossiers de la paix » en réclamant de l'Irak l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU et en renvoyant par conséquent au Conseil de sécurité, et à lui seul, le soin de lever ou non certaines de ces résolutions, en particulier celle qui porte sur l'embargo total, commercial, financier et militaire, imposé à l'Irak le 6 août, et celle du 29 octobre qui le rend redevable de réparations de guerre.

Lire la suite page 3

Un livre-événement :

Le Coran

Jacques Berque

Prix de lancement :

Sindbad

pages 2 à 9 et page 28

Sur le vif et le sommaire complet se trouvent page 28

Dame, pique et gagne

Avec « la Dame de pique », montée par Andreï Konchalovsky
l'Opéra-Bastille emporte enfin la mise

Enfin un franc succès pour le nouvel Opéra parisien qui commençait à en avoir besoin. Certes, « la Dame de pique », de Tchaïkovski, mise en scène par Berio, la production invitée le mois dernier (le Monde du 5 février), avait prouvé que la malediction était en train de se lever, qu'on pouvait, sortant de chez M. Bergé, aller dîner en paix sans croiser des mines crispées et des regards bas. Mais l'opéra contemporain, ce n'est pas de l'opéra lorsqu'il s'agit de tester « la montée en puissance » d'une grande machine destinée, un jour ou l'autre, à héberger sans faiblir Samson et Dalila (pas plus tard qu'en mai prochain), voire les éléphants d'Aïda.

Cette fois, la preuve est faite qu'on peut voir ailleurs qu'à Garnier, dans des conditions techniques à peu près satisfaisantes (il suffit d'un peu de patience lors des

changements de décors), sous des éclairages en état de marche (hors mis une petite panne et quelques, églotements), une œuvre du grand répertoire, coproduction avec la Scala, spectacle rodé à Milan il est vrai, mais grand spectacle d'opéra-opéra.

ANNE REY

Lire la suite page 15

LIVRES • IDÉES

■ Plaisirs de Chine. ■ Lacan, dira-t-on... ■ Les femmes et l'histoire face à face ; excessives comme des images. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Le don d'insularité ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Prague sous la neige ». pages 29 à 36 - section B

LE CONFLIT DU GOLFE

Le film des événements — Capitulation

Six semaines après le début de l'opération « Tempête du désert » et cent heures après le déclenchement de l'offensive terrestre, les jeux sont faits. Alors que ses troupes battaient en retraite ou livraient encore des combats d'arrière-garde, M. Saddam Hussein a fini par accepter les douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa capitulation a permis au président George Bush d'annoncer, « avec plaisir », depuis le bureau ovale de la Maison Blanche, que la campagne militaire était suspendue à partir du jeudi 28 février, à 5 heures GMT (6 heures, heure de Paris).

« Le Koweït est libéré, l'armée irakienne est défaite, nos objectifs militaires sont atteints, cette guerre est maintenant derrière nous », a constaté M. Bush, sur un ton de tranquille assurance. L'Amérique et le monde ont tenu leur promesse. Et de reconforter les compatriotes de M. Saddam Hussein : « Vous n'êtes pas notre ennemi, nous ne cherchons pas votre destruction. » Il faut, désormais, à conclut le président, « voir au-delà de la victoire » et « relever le défi de la paix ».

M. Saddam Hussein s'est vu donner quarante-huit heures pour dépecer, sur le théâtre des opérations, des chefs militaires qui discuteront avec leurs homologues de la coalition des modalités pratiques d'un cessez-le-feu définitif. Ce qui implique notamment la libération de tous les prisonniers de guerre et la fourniture d'informations précises sur l'emplacement des mines.

Dépassée, Radio-Bagdad avait ouvert ses émissions,

jeudi matin, par un bref commentaire, annonçant que l'Irak « ne fléchira pas ». Un peu plus tard, un porte-parole militaire se déclarait « heureux » de l'arrêt des opérations qui « épargnera l'effusion de sang de nos fils ». Il se félicitait aussi de la « leçon inoubliable » infligée aux ennemis.

La route de Bagdad

« Koweït-Ville est totalement libérée », avait affirmé, mercredi en fin de matinée, M. John Major, le premier ministre britannique. « La libération du Koweït est presque achevée », lui avait fait écho, quelques heures plus tard, M. Bush. Puis, au cours d'une conférence de presse, le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », dressait un tableau de la situation militaire qui ressemble déjà à un bilan d'après-guerre.

Plus de 106 000 raids aériens, 3 000 chars sur 4 200 et 2140 pièces d'artillerie détruites, 29 divisions irakiennes mises hors de combat sur 42, au minimum 50 000 prisonniers de guerre. « Ce fut une opération absolument superbe, un modèle du genre qui sera étudié pendant des années », soulignait alors le général Schwarzkopf, rendant hommage, en passant, au « boulot absolument magnifique » fait par les hommes de la division « Daguerre ». Et, à dresser, in fine, le bilan extraordinairement léger des pertes alliées, toutes causes confondues, depuis l'ouverture des hostilités : 126 morts dont 79 Américains, 51

disparus et 13 prisonniers. « Si nous l'avions voulu, nous aurions pu, sans aucune difficulté, prendre le contrôle de l'Irak, précisait le commandant en chef. Mais, telle n'était pas notre mission. » Certaines unités alliées n'étaient-elles pas, mercredi après-midi, à 240 kilomètres seulement de Bagdad, qu'elles auraient pu atteindre « sans rencontrer d'opposition » ?

L'un des temps forts du « blitzkrieg » allié avait été, mercredi, la « féroce bataille » de centaines de chars qui avait opposé, dans une plaine sablonneuse, le long de l'Euphrate, à environ 80 kilomètres à l'ouest de Basorah, le deuxième village irakien, des divisions blindées américaines et britanniques à des unités de la garde républicaine, prises dans une nasse.

On ouvre !

Poursuivent ses distributions comme si de rien n'était, Radio-Bagdad prévenait, au même moment, les forces de la coalition que l'Irak, « prêt à défendre chaque pouce de son territoire, ne se laissera pas humilier et n'acceptera qu'une paix juste et honorable ». Elle invitait alors la population à « user de toutes les armes » pour « mettre en pièces les ennemis ».

Cependant, nécessité faisant loi, M. Terek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne, informait par écrit le Conseil de sécurité des Nations unies, mercredi en fin d'après-midi, que son pays était disposé à reconnaître, en cas de « cessez-le-feu immédiat », deux résolutions onusiennes essentielles, à savoir la 662, stipulant que l'annexion du

Koweït n'est « aucun fondement juridique », et la 674, posant le principe de réparations financières. La Maison Blanche laissait aussitôt entendre qu'il s'agissait encore, à ses yeux, d'« une proposition conditionnelle, très en deçà de ce qui est nécessaire ».

Cette fin de non-recevoir fut, très vite, suivie d'une deuxième missive de M. Terek Aziz, adressée au président en exercice du Conseil de sécurité, pour l'informer que « le gouvernement irakien accepte de se conformer à la résolution 660 et à toutes les (autres) résolutions » de l'ONU. La diplomatie irakienne ne paraît pas de se réjouir, sous peu, pour formuler un cessez-le-feu dont les États-Unis, cependant, ne se laisseront pas dicter les conditions.

A Koweït-Ville, la vie reprend, peu à peu, son cours normal. Mais le gouvernement local a indiqué que, par mesure de sécurité, il ne regagnerait la capitale que « dans quelques jours », car, à l'en croire, il y avait encore « beaucoup d'ennemis à l'intérieur » de l'émirat. De nombreux pays étrangers, dont les États-Unis et la France, ont déjà rouvert leur mission diplomatique. Peis a nommé un nouvel ambassadeur. Pour l'exemple.

Le général Schwarzkopf avait fait état d'un « nombre énorme d'atrocités » commises par les forces d'occupation irakiennes, soulignant que celles-ci « n'appartiennent pas à la même race humaine que nous autres ». Le Koweït dénombre ses blessures avant de les penser. Près de

650 puits de pétrole sont en feu et les responsables locaux n'espèrent pas une reprise de la production d'or noir avant neuf mois. Le coût de la reconstruction pourrait atteindre 60 milliards de dollars. Pour financer l'effort de guerre, l'émirat a déjà vendu une partie de ses avoirs placés à l'étranger.

« Un grand militaire... »

L'après-guerre, M. James Baker, le secrétaire d'État américain, et M. Douglas Hurd, son homologue britannique, ont parlé, mercredi, à Washington. Ce conflit « va modifier, de façon substantielle, les choses dans la région », a assuré le premier. « Le choc enduré par tous engendrera un sursaut qui produira peut-être des idées nouvelles, une volonté de prendre en compte des suggestions rejetées jusqu'ici », a laissé espérer le second.

Et Saddam Hussein ? M. Evgueni Primakov, le conseiller du président Mikhaïl Gorbatchev, qui le connaît bien, le juge sans complaisance dans un entretien accordé à la Pravda. Du dictateur de Bagdad, il relève « une dureté se transformant souvent en cruauté, une volonté voisine de l'obstination pour atteindre un but à n'importe quel prix et une imprévisibilité dangereuse ». Hommage « posthume » : le général Schwarzkopf : « Ce n'est ni un stratège, ni un homme versé dans l'art de la guerre, ni un tacticien, ni un général, ni un bon soldat. Mais, à part cela, c'est un grand militaire... »

JACQUES DE BARRIN

L'annonce de la suspension des combats par le président George Bush

« Le Koweït est libéré... »

L'Amérique et le monde ont tenu leur parole

Voici le texte intégral de l'adresse du président George Bush à la nation, dans laquelle il a annoncé, mercredi soir 27 février, la libération du Koweït et la suspension des opérations militaires.

« Le Koweït est libéré. L'armée irakienne est défaite. Nos objectifs militaires sont atteints. Le Koweït est à nouveau dans les mains des Koweïtiens, qui contrôlent maintenant leur propre destinée ».

« Nous partageons leur joie, qui est uniquement tempérée par notre compassion pour l'épreuve qu'ils ont subie. Ce soir, le drapeau koweïtien flotte de nouveau au-dessus de la capitale d'une nation libre et souveraine, et le drapeau américain flotte au-dessus de notre ambassade ».

« Il y a sept mois, l'Amérique et le monde avaient tracé une ligne dans le sable, en déclarant que l'agression contre le Koweït ne serait pas tolérée. Et, ce soir, l'Amérique et le monde ont tenu leur parole ».

« Ce n'est pas le moment de l'euphorie et certainement pas celui de se vanter. Mais c'est le moment d'être fiers. Fiers de nos soldats, fiers de nos amis qui ont été à nos côtés durant la crise, fiers de notre nation et de son peuple dont la force et la détermination ont rendu la victoire rapide, décisive et juste ».

« Et bientôt nous ouvrirons largement nos bras pour accueillir en Amérique nos magnifiques forces armées ».

« Aucun pays ne peut proclamer cette victoire comme la sienne, car ce n'est pas seulement une victoire pour le Koweït mais pour tous les partenaires de la coalition ».

« C'est une victoire pour les Nations unies, pour toute l'espèce humaine, pour le règne de la loi et pour le bien ».

« Après avoir consulté le secrétaire à la Défense Cheney, le chef d'état-major interarmes, le général Powell, je suis heureux d'annoncer qu'à minuit (jeudi 6 heures, heure de Paris), exactement cent heures après le début des opérations terrestres et six semaines après celui de l'opération « Tempête du désert », toutes les forces des États-Unis

et de la coalition suspendront toutes les opérations de combat offensives ».

« C'est à l'Irak de faire en sorte que cette suspension de la part de la coalition se transforme en un cessez-le-feu permanent ».

« Les conditions politiques et militaires de la coalition pour un cessez-le-feu formel comprennent les exigences suivantes » :

« L'Irak doit libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre de la coalition, les ressortissants des pays tiers et rendre les dépouilles de tous ceux qui sont tombés » ;

« L'Irak doit libérer tous les détenus koweïtiens » ;

« L'Irak doit aussi informer les autorités koweïtiennes de la localisation et de la nature de toutes les mines terrestres et maritimes » ;

« Nous devons répondre au défi d'assurer la paix »

« L'Irak doit respecter pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Ceci comprend une annulation de la décision prise par l'Irak en août d'annexer le Koweït et l'acceptation de principe de la responsabilité de l'Irak dans le paiement de compensations pour les pertes, les dommages et les blessures que son agression a causés » ;

« La coalition appelle le gouvernement irakien à désigner des responsables militaires qui renonceraient dans les quarante-huit heures leurs homologues de la coalition, dans un lieu qui sera désigné sur le théâtre des opérations, pour convenir des aspects militaires du cessez-le-feu » ;

« De plus, j'ai prié le secrétaire d'État Baker de demander une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour formuler les dispositions nécessaires pour que soit mis un terme à cette guerre ».

« La suspension des opérations militaires offensives dépend de l'acceptation par l'Irak de s'abstenir d'attaquer les forces de la coalition et de lancer des missiles Scud contre d'autres pays. Si l'Irak viole ces conditions, les forces de la coalition seront libres de reprendre les opérations militaires ».

« A chaque occasion, j'ai dit au peuple irakien que notre ligne n'était pas avec lui, mais avec ses dirigeants et avec tout avec Saddam Hussein. Cela reste le cas. Vous, le peuple d'Irak, n'êtes pas notre ennemi. Nous ne cherchons pas votre destruction. Nous avons traité vos prisonniers de guerre avec bonté. Les forces de la coalition n'ont livré cette guerre qu'en dernier recours et ils aspirent au jour où l'Irak serait dirigé par des gens prêts à vivre en paix avec leurs voisins ».

« Nous devons maintenant commencer à regarder au-delà de la victoire et de la guerre. Nous devons répondre au défi d'assurer la paix. A l'avenir, comme par le passé, nous consulterons nos partenaires de la coalition. Nous avons déjà longuement réfléchi et étudié la période de l'après-guerre. Et le secrétaire Baker a commencé à consulter nos partenaires de la coalition sur les défis de la région. Il ne peut y avoir et il n'y aura pas de réponse purement américaine à ces défis, mais nous pouvons assister et soutenir les pays de la région et être un catalyseur de la paix. Dans cet esprit, le secrétaire Baker se rendra dans la région la semaine prochaine pour entamer une nouvelle série de consultations ».

« La guerre est derrière nous. Devant nous s'ouvre la tâche difficile d'assurer une paix potentiellement historique. Ce soir, néanmoins, soyons fiers de ce que nous avons fait. Remercions ceux qui ont risqué leur vie. N'oublions jamais ceux qui ont donné leur vie ».

« Que Dieu bénisse nos vaillantes forces armées et leurs familles. Gardons leur souvenir dans nos prières. Bonsoir, et que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique. » (AFP, Reuters)

Une victoire presque totale

Suite de la première page

Un autre objectif majeur, la destruction des capacités offensives de l'Irak était apparu en filigrane dès l'annonce par M. Bush de l'ouverture des hostilités, et était devenu de plus en plus évident au cours du conflit. Dès mercredi matin le général Schwarzkopf, dans un briefing rendant exceptionnellement hommage aux armes américaines — et à sa propre habileté — avait indiqué que l'essentiel des divisions blindées irakiennes avaient été détruites, et que l'Irak ne pourrait plus attaquer ses voisins.

Dès lors M. Bush pouvait mettre fin à la guerre selon ses propres termes. Aller plus loin, « jusqu'à Bagdad », comme l'y encourageait le *Wall Street Journal*, aurait soumis à très rude épreuve la cohésion de la coalition et entraîné les États-Unis sur un terrain dangereux.

Pourtant, si réticent qu'il soit, la victoire de la Bush n'est pas absolument totale. Son troisième objectif, celui qui lui tenait le plus à cœur, si l'on juge par son attitude et ses propos depuis six mois, n'a pas, ou pas encore, été atteint. Saddam Hussein, « le brutal dictateur », est toujours au pouvoir à Bagdad. Mais M. Bush n'a pas renoncé.

George Bush a tenu parole

Si ses appels à renverser l'homme fort de Bagdad ont jusqu'à présent été vains, les États-Unis comptent désormais sur une autre méthode : maintenir les sanctions économiques, et en particulier l'embargo commercial qui empêchera l'Irak de vendre son pétrole pour financer sa reconstruction, tant que les Irakiens ne se seront pas dotés d'un régime acceptable. La Grande-Bretagne, par la voix du secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd, en visite à Washington, a fait savoir mercredi qu'elle approuvait la méthode M. Roland Dumas, qui était attendu jeudi dans la capitale américaine, dira peut-être si la France est disposée à suivre.

Même si le triomphe de M. Bush n'est pas tout à fait complet, il reste de première grandeur, et l'ex-président au caractère et aux convictions incertaines, est

devenu le « commandant en chef » célébré pour sa perspicacité, le symbole de la détermination et de la puissance retrouvées de l'Amérique. D'abord, parce qu'il a tenu parole, depuis qu'il a le lendemain de l'invasion du Koweït le 2 août dernier, il avait annoncé : « cette agression ne sera pas tolérée ».

Ensuite parce que, profitant de la décapitation soviétique, il s'est placé à la tête de la communauté mondiale, et a mené exactement comme il l'entendait une guerre livrée au nom de la légalité internationale, financée pour l'essentiel par les partenaires des États-Unis et qui devrait apporter, à terme, des bénéfices non négligeables à l'économie américaine.

Les défis de l'après-guerre

Dans son discours de victoire, M. Bush n'a pas évoqué explicitement le « nouvel ordre international » dont il avait si souvent fait état ces derniers mois. Mais même s'il a paru modérer un peu ses ambitions en ce domaine, le président américain a parlé du « défi » qui consiste à « assurer la paix », et annoncé que les États-Unis consulteraient leurs alliés « au sujet des défis de la région », pour lesquels « il ne peut y avoir et il n'y aura pas de réponse uniquement américaine ». M. Baker, après ses entretiens avec MM. Douglas Hurd, Roland Dumas et le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, près de se rendre successivement à Washington, partira à son tour pour le Golfe.

Mais si « l'après-guerre » reste à gagner, ou à aménager au mieux des intérêts des États-Unis, M. Bush peut, dans l'immédiat, se prévaloir d'un succès infiniment plus important en termes politiques, d'une promesse majeure qu'il a tenue au-delà de toute espérance : il a conduit la guerre de manière à limiter à un niveau incroyablement bas les pertes des forces américaines — une centaine de tués.

C'était là une condition majeure, et sans doute essentielle, pour qu'un succès militaire se transforme en triomphe politique et donne à M. Bush une aura d'invincibilité lors de la prochaine élection présidentielle, dans un

peu moins de deux ans, (pour lequel aucun concurrent sérieux n'a encore osé se faire connaître). Parvenir à ce résultat sans précédent dans l'histoire des guerres passait par la mise en place de forces massives dotées d'une écrasante supériorité technologique, mais aussi par des bombardements d'une ampleur également sans précédent contre les objectifs militaires ou assimilés, de nombreux objectifs économiques, et les troupes irakiennes elles-mêmes.

Le refus systématique des commandants alliés de fournir la moindre estimation des pertes ennemies, et le trop peu d'intérêt manifesté par l'opinion américaine pour les victimes civiles irakiennes, ont permis de laisser longtemps dans l'ombre cet aspect de la guerre. Mercredi, pour la première fois, le général Schwarzkopf a indiqué que les Irakiens avaient subi de « très très grandes pertes », tandis qu'un général saoudien avançait le chiffre provisoire d'environ cent mille tués.

Dans l'esprit de M. Bush, pourtant, cette guerre était livrée « à Saddam », et non à l'Irak, et il l'a redit dans son allocution de victoire : « A chaque occasion, j'ai dit au peuple d'Irak que nous n'avions pas de querelle avec lui, mais plutôt avec ses dirigeants, et surtout avec Saddam Hussein. (...) Vous, peuple d'Irak, n'êtes pas notre ennemi. Nous ne recherchons pas votre destruction. Nous avons traité vos prisonniers de guerre avec bienveillance ».

Mais qu'en sera-t-il des bonnes intentions de M. Bush si le « peuple d'Irak » ne peut pas ou ne veut pas se débarrasser de Saddam Hussein ? Et, avec ou sans Saddam, comment l'Irak pourra-t-il à la fois rembourser des dettes colossales, payer des dommages de guerre non moins considérables et se relever de ses ruines, la Maison-Blanche ayant déjà fait savoir que les États-Unis s'entendaient pas contribuer à la reconstruction du pays ?

Ces questions, et beaucoup d'autres, seront pour un autre jour. Pour l'instant, l'Amérique exulte, célèbre son président, ses armes et sa force morale. Ce qu'un représentant démocrate, David Obey, a exprimé mercredi très simplement : « Dieu merci, cette guerre est terminée et les méchants ont perdu ».

JAN KRAJCE

L'Irak a de

« L'Irak se défendait de l'attaque 660 et refusait les résolutions du Conseil de sécurité. Quelques minutes après le début de l'offensive terrestre, le discours de M. Bush a été annoncé. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de la victoire. Le 27 février, l'armée irakienne a été vaincue. Le président du Conseil de sécurité de l'ONU a informé le peuple américain et le monde entier de la décision de l'Irak de se soumettre à toutes les résolutions du Conseil de sécurité adoptées entre 1960 et 1990 ».

NEW YORK, 28 février 1991

« L'Irak a été libéré. L'armée irakienne est défaite. Nos objectifs militaires sont atteints. Le Koweït est à nouveau dans les mains des Koweïtiens, qui contrôlent maintenant leur propre destinée ».

« Nous partageons leur joie, qui est uniquement tempérée par notre compassion pour l'épreuve qu'ils ont subie. Ce soir, le drapeau koweïtien flotte de nouveau au-dessus de la capitale d'une nation libre et souveraine, et le drapeau américain flotte au-dessus de notre ambassade ».

« Il y a sept mois, l'Amérique et le monde ont tenu leur parole ».

« Ce n'est pas le moment de l'euphorie et certainement pas celui de se vanter. Mais c'est le moment d'être fiers. Fiers de nos soldats, fiers de nos amis qui ont été à nos côtés durant la crise, fiers de notre nation et de son peuple dont la force et la détermination ont rendu la victoire rapide, décisive et juste ».

« Et bientôt nous ouvrirons largement nos bras pour accueillir en Amérique nos magnifiques forces armées ».

« Aucun pays ne peut proclamer cette victoire comme la sienne, car ce n'est pas seulement une victoire pour le Koweït mais pour tous les partenaires de la coalition ».

« C'est une victoire pour les Nations unies, pour toute l'espèce humaine, pour le règne de la loi et pour le bien ».

« Après avoir consulté le secrétaire à la Défense Cheney, le chef d'état-major interarmes, le général Powell, je suis heureux d'annoncer qu'à minuit (jeudi 6 heures, heure de Paris), exactement cent heures après le début des opérations terrestres et six semaines après celui de l'opération « Tempête du désert », toutes les forces des États-Unis

et de la coalition suspendront toutes les opérations de combat offensives ».

« C'est à l'Irak de faire en sorte que cette suspension de la part de la coalition se transforme en un cessez-le-feu permanent ».

« Les conditions politiques et militaires de la coalition pour un cessez-le-feu formel comprennent les exigences suivantes » :

« L'Irak doit libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre de la coalition, les ressortissants des pays tiers et rendre les dépouilles de tous ceux qui sont tombés » ;

« L'Irak doit libérer tous les détenus koweïtiens » ;

« L'Irak doit aussi informer les autorités koweïtiennes de la localisation et de la nature de toutes les mines terrestres et maritimes » ;

« Nous devons répondre au défi d'assurer la paix »

« L'Irak doit respecter pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Ceci comprend une annulation de la décision prise par l'Irak en août d'annexer le Koweït et l'acceptation de principe de la responsabilité de l'Irak dans le paiement de compensations pour les pertes, les dommages et les blessures que son agression a causés » ;

« La coalition appelle le gouvernement irakien à désigner des responsables militaires qui renonceraient dans les quarante-huit heures leurs homologues de la coalition, dans un lieu qui sera désigné sur le théâtre des opérations, pour convenir des aspects militaires du cessez-le-feu » ;

« De plus, j'ai prié le secrétaire d'État Baker de demander une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour formuler les dispositions nécessaires pour que soit mis un terme à cette guerre ».

« Que Dieu bénisse nos vaillantes forces armées et leurs familles. Gardons leur souvenir dans nos prières. Bonsoir, et que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique. » (AFP, Reuters)

LE CONFLIT DU GOLFE

L'annonce de la suspension des combats par le président George Bush

L'Irak a accepté toutes les décisions de l'ONU sans conditions

« L'Irak se conforme à la résolution 660, et toutes les résolutions du Conseil de sécurité. » Quelques minutes à peine après le discours du président Bush annonçant la fin de la « guerre des cent heures », mercredi 27 février, l'ambassadeur irakien à l'ONU a informé par écrit le président du Conseil de sécurité et le secrétaire général de la décision de Bagdad d'accepter toutes les résolutions du Conseil adoptées entre le 2 août et le 29 novembre 1990.

NEW-YORK (NATIONS UNIES) correspondance

Selon des diplomates occidentaux, cette lettre aurait été écrite à l'administration Bush « quelques heures avant l'intervention de M. Bush à la télévision, ce qui a précipité le discours du président américain ». Le président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbabwe, Mumbengegwi, a décidé de convoquer ses collègues jeudi matin pour de nouvelles consultations.

« Mettre fin à l'effusion de sang »

Mercredi, le Conseil de sécurité s'était réuni à propos de la première lettre de M. Tarek Aziz, le

ministre irakien des affaires étrangères, dans laquelle Bagdad annonçait l'acceptation de toutes les résolutions du Conseil : « retrait immédiat des troupes irakiennes du Koweït, retour du gouvernement légitime du Koweït, et paiement de réparations à ce pays. Mais cette lettre, immédiatement rejetée par Londres et Washington, comprenait aussi deux conditions : l'adoption d'une résolution décrétant un cessez-le-feu, et la « non-applicabilité » de toutes les résolutions du Conseil.

A 15 heures locales, une deuxième lettre irakienne était présentée au Conseil, n'annonçant que l'achèvement du retrait irakien du territoire koweïtien. Tout en insistant sur le fait que son pays « ne jouait pas les médiateurs », l'ambassadeur soviétique, M. Yuli Vorontsov, a lancé un appel à l'Irak afin qu'il se conforme immédiatement aux résolutions du Conseil « pour mettre fin à l'effusion de sang ». Les cinq membres permanents continuaient de réclamer l'acceptation de toutes les résolutions et estimaient que le cessez-le-feu était une condition. Le rejet des deux lettres

irakiennes donna lieu à des rumeurs, selon lesquelles les membres du Conseil exigeaient une réponse de Saddam Hussein en personne. Ce que les représentants de la Grande-Bretagne nient en affirmant que « le Conseil ne traite pas avec les présidents mais avec les gouvernements ; une lettre claire et pas encombrée de l'Irak, même si elle est signée par l'ambassadeur Al-Andari, serait acceptable pour nous ».

Une zone de séparation

Au cours de ces deux réunions, le Conseil a tout de même pris une décision : le retrait des forces d'observation de l'ONU entre l'Irak et l'Irak. Dans un rapport présenté au Conseil, le secrétaire général constate que la mission de ces forces est achevée et qu'il n'est plus nécessaire de renouveler leur mandat.

Jeudi matin, le Conseil devait discuter notamment de l'opportunité de faire durer les sanctions de forces d'observation de l'ONU. Selon le plan du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, cinq mille soldats observateurs de l'ONU sont envoyés dans la région d'une « zone de séparation » de quatre kilomètres et de trente-cinq kilomètres seront créées entre l'Irak et le Koweït.

AFANÉ BASSIR POUR

La lettre de M. Tarek Aziz

La mission irakienne auprès de l'ONU a transmis mercredi soir 27 février, une lettre du ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, indiquant que Bagdad acceptait « sans conditions » les douze résolutions du Conseil de sécurité.

« J'ai l'honneur, écrit M. Aziz dans ce document qui devait permettre plus tard au président George Bush d'annoncer la fin des hostilités, de vous informer officiellement que le gouvernement irakien accepte de se conformer intégralement à la résolution 660 du Conseil de

sécurité de l'ONU et à toutes les autres résolutions de cet organe. Cette lettre est adressée au président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbabwe, Mumbengegwi, et au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

« Je vous serais obligé, ajoute M. Aziz, de bien vouloir en informer les membres du Conseil de sécurité et de faire distribuer la présente lettre comme document officiel du conseil. » (AFP)

Les dossiers de la paix

Suite de la première page

Ces deux aspects de l'opération « arriération » pendant tout le temps de la discussion du Conseil de sécurité, l'attitude des membres du Conseil était en partie liée au maintien ou non du régime de Saddam Hussein à Bagdad. Il est probable en outre que la question du maintien d'un embargo sur les ventes d'armes à l'Irak sera traitée indépendamment de celle de l'embargo commercial et financier.

● **Rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité du Koweït :** La cessation des hostilités devrait être suivie, en principe, d'un règlement de paix relatif au conflit irakien-koweïtien et comportant par conséquent la reconnaissance par l'Irak de la souveraineté et de l'intégrité du Koweït ainsi que des frontières actuelles. La plupart des belligères (M. James Baker lui-même l'avait affirmé dans son intervention du 6 février devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants) ont fait savoir que les principes d'intégrité territoriale et d'indivisibilité des frontières s'appliquaient dans leur esprit non seulement au Koweït mais aussi à l'Irak. Autrement dit il n'est question pour personne (notamment pas pour les voisins turcs, iraniens, syriens qui se sont tous prononcés sur cette question) de dépecer le territoire irakien.

La logique voudrait que ce règlement irakien-koweïtien soit au moins garanti par les Nations unies. Il suppose que Saddam Hussein se plie à la négociation (laquelle peut ou non englober d'autres pays de la région, voire les interventions dans le conflit), fût-ce au prix de l'exposition au maintien des sanctions onusiennes et, à coup sûr, au maintien de troupes étrangères sur place.

● **Les régimes koweïtien et irakien :** L'issue du 24 septembre à l'ONU par M. Mitterrand selon laquelle il faudrait permettre au peuple koweïtien « d'exprimer ses choix démocratiques » ne paraît plus d'actualité alors que le premier ministre et le prince héritier s'apprêtent à regagner leur pays. Quant à l'avenir de Saddam Hussein, le chef de l'Etat français qui, comme bien d'autres, souhaiterait lui voir quitter la scène, a cependant convenu dans sa dernière intervention que seuls les Irakiens pouvaient en décider. L'idée d'un « procès de Nuremberg » n'a pas été retenue par la communauté internationale. Les seuls moyens contre lui dont dis-

posent les alliés sont les pressions par le maintien de sanctions et l'exigence de réparations, ainsi que les garanties juridiques et militaires pour le mettre hors d'état de nuire.

● **La sécurité dans le Golfe :** Le Koweït, mais aussi l'Arabie saoudite et les Emirats du Golfe, échoués, réclameront des garanties de sécurité qui pourraient ne pas être d'ordre purement juridique. Avant l'organisation éventuelle d'un système de contrôle, voire de réduction des armements dans toute la région du Proche-Orient, se posera la question du maintien sur place d'une force de sécurité. Doit-elle être onusienne, exclusivement arabe, ou en partie américaine ? Les Etats-Unis ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils n'entendaient pas maintenir une « présence terrestre permanente dans la péninsule arabique » (de même que le roi d'Arabie saoudite, qui craint une déstabilisation de son royaume en cas de présence prolongée américaine), mais ils ont systématiquement évoqué une « phase transitoire » et n'ont jamais exclu qu'une partie du dispositif soit en place dans la région (en Turquie, en Arabie saoudite notamment) y soit maintenue. Ce débat risque d'échapper en partie au Conseil de sécurité. Rien n'empêche en effet les Etats-Unis de conclure des accords d'assistance militaire bilatéraux avec les pays concernés.

● **Les conflits israélo-arabe et israélo-palestinien :** même s'ils ont toujours refusé tout lien direct entre l'affaire du Koweït et la question palestinienne, l'heure va venir pour les Occidentaux de la coalition de prouver qu'ils ne pratiquent pas la politique des « deux poids, deux mesures ». On le sait à Jérusalem, où le maintien au pouvoir, au moins provisoire, de Saddam Hussein sera utilisé comme argument pour s'opposer à toute concession. M. Bush et ses alliés, qui ont démontré sur le terrain la force de leur engagement, n'en devront pas moins persuader les dirigeants israéliens que l'heure est venue de bouger.

La tâche sera particulièrement difficile : le roi de Jordanie est toujours sur son trône, ce qui élimine pour l'instant la « solution jordanienne » chère au cœur de plusieurs responsables israéliens et la guerre des pierres risque de reprendre, avec plus d'intensité, dès la levée du couvre-feu dans les territoires occupés. A ce stade, M. Mitterrand, même s'il reçoit l'appui d'une majorité de pays européens, a peu de chances d'im-

poser son idée de conférence internationale. Il le sait d'ailleurs mais n'entend pas pour autant abandonner son projet, tout en étant prêt à se rallier à toute autre idée. M. Bush a donc une marge de manœuvre, presque un droit, sinon un devoir, d'initiative, qui lui serait de toutes façons rappelé s'il ne l'exerçait pas, par les membres arabes de la coalition.

M. Shamir, qui refuse plus que jamais d'entendre parler de la représentativité de l'Olp et de M. Yasser Arafat, va donc se retrouver en position délicate. D'autant plus délicate qu'un débat est en train d'apparaître au sein de la société israélienne. Il ne devrait se développer davantage, surtout si M. Bush met en parallèle au règlement de la question palestinienne la garantie de la sécurité d'Israël. Encore faudrait-il que plusieurs pays de la région se rallient à la solution égyptienne (qui a permis la reconnaissance d'Israël par Le Caire), à commencer par la Syrie, qui pourrait ainsi espérer récupérer le Golan.

● **Le Liban :** le problème, ici, est double : la frange sud du pays est contrôlée, pour des raisons de sécurité, par Israël, mais ce sont l'indépendance et la souveraineté de l'Etat libanais qui sont contestées par la Syrie. La solution du premier problème relève clairement d'un règlement du contentieux israélo-palestinien, puisque la zone de sécurité contrôlée par Jérusalem n'a d'autre but que de faire échec aux tentatives d'infiltration de commandos palestiniens.

La reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté du Liban va se heurter, elle, au refus de principe de Damas, qui ne manquera pas, pour bloquer tout progrès, d'invoquer sa participation dans la coalition anti-irakienne. La Syrie compte, pour faire prévaloir son point de vue, sur la compréhension de nombreux pays arabes et musulmans et sur l'indifférence des Etats-Unis à l'égard de la question libanaise. Depuis l'échec de la force d'interposition mise en place par les Occidentaux au Liban, échec consacré par l'attentat d'octobre 1983, qui fit plus de 240 morts parmi le contingent américain, Washington ne veut plus s'impliquer dans l'affaire libanaise et a fermé les yeux, pour ne pas dire plus, sur l'intervention syrienne qui a renversé le général Aoun au début de la crise du Golfe.

La France est donc assurée de se retrouver isolée sur cette question, même s'il y a des chances de voir se régler le cas du général Aoun, toujours réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth. Elle reconnaît d'ailleurs la validité des accords de Taëf (1989), qui prévoient en principe un retrait syrien du Liban mais dont la dernière intervention syrienne à Beyrouth a montré la

vanité. Ce texte ambigu parle d'autre part des « relations privilégiées » qui existent entre le Liban et la Syrie et affirme « l'identité et l'appartenance arabes » du Liban.

● **La question kurde :** ce peuple, qui n'a jamais eu son Etat, vit dans quatre pays : la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Tous les pays de la région s'étant déclarés hostiles à une « charte kurde » des frontières, les Kurdes n'ont aucune chance de se voir reconnaître un territoire national. Les efforts, si efforts il y a, consisteront à convaincre les dirigeants des pays dans lesquels ils vivent de leur reconnaître un statut particulier et des droits spécifiques et de les respecter. La tâche sera ardue, chaque minorité kurde étant considérée par les dirigeants des pays où elle vit comme une cinquième colonne potentielle du voisin. Les Kurdes, dont les traditions guerrières sont bien établies, sont loin, d'autre part, de parler d'une même voix.

● **Le contrôle des armements :** ce sera l'un des dossiers cruciaux de l'après-guerre. Le conflit du Golfe n'aurait pas eu lieu, en effet, si l'Irak n'était pas parvenu à se procurer des armements sophistiqués de toutes sortes et de technologies sensibles tant auprès de l'URSS que de plusieurs pays occidentaux (dont la France). Un système de contrôle mondial, outre qu'il serait très lourd et pas forcément efficace, a peu de chances d'être retenu. Les experts penchent plutôt en faveur de systèmes régionaux, qui permettraient de combiner action diplomatique et lutte contre la prolifération des armements. Le surarmement est en effet la conséquence et non la cause de problèmes non résolus.

Il ne faut pas, d'autre part, donner aux pays du Sud l'impression d'une action coercitive et globale des pays du Nord à leur encontre, d'une interdiction d'accéder à la modernité même si certaines techniques « duales » — c'est à dire à des fins civiles et militaires — seront touchées. Cela dit, il est bien connu que toute prohibition entraîne couramment, marché noir et concurrence sauvage. La démarche envisagée ne sera donc possible que si les gouvernements augmentent les contrôles sur leurs propres industriels et restreignent leurs marchés. Elle implique donc un manque à gagner, un réel sacrifice, un déficit du commerce extérieur.

Ces restrictions vont d'ailleurs part raccourcir les séries d'armements fabriqués puisque les débouchés extérieurs seront moins nombreux. Un vrai problème pour l'industrie d'armement française. Une incitation aussi à raisonner en termes européens et non plus nationaux.

JACQUES AMALRIC et CLAIRE TREAN

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 78151
CLASS
DATE 7 MAY 1991

Les douze résolutions du Conseil de sécurité

Voici les principaux extraits des douze résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis le 2 août 1990, date de l'invasion du Koweït par l'Irak :

1. Retrait immédiat de l'Irak (résolution 660, 2 août, adoptée par 14 voix pour (le Yémen n'a pas pris part au vote). — Le Conseil, « alarmé par l'invasion du Koweït par les forces militaires de l'Irak, constatant qu'il existe, du fait de l'invasion du Koweït par l'Irak, une rupture de la paix et de la sécurité, agissant en vertu des articles 39 et 40 de la Charte des Nations unies :
1. Condamne l'invasion du Koweït par l'Irak ;
2. Exige que l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces pour les ramener aux positions qu'elles occupaient le 1^{er} août 1990 ;
3. Engage l'Irak et le Koweït à entamer immédiatement des négociations intensives pour régler leurs différends et appuie tous les efforts déployés à cet égard, en particulier ceux de la Ligue arabe ;
4. Décide de se réunir de nouveau (...) pour examiner les autres mesures à prendre afin d'assurer l'application de la présente résolution ;

d'autres organisations internationales ou sous leur supervision « afin qu'elle parvienne bien à ceux qui doivent en être les bénéficiaires ».

7. Condamnation du viol des embassades (résolution 667, 18 septembre, votée à l'unanimité). — Le Conseil condamne « énergiquement » l'Irak pour ses « actes agressifs contre des locaux et du personnel diplomatique au Koweït, y compris l'enlèvement de ressortissants étrangers qui se trouvaient dans ces locaux ». Le Conseil demande leur libération immédiate et celle de tous ceux qui sont (à l'époque) retenus en otage aussi bien en Irak qu'en Koweït.
8. Résolution interne sur l'embargo (résolution 669, 24 septembre). — Le Conseil demande à l'unanimité au « comité des sanctions » d'examiner toutes les demandes d'assistance qui seront formulées par les pays éprouvant des difficultés économiques en raison de leur respect de l'embargo contre l'Irak.
9. Extension de l'embargo au trafic aérien (résolution 670, 25 septembre, votée par 14 voix contre 1 (Cuba). — Le Conseil décide l'embargo aérien contre l'Irak et décide l'immobilisation de tout navire irakien relâchant dans un port étranger s'il est soupçonné d'avoir violé l'embargo.

10. Les dommages de guerre (résolution 674, 29 octobre, votée par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen). — Le Conseil condamne « les agissements des autorités et des forces d'occupation irakiennes » au Koweït. Il « rappelle à l'Irak qu'en vertu du droit international il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subis, s'élevant du Koweït et des Etats tiers ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Irak ». Le Conseil « décide de rester en permanence activement seisi de la question jusqu'à ce que le Koweït ait racourci son indépendance et que la paix ait été rétablie conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ».
11. Préservation de l'état civil koweïtien (résolution 677, 28 novembre, votée à l'unanimité). — Le Conseil condamne à l'unanimité les tentatives irakiennes de modifier la démographie du Koweït et confie à l'ONU la garde d'une copie du registre d'état civil de ce pays.
12. Autorisation du recours à la force contre l'Irak (résolution 678, 29 novembre, adoptée par 12 voix contre 2 (Cuba et le Yémen) et une abstention (le Chine). — Le Conseil « exige que l'Irak se conforme pleinement à la résolution 660 (1990) et à toutes les résolutions pertinentes ultérieures et, sans revenir sur aucune de ses décisions, décide de lui accorder une période de grâce pour lui laisser une dernière chance de la faire ». Il « autorise les Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien et déploient des forces navales dans la région de prendre des mesures, qui soient en rapport avec les circonstances du moment (...) pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou partent (du Koweït) afin d'inspecter leur destination et de faire appliquer strictement les sanctions économiques ».

13. Aide alimentaire (résolution 669, 14 septembre, adoptée par 13 voix contre 2 (Cuba et le Yémen). — Le Conseil demande que l'aide alimentaire éventuellement envoyée à l'Irak et au Koweït soit acheminée et distribuée par l'ONU, le CICR et

Avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

36-17
Tapez IMP91

LE CONFLIT DU GOLFE

Le bilan des opérations militaires à l'heure du cessez-le-feu

Le général Schwarzkopf affirme que les forces alliées auraient pu aller jusqu'à Bagdad

Dans un bilan des opérations terrestres, qui était en fait déjà un bilan de la victoire, mercredi 27 février, juste avant que l'Irak n'accepte officiellement de se plier aux conditions des alliés, le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », le général américain Norman Schwarzkopf, a expliqué que les forces irakiennes avaient perdu les deux tiers de leur matériel lourd et que 50 000 soldats avaient été faits prisonniers. La déroute infligée à l'armée irakienne est due, selon le général, à « une opération absolument superbe, un modèle du genre qui sera étudié pendant des années ».

Faisant un point complet des quatre journées de l'offensive terrestre alliée au Koweït, le général Norman Schwarzkopf a estimé mercredi 27 février, à Ryad, que les forces irakiennes avaient perdu plus de deux tiers de leur matériel lourd. Plus de 3 000 chars, sur le total de 4 200 alignés par l'Irak sur le théâtre des opérations koweïtien, ont ainsi été détruits, a annoncé le général. En outre, les alliés ont mis hors de combat 29 divisions irakiennes sur 42, a-t-il ajouté (chiffre qui sera révisé quelques heures plus tard, 40 divisions ayant été détruites sur 42) et plus de 50 000 soldats de Saddam Hussein ont été faits prisonniers.

La supériorité alliée a été telle, selon le général américain, que les forces de la coalition auraient pu contrôler tout l'Irak.

« Si l'on avait été dans notre intention de prendre l'Irak, de détruire le pays, de dominer le pays, nous aurions pu le faire sans rencontrer d'opposition. Mais cela n'a jamais été notre intention (...). Notre intention était seulement de mettre les Irakiens hors du Koweït et de détruire la puissance militaire qui y a été installée », a-t-il souligné. Et d'ajouter que, lundi, des forces alliées ne se trouvaient qu'à 240 km environ de Bagdad, sans aucune troupe irakienne entre elles et la capitale, et qu'elles auraient donc pu facilement prendre la route de Bagdad « sans aucune opposition ».

Sur le plan tactique, le général a

révélé que les Irakiens avaient été victimes de deux ruses : une fausse menace de débarquement sur les côtes et un mouvement surprise des alliés d'est en ouest prenant à revers les forces irakiennes. Cartes à l'appui, expliquant le déroulement de l'offensive, le commandant en chef de « Tempête du désert », sortant de sa réserve, s'est laissé aller à décrire un saut de ses troupes : « L'opération était absolument superbe, un modèle du genre qui sera étudié pendant des années ».

Les Français « ont fait un superbe boulot »

Tirant les conclusions de ce bilan, le général a ainsi estimé que Saddam Hussein « n'est plus en état de constituer une menace militaire » dans la mesure où le dictateur irakien ne dispose plus d'assez de forces sur le terrain. Il s'est également ajouté qu'il y a beaucoup plus de buts dans cette guerre que de faire sortir l'Irak du Koweït, faisant allusion à la volonté américaine d'amener Bagdad à accepter toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui, à l'heure

Entre 45 000 et 50 000 prisonniers de guerre

Les bras en l'air, heureux d'être capturés

« Nous ne pouvons plus les compter... » Le nombre des soldats irakiens faits prisonniers mercredi 27 février est si grand que les commandants d'unités, sur le terrain, ont cessé de les compter. Un porte-parole militaire saoudien donne une estimation : quarante-cinq mille, cinquante mille. Les images sont partout les mêmes : des hommes écorchés les uns derrière les autres, en uniformes déparpillés, certains même en pantalons de pyjama, épaules voûtées et regards inquiets, sous la surveillance des vainqueurs.

La plupart sont sortis les mains en l'air de leurs bunkers, brandissant des drapeaux blancs improvisés, embrassant parfois les mains ou les épaules des marines américaines, des soldats saoudiens ou égyptiens. La chaîne américaine CNN a montré des soldats irakiens hilares, faisant le V de la victoire, et scandant des « Vive George Bush », à bas Saddam Hussein ».

Lorsque les blindés AMX 10-RC du 1^{er} spahis français ont abordé lundi une importante position irakienne, ils ont été accueillis par des drapeaux blancs étendus sur la soie, les soldats restant tapis au fond de leurs tranchées. Ces derniers avaient décidé de ne pas se battre, après avoir été abandonnés la veille au soir par leurs officiers. Les tranchées étaient vides, et les armes cachées dans les abris n'avaient pas tiré un seul coup de feu. Beaucoup de soldats irakiens se sont étonnés qu'on ait ouvert le feu sur eux, alors qu'ils étaient sortis en levant les bras en l'air dès l'arrivée des avions de la coalition.

Tous avaient, cachés dans une poche, l'un des tracts lâchés par les Américains, et recommandant, en arabe et en images, de se rendre en levant les bras au passage des avions.

De source américaine, on indique que, lorsque les prisonniers irakiens arrivent dans un camp de l'US Army, ils sont douchés, nourris, photographiés, et ils passent une visite médicale sommaire. Leurs empreintes digitales sont prises et certains d'entre eux interrogés. Un dossier est ouvert au nom de chaque homme, dont une copie est envoyée à la Croix-Rouge internationale, à Genève. Les prisonniers sont logés dans des tentes pouvant abriter de vingt à trente personnes. Ils sont autorisés à envoyer un message à leur famille et au bout de cinq jours en moyenne ils sont ramis aux autorités saoudiennes.

Enfin, le général a dénoncé le « nombre énorme d'atrocités » commises par les Irakiens à Koweït et a confirmé que ces derniers avaient également pris en otages « un grand nombre de jeunes Koweïtiens » au cours de la dernière semaine. Mais « cela n'est rien » en comparaison avec les « atrocités méprisables, innombrables » qui ont été commises dans la dernière semaine. « Les gens qui ont fait cela n'appartiennent pas à la même race » que les humains, a-t-il conclu.

Insultes à M. Saddam Hussein

Selon un témoignage de l'AFP, certains prisonniers ont insulté Saddam Hussein devant leurs vainqueurs. Les spahis français ont capturé des artilleurs de la 45^e division d'infanterie irakienne, postés à la frontière irako-saoudienne, qui avaient déserté en masse : ne

Quand les marines fixent l'ennemi...

Evoquant le mouvement de faux lancé, à l'ouest du Koweït, par les troupes alliées contre le dispositif irakien afin de le désorganiser, le général Norman Schwarzkopf a révélé, mercredi 27 février à Ryad, combien l'avait aidé la diversion menée, dans le même temps, par les marines.

Cette diversion a été double. Depuis quelque temps, déjà, les 1^{re} et 2^e divisions de marines avaient attiré l'attention par une série de manœuvres amphibies dans le Golfe, comme si elles s'exerçaient à débarquer sur les côtes koweïtiennes. De même, ces unités, appuyées par les tirs des canons de marine, ont donné l'impression, dès les premières heures de l'offensive aéroterrestre, de se lancer dans des opérations amphibies — qu'elles simulaient en vérité — selon des modes d'attaque « tout à fait classiques », a dit le gé-

ral américain, contre le Koweït depuis le Golfe.

Pendant ce temps (le Monde du 28 février), la 82^e division aéroportée américaine et la division « Daguet » française, averties en profondeur à l'intérieur même du territoire irakien, protégeaient une opération lourde d'enveloppement du Koweït, par l'ouest, à l'aide du 7^e corps d'armée mécanisé américain (renforcé de la 1^{re} division blindée britannique), pendant que deux autres unités américaines, les 101^{re} division aéroportée et 24^e division d'infanterie mécanisée, attaquaient plus frontalement en avant de la frontière koweïto-saoudienne.

Le rôle des marines a donc consisté, pour l'essentiel, à fixer à l'est de l'émirat, sur la côte, et même plus en arrière, entre Bassorah et Koweït-Ville, suffisamment de troupes irakiennes pour que le mouvement de faux, ailleurs, réussisse.

« Saddam Hussein ? Pas plus un stratège qu'un soldat ! » estime le commandant des forces alliées

Le général Norman Schwarzkopf, commandant des forces alliées dans le Golfe, a ironisé, mercredi 27 février, à Ryad, sur les qualités militaires du président Saddam Hussein.

Quand les journalistes lui ont demandé ce qu'il pensait des capacités de stratégie du dictateur de Bagdad, le général américain a d'abord fait mine de s'interroger : « Saddam Hussein un grand stratège militaire ? » Avant de lâcher : « Ce n'est ni un stratège, ni un homme versé dans l'art de la guerre, ni un tacticien, ni un général, ni un bon soldat. Mais, à part cela, c'est un grand militaire ! », a-t-il ajouté avec un sourire, déclenchant l'hilarité parmi les journalistes. — (AFP, AP)

Du lancement de l'offensive terrestre à l'arrêt des combats

DIMANCHE 24 FÉVRIER

3 h 9 : Washington annonce que les forces alliées ont lancé une offensive terrestre contre les troupes irakiennes au Koweït. Les 1^{re} et 2^e divisions de marines se lancent vers le nord-est du Koweït, franchissant les défenses des lignes irakiennes, alors qu'une force de frappe saoudienne opère un mouvement vers le nord, le long de la côte.

La 6^e division blindée française et la 101^{re} division aéroportée américaine, qui avaient avancé en masse vers l'ouest, franchissent la frontière irakienne dans la direction nord-nord-est à travers le désert. Le général Schwarzkopf a appelé cette manœuvre vers l'ouest son « Je vous salue Marie », dans lequel il a tout risqué. « Je ne me rappelle pas avoir jamais entendu dans les annales militaires qu'un nombre semblable de forces ait fait un tel mouvement pour se placer en situation d'offensive ».

13 h 40 : l'Irak déclare que ses troupes ont repoussé l'assaut allié et ont « la situation bien en mains ».

2 Dans l'après-midi : les marines avancent rapidement vers le nord, à travers une brèche dans les lignes irakiennes au Koweït. A l'est, la force saoudienne progresse sur la côte. Les unités saoudiennes et arabes, le long de la frontière saoudo-koweïtienne franchissent le front et se dirigent vers le nord-est. Au même moment, la division blindée française et la 101^{re} division aéroportée américaine continuent

d'avancer en Irak, vers le nord-est, à 240 kilomètres de Bagdad.

20 h 5 : le président Mitterrand déclare à la télévision que l'offensive terrestre se déroule pour l'instant « mieux que prévu ».

22 h 15 : le général Schwarzkopf donne l'ordre d'accroître le rythme des opérations.

LUNDI 25 FÉVRIER

5 h 30 : Radio-Bagdad réitère les affirmations selon lesquelles les forces irakiennes ont repoussé l'offensive terrestre et affirme que les troupes ennemies « roulent dans leur sang et leur honte ».

17 h 5 : le président Bush se félicite des « bonnes nouvelles » en provenance du front, affirme que le Koweït sera bientôt libre, mais met en garde contre toute « euphorie ».

21 h 30 : le Conseil de sécurité se réunit en consultations. L'URSS fait de nouvelles propositions.

23 h 30 : Radio-Bagdad annonce que l'Irak accepte de se conformer à la résolution 660 de l'ONU (traité des forces irakiennes du Koweït).

24 heures : La guerre continue, annonce la Maison Blanche, qui affirme ne pas avoir été informée d'une éventuelle décision de Bagdad de se retirer de l'émirat.

Dans la journée et le lendemain, la force de frappe saoudienne poursuit sa progression dans l'est du Koweït, les unités arabes et saoudiennes déjà présentes dans l'ouest de l'émirat se retournent vers l'est et se dirigent vers la capitale. Les



Britanniques s'introduisent en Irak par la frontière koweïtienne. Le 7^e corps américain se dirige vers l'est en direction de la Garde républicaine irakienne.

La 24^e division d'infanterie se rue vers la vallée du Tigre et de l'E-

uphrate pour empêcher toute retraite vers le nord-ouest. Les Français prennent position à l'ouest pour parer toute attaque irakienne qui surprendrait de flanc les troupes alliées. Selon le coalition, la moitié des 42 divisions irakiennes ont été

misses « hors de combat », et plus de 30 000 Irakiens ont été faits prisonniers ou se sont rendus.

MARDI 26 FÉVRIER

9 h 30 : le président Saddam Hussein confirme dans un discours l'ordre de retrait du Koweït, indiquant qu'il pourrait être achevé le jour même.

16 heures : le président Bush qualifie ce discours de « scandale » et accuse le président irakien de chercher à transformer une « déroute » en victoire politique. Les autres pays de la coalition rejettent également l'annonce irakienne, soulignant que l'Irak doit s'engager à accepter toutes les résolutions adoptées contre lui par l'ONU.

MERCREDI 27 FÉVRIER

Sur le terrain, une véritable manœuvre nord-sud fait soudain mouvement vers l'est. Pour attaquer la Garde républicaine, le 18^e corps d'armée aéroporté se dirige vers Bassorah, le 7^e un peu plus vers le sud. Les troupes saoudiennes et arabes se rejoignent pour entrer dans la ville de Koweït. Les marines prennent le contrôle de l'aéroport international de l'émirat et prennent position en dehors de la capitale pour prévenir toute tentative de sortie. Plus de 50 000 Irakiens ont été faits prisonniers.

4 heures : les troupes koweïtiennes entrent dans la capitale de l'émirat abandonnée par les troupes irakiennes.

7 h 30 : Radio-Bagdad annonce

que les forces irakiennes ont achevé leur retrait du Koweït.

16 heures : la libération du Koweït par la coalition allée est « presque achevée », déclare le président Bush.

17 h 15 : l'Irak accepte l'ensemble des douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, déclare l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari.

19 h 30 : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies estiment que l'Irak n'a pas encore satisfait aux exigences du Conseil en demandant un cessez-le-feu avant d'accepter les résolutions de l'ONU.

Dans la soirée, la mission irakienne auprès de l'ONU transmet une lettre du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, indiquant que Bagdad accepte sans conditions les douze résolutions du Conseil de sécurité.

JEUDI 28 FÉVRIER

3 heures : Le président George Bush annonce une suspension des opérations offensives de la coalition à partir de 5 heures GMT (6 heures, heure française).

9 heures : Radio-Bagdad annonce que les forces armées irakiennes ont reçu l'ordre de cesser le feu.

LE CONFLIT DU GOLFE

Les pertes alliées

Soixante-huit morts au combat
cinquante-six disparus et treize prisonniers

Les pertes subies en quarante-trois jours de guerre par l'armée irakienne seraient de l'ordre de 85 000 à 100 000 tués et blessés, selon des sources militaires saoudiennes citées jeudi 28 février par le *Washington Post*. La majeure partie de ces pertes auraient été infligées pendant les semaines de bombardements aériens — le nombre de sorties alliées a dépassé les 106 000 — qui ont précédé les cent heures de l'offensive terrestre.

Le général Schwarzkopf, commandant des forces américaines dans le Golfe, avait indiqué mercredi que les Irakiens avaient perdu 71,1 % de leurs chars (3 008 sur 4 230),

64,7 % de leurs blindés (1 856 sur 2 870), et 68,8 % de leurs pièces d'artillerie (2 140 sur 3 110), soit les deux-tiers de leur équipement lourd. Six hélicoptères et quatre-vingt-dix sept avions irakiens ont été détruits; quarante des quarante-deux divisions irakiennes sont également hors de combat, d'après un haut responsable américain à Riyad. D'autre part, le nombre de prisonniers capturés par les alliés ou qui se sont rendus serait de l'ordre de 50 000.

A la fin de cent heures de combats il est possible de dresser un premier bilan des pertes alliées. Selon les informations à notre disposition

mercredi soir, elles se montaient à trente-neuf morts américains — dont vingt-huit, y compris deux femmes-soldats par un missile Scud à Dharhan — et vingt-et-un blessés, à treize morts et quarante-trois blessés parmi les forces arabes, à quatorze morts et dix blessés dans les rangs britanniques, et à deux morts et vingt-sept blessés chez les Français. Cinquante-deux Américains ont été tués hors combat, s'ajoutant aux 103 morts accidentellement pendant l'opération « Tempête du désert ».

Parmi les morts britanniques figurent neuf occupants de deux blindés légers de transport de troupes détruits accidentellement mardi par

un avion anti-chars américain A-10 au cours de combats avec les forces irakiennes.

En outre, cinquante-six soldats alliés ont été portés disparus au cours des combats, dont 35 Américains, 10 Britanniques, un Italien et 10 Saoudiens. Treize ont été faits prisonniers de guerre par les Irakiens, dont deux Américains, deux Britanniques, un Italien et un Koweïtien. Les alliés ont par ailleurs perdu quarante-cinq avions, dont trente-six en mission, et quinze hélicoptères. — (AFP, Reuters, AP).

Les deux soldats
français tués
étaient des spécialistes
de l'action
en profondeur

Les deux militaires français de « Daguet » qui ont trouvé la mort mardi 26 février dans le sud de l'Irak pour la libération du Koweït sont deux gradés le sergent Yves Schmidt et le caporal-chef Eric Cordier, du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), basé à Bayonne.

Cette unité de la 11^e division parachutiste est, avec le 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP), basé à Dieuze (Moselle), spécialisée dans la recherche du renseignement en profondeur, les opérations spéciales et les actions de commandos en territoire adverse. Ces deux formations réunissent des professionnels engagés et des appelés du contingent. En cas d'opérations, elles peuvent être mises directement sous les ordres du haut commandement militaire, qui leur confie des missions.

Dès le début de l'insurrection du dispositif « Daguet », des détachements de ces deux unités ont été envoyés en Arabie saoudite. Le 5 octobre dernier, un officier et deux sous-officiers du 13^e RDP, aventuriers dans l'extrême nord saoudien en mission de reconnaissance, avaient été interceptés par une patrouille irakienne et rendus au chargé d'affaires français à Bagdad sous la signature de M. Saddam Hussein.

Quelques heures avant même le déclenchement de la phase éroterrestre de l'opération « Tempête du désert », des éléments du 1^{er} RPIMa avaient été infiltrés en Irak pour recueillir du renseignement et préparer le terrain à la division « Daguet ».

Vingt-cinq autres soldats français ont été blessés dans la même action en Irak. L'état de quatre d'entre eux est jugé sérieux. Vingt-quatre de ces blessés ont été rapatriés en France, où ils seront soignés dans trois hôpitaux militaires.

RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre envoyé spécial sur le Yémen intitulé « Pendaot la crise, l'unification continue » (*Le Monde* du 22 février), il fallait lire au 1^{er} paragraphe: «... le ryal continue à se dévaluer et a perdu en douze mois 100 % (et non 30 %)»; et, au paragraphe suivant: « la zone franche d'Aden prudemment qualifiée ici de « capitale économique du Yémen » (et non « capitale du Yémen »). Il fallait également lire un peu plus loin: « l'Union soviétique, dont l'ambassade à Aden, transformée en consulat, compte (au lieu de comme) vingt-six diplomates ».

Neuf soldats britanniques tués
par des avions américains

LONDRES

de notre correspondant

« C'est une de ces choses horribles qui arrivent », a commenté le premier ministre, M. John Major. Le ministère de la Défense venait d'annoncer que neuf soldats britanniques avaient été tués, mardi 26 février, sous le feu de deux avions américains Thunderbolt A-10. Treize soldats britanniques ont été tués par erreur par leur propre camp.

Un des paradoxes de cette guerre éclair veut que la majorité d'entre eux aient été tués par erreur par leur propre camp. Le plus âgé des neuf avait vingt et un ans, et le plus jeune dix-sept ans. Ils appartenaient à une unité de la quatrième brigade blindée, celle des « rats du désert », ainsi appelée depuis les combats contre l'Afrikakorps de Rommel, en Libye et en Tunisie, pendant la seconde guerre mondiale. Ils se trouvaient dans deux véhicules blindés Warrior engagés contre une division irakienne à environ quatre-vingts kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. La bataille faisait rage. Près de deux cents chars irakiens ont été détruits et cinq mille hommes faits prisonniers au cours de cette action.

Un des survivants de l'unité raconte qu'un avion Thunderbolt a ouvert le feu, avec son canon rapide, sur le véhicule qui les

précédait, tuant ses occupants sur le coup. Les soldats du second véhicule sont descendus pour leur porter secours, ce qui leur a sans doute sauvé la vie, car celui-ci a été attaqué à son tour par un autre Thunderbolt. L'unité a poursuivi le combat. Un peu plus tard, un officier a rassemblé les hommes et leur a dit: « Je suis fier de vous. Ce qui s'est passé n'a rien changé à votre attitude. On continue ».

Retour au foyer

qui est possible

A Riyad, un porte-parole de l'armée britannique a déclaré: « Cet événement est particulièrement triste pour nous et pour les forces américaines. C'est un fait cruel, dans toute guerre, quel que soit le nombre de précautions prises, ce genre d'accident arrive. Celui-ci s'est produit en pleine bataille. Le commandant en chef américain, le général Norman Schwarzkopf, a lui aussi « profondément regretté cette tragédie », mais il a fait remarquer que, vu la complexité des opérations, les coalisés n'ont eu « plutôt de la chance » de ne connaître que si peu d'accidents de ce genre.

Les avions ont un système d'identification électronique qui permet de différencier presque sur-le-champ un appareil ami

d'un ennemi. Mais les véhicules au sol n'ont pas de système comparable. Ils étaient marqués, au cours de la reconnaissance, d'un signe de reconnaissance, d'un chevron inversé, tracé avec une peinture spéciale visible à la lumière infra-rouge. Mais il pleuvait mardi, et le champ de bataille, qui avançait très vite, était particulièrement confus.

La presse britannique de jeudi accorde une grande place à cette affaire. Les journaux populaires publient des photos et des témoignages des familles. Le frère d'un des soldats tués, âgé de dix-huit ans, qui a participé lui aussi à l'offensive, est navré: « Il y avait une grande bataille en cours et le pilote a fait une grosse erreur. Nous en avons décidé qu'il ne pouvait pas être tenu pour responsable. » La mère d'une autre victime exprime ainsi son amertume: « Elle ne cessait de dire que les pertes sont légères, mais une seule suffit, n'est-ce pas ? »

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a promis, jeudi matin 28 février, que « les troupes britanniques qui ont combattu rentreront dans leurs foyers aussitôt que possible ». « Elles ne resteront pas là-bas », a-t-il affirmé dans une interview à la BBC.

DOMINIQUE DHOMBRES

Avec les hommes de la division « Daguet »

Une trêve accueillie sans états d'âme

RAFHA

(frontière irako-saoudienne)
de notre envoyé spécial

Les Ot's qui font la queue devant les cabioles téléphoniques sur la place du village ont d'abord du mal à y croire. Ils avaient quitté leur camp trop tôt, jeudi matin 28 février, pour avoir eu le temps d'appréhender la nouvelle de la trêve par Desert Shield, la radio des forces armées américaines. Et puis l'un d'entre eux a exhalé: « Great! » (génial), a-t-il dit simplement.

« On est là depuis presque six mois dans ce foutu pays, recherché un autre, ni femmes, ni bière, ni

rien. Maintenant, dans deux ou trois mois, on sera peut-être à la maison. » Tous sont membres de cette partie de la 82^e Airborne (division aéroportée) placée sous commandement opérationnel français. « Les Français ont fait un boulot génial », explique Tom, un sergent originaire du Mississippi. « Ils voulaient sans arrêt aller de l'avant, on devait toujours les freiner. Quels types ! »

Précisément, les militaires français accueillent la trêve sans états d'âme. Quelques frustrations, peut-être, chez les techniciens de base privés de combats par la fuite éperdue de l'ennemi, et qui rêvaient d'oeuvrer. Mais, comme le dit le colonel Derville,

« patron » du 2^e régiment étranger d'infanterie: « Si on m'ordonne d'avancer, j'avance; si on m'ordonne de rester sur place, je reste; si on m'ordonne de reculer, je recule. »

Les hommes de la division « Daguet », dans leur grande majorité, ont fait cette guerre sans motivation idéologique particulière, sans conscience très nette de ses enjeux, mais aussi — c'en est le corollaire — sans haine. Dans les sables du désert, il ne s'agit rien de plus que de leur métier. La trêve, si elle devait se confirmer, ne les laisserait oulement frustrés, simplement satisfaits d'avoir accompli leur mission.

D. S.

Manque d'initiative aérienne
et éducation d'une « ligne Maginot »La double erreur militaire
de M. Saddam Hussein

Dans cette guerre du Golfe, l'état-major irakien s'est, toutes comparaisons gardées, retrouvé face au commandement allié dans la situation des chefs militaires en 1940, qui n'ont été accusés d'avoir commis une double faute de jugement: celle d'avoir estimé incoordonnable par des manoeuvres enveloppantes la ligne Maginot, derrière laquelle ils avaient abrité leurs troupes, et celle d'avoir pas cru, à l'époque, en l'aptitude de leur adversaire à conquérir sur le terrain la mobilité des blindés avec l'ubiquité de l'aviation. Un demi-siècle après, les généraux de M. Saddam Hussein ont redonné cette double erreur d'appréciation.

Les Irakiens auront joué jusqu'au bout la guerre de positions, en privilégiant l'éventualité de combats terrestres, pour lesquels ils se jugeaient aguerris depuis leur conflit de huit ans avec les Irakiens, sur la perspective d'affrontements aériens, qu'ils maîtrisaient beaucoup plus mal en réalité.

Dès le début, l'Irak n'a pas su tirer profit de son aviation, pourtant bien équipée et correctement entraînée par les Français et les Soviétiques. On a attendu pour preuve à contrario le fait que Bagdad a attendu le 17 janvier, la nuit de l'ouverture du feu par la coalition, que les alliés l'attaquent par les airs au lieu de prendre l'initiative d'un assaut aérien généralisé qui eût préventivement cassé nombre des quinze cents avions alignés par les forces anti-irakiennes sur leurs bases en Arabie saoudite. L'effet de surprise n'eût pas manqué d'agir chez les coalisés.

A cela, plusieurs raisons techniques, dont la moindre n'est pas que les Irakiens n'avaient véritablement pas le savoir-faire pour une action d'aussi grande envergure. Mais, rétrospectivement, deux autres raisons semblent essentielles. D'abord, il est probable que le maître de Bagdad a cru que la coalition et, surtout, les pays arabes du sud, ne l'agresseraient pas, ce premier. Ensuite, M. Saddam Hussein a paru soucieux, en priorité, de préserver le maximum de ses avions et de ses hélicoptères de combat pour appuyer, au Koweït, des actions éroterrestres qu'il avait imaginées plus précoces dans le calendrier de la bataille.

En plusieurs phases
autonomes

Pas ou peu convaincu, semble-t-il, de l'intérêt de conduire d'emblée sa propre stratégie aérienne, le président irakien n'a pas davantage été persuadé du fait que les coalisés, suivant ce que des manuels américains, prendraient tout leur temps — un mois — pour planifier méthodiquement l'arrière de son pays, en plusieurs phases aériennes autonomes. Primo, en bombardant le système nerveux (postes de commandement, centres de transmissions, radars) de la défense aérienne pour acquiescer, le plus tôt possible, la maîtrise du ciel irakien. Secundo, en s'en prenant aux musées (bases, pistes et infrastructures) de cette même défense aérienne. Tertio, en éliminant à détruire la logistique (dépôts de carburant et de munitions, ponts et routes) de ce réseau.

Mobilité
et rapidité

Dans leur inaptitude quasi conceptuelle à user à bon escient de leur aviation, M. Saddam Hussein et ses généraux n'ont pas été en mesure de pressentir la manière dont leurs adversaires allaient utiliser leur précision lorsque, pour fractionner systématiquement et contourner la ligne Maginot des Irakiens au Koweït, le général Norman Schwarzkopf eût combiné de nombreux raids aériens et incursions terrestres viles.

Cette grande manoeuvre d'assauts simultanés et coordonnés sur plusieurs axes de pénétration — qui rassemble avions d'attaque au sol, pièces d'artillerie, blindés et hélicoptères de combat — est d'abord fondée sur la mobilité et la rapidité du déplacement: de tous ces moyens réunis sur le théâtre des opérations. Elle est d'autant plus assurée de gagner que l'adversaire est statique, comme l'a été une troupe irakienne formée à l'école soviétique.

Excluant une concentration excessive de son dispositif pour jouer à plein la mobilité sur le terrain et mieux pratiquer une certaine dilution de ses forces dans l'espace, la coalition a évité, de la sorte, d'offrir aux Irakiens les objectifs auxquels ils pouvaient s'attacher: ceux qui auraient justifié l'emploi par eux de charges chimiques, comme les obus de leur artillerie sol-sol, les conteneurs largués d'avions ou d'hélicoptères et leurs missiles Frog.

Des sources militaires à Paris ont rapporté que certaines des unités irakiennes au Koweït disposaient bien de leur arsenal chimique, dit organique, c'est-à-dire en datation permanente. Mais le mode d'attaque retenu par les alliés, les conditions atmosphériques (notamment le brouillard du vent, la pluie et les nuages, en mauvais endroits) et l'annonce par les Américains qu'ils seraient assés à répliquer en chimique sur des forces irakiennes mal protégées de ce danger ont dissuadé les Irakiens d'envisager un tel armement.

JACQUES ISNARD

« Bienvenue... »

Suite de la page 5

Devant l'hotel Matheson, l'empereur a reçu les membres de la mission irakienne. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal. Le prince Faysal a été reçu par le prince Faysal.

LE CONFLIT DU GOLFE

La libération du Koweït

« Bienvenue... »

Suite de la première page

Devant la carcasse noire de l'hôtel Méridien, les quarante employés bagdadi qui ont vécu toute l'occupation témoignent. « Ils ont commencé à incendier les hôtels, certains grands immeubles et le Parlement, le samedi 23 février à 5 heures de l'après-midi (soit au lendemain de la première annonce par Radio-Bagdad de l'acceptation conditionnelle par l'Irak du retrait du Koweït) et cela n'a continué jusqu'à lundi. Ils nous ont donné dix minutes pour sortir puis ils ont tiré au canon. »

Pays et nourris par le propriétaire koweïtien de l'hôtel, fermé pendant ces sept mois, Ranji et ses amis vivent maintenant dans le sous-sol de l'immeuble. « Jusqu'au samedi 23, les Irakiens qui venaient à l'hôtel se nourrissaient de ce qui restait des repas servis à l'hôtel. Ils ont disparu lundi, et mercredi matin nous avons vu passer les premiers soldats américains. »

Tous les témoignages concordent à peu près : les troupes irakiennes ont quasiment disparu de la ville de Koweït dans la journée et la soirée de lundi. Un retrait qui aurait déjà commencé dans la nuit de samedi à dimanche.

« Le soir de l'ultimatum fixé pour le début de l'offensive terrestre (soit samedi à 20 heures locales), nous avons entendu passer beaucoup de chars et de véhicules. Nous ne savions pas s'il s'agissait de retraits ou de renforts, affirme Hussein, un commerçant. Maintenant, nous pensons qu'ils se retirent. Depuis trois jours, ils passent dans les maisons et prennent les voitures pour fuir plus vite, dit-il encore, on sentait que la fin était proche. »

On a étonné avec eux cinq mille otages comme on le dit ? Dans mon quartier, quatre jeunes, dont mon cousin, ont disparu ces derniers jours, précise Hussein qui ne peut, bien sûr, confirmer les chiffres officiels qui circulent. « C'est la même chose pour les trois autres que je connais, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus, affirme encore Hussein, qui en sept mois, a également vu assassiner trois de ses cousins par des soldats irakiens. »

Tortures à l'électricité

Dans le poste de police de son quartier, protégé par des sacs de sable, à l'abri des regards des grands jours. « C'est ce matin, dit-il, que nous avons repris le poste. Quand je suis venu, il n'y avait plus d'Irakiens. J'ai tiré en l'air pour ouvrir mes amis et tous ensemble nous avons dansé de joie dans la rue. » Sur le bureau du chef de poste, le colonel Mohammed Al Salmane, trône un appareil électrique militaire, très rustique, témoin des tortures à l'électricité subies sans doute ici même, par les personnes arrêtées. Tout en expliquant son maintien, le colonel Al Salmane préfère conclure : « Tout cela est fini. Le Koweït est libre à jamais. Regardez aujourd'hui, nous n'avons rien. Mais croyez-moi, pendant sept mois, nous n'avons pas ri. »

Des jeunes gens armés rentrent et sortent sans interruption. En grand nombre, ils ont pris position aux carrefours de la ville et règlent la circulation. Qui sont-ils ? « Des jeunes Koweïtiens des quartiers, répond le colonel Al Salmane, ils veulent à ce que tout se passe bien. » Des résistants ? « Pas forcément », précise cet homme qui pendant toute l'occupation a joué à cache-cache avec les soldats irakiens toujours à sa recherche.

Le cousin de Hussein, capitaine dans la marine koweïtienne, est lui aussi sorti de la clandestinité. Sa famille a été harcelée, sa maison brûlée, ses voitures détruites, et à plusieurs reprises il a failli se faire arrêter. Particulièrement discret ces derniers mois, en raison de la répression, la résistance koweïtienne fait sa réapparition au grand jour et opère en particulier avec les marines américains dans la ville. « Ils ont fait du bon travail et nous ont aidés », affirme à cet égard un officier des marines qui insiste sur leur contribution.

Non loin du poste de police, l'ambassade de France dont les locaux sont barrés par de gros blocs de pierre, est déserte. Sur le toit, le drapeau se dresse, et ses couleurs passées, mais il flotte. A la résidence de l'ambassade, seule la lueur de deux bougies « l'électricité et l'eau sont coupées à Koweït depuis dimanche 4 heures du matin, soit quelques heures après le déclenchement de l'offensive terrestre - indique une présence humaine. »

« La gardienne », une employée étrangère de l'ambassade qui préfère garder l'anonymat, est presque déçue de ne pas voir ces « officiels », annoncés mardi soir par le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, qu'elle et son mari attendent désormais.

L'accueil est toutefois très chaleureux, même si les bombardements alliés ont rendu, depuis le 17 janvier, « la vie beaucoup plus difficile. Quand aux Jaguar, dit-elle en plaisantant, on ne les aime pas beaucoup. Ils ont été les premiers à nous bombarder. »

Depuis cinq semaines, elle n'est pas sortie par crainte des bombardements que nulle sirène n'annonçait. « Depuis le début de la guerre, dit-elle, le téléphone est coupé et les écoles et les magasins sont fermés. » Renvartés d'office, les écoles « étaient plus fréquentées que par les étrangers, et aucun enfant koweïtien ne s'y rendait. »

Ces différences de comportement de la population vont sans aucun doute peser lourd sur l'avenir du Koweït, et Hussein ne cache pas, par exemple, son ressentiment. « Si nous avions été seuls, dit-il, cela aurait été plus difficile pour les Irakiens. Ils n'auraient trouvé personne pour les aider et collaborer avec eux. Nous aurions mieux réussi et c'est une leçon que nous ne devons pas oublier. »

Les Palestiniens sont montrés du doigt

Conscient des risques, les autorités koweïtiennes diffusent d'ailleurs par la radio des appels aux Koweïtiens pour « qu'ils prennent soin de leurs hôtes. Toute vengeance créerait la guerre civile, cela nuirait au pays », indique en substance ces messages.

Parmi les étrangers les plus nombreux, les Palestiniens sont bien sûr montrés du doigt même s'il ne faut pas confondre tout le monde, affirme un homme d'affaires.

Les lendeinains de libération risquent toutefois d'être difficiles pour beaucoup, tant les Koweïtiens ont vécu comme une humiliation permanente cette occupation. Les petites histoires sur « les découvertes » de soldats irakiens qui ne savaient plus par exemple « quel palais incendier tant tout ici était pour eux palais » ou « s'étonnaient que même les murs donnent de l'argent avec un distributeur de cartes de crédit » sont légion et dénotent un peu la lourde atmosphère qui règne à l'évocation de ces

sept mois. Sur tous les ponts autoroutiers de la capitale koweïtienne, et ils sont nombreux, des bunkers de sable et de pierre donnent un exemple de la façon dont les soldats de l'armée populaire irakienne quadrillaient la ville occupée. Les Irakiens gardaient notamment les écoles, pour les maintenir ouvertes et les stations de police.

Aucun des ponts que nous avons vus n'était détruit et les bombardements alliés n'ont semblé-il pas fait de gros dégâts dans la ville.

Des coups de feu cloquaient toujours

Seul le front de mer semble très touché, sans doute par les obus de marine qui visaient les blockhaus installés à intervalles réguliers le long de la plage.

Aux abords de la capitale où vivent de nombreux chars, véhicules blindés et camions brûlés, les dégâts sont plus apparents comme le long des routes qui mènent, du sud ou de l'ouest, vers la ville. Mercredi après-midi dans certains quartiers de Koweït-Ville, des coups de feu cloquaient toujours et à une vingtaine de kilomètres un engagement opposait des unités des marines à des soldats irakiens. Traits tirés, yeux rouges de fatigue, des marines démontaient la circulation, expliquant plus par gestes que par la parole à des Koweïtiens apeurés que ce serait fini bientôt. A quelques kilomètres, une colonne de fumée noire témoignait d'un autre accrochage entre un régiment saoudien et des éléments irakiens.

Sur la route de la capitale, venant de l'ouest, de longues colonnes syriennes, saoudiennes, égyptiennes se frayent un chemin entre les troupes d'obus et les carcasses abandonnées étaient brusquement stoppées dans leur avance à l'entrée d'Al-Jahra. Des chars tiraient sans que l'on puisse rien distinguer. Très vite deux tanks, appartenant aux soldats britanniques des « crabs du désert », arrivaient, tiraient à leur tour avant de se replier. Manœuvrant, ils revenaient sur l'objectif invisible, de nouveaux coups se faisaient entendre et puis plus rien.

Après une demi-heure d'attente, la route était de nouveau ouverte et le passage à base altitude d'un bombardier F-15 américain était bruyant. Il était suivi par les premiers Koweïtiens rencontrés, « Égypte, Arabie saoudite, Syrie, toujours avec nous », hurlaient-ils sous de joie aux soldats saoudiens, qui renvoyaient les saluts du haut de leurs camions. A la nuit tombée, plongée dans le noir absolu, la capitale koweïtienne n'était plus éclairée que par la lueur d'un immense coucher de soleil artificiel, provoqué par les puits de pétrole et les, visibles depuis la route.

Jamais sans doute plus qu'aujourd'hui, après ces sept mois d'une occupation très dure et destructrice, les Koweïtiens s'avaient eu le sentiment si fort d'appartenir à une véritable « nation ». « Nous avons beaucoup aimé mais nous avons beaucoup appris, conclut l'un d'eux. Cette leçon ne sera pas oubliée. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Quel régime à l'avenir ?

par Francis Cornu

L'Émir Jaber a pris une décision apparemment indispensable mais aussi risquée, en proclamant la loi martiale, mardi 28 février, la veille de la libération du Koweït, avant même d'être certain d'avoir la possibilité de rentrer un jour prochain dans son palais dévasté par l'occupant et de déléguer, en attendant, des représentants de son autorité dans la capitale libérée.

Cette mesure d'urgence, décrétée pour trois mois, se conçoit dans un pays ravagé, pillé, en proie au désordre, où la sécurité n'est pas près d'être pleinement rétablie et où on peut craindre des réagissements des comptes contre lesquels le gouvernement en exil s'est allégué pris soin de mettre en garde les Koweïtiens. Libération rime souvent avec épuration. Mais ce régime, dont le relatif libéralisme politique paraissait assez extraordinaire pour les autres monarchies du Golfe, au pouvoir sans partage, peut-il prolonger un état d'exception déjà critiqué par certains Koweïtiens ?

Le Koweït ne doit pas rater son nouveau départ car il entre dans une période qui aura valeur de test, non seulement pour l'avenir de cette principauté mais encore pour celui de la région tout entière. Américains et alliés y souhaitent plus ou moins un nouvel ordre durable dans l'après-guerre.

L'émirat peut avoir de l'assurance. Dès l'invasion, la communauté internationale, à l'ONU, a exigé le départ des Irakiens et le retour du gouvernement « légitime » du Koweït. Mais, cette deuxième condition, au début, était moins clairement affirmée que la première par quelques-uns qui estimaient que cela pourrait éventuellement faire l'objet d'un compromis. Beaucoup, dans le monde arabe et du côté de la coalition anti-Irak, n'ont pas hésité à se battre à tout prix pour sauver un régime jaloux et souvent critiqué. Il n'était pas évident de survivre politiquement dans l'exil. Mais le richissime émirat a vraiment prouvé qu'il avait les moyens de subsister et de manifester sa puissance sans territoire.

Privé de ses revenus pétroliers et d'une partie de ses fonds qui étaient bloqués pour qu'ils ne puissent être utilisés par l'occupant, le gouvernement de l'émir a substantiellement dédormé nombre de pays pour leur participation dans la coalition - la France, tout récemment. Il s'est aussi payé le luxe de remettre la dette de certains de ses plus pauvres débiteurs. Et, depuis de longues semaines, il a été employé à négocier avec de grandes sociétés internationales d'énormes contrats en vue de la reconstruction du Koweït, de solides acomptes à l'appui.

Plus rien comme avant

Cependant, les dirigeants koweïtiens ne peuvent oublier que la président Saddam Hussein a trouvé de l'écho, dans le monde arabe - et même en dehors de celui-ci - lorsque, pour tenter de justifier l'invasion et l'annexion, il n'a cessé d'accuser la famille régnante de « corruption » de toutes sortes, de favoriser systématiquement l'Occident par une politique pétrolière de trop bas prix, d'investir en Amérique ou en Europe plutôt qu'en Proche-Orient et d'entretenir les inégalités Nord-Sud dans cette région entre pays riches et pauvres. Le Koweït s'est également vu reprocher de ne pas soutenir suffisamment la cause des Palestiniens, malgré de larges contributions financières à destination de ces derniers et de leurs organisations.

« Plus rien ne sera comme avant... » Au sein de la famille régnante koweïtienne ainsi que dans les autres monarchies du Golfe, le débat continue sur le sens qu'il convient de donner à cette affirmation. Les modérés estiment que la crise du Golfe oblige à des réformes ; les « crabs » ou conservateurs pensent qu'il conviendrait elle implique qu'il faille resserrer encore les « boutons » de leurs régimes. Ce dernier point de vue ne semble pas être celui de la plupart des dirigeants occidentaux qui espèrent des réformes. Le nouveau départ du Koweït pourrait être décisif pour la réussite de l'après-guerre.

« Plus rien ne sera comme avant » ont souvent promis les dirigeants koweïtiens dans leur refuge de Taïf, en Arabie saoudite. Mais cette phrase peut être diversement interprétée, le sens que lui donnent les uns ou les autres membres de la dynastie Al-Sabah étant parfois tout à fait contradictoire.

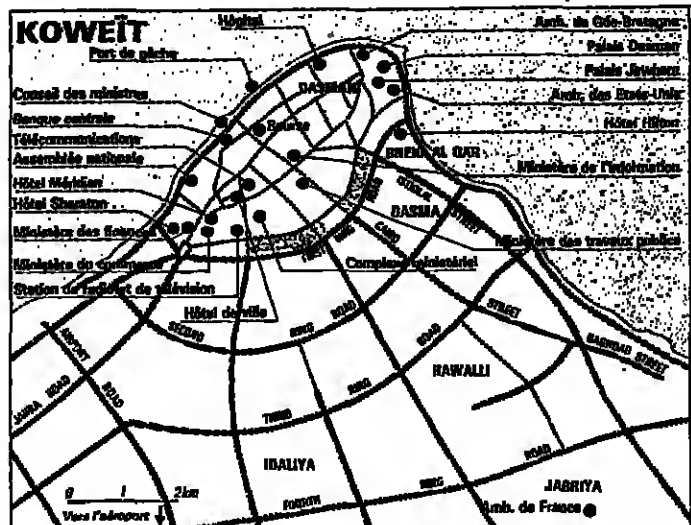
L'émir Jaber ne peut manquer de se souvenir que cette année 1990, si funeste pour lui, avait commencé par des manifestations de rue et une agitation politique inquiétantes. L'opposition koweïtienne réclamait un retour à la démocratie. Certes, l'émirat peut se prévaloir d'avoir instauré, dès l'indépendance (en 1961), un régime parlementaire comme il y en a toujours fort peu dans le monde arabe - l'Assemblée étant toutefois élue au suffrage restreint et l'émir conservant d'importantes et décisives prérogatives, pour lui-même et sa famille.

Mais, par deux fois, en 1976 et en 1986, la Constitution avait été suspendue et le Parlement dissous. Non seulement toute une fraction de la famille régnante n'avait jamais réellement accepté ce système qu'elle jugeait excessivement libéral depuis le début, mais encore, la deuxième fois notamment, les autres monarchies du Golfe et surtout celle d'Arabie saoudite, avaient-elles fait pression pour l'abandon de ce libéralisme dont elles redoutaient la contagion... En juin 1990, l'émir a fait procéder à l'élection d'un Conseil national provisoire, véritable « parlement croupion », scrutin boycotté par l'opposition.

Mais, après l'invasion, resserrant les rangs dans l'adversité, le gouvernement et l'opposition parlementaire se sont officiellement réconciliés, lors d'une « conférence populaire », en octobre, à Djeddah (Arabie saoudite), sur la base du respect de la Constitution initiale. Cependant, la solennité de la cérémonie dissimulait mal la persistance de profondes divergences, dans les deux camps et au sein même de chacun. L'émir a paru, par la suite, avoir oublié cet engagement de revenir à la Constitution de 1962. Et les opposants n'ont pas attendu la décision de l'émir de gouverner sous la loi martiale pour en constater le projet (1). Mercredi, plusieurs d'entre eux ont redit leur protestation en dépit de l'atmosphère d'effrésie générale chez les Koweïtiens de l'intérieur comme de l'extérieur. L'opposition dans son ensemble paraît bien déterminée à former un front commun pour tenter d'imposer le retour à la démocratie.

« Plus rien ne sera comme avant... » Au sein de la famille régnante koweïtienne ainsi que dans les autres monarchies du Golfe, le débat continue sur le sens qu'il convient de donner à cette affirmation. Les modérés estiment que la crise du Golfe oblige à des réformes ; les « crabs » ou conservateurs pensent qu'il conviendrait elle implique qu'il faille resserrer encore les « boutons » de leurs régimes. Ce dernier point de vue ne semble pas être celui de la plupart des dirigeants occidentaux qui espèrent des réformes. Le nouveau départ du Koweït pourrait être décisif pour la réussite de l'après-guerre.

(1) La loi martiale donne au pouvoir quasi absolu au prince héritier et chef du gouvernement, Cheikh Saad Al Abdallah dont celui d'interdire les réunions, de dissoudre les associations, de censurer la presse et de contrôler les correspondances et les écoutes téléphoniques. Cette loi permet aussi l'expulsion des non-Koweïtiens ou leur détention au cas où ils représenteraient un danger pour l'ordre public.



La monarchie des Al Sabah

La famille régnante des Al Sabah, chassée du pouvoir par l'invasion des forces irakiennes le 2 août dernier, s'est installée au Koweït au dix-septième siècle.

Après l'invasion de l'émirat, l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah et sa famille se sont réfugiés à Taïf (ouest de l'Arabie saoudite), où se trouve également le gouvernement en exil dirigé par le prince héritier Saïd Al Abdallah Al Sabah.

Six membres de la famille royale ont été tués, dont Cheikh Fahd Al Ahmad Al Sabah, frère de l'émir, lors de l'assaut du palais de Dasmene, résidence de l'émir. Peu après l'annexion du Koweït par l'Irak, Bagdad ordonnait le séquestration de tous les biens de la famille Al Sabah, devenus la propriété du gouvernement irakien.

La dynastie des Al Sabah gouverne le Koweït depuis le dix-huitième siècle. Cet émirat de 17 816 kilomètres carrés, qui comptait 2 014 135 habitants avant l'occupation irakienne, était l'un des pays les plus riches du monde avec un PIB de 13 400 dollars par habitant en 1988. Au lendemain du 2 août, les émirats koweïtiens ont été gérés par plusieurs gouvernements occidentaux afin d'éviter qu'ils ne tombent dans les mains de l'Irak.

La famille Al Sabah (musulmans sunnites) descend directement de la tribu des Bani Khalid de Najd (centre de l'Arabie), dont sont également issues les familles des Al Khalifa, qui règnent à Bahreïn et au Qatar, et des Al Saoud, famille royale d'Arabie saoudite. Elle compte plusieurs milliers de membres et s'est agrandie au fil des mariages contractés avec les tribus du nord-est du Golfe.

Le premier des membres de la famille qui régnait sur le Koweït a été Cheikh Sabah Ben Jaber ou Sabah I^{er} qui a gouverné de 1762 à 1782. L'un de ses successeurs les plus connus est Cheikh Mubarak Ben Sabah, qui a signé un traité d'amitié et de coopération avec la Grande-Bretagne en 1899. Appelé aussi Mubarak Al Kabir (le grand), il a été le fondateur du Koweït moderne. Il mit au point les premiers services publics du pays et institua la succession héréditaire, toujours en vigueur.

Ahmed Al Jaber, le père de l'émir actuel, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, qui régnait de 1921 à 1950, a signé en 1923 le premier contrat de prospection pétrolière. La première cargaison de brut a été exportée en 1946. Cheikh Abdallah Salem Al Sabah, père de l'actuel prince héritier, a résigné en 1981 le traité d'amitié et de coopération avec la Grande-Bretagne, et le Koweït est devenu indépendant.

C'est Cheikh Abdallah aussi qui a donné au pays une constitution introduisant le système de représentation parlementaire. L'Assemblée nationale a toutefois été dissoute en juillet 1988. Un Conseil national, structure transitoire et contestée, chargé de préparer un retour à la vie parlementaire, a été créé par l'émir en avril 1990. - (AFP)

Les ambassadeurs regagnent la capitale

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, devait s'entretenir jeudi 28 février à l'ONU avec M. Javier Pérez de Cuellar avant de se rendre à Washington où il devait être reçu par son homologue américain, M. James Baker, et par le président Bush. M. Dumas devait ensuite se rendre à Londres.

Derniers représentants des pays coalisés à être restés à Koweït après l'invasion irakienne, les personnels des ambassades ont commencé dès mercredi 27 février à reprendre possession des locaux diplomatiques.

Dès mercredi, les drapeaux nationaux étaient hissés sur les ambassades des États-Unis, de l'Arabie saoudite, de Qatar et des Émirats arabes unis et plusieurs pays annonçaient le retour proche des diplomates dans des ambassades restées inoccupées mais non fermées.

La France a ainsi nommé dès mercredi comme nouvel ambassadeur au Koweït M. Jean Bressot, qui était chargé de plusieurs mois de la représentation auprès des autorités koweïtiennes en exil à Taïf. M. Jean Bressot est arrivé jeudi matin à Koweït-Ville, a annoncé M. Pierre Joxe.

Le département d'État a annoncé de son côté que son ambassadeur, Edward Gnehm, qui se trouve lui aussi à Taïf, pourrait gagner son ambassade dès jeudi. La Suède, le Canada, le Sénégal ont été également parmi les premiers à annon-

cer la remise en fonction immédiate de leur mission à Koweït.

Né en 1933, licencié en droit, diplômé de l'Institut des hautes études marocaines et de l'université de Cambridge, M. Jean Bressot a été en poste à Tripoli (1960-1962), à Fort-Lamy (1962-1964), à Djeddah (1964-1966), à Tunis (1966-1969), à Mogadiscio (1969-1971) et à Alger (1974-1977). Il a été ensuite sous-directeur pour l'information et la presse à l'administration centrale (1977-1982), puis ambassadeur à Koweït (1982-1986) et à Tunis. Il représentait la France à Taïf auprès des autorités koweïtiennes en exil depuis octobre 1990.

Le KIO a-t-il vendu une partie de ses actifs ?

Le cheikh Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale du Koweït, a déclaré le Monde du 28 février que le gouvernement koweïtien était opposé à la liquidation des avoirs du Koweït Investment Office (KIO) placés à l'étranger. Le même jour, cette assertion était confirmée par une déclaration à la BBC du cheikh Ali Khalifa Al Sabah, ministre des finances du Koweït et qui se résumait ainsi : le Koweït estime avoir des ressources suffisantes pour faire face aux premières dépenses de la reconstruction.

Néanmoins, le trésor du Koweït, estimé entre 80 et 100 milliards de dollars, semble avoir été écorné au cours de la crise du Golfe. « Durant le

conflit, le Koweït a vendu une partie de ses avoirs, notamment ses parts dans le groupe allemand Daimler Benz, et continuera toujours de le faire », a déclaré M. Jasssem Al Dabous, sous-secrétaire au ministère des finances du Koweït, au quotidien Al Itihad, des Émirats arabes unis.

La part du KIO dans Daimler représentait 14 % du conglomerat allemand. « En revanche, nous achetons des actions d'essence en Thaïlande, mais cela dépend de la nature des investissements et des conditions du marché financier », a-t-il conclu. Tant qu'un état des lieux n'a pu être mené de manière exhaustive au Koweït, il est clair qu'aucune décision définitive en matière de finances ne pourra être adoptée.

LE CONFLIT DU GOLFE

Les réactions dans le monde après la suspension des combats

En Jordanie, le début de révisions déchirantes

AMMAN

de notre envoyé spécial

Les événements vont trop vite et, une fois de plus, la presse jordanienne de ce jeudi matin a été prise au dépourvu, avec des manchettes à la « une » annonçant que « la coalition agressive refuse le cessez-le-feu et met à exécution un plan sioniste pour envahir l'Irak ».

Les éditorialistes des quotidiens vont dans le même sens, affirmant que « Washington souhaite terroriser les Arabes et les musulmans », mais que la « crissade » de M. Bush échouera devant la détermination de l'Irak.

Malgré l'échec militaire que l'on essaie ici, dans la mesure du possible, d'occulter, le ton, dans les milieux officiels, demeure toujours triomphaliste. C'est ainsi que le premier ministre, M. Mouad Badraoui, a déclaré mercredi, au Parlement, que le retrait irakien du Koweït ne constituait pas une défaite mais faisait partie d'un plan pré-établi pour assurer sa défense. « Le sud de l'Irak se transforme en un vaste cimetière pour tous ceux qui voudront envahir ce beau pays », a-t-il affirmé en soulignant que la décision irakienne constituait seulement une « mesure militaire tactique ».

La décision du président Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït a cependant semé le désarroi dans toutes les couches de la population jordanienne. Il y a d'abord ceux qui ont été littéralement désorientés par la succession rapide et contradictoire des événements de ces derniers jours et qui avouent franchement qu'ils ne savent plus à quels saints se vouer. « Attendez, disent-ils, d'y voir plus clair avant de nous prononcer. » Ils n'arrivent pas à com-

prendre pourquoi l'armée irakienne, qu'on avait présentée comme invincible et toute puissante, s'est ainsi effondrée avec une telle rapidité.

Il y a ensuite ceux qui sont désespérés, comme ces étudiants de l'université d'Amman qui recourent ouvertement et sans honte qu'ils ont pleuré lorsqu'ils ont entendu le discours de Saddam Hussein, confirmant qu'il avait donné l'ordre à ses troupes de se retirer. Ce sont cependant des « inconditionnels », et ils gardent une confiance absolue dans le chef d'Etat irakien qui, disent-ils, a certainement agi pour sauver son armée de la destruction, obéissant à un peu rapidement qu'il y a encore quelques jours cette armée avait, selon la propagande officielle, pratiquement décimé les « envahisseurs alliés ».

« Une victoire politique »

Un professeur d'Université d'origine palestinienne résume le sentiment de ses « inconditionnels » en affirmant « il se peut que Saddam Hussein soit en train de se suicider. Qu'importe. Nous l'aimons parce qu'il a osé dire non aux Américains et aux Israéliens ».

Al Aholi, l'hebdomadaire du FDLP de M. Nayef Hawatmeh, estimait dans son numéro paru mardi à Beyrouth que le retrait irakien du Koweït était une victoire politique. « Nous l'aimons parce qu'il a osé dire non aux Américains et aux Israéliens », dit-il.

Tout semble indiquer qu'il faudra un certain temps avant que les Jordaniens, intoxiqués par une propagande systématique menée par les médias officiels, commencent à réaliser qu'ils ont été jusqu'à présent complètement « dés-

informés » sur la réalité de la situation militaire. Mardi soir, la télévision jordanienne a fait un effort en présentant un bulletin d'information particulièrement « neutre et objectif ». Mais le bulletin a été immédiatement suivi par une table ronde au cours de laquelle trois doctes personnages — deux professeurs de l'université d'Amman et un général — la retraite — ont expliqué, citations du Coran à l'appui, que le retrait des troupes irakiennes du Koweït constituait dans le fond une « victoire politique » incontestable qui avait « non seulement démasqué les Etats Unis mais également isolé la bataille (...) réveillant l'esprit du djihad (...) et insufflant une confiance nouvelle à la nation arabe ». Ils avaient conclu en affirmant que la bataille ne faisait que commencer.

Certains — ils sont encore peu nombreux — commencent cependant à réaliser que le président Saddam Hussein s'est totalement fourvoyé et que les dirigeants jordaniens et palestiniens se sont discrédités en s'alignant un peu trop vite sur sa politique. Ils appréhendent un retour du bâton, dont les premières victimes seraient les Jordaniens et les Palestiniens. On commence à parler ouvertement des « faux calculs » de M. Arafat et du roi Hussein, et l'on craint qu'ils ne soient devenus les efforts qu'ils feront pour rétablir leur politique en prévision de « l'après Saddam Hussein » qui paraît maintenant proche, ils ont trouvé pas grâce aux yeux des Américains, des Saoudiens et des Koweïtiens.

JEAN GUEYRAS

Liban : les retombées peuvent-elles être favorables ?

BEYROUTH

de notre correspondant

L'épilogue de la guerre du Golfe est accueilli avec tristesse et crainte par la majeure partie de la population. Non sans espoir cependant, car si le conflit n'a pas touché directement les habitants du Liban — gant de fer syrien obligé — l'après-guerre peut déterminer le sort du pays.

Le président de la République, M. Elias Hraoui, est tout de suite allé en discuter avec le président syrien, M. Hafez El Assad, au faite de sa puissance grâce à sa participation à la coalition et à la débâcle de son ennemi irakien. Le pari du président Assad a été gagné et si les Etats-Unis tiennent parole en s'efforçant de favoriser une solution de la crise du Proche-Orient entre Israël et ses voisins arabes, il en est d'ores et déjà l'homme-clé.

Un tel règlement inclurait nécessairement le Liban. Même s'il devait se faire plus ou moins à son détriment — « Moins plutôt que plus si la conjoncture actuelle persiste », prévoit

un ministre libanais — cela signifiera la fin réelle de son interminable crise. Mais Israël pourrait chercher à saboter le processus ou, sans le saboter, à briser la montée en puissance de son voisin syrien — montée tolérée par l'Etat hébreu tant qu'elle est limitée. Ce qu'il est précisément peut-être en train d'être dépassé. Dans ce cas, le Liban serait le champ idéal du torpillage de la politique du président Assad, d'où les craintes des Libanais. « Quel qu'il en soit, avant que les retombées ne nous atteignent, il se passera un bon moment, durant lequel persistera la pause actuelle », selon l'estimation d'un politicien.

L'autre caractéristique du sentiment populaire est une profonde tristesse face à la défaite irakienne. Elle découle d'un féroce anti-américanisme qui pourrait changer si une solution valable s'offrait pour le Liban. Sur ce point, chrétiens et musulmans sont sur la même longueur d'ondes.

Pour les musulmans, les arguments sont simples et rejoignent ceux de tous leurs coreligionnaires au sein

du monde arabe. Ils sont convaincus de la mauvaise foi des Etats-Unis et de l'Occident, qu'ils accusent d'avoir tendu un piège au président irakien. Jusqu'à la défaite militaire, ils ont condamné le refus des confédérés de faire toute concession. Ils paraissent toutefois bien contents de ne pas être entraînés dans la catastrophe.

Encore plus virulent, l'anti-américanisme des chrétiens est néanmoins plus complexe, pour quatre raisons. Premièrement, les Etats-Unis n'ont pas fait pour le Liban ce qu'ils ont fait pour le Koweït : « Nous n'avons pas de pétrole », font-ils remarquer. Deuxièmement, ils ont livré le Liban à la Syrie. Troisièmement, l'Irak de Saddam Hussein, depuis des années, avait aidé les chrétiens (contre la Syrie certes, mais le fait est là) qu'ils fussent acoustiques ou du côté des Forces libanaises. Enfin, les nostalgiques de l'époque du général Aoun oublient pas que les Etats-Unis leur furent hostiles et qu'ils fermentent leur ambassade pour bien le montrer.

LUCIEN GEORGE

Moscou « lâche »
M. Saddam Hussein

Le président du Parlement soviétique, M. Anatoli Loukine, a salué jeudi 28 février le cessez-le-feu dans le Golfe comme « une grande victoire de l'initiative de politique extérieure du président Gorbatchev ». La veille, l'émissaire du chef de l'Etat soviétique, M. Evgueni Primakov, avait au des mots très durs pour Saddam Hussein.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Si, en première page de la Pravda, jeudi 28 février, une petite photo montrait la joie des soldats koweïtiens brandissant le drapeau national dans les rues de leur capitale libérée, en page intérieure, l'organe du Parti communiste soviétique a choisi de montrer un immense G.I. tenant en joue à ses pieds un prisonnier irakien, agenouillé et les mains sur la tête. Bouclé avant l'annonce de la suspension des opérations de la coalition, le journal illustre sans doute ainsi la dernière prise de position soviétique sur le Golfe, la déclaration faite à Minsk par le président Gorbatchev qualifiant « d'inadmissible » tout dépassement du mandat du Conseil de sécurité.

Une déclaration qu'a tenu à relever, pour s'en féliciter, Radio-Bagdad. Mais il semble qu'après le camouflet infligé par Saddam Hussein au président soviétique et à son initiative de paix, alors même que l'armée irakienne s'effondrait, Moscou n'a guère plus d'autre solution que de lâcher le dictateur de Bagdad. Dans une série de deux articles publiés mardi et mercredi par la Pravda, M. Evgueni Primakov, le conseiller du président Gorbatchev, a tenu à préciser que le rôle de la coalition n'est pas de « rétablir la situation », mais de « garantir la sécurité ».

Selon un ancien ministre algérien...

Le retrait des troupes irakiennes
est « une grande défaite politique »
pour le président Bush

A en croire l'ancien ministre algérien et ami personnel du président Saddam Hussein, M. Baehir Boumazza, la suspension des hostilités entre les troupes irakiennes et les forces coalisées est une « grande défaite politique » pour le président Bush et « potentiellement une victoire arabe ». Selon M. Boumazza, qui réagissait « à chaud » sur les ondes de la radio algérienne, jeudi 28 février, « les Etats-Unis n'ont pas atteint leurs objectifs stratégiques », à savoir « la destruction de l'armée irakienne, du système politique irakien et de Saddam Hussein ».

chev, coupe les poots avec le président Saddam Hussein auprès de qui il fut l'envoyé spécial du chef du Kremlin. Il y parle en effet de la « dureté, qui se transforme souvent en cruauté » du président irakien, de sa « volonté qui frise l'obstination avec une détermination d'atteindre son but à n'importe quel prix, tout cela lié à une dangereuse imprévisibilité ».

« Au peuple irakien de décider »

Venant de celui qui fut l'avocat de la nécessité de « sauver la face » du dictateur et qui s'est encore rendu auprès de lui en février, cet avis public ne peut être innocent, même si M. Primakov s'est abstenu encore, mardi, de recroquer le président français de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale M. Michel Vauzelle, de se prononcer sur l'attitude de son pays envers Saddam Hussein. « C'est au peuple irakien de décider de son avenir », dit-on officiellement à Moscou, où l'on tient à relever, en privé, que les choix de ce domaine sont limités, entre une opposition extérieure hétéroclite, une opposition intérieure décimée et l'entourage compromis du dictateur. « Ses subordonnés voulaient être plus royalistes que le roi », ajoute M. Primakov dans la Pravda, « mais je ne suis pas sûr qu'ils s'agitent pas d'un jeu », dit-il. Quant au ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui a écrit la lettre à l'ONU annonçant l'acceptation par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité, il n'est, pour le conseiller du président soviétique, qu'un « facteur pour transmettre les messages et qui ne peut prendre de décisions tout seul ».

Pour le reste, M. Primakov

estime que ce sont les « particularités psychologiques » de Saddam Hussein qui l'ont empêché de céder face aux résolutions de plus en plus dures du Conseil de sécurité. « Peut-être estimait-il, je ne l'exclus pas, que l'Occident lui donnerait encore beaucoup de temps pour manœuvrer », écrit-il. M. Primakov rapporte que lors de sa première visite, le 5 octobre, il a reproché au président irakien de ne pas avoir consulté l'URSS. Ce dernier lui aurait pour sa part déclaré : « Si je n'ai qu'une alternative, me mettre à genoux et capituler ou faire la guerre, je choisirai la seconde solution ». M. Primakov rappelle aussi qu'il a soutenu à Bagdad qu'il n'y avait aucune chance que la formule d'« oco lieo » soit retenue, dans la mesure où cela constituerait une prime à l'agression.

SOPHIE SHIHAB

Assassinat
d'un diplomate néerlandais
à Tunis

Le conseiller de l'ambassade des Pays-Bas, M. Robert Ackerman, a été assassiné, mercredi 27 février, alors qu'il rentrait, en début de soirée, à son domicile à Sidi-Bou-Saïd, dans la banlieue résidentielle de Tunis.

Des amis « diplomates » qui devaient dîner chez lui ont rapporté que M. Ackerman venait de descendre de sa voiture et s'apprêtait à pénétrer dans sa villa lorsque l'un des trois hommes qui, apparemment, l'attendaient dans une voiture à tiré plusieurs coups de revolver dans sa direction, le blessant grièvement d'au moins deux balles dans la poitrine. Les assassins, dont les témoins ont distingué les silhouettes, ont pris aussitôt la fuite. Agé de quarante ans, M. Ackerman est mort pendant son transport à l'hôpital de La Marsa, au nord de Tunis.

Judi matin, les services de police « avaient fourni aucune indication sur ce meurtre qui n'a pas été revendiqué et dont les motifs demeurent mystérieux ».

Le diplomate avait assuré provisoirement, en septembre et octobre 1990, les fonctions de chargé d'affaires de l'ambassade des Pays-Bas à Bagdad avant la fermeture de la chancellerie. Il était rentré à Tunis au début du mois de janvier.

M. D.

Sept mois de crise

Voici les principaux événements de la crise du Golfe :

1990

— 2 août : l'Irak envahit le Koweït. La résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU exige son « retrait immédiat et inconditionnel ». L'envoi du Koweït se réfugie en Arabie saoudite.

— 3 août : dans un « geste inhabituel », Américains et Soviétiques appellent la communauté internationale à prendre des « mesures concertées » contre l'Irak. Washington annonce l'envoi d'une force navale dans le Golfe.

— 6 août : le Conseil de sécurité décrète un embargo économique contre l'Irak et le Koweït.

— 7 août : les Etats-Unis annoncent l'envoi de forces aériennes et terrestres.

— 8 août : l'Irak annexe le Koweït. Le Conseil de sécurité déclare l'annexion nulle et non avenue.

— 10 août : douze chefs d'Etat arabes réunis au Caire décident l'envoi d'une force panarabe en Arabie saoudite.

— 12 août : après avoir déclaré le djihad (guerre sainte), le président irakien préconise « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région », établissant ainsi un lien entre le règlement de la

crise du Golfe et celui du problème palestinien.

— 15 août : M. Saddam Hussein annonce que l'Irak va évacuer les territoires iraniens qu'il occupe encore pour mettre un point final au premier conflit du Golfe.

— 16 août : Bagdad ordonne à 4 000 Britanniques et à 2 000 Américains au Koweït de se rassembler dans des hôtels. L'Irak annonce par la suite que les « hôtes » étrangers serviront de « bouclier humain ».

— 28 août : l'Irak fait du Koweït sa « dix-neuvième province » et ordonne la libération des femmes et enfants occidentaux retenus.

— 9 septembre : rencontre entre M. Bush et M. Gorbatchev à Helsinki. Les deux hommes pressent l'Irak de se retirer du Koweït.

— 24 septembre : devant l'ONU, M. Mitterrand déclare : « Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages et tout devient possible ».

— 15 octobre : M. Bush déclare que M. Saddam Hussein pourrait devoir répondre d'atrocités commises au Koweït.

— 30 octobre : les 263 otages français sont libérés.

— 8 novembre : l'Irak menace de réduire en cendres la péninsule arabique. M. Bush ordonne l'envoi de 100 000 soldats supplémentaires dans le Golfe. Les forces américaines dépassent 300 000 hommes.

— 18 novembre : M. Saddam Hussein offre de libérer, du 25 décembre au 25 mars, 2 000 Occidentaux et Japonais toujours retenus.

— 29 novembre : dans la résolution 678, le Conseil de sécurité autorise le recours à la force contre l'Irak, après le 15 janvier, s'il n'a pas évacué le Koweït.

— 30 novembre : l'Irak rejette l'ultimatum de l'ONU. M. Bush invite le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, à Washington et propose d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'Etat, M. James Baker.

— 1^{er} décembre : Bagdad accepte l'offre américaine, mais dit vouloir discuter en même temps d'autres questions, notamment du problème palestinien.

— 6 décembre : M. Saddam Hussein annonce la libération de tous les étrangers encore retenus en Irak et au Koweït.

— 18 décembre : le président irakien exclut toute négociation avec les Etats-Unis s'il s'agit seulement de réaffirmer les résolutions de l'ONU.

— 22 décembre : l'Irak affirme qu'il n'évacuera jamais le Koweït et qu'il utilisera des armes chimiques s'il est attaqué.

1991

— 3 janvier : M. Bush propose à l'Irak des pourparlers de la dernière

chance à Genève.

— 7 janvier : le secrétaire d'Etat américain James Baker exclut un report de l'ultimatum sur l'évacuation du Koweït.

— 8 janvier : M. George Bush exhorte les alliés de Washington à « accepter aucun compromis avec l'Irak ; 605 000 hommes de la force multinationale font face à 540 000 soldats irakiens stationnés au Koweït et à proximité ».

— 9 janvier : échec des pourparlers de Genève entre M. James Baker et M. Tarek Aziz. L'Irak annonce qu'il attaquera Israël en cas de conflit.

— 12 janvier : le Congrès américain approuve le recours à la force.

— 13 janvier : M. Saddam Hussein affirme que le Koweït « restera la dix-neuvième province de l'Irak » et deviendra « le théâtre de la grande bataille entre croyants et infidèles ».

— 16 janvier : expiration de l'ultimatum de l'ONU.

— 17 janvier : les hostilités déboulent par des bombardements massifs des avions alliés sur l'Irak et le Koweït.

— 18 janvier : l'Irak tire ses premiers missiles Scud sur Israël pour tenter d'impliquer l'Etat hébreu dans le conflit.

— 25 janvier : Washington accuse l'Irak d'avoir provoqué, dans le Golfe, la pire marée noire de l'histoire.

— 29 janvier : l'armée irakienne lance une attaque contre la ville-frontière saoudienne de Khafji.

— 12 février : l'émissaire soviétique, M. Evgueni Primakov effectue une nouvelle démarche à Bagdad.

— 13 février : plus de 300 civils sont tués, selon un bilan irakien, dans un aéroport de Bagdad bombardé par l'aviation américaine. Washington affirme que l'immense abriant un PC militaire.

— 15 février : l'Irak offre de se retirer sous condition du Koweït. Refus des alliés.

— 18 février : M. Gorbatchev soumet à M. Tarek Aziz un plan de paix, mais M. George Bush estime qu'il ne remplit pas toutes les conditions posées par l'ONU dans ses résolutions.

— 21 février : M. Saddam Hussein jure de ne pas céder et affirme que ses troupes continueront le combat.

M. Tarek Aziz repart à Moscou pour de nouvelles négociations.

— 22 février : Moscou annonce que l'Irak a accepté un plan de paix en huit points. M. George Bush le rejette au nom des alliés et lance un ultimatum à M. Saddam Hussein, à qui il donne vingt-quatre heures pour commencer à évacuer le Koweït.

— 23 février : aucun mouvement de troupes irakiennes n'a été constaté à l'expiration de l'ultimatum.

— 24 février : le Pentagone

annonce que les forces alliées ont lancé « une opération terrestre de grande envergure » contre les forces irakiennes au Koweït. « La libération du Koweït est entrée dans sa phase finale », déclare M. Bush.

— 25 février : Bagdad accepte de se conformer à la résolution 660 de l'ONU (retrait des troupes irakiennes de l'Irak), mais « la guerre continue » affirme la Maison Blanche qui, comme l'ensemble de la coalition, exige que l'Irak respecte les douze résolutions.

— 26 février : Dans un discours, qualifié par le président Bush de « scandale », Saddam Hussein confirme l'ordre de retrait des troupes irakiennes du Koweït. Les forces de la coalition continuent leur opération d'encercllement de l'ennemi.

— 27 février : A l'aube, les troupes koweïtiennes entrent dans la ville de Koweït. Des combats ont lieu en Irak, où les alliés coupent la retraite des troupes irakiennes. Dans la soirée, on apprend à l'ONU que Bagdad accepte de se conformer sans conditions aux douze résolutions de l'ONU.

— 28 février : Le président Bush annonce la suspension des opérations militaires à partir de 5 h 00 GMT. Les forces irakiennes reprennent l'ordre de cesser le feu.

LE CONFLIT DU GOLFE

Les répercussions en France

Le deuxième « état de grâce » de M. Mitterrand

par Jean-Yves Lhœmeau

M. FRANÇOIS MITTERRAND, devant le conseil des ministres réuni mercredi 27 février, avait assuré que la guerre serait probablement terminée le lundi suivant, voire dimanche. Il a été comblé, au-delà de ses analyses et de ses vœux.

Si, en France, il faut désigner un vainqueur au terme d'un conflit de sept mois, c'est bien M. Mitterrand, impliqué pour la première fois depuis 1981, au nom de son pays, dans un affrontement aussi dramatique. Comme M. Bush aux États-Unis, comme M. Major en Grande-Bretagne, il a réussi à rassembler autour de lui une écrasante majorité de Français et à maintenir, jusqu'au bout, cette cohésion nationale sans laquelle il est quasiment impossible de gouverner en période de crise. Comme M. Bush, comme M. Major, il a risqué gros face à ses concitoyens. Les institutions de la V^e République sont ainsi faites que le chef de l'État, chef des armées, est contraint, dans ces périodes critiques, à un « exercice solitaire » de la décision. Bien qu'il ait dénoncé naguère ce « pouvoir personnel », M. Mitterrand en a ravivé le spectre et s'est vu attribuer le rôle de héros.

Si l'effort avait mal tourné, M. Mitterrand aurait été, en termes de politique intérieure, le seul perdant. Il est logique qu'il soit, aujourd'hui, seul gagnant. Le premier ministre s'est tenu — ou a été tenu — conformément aux institutions, en retrait. Nul ne lui en fera reproche. S'il avait cherché à jouer un rôle plus important, il aurait été aussi l'objet de critiques et de sarcasmes. En 1988, au début de la période de cohabitation avec M. Chirac à Matignon, M. Mitterrand avait expliqué que le premier ministre devait être associé aux débats et aux décisions de l'exécutif sur la politique internationale et de défense. M. Rocard l'a été, sans plus.

Quant au Parlement, le chef de l'État a fait preuve d'une certaine considération à son égard. Le 16 janvier, en le convoquant afin qu'il approuve — ce qu'il a fait — une très large majorité — la position de l'exécutif, quelques heures seulement avant le déclenchement

des hostilités. Une certaine considération, c'est-à-dire le minimum, mais aussi la prise d'assurance que les représentants de la nation, liés par un vote positif, expriment la cohésion du pays et seraient pratiquement réduits au mutisme jusqu'à la fin du conflit.

Le crédit des politiques

Cette pratique du pouvoir, autoritaire par nature et compte tenu des circonstances, a eu des effets positifs. Selon les sondages, le premier ministre bénéficie de la confiance meslée que les Français ont accordée au président de la République. Quant aux dirigeants politiques, de l'opposition comme de la majorité, qui se sont efforcés, pour la plupart, de réfréner leurs tentations polémiques, ils ont, semble-t-il, retrouvé un peu du crédit que les Français leur avaient, depuis quelques années, retiré.

Malgré, le conflit terminé, la politique intérieure devrait retrouver tous ses droits, pour le meilleur et pour le pire. La position confortable dans laquelle M. Mitterrand s'est installé face à l'opinion et qui ressemble à celle dont il a bénéficié pendant l'état de grâce du début de son premier septennat, n'est évidemment pas éternelle pour l'éternité. Encore que ses adversaires de l'extérieur et de l'intérieur, ceux de l'opposition mais aussi ceux qui appartiennent à son propre camp soient aujourd'hui privés d'une partie de leurs arguments.

Les pacifistes ont subi un échec. Leurs manifestations, meslées avant le déclenchement des hostilités, se sont réduites comme peau de chagrin ou fur et à mesure de l'avancée des combats. Ceux qui, comme le Parti communiste, dénonçaient l'engagement de la France sur les États-Unis ont été débordés par une opinion à laquelle M. Mitterrand avait pris soin d'expliquer — dans onze interventions télévisées depuis le 2 août — que la France devait « tenir son rang », qu'elle passait sur les États-Unis afin d'éviter que M. Bush s'exprime seul dans l'action diplomatique et militaire et qu'elle s'efforcerait de faire préva-

loir au vote lorsque viendrait le temps des négociations pour assurer la paix et la sécurité dans toute la région.

M. Chevènement, qui redoutait une guerre horrible pour les alliés (cent mille morts, disait-il), a été vite rassuré après avoir été remplacé à son poste par un nouveau ministre de la défense, M. Joux, dont le calme et l'impact médiatique ont marqué, en France, la dernière période de la guerre. L'épisode Chevènement n'a guère nourri la chronique que pendant la journée qui a suivi sa démission.

A droite, M. Giscard d'Estaing a été tenté à plusieurs reprises d'exploiter les faiblesses qu'il discernait dans la position française. Il s'est trompé par excès de précipitation, notamment quand il s'est étonné que les avions français n'interviennent pas en Irak et que la France ne manifeste ainsi qu'une médiocre solidarité avec ses alliés. Il a été aussitôt démenti par son fait. Quant à M. Chirac, qui, par bonheur pour lui, n'a jamais exprimé publiquement son jugement sur l'erreur que constituait à ses yeux l'engagement de troupes terrestres françaises, il a été aussi un peu hâtif dans ses analyses sur la transposition, dans le Golfe, de la stratégie de dissuasion française.

La modestie de M. Chirac

Contrairement à M. Giscard d'Estaing lui, tout au long du conflit, a été adressé aux Français comme si, toujours chef de l'État, il incarnait encore la France et ses soldats, M. Chirac a eu au moins le mérite de s'efforcer à la modestie. Contesté à l'intérieur de son propre parti lorsqu'il a proposé la réunion d'une conférence régionale, après la guerre, pour régler les problèmes de la région, il a repris d'urgence une activité plus terre à terre en s'en allant, dans les provinces, labourer le terrain politique de l'opposition afin de préparer, à tout hasard, les « primaires » destinées à désigner le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle, dont il n'est pourtant pas assuré qu'elle aient lieu. Quant aux « rénovateurs », ils se sont pris les pieds dans l'indécision lancée par M. Michel Noir — provoquer des élections législatives partielles à Paris et à Lyon — et sont restés sur le bas côté des débats.

Les réactions

« M. Laurent Fabius : « Il va falloir dominer la victoire et préparer la paix. Puisque le Conseil de sécurité de l'ONU a été l'initiateur de la libération du Koweït, il faut qu'il le soit aussi pour la paix ; et il faut que, dans cette perspective, la France joue pleinement son rôle. »

« M. Valéry Giscard d'Estaing : « Il faut savoir gagner la guerre, il faut aussi savoir l'arrêter. » A propos de l'avenir de M. Saddam Hussein, l'ancien président de la République a déclaré, jeudi 28 février, sur Europe-1 : « Ce n'est pas notre affaire. (...) C'est l'affaire des Irakiens. C'est un homme qui a coûté à son pays deux décennies, aux alentours d'un million de morts contre l'Irak et maintenant la destruction de son pays. C'est un homme qui n'a plus de dents pour mordre. »

« M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « Conformément à la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies, l'intervention des puissances alliées doit permettre d'assurer durablement la paix et la sécurité internationale dans la région. (...) Des garanties doivent être exigées pour que les résultats de l'action entreprise ne soient ni provisoires ni fragiles. »

« M. Michel Vauzelle, président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale : « Si la réaction des Occidentaux est celle de la main tendue aux Arabes pour la reconstruction et la construction d'une paix nouvelle, alors nous aurons complètement gagné la guerre. »

« M. Jean Lecanuet, président (CDS) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat : « C'est une grande victoire. C'est la première fois que l'ONU a pu faire respecter par la force le droit. (...) Maintenant, ce que je souhaite, c'est la capitulation totale, pour ne pas dire l'abdication, le renoncement au pouvoir de Saddam Hussein, que je considère comme un criminel de guerre. »

« M. Jean-Jack Queyranne (PS) : « Maintenant que l'objectif de la

L'opposition, qui a été privée d'angles d'attaque, s'efforcera certainement d'en trouver quelques-uns lorsque la France cherchera difficilement sa place dans l'action diplomatique pour le pacte. Elle replongera aussi dans des débats plus internes, tels la politique économique et sociale dont elle estime qu'elle était déjà mal gérée avant le 2 août, sans préjuger des conséquences de la guerre. La politique de défense de la France lui permettra également de faire entendre sa voix lorsqu'il sera question de préparer et de discuter le projet de loi de programmation militaire.

Les difficultés venant du PS

Mais, curieusement, le président de la République et le premier ministre ont éprouvé plus de difficultés avec leurs propres amis qu'avec leurs adversaires. Le Parti socialiste, qui est encore porteur, pour une minorité de ses militants, de traditions pacifistes et de réflexes anti-américains, sort ébranlé de ce conflit. La risque pourtant n'est pas considérable entre un éventuel rapprochement entre les contestataires du Parti communiste, groupés dans une minorité, et les amis de M. Chevènement, fortement divisés, apparaît marginal. Comme dit M. Mitterrand avec une forte dose d'ironie : « C'est intéressant ! »

Depuis quelques semaines, les milieux politiques, au Parlement mais aussi à l'Élysée, bruisent de rumeurs et d'analyses tactiques sur l'opportunité d'un changement de gouvernement, voire d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Aucune information sérieuse, émanant directement du président de la République, ne peut jusqu'à ce jour leur donner crédit.

Changer de premier ministre, pour quel faire alors que les élections législatives, si elles se déroulent à terme normal, ne sont prévues que pour 1993, et qu'un nouveau chef de gouvernement aurait le temps, d'ici là, d'épuiser ses capacités de combat électoral ? Des élections législatives anticipées, pour ce faire alors que le carte politique partitane ne paraît pas bouleversée et que les Français ne semblent pas passionnés par le retour au débat politique classique ?

A Tripoli

Nouvel attentat anti-français au Liban

Un attentat anti-français a eu lieu mercredi 27 février à Tripoli, au Liban, ce qui porte à vingt-cinq le nombre d'attentats visant les intérêts des membres de la coalition anti-irakienne commis au Liban depuis le début de la guerre.

Le centre culturel français de Tripoli, au nord du Liban, a été endommagé mercredi par l'explosion, à l'aube, d'une charge de dynamite placée devant l'entrée du bâtiment. L'attentat, qui n'a fait aucune victime, a provoqué des dégâts mineurs. Peu après, un deuxième engin explosif de faible puissance était découvert et neutralisé non loin du premier.

Quelques heures plus tard, à Beyrouth-Ouest, une roquette antichar dotée d'un système de lancement à retardement dirigé contre l'annexe de l'ambassade de France était désamorcée par un artificier militaire. L'engin, qui était camouflé derrière une canalisation d'eau, avait été découvert par des gardes libanais. Aucun de ces attentats n'avait été revendiqué.

Un attentat anti-français a eu lieu, des inconnus ont tiré trois balles de revolver mardi soir sur la voiture d'un diplomate soviétique garé à Amman.

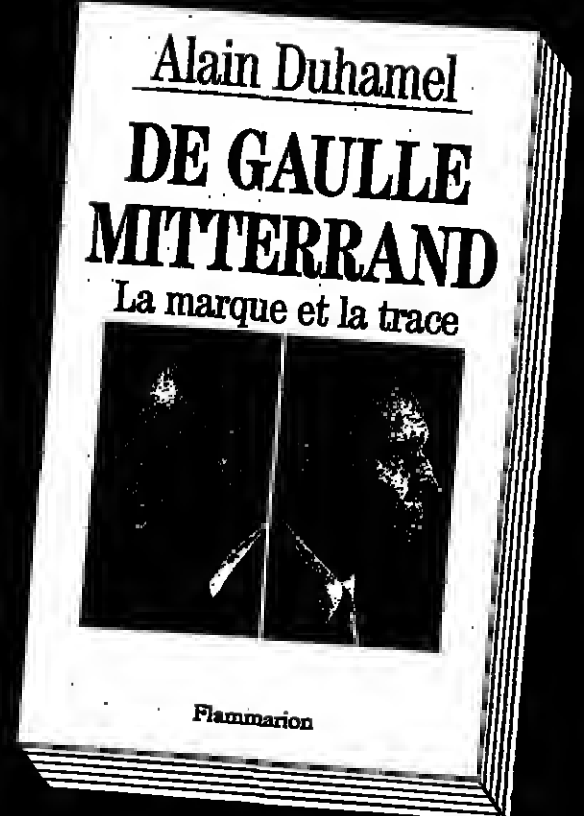
Cet acte visait le véhicule du vice-consul de l'ambassade d'URSS, mais la police, qui estime que les agresseurs visaient avant tout une cible « diplomatique », y voit un acte de « désapprobation envers la politique occidentale dans le Golfe ».

Enfin, en Europe, plusieurs citoyens américains ont été la cible d'attentats dans la journée de mardi : un jeune homme a tiré à l'arme automatique sur trois Américains dans le couloir d'un hôtel de Berlin, au fin de soirée, avant de lancer une grenade à main qui a explosé dans le hall de l'hôtel. L'un des Américains a été légèrement blessé, et l'explosion a causé des dégâts matériels. Le tireur n'a pas été arrêté. En Italie, des voitures appartenant à des membres du personnel de l'armée américaine ont été incendiées devant la base aérienne de San Vito nel Normanni, à quinze kilomètres de Brindisi.

« Un appel pour une initiative de la France » - Plusieurs personnalités, parmi lesquelles M^{me} Gisèle Halimi, MM. Jacques Berque, Max Gallo, Georges Gorse, Michel Jobart, ont décidé, mardi 26 février, de se rassembler « pour contribuer à former un courant » afin que la France manifeste « sa spécificité dans la gestion

de la crise du Golfe ». Les signataires de cet appel « pour une initiative de la France » regrettent que M. François Mitterrand n'ait pas entrepris « une initiative diplomatique digne du rôle que la France se doit d'assumer » et estiment « illusoire d'imaginer que la France jouera un rôle substantiel après les guerres ».

ALAIN DUHAMEL. CONFRONTATION DE DEUX GRANDES DESTINÉES POLITIQUES.



«Blaise Duhamel, vous aurez 17,5 sur 20 !», Françoise Giroud - Journal du Dimanche

«Un livre éloquent ouvert à toutes les hypothèses, généreux dans son interrogation, nuancé en ses réponses», Jean Lacouture - Le Nouvel Observateur

«Ce livre ragaille parce qu'il fait couler l'eau vive de deux grandes politiques», Jean-Pierre Rioux - Le Monde

«Alain Duhamel nous donne sa version d'un sujet qui deviendra un grand classique : la version d'un maître», Olivier Guichard - Le Figaro

«Le livre-sacrilège», Jean-Pierre Elkabbach

Flammarion

Les divisions entre les amis de M. Chevènement s'aggravent

La tournure prise par les opérations militaires sur le terrain, bien différente de celle que redoutait M. Jean-Pierre Chevènement, n'a pas rapproché les points de vue au sein de son courant, Socialisme et République. Depuis des semaines, deux thèses s'opposent parmi ses amis : d'un côté, ceux qui, comme MM. Max Gallo et Didier Motchane, condamnent l'attitude de la France dans la « guerre américaine » ; de l'autre, ceux qui soutiennent le choix de M. François Mitterrand, notamment les membres de Socialisme et République qui sont restés au gouvernement, comme M. Georges Sarre et M^{me} Edwige Avice.

Ce débat a rebondi, en termes vifs, voire violents, lors de la réunion hebdomadaire du secrétariat de ce courant, mercredi 27 février. Trois attitudes se sont dégagées : certains des tenants de la première thèse (outre MM. Motchane et Gallo, MM. Christian Proust, président du conseil général du territoire de Belfort, et Roland Carraz, député de Côte-d'Or), ont campé sur leurs positions. Absent de cette réunion, M. Chevènement resterait lui-même sur cette ligne « dure ».

Minorité ou scission ?

En face, ceux qui ne critiquent pas la position de la France : outre M. Sarre, il s'agit, notamment, de MM. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, Michel Coffineau, député du Val-d'Oise, M^{me} Christiane Toutain, ancien député de la Marne, et, avec quelques nuances, MM. Michel Charzat et Jean-Paul Planchou, respectivement députés de Paris et de Seine-et-Marne. Entre les deux groupes, ceux qui, tels M. Pierre Guéron, ont un peu évolué à la lumière des faits et adoptent une position médiane.

La persistance d'une opposition tranchée à la politique du président ouvre-t-elle la voie à la constitution de Socialisme et République

en minorité au sein du PS, voire à une scission au sein du Parti socialiste ? Il est trop tôt pour le savoir, même si les positions se sont figées et radicalisées mercredi.

M. Chevènement, en tout cas, a réuni ses amis, au moment de sa démission, pour leur expliquer qu'il s'agissait d'un désaccord important avec M. Mitterrand, mais pas d'une rupture et qu'il convenait de continuer à travailler au sein du PS (le Monde du 14 février). Il n'aurait pas échangé d'avis. En revanche, les plus radicaux de ses amis, qui ont déjà eu du mal, depuis 1982-1983, à avaler bon nombre de couleuvres, pourraient considérer que leurs capacités d'ingestion sont saturées. Ceux-là jugeraient que la démission de M. Chevènement représente quelque chose comme un « acte fondateur ».

En toile de fond, se profile la résurgence de la querelle sur le rôle international des États-Unis. Certains de ceux qui approuvent le président de la République n'en déplorent pas moins la réalité de la domination politique et militaire américaine en dépit, disent-ils, des efforts de la diplomatie française pour faire croire le contraire. Mais ils se méfient de l'application « trop mécanique » du raisonnement anti-américain qui ne tiendrait pas assez compte de l'évolution de la société française. En d'autres termes, les années 90 ne sont pas les années 60.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, la pénétration des schémas américains, notamment culturels, dans la société française est, selon eux, une évidence qui réduit d'autant l'ampleur des réactions de rejet que suscitait, autrefois, l'imperialisme américain. Comme le dit un vieux principe politique cité par l'un d'eux et inspiré d'une lecture critique du léninisme, à être trop à l'avant-garde des masses, on risque de les perdre en route.

J.-L. A.

هكذا عن رجليه

POLITIQUE

Pendant le conflit dans le Golfe

Le gouvernement au travail, malgré tout

Le « syndrome CNN » a aussi frappé le gouvernement, dans les premiers jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités dans le Golfe. Certains ministres se sont mis en sommeil, encouragés en cela par le premier ministre, qui a fermement limité leurs déplacements. D'autres ont au contraire profité pour faire avancer des dossiers en attente. Matignon s'est inquiété de cette apparente léthargie et a demandé aux membres du gouvernement de montrer pendant la guerre la vie continue.

Le 17 janvier au matin, le gouvernement, comme une bonne partie de la France — du moins celle qui est « câblée » — a été frappée par le syndrome CNN, ou son équivalent français avec les émissions spéciales des radios et des télévisions. Ce jour-là, la France est entrée en guerre et le gouvernement en léthargie. L'image, facile, est un peu excessive. Mais il est évident que l'activité des ministères autres que ceux de la défense, des affaires étrangères et, dans une certaine mesure, de l'intérieur est brutalement passée au second plan.

Certains ont tenté de résister, d'autres s'en sont accommodés. Les ordres du jour du conseil des ministres sont devenus squelettiques. Certaines communications ont été avancées, comme celle sur la sécurité routière de M. Georges Sarre, pour combler des « trous » béants. Le gouvernement devait montrer que la vie continuait. Il a paru faire, parfois, la démonstration contraire.

Le directeur de cabinet du premier ministre, M. Jean-Paul Huchon, s'en est ému. Le vendredi 1^{er} février, devant les directeurs de cabinet des ministères — qu'il voyait une fois par mois auparavant et qu'il révoit désormais chaque semaine — il a demandé que chacun se mette à l'ouvrage. M. Huchon a fait observer que, théoriquement, les ministères, qui ne doivent plus guère se déplacer pour des raisons de sécurité, ont justement plus de temps pour travailler. Encore que certains aient échappé à la règle: M. Hubert Curien, ministre de la recherche, revient des États-Unis. Quant à M. André Laignel, secrétaire d'État à la formation professionnelle, il est allé au Maroc et en Tunisie signer des accords sur ce secteur et compte faire de même, prochainement, en Algérie.

Il faut aussi noter le jugement de M. Huchon. Un expert gouvernemental affirme: « Comme les ministères se déplacent beaucoup moins, ils ont fait avancer leurs dossiers, mais cela ne se sentait pas en termes de communication; c'est à cela que Jean-Paul Huchon a réagi. » De même, Matignon observe aujourd'hui un regain d'activité. Les ordres du jour du conseil pour les semaines à venir sont plus fournis.

En toute discrétion

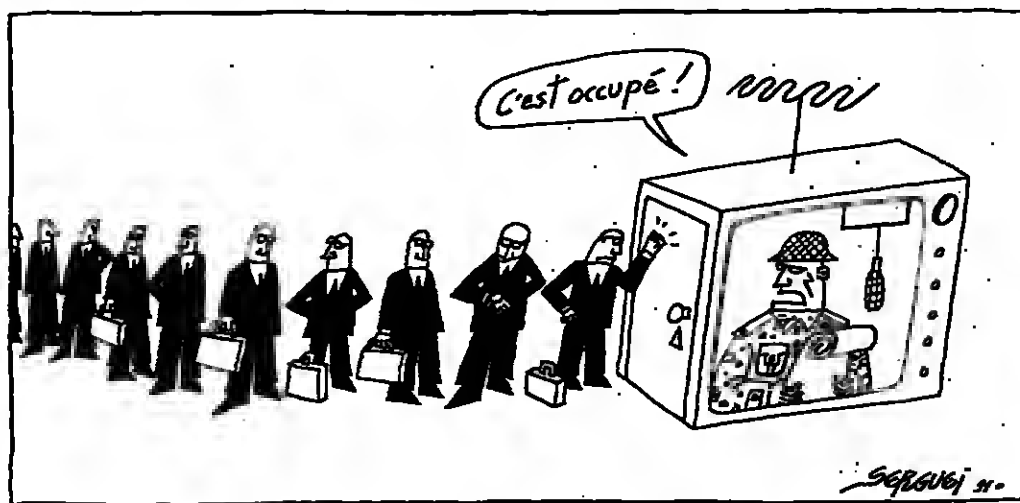
Mais pendant le mois précédent une session parlementaire (la session ordinaire de printemps commence le 2 avril), les projets qui seront bientôt discutés se succèdent toujours à un rythme accéléré au conseil des ministères. Et il faudrait faire la part exacte entre les projets ou communications dont la présentation répond à l'admission de M. Huchon, et ceux qui étaient prévus de longue date. En fait, les réactions à la guerre du Golfe ont été très diverses selon les ministères.

Les mesures de sécurité elles-mêmes ont été modulées selon le degré d'implication dans la guerre. Matignon est carrément isolé par un cordon de CRS qui, rue de Varenne, filtre même les piétons.

Calmé relatif

Les syndicats, hormis quelques brèves secousses de colère pénétrantes et les protestations jusqu'ici feutrées des avocats sur le projet de réforme de l'aide légale, jouent le jeu de la concertation. Leurs mouvements d'humeur se font discrets, comme si, en temps de guerre, il fallait savoir relativiser ses petits soucis corporatistes. En prison, où l'on craignait des heures entre détenus de communautés diverses, on n'a noté aucune agressivité particulière.

Mais ce calme relatif peut être trompeur, car il reste trois sujets d'inquiétude liés indirectement à la crise du Golfe: quelle place pourra-t-on consacrer à la justice au cours de la prochaine session parlementaire? La chancellerie a-t-elle une chance d'être épargnée par les économies budgétaires annoncées? Pour ce qui concerne la montée en puissance du nombre des incarcérations, vraisemblablement provoquée à la fois par l'appel d'air qui entraîne la mise en service des nouvelles prisons, mais aussi par une présence policière accrue et une plus grande sévérité des juges en période de tension?



Une foule de voitures a été installée au ministère de l'intérieur. Une herse métallique a été installée à l'entrée du ministère de la justice, place Vendôme, et les véhicules, là aussi, sont inspectés; le quartier de l'Élysée et de la place Beauvau a été « bouclé »; renforcement des CRS et des escadrons de gendarmerie mobile; installation de barrières ont complété le dispositif.

Pour le travail aussi, les ministères se divisent en plusieurs catégories. Il y a ceux, comme les deux nouveaux arrivants d'octobre 1990 à la justice, MM. Henri Nallet et Georges Kiejman, qui profitent discrètement du fait que les feux de l'actualité ne sont plus braqués

sur eux pour faire avancer leurs dossiers.

C'est aussi, dans une certaine mesure, le cas de M. Philippe Marchand, qui a succédé en janvier à M. Pierre Joxe au ministère de l'intérieur et qui s'emploie à ne pas se laisser seulement absorber par le plan Vigipirate. A peine un peu plus ancien et beaucoup moins concerné par la guerre du Golfe, M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, profite du calme sur le front intérieur pour se plonger dans ses dossiers.

Toujours chez les « petits oiseaux », M^{me} Elisabeth Guigou, qui ne ménage pas sa peine depuis qu'elle a été nommée en octobre

1990, n'oublie pas les affaires européennes au profit du Golfe. Moi d'ordre: « Le travail gouvernemental » n'est pas remis en cause. De même, les répercussions de la guerre sur le ministère de la culture sont suffisamment minces pour que les activités de M. Jack Lang ne se ralentissent pas, et M. Michel Delebarre, nouveau ministre de la ville, n'a pas levé le pied.

En revanche, le cabinet du ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasson, a semblé très absorbé par la guerre et, à Matignon, on a l'impression que M. Lionel Jospin, dont le département ministériel n'est pas non plus directement branché sur le Golfe, a plutôt la tête ailleurs. M. Jospin est occupé par les arbitrages internationaux sur deux dossiers complexes, l'aide sociale aux étudiants et le plan Universités 2000. Ces arbitrages, difficiles, traînent. Peut-être l'indécision de M. Jospin pour la guerre du Golfe explique-t-il cette lenteur.

Les poids plume

Des « petits » ministères ou des secrétariats d'État qui se livrent, eux aussi, à des activités totalement « domestiques » travaillent sans se laisser impressionner. C'est le cas de M^{me} Véronique Neiriz, secrétaire d'État chargée de la consommation, qui a présenté au conseil des ministres du 13 février l'un des très rares projets de loi significatifs (l'autorisation de la publicité comparative) adoptés en conseil depuis le déclenchement des hostilités.

Tous les « petits » ne semblent pas réagir de la même manière. M^{me} Michèle André, secrétaire d'État chargée des femmes, paraît avoir baissé les bras face à la concurrence de la guerre et de son spectacle: plus de programme adressé aux journalistes; cabinet et ministre ont adopté un profil bas. (Il sera beaucoup question des femmes au conseil des ministres du 6 mars, mais cela était prévu avant la guerre, compte tenu de la journée de la femme, le 8 mars.) A l'in-

verse, M^{me} Hélène Dorziac, secrétaire d'État chargée de la famille, tente de ne pas se laisser écraser et se débat pour survivre. Mais le résultat est le même: ça ne passe pas. Ni l'un ni l'autre de ces poids plume ne peuvent résister face à l'énorme pression de la guerre.

Le conflit du Golfe agit aussi d'une manière plus subtile sur le travail gouvernemental: ainsi, le cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a-t-il renoncé, pour le moment, à préparer un projet de loi, pourtant prévu, sur la limitation du travail clandestin. L'une des raisons avancées est qu'après l'affrontement avec les Irakiens et les dégâts causés aux relations de la France avec les pays arabes, ce ne sera pas vraiment le moment de crier haro sur l'étranger... A l'inverse, la communication du même M. Soisson, au conseil des ministres du mercredi 27 février, sur le chômage partiel découle directement de la guerre et de la nécessité de réagir au ralentissement très net de l'activité qu'elle a entraîné (le Monde du 28 février).

Car il est déjà temps de se projeter dans l'après-Golfe. Or, les coupes budgétaires prévues par Matignon et le ministère des finances pourraient, parfois, faire plus mal que le choc de la guerre elle-même, par exemple pour le ministère de l'environnement. Quant à la recherche, on a vu pas loin de jurer, au cabinet de M. Hubert Curien, que si les coupes prévues sont réalisées, il ne sera plus possible d'affirmer qu'elle fait partie des priorités gouvernementales. Curieux effet pervers d'une guerre pourtant très technologique, au moins du côté des alliés.

Environnement: le moral des troupes est atteint

Pour le ministère de l'environnement, la guerre du Golfe tombe on ne peut plus mal: le « plan vert », qui doit multiplier les moyens d'un ministère resté pauvre pendant vingt ans, risque de capoter complètement, au moins pour cette année.

Dans les services de Neully, les directions ont reçu ordre — dans le cadre des 12 milliards d'économies budgétaires prévues pour l'ensemble du gouvernement — d'établir leur budget de fonctionnement pour 1991 en prenant pour base une réduction de 5 % par rapport à 1990. Pour les autorisations de programmes, la réduction prévue est de 10 %. Si bien que l'augmentation du budget dont se verraient M. Brice Lalonde (+43 % en 1991) apparaît déjà rognée. Seule la future « grande agence » de l'environnement, dont l'état-major n'est toujours pas désigné, a des chances d'échapper à la hache.

Du coup, le grand élan donné depuis l'automne (promotion du secrétaire d'État au rang de ministre délégué, puis adoption du « plan vert » à l'Assemblée) retombe comme un soufflé. Même si la suppression des voyages oblige chaque service à se concentrer sur le travail en retard, les coupes budgétaires ont atteint le moral des troupes.

Le plan national pour l'environnement prévoit des embauches pour les nouveaux organismes (Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Institut français de l'environnement, les directions départementales de l'environnement, etc.). Tout cela est bloqué. Des fonctionnaires vont donc être déstabilisés, ce qui déplaît encore plus les services déjà squelettiques de Neully...

Les services de M. Lalonde sont actuellement en négociation avec Bercy afin de répartir eux-mêmes leurs propres sacrifices...

Un dossier a été établi par Jean-Louis Andréani, Roger Cass, Christiane Chombeau, Gérard Courtois, Josée Doyère, Jean-Paul Dufour, Alain Fajon, Pierre-Angel Gay, Eric Lucyan, Alain Lemaire, Agathe Logez, Emmanuel de Roux, Marie-Pierre Sabat.

Intérieur: la sécurité... et le reste

« Pendant les travaux, la vente continue », avait dit M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, avant son départ pour le ministère de la défense. Les missions liées à la sécurité ont été la priorité de la place Beauvau au cours des dernières semaines. « On essaie de faire en sorte que les autres dossiers — les finances locales, la Corse, la modernisation de la police et des préfectures — ne soient pas relégués au deuxième plan », remarque un responsable du cabinet. Dans l'attente de la fixation, par l'Élysée, de la date de l'éventuelle session extraordinaire du Parlement, qui devait pour l'essentiel concerner des dossiers du ministère de l'intérieur (dotation globale de fonctionnement, loi d'orientation sur l'administration territoriale, Corse), les services ont donc continué de travailler.

Phénomène nouveau: l'apparition de plusieurs réunions quotidiennes liées au plan Vigipirate. Un des objectifs est d'informer au mieux le ministre (qui participe au conseil de défense de 18 heures à l'Élysée). Une cellule

de crise, appelée le « centre opérationnel Beauvau », a été mise en place au 5^e étage du ministère; elle est chargée, 24 heures sur 24, y compris le week-end, de recueillir les informations des différents services chargés de la sécurité intérieure (police, renseignement, gendarmerie, douanes) et d'analyser la menace; elle est organisée par les responsables de la lutte antiterroriste. La cellule produit une évaluation quotidienne de l'état de la menace terroriste, de la sécurité intérieure et de l'évolution de l'état d'esprit des diverses communautés vivant en France.

L'activité du ministre reste électorale: réunions avec les parlementaires sur la DGF, avec les associations d'immigrés, avec les pompiers, etc. Il a eu de premières prises de contact avec les syndicats policiers représentatifs, et les réunions avec la direction générale de la police nationale sur la réforme de l'instruction policière ont continué malgré la guerre.

Admis pour la première fois au concours de l'école

Les énarques du « troisième type » s'inquiètent de leur statut

Pour la première fois, en septembre, entreront à l'École nationale d'administration une dizaine de candidats qui auront présenté le « troisième concours ». Ces candidats ne sont ni étudiants — le concours « externe » leur est réservé — ni fonctionnaires — ceux-là passent le concours « interne ». La loi du 2 janvier 1990 a en effet ouvert cette possibilité aux personnes qui justifient de huit ans d'activité professionnelle ou d'un mandat électif local et qui ont moins de quarante ans.

Cette solution a remplacé la « troisième voie » avec scolarité spécifique et recrutement limité, instituée par le gouvernement Mauroy en 1982 et supprimée en 1986 faute de résultats probants. Avec la nouvelle disposition, le gouvernement espère ouvrir davantage la haute fonction publique à la société civile, démocratiser encore son recrutement et faire profiter l'État de compétences acquises ailleurs.

Une première sélection de candidats a été effectuée en septembre dernier. Elle a permis d'en retenir quarante sur plus de cinq cents postulants. Ces candidats suivent

actuellement une préparation spéciale soit au centre de préparation du ministère des finances, soit à l'Institut d'études politiques de Paris, soit par correspondance.

Il semble que, dans son souci d'aller vite, le gouvernement n'ait pas réglé tous les problèmes qui se posent à ces futurs énarques du « troisième type » avant leur intégration dans l'école, ni envisagé le sort de ceux qui ne seront pas reçus au concours d'entrée. C'est pour obtenir des précisions que les stagiaires ont écrit le 19 janvier à M. René Lenoir, directeur de l'ENA. Ils l'ont ainsi interrogé sur leur statut actuel, sur leurs droits sociaux et sur leurs perspectives de carrière.

Traitement particulier

Dans sa réponse, le 12 février, M. Lenoir précise que ces candidats sont, pendant leur période de préparation, couverts par le régime général de la Sécurité sociale mais que des discussions sont en cours avec un organisme de retraite complémentaire de droit privé. Pour ceux qui ne seront pas reçus à l'ENA,

l'accès aux indemnités de chômage est également en négociation.

Ces réponses n'apportent pas une totale satisfaction aux candidats qui voudraient obtenir une sorte de reconnaissance statutaire de leur état pendant leur période de préparation. La trentaine d'entre eux qui n'entreront pas à l'ENA souhaiteraient même qu'on leur délivre un diplôme et non un simple certificat. Tous estiment qu'une fois à l'école, leur spécificité due à leur expérience professionnelle devrait être mieux reconnue puisque c'est pour cela que le troisième concours a été créé.

Or, la loi ne prévoit pas un tel traitement particulier puisqu'elle précise même que tous les énarques, quel que soit leur concours d'accès, sont placés sur le même plan pour leur scolarité et pour leur classement de sortie. Les candidats du troisième type ne l'ignoraient pas mais ils voulaient que l'esprit de la loi soit respecté afin que leurs compétences soient mieux et plus vite utilisées par l'administration. Ils proposent donc de pouvoir effectuer leur « mobilité » aussitôt après leur sortie de l'école sans être, contrairement aux autres, astreints à demeurer

quatre ans dans le corps administratif qu'ils auront choisi.

On constate, à l'occasion de cette première application de cette réforme, que les candidats venant du secteur privé ou de professions libérales s'adaptent très vite au style de revendications et aux préoccupations de carrière qui sont habituels chez les fonctionnaires professionnels. Leurs origines sont pourtant diverses et si certains acceptent de voir leur rémunération sérieusement diminuer en entrant dans la fonction publique, d'autres espèrent y décrocher un diplôme prestigieux dont ils feraient un « peu d'âne » monnayable avec profit. Tout comme en rêvent d'ailleurs certains des « énarques » issus des autres concours.

Il n'en demeure pas moins que si le gouvernement, comme le désire l'Assemblée nationale, le 24 novembre 1989, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, juge « indispensable une diversification socio-professionnelle du recrutement de la haute fonction publique », il doit rendre celle-ci suffisamment attractive.

ANDRÉ PASSERON

POLITIQUE

Après les émeutes meurtrières à la Réunion

M. Le Pensec dénonce une « attaque préméditée »

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION
de notre correspondant

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a regagné Paris, mercredi soir 27 février, au terme d'une brève visite dans l'île de la Réunion. Le porte-parole du gouvernement s'est entretenu avec le préfet, les élus locaux, les travailleurs sociaux et les responsables économiques de la situation dans l'île après les violentes émeutes qui ont suivi, au début de cette semaine, dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, la saisie du matériel de Télé Free-DOM et de Radio Free-DOM dirigées par M. Camille Sudre. Selon le dernier bilan, ces événements ont causé la mort d'au moins dix personnes, dont la majorité a péri dans l'incendie d'un magasin.

A la préfecture de Saint-Denis, M. Le Pensec a affirmé que ces troubles étaient le résultat d'une « attaque préméditée », et il a ajouté : « La casse a été organisée, les cibles choisies, une méthode préétablie à la main. Il y a eu une répartition et un ordonnancement

des tâches. » Le ministre a indiqué que les nombreux appels à la révolte lancés, quelques jours avant les manifestations, sur les ondes de Radio Free-DOM et la « désinformation » systématique pratiquée par cette station privée relevaient d'une procédure judiciaire. L'avocat de la station, M. Jacques Vergès, a annoncé, mercredi à Paris, son départ immédiat pour La Réunion.

Le ministre des DOM-TOM a insisté sur les mesures mises en œuvre par le gouvernement, avec une priorité pour le logement social, grâce au contrat de ville dont a bénéficié Saint-Denis, pour résoudre les difficultés sociales et économiques qui affectent les couches les plus défavorisées du chef-lieu du département. Après avoir reçu une délégation du monde socio-économique, M. Le Pensec a assuré que des procédures accélérées d'indemnités des entreprises et des particuliers victimes de ces émeutes allaient être décidées et coordonnées par le préfet.

AUX DIJOUX

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSPTerrain de 203 m² à CLAMART (92)

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE le JEUDI 14 MARS 1991 à 14 heures
avec maisonnette et deux appartements - MISE A PRIX : 121 800 F
S'adresser à M^{re} Régis WAQUET, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE, tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le MARDI 5 MARS 1991 de 14 h à 15 h.

Appartement de 3 pièces

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE le JEUDI 14 MARS 1991 à 14 heures
principales, cuisine, W.C., débarras, cave
MALAKOFF (92)
23, rue Emile-Zola et 31, rue Pierre-Larousse
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adresser à M^{re} Régis WAQUET, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE, tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le JEUDI 7 MARS 1991 de 14 h à 15 h.

Appartement de 4 pièces

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE le JEUDI 14 MARS 1991 à 14 heures
entrée, dégagement avec placard, cuisine, salle de bains, W.C. au 1^{er} et 2nd étages, 11, escalier 2 - CAVES - PARKING
MONTFERMEIL (93)
11, rue Picasso - MISE A PRIX : 130 000 F
S'adresser à M^{re} Régis WAQUET, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE, tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le JEUDI 7 MARS 1991 de 14 h à 15 h.

Immeuble à us. d'habitation

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES, le Mercredi 13 mars 1991 à 9 h 30
82, rue Poireur
(78) SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Mise à Prix : 800 000 F
S'adresser à la S.C.P. A. & P. JOHANET, id. : 30-21-46-46
Et tous avocats du barreau de Versailles

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES

En la chambre des notaires de Paris place du Châtelet
Le MARDI 19 MARS 1991 à 14 h 30
5 APPARTEMENTS 2, 3, 4 et 5 p.
(56 m², 57 m², 67 m², 93 m² et 118 m² env.)
à Paris (16^e)
Entre le bd Suchet et le champ de courses d'Auteuil
M^{re} BELLARGENT, notaire assoc. 14, rue des Pyramides, Paris (75001)
Tél. : 44-77-37-48 et 44-77-37-49 - Visites s/p. 1, square Malherbe, les 4, 9, 11, 14, 16, 18 mars de 10 à 13 heures.

un IMMEUBLE à PARIS

(9^e arrondissement)
17, avenue F.-D.-Roosevelt
Élevé sur caves et terre-plein, d'un rez-de-chaussée de trois étages carrés et d'un quatrième étage sous combles
Mise à prix : 60 000 000 F
Pour tous renseignements, s'adresser à M^{re} DIRCKS-DILLV, avocat à Paris (16^e), 3, rue Faustin-Hélie - Tél. : 45-04-88-88 et au greffe du tribunal de grande instance de Paris.

à PARIS-8^e 90, rue La Boétie

Vente sur saisie au palais de justice de PARIS Jeudi 7 mars 1991 à 14 h 30 en 2 lots avec faculté de réunion
1^{er} Lot BOUTIQUE au rez-de-cha. (Lot n° 37) avec accès par escalier privatif à un Local au sous-sol (Lot n° 38)
2^e Lot App't escalier A - 2^e étage (Lot n° 4) 5 Pces - Cuisine - Salle de bains - W.C. - Accès au sous-sol par une Cave n° 8
3 CHAMBRES DE SERVICE au 6^e étage - n° 6, 7 et 8 (lots n° 13, 14 et 15)
MISES A PRIX : 1^{er} Lot 1 000 000 F - 2^e Lot 500 000 F
S'adr. M^{re} W. DRIGUEZ, avocat 6, rue Saint-Philippe-du-Roule à Paris-8^e
Tél. : 42-25-78-61 - Pour vis. s/p. chaque Mardi et Jeudi de 14 h à 17 h

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 27 février, au palais de l'Élysée. Au terme des travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

● Chaîne culturelle européenne

(Voir le Monde du 28 février)

● Code des postes et télécommunications

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace a présenté un projet de loi modifiant la loi relative aux postes et télécommunications et de la technologie de la recherche et de la technologie.

Le projet de loi introduit dans la procédure de constatation des infractions à la réglementation des télécommunications et de la cryptologie par les fonctionnaires de l'administration des télécommunications habilités et assermentés les garanties demandées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 27 décembre 1990. Le procureur de la République devra être informé au préalable des opérations envisagées. Les fonctionnaires habilités ne pourront accéder aux locaux à usage professionnel que pendant les heures d'ouverture au public et, dans les autres cas, qu'entre 8 heures et 20 heures. Ils ne pourront accéder aux locaux qui servent pour partie de domicile aux intéressés. Enfin, ces derniers devront recevoir copie des procès-verbaux qui seront dressés à la suite de ces interventions.

● La formation des salariés et le chômage partiel

(Voir le Monde du 28 février.)

● Le renouveau du service public au ministère de la culture

(Lire ci-contre.)

● La politique d'information scientifique et technique

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté un projet de loi modifiant la loi relative à la formation continue des ingénieurs et de la technologie. Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté un projet de loi modifiant la loi relative à la formation continue des ingénieurs et de la technologie.

Condition indispensable de l'innovation, facteur important de la langue française, l'information scientifique et technique constitue une activité économique qui tend à prendre une place croissante dans la compétition internationale.

La France dispose d'atouts importants avec notamment les centres d'information scientifique et technique de grande qualité que sont l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et l'Institut national d'information scientifique et technique.

d'information scientifique et technique (INIST). Mais malgré leur nombre important et leur qualité, les bases de données sont encore trop peu consultées dans notre pays. Pour remédier à la trop grande dispersion des acteurs et susciter une utilisation plus importante en France de l'information scientifique et technique, le ministère de la recherche et de la technologie a décidé d'engager une série d'initiatives.

1. - Renforcer et mieux coordonner l'activité des pouvoirs publics.

Un conseil de coordination de l'information scientifique et technique sera constitué dans les organismes de recherche placés sous la tutelle du ministère de la recherche et de la technologie.

2. - Mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

a) Rationaliser le nombre des bases et banques de données. Le ministère de la recherche et de la technologie proposera aux autres ministères compétents une politique de fusion des bases de données afin d'en réduire notablement le nombre.

b) Améliorer et faciliter l'accès aux bases de données. Un appel d'offre sera lancé en 1991 pour améliorer les outils permettant l'accès et le traitement de l'information. Le programme INFOSOURCE de constitution de répertoires thématiques sur les sources d'information sera renforcé.

3. - Formation à l'information et recherche sur l'information.

En liaison avec le ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et des sports, un programme de formation sera développé. Vingt modules de formation initiale seront mis en place dans les écoles d'ingénieurs et les universités. Dix modules supplémentaires seront destinés à la formation continue des ingénieurs déjà en poste dans l'industrie.

Un programme d'aide à la recherche en information (PARINFO) vient d'être lancé pour quatre ans par le ministère de la recherche et de la technologie avec le ministère de l'éducation nationale, en collaboration avec le Centre national de la recherche scientifique, le Centre national d'études des télécommunications, l'Institut national de recherche en information et l'Institut national d'information scientifique et technique.

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a souligné l'importance de la coopération qui s'ouvrira lundi à Bruxelles au niveau du Conseil agricole pour la fixation des prix de campagne 1991-1992. Il a demandé que cette fixation n'anticipe pas les décisions qui seront prises ultérieurement sur l'actualisation de la politique agricole commune et du revenu des agriculteurs soit préservé.

Pour faciliter le recrutement et la gestion des fonctionnaires

Réforme de l'administration culturelle

Il y a deux ans, en février 1989, M. Michel Rocard lançait un plan de « renouveau du service public ». Dans quelques semaines un séminaire du gouvernement fera le point sur deux ans de réformes visant à adapter l'administration et à la moderniser. Mais dès le conseil des ministres du 27 février, une communication a été présentée sur ce sujet par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, dressant un bilan des améliorations administratives apportées aux services publics culturels.

L'enthousiasme du seul ministre socialiste qui ait (presque) constamment eu en charge ce département depuis 1981 a été tel pour exposer ces problèmes aux instances d'organisation des rouages administratifs que M. Rocard, à la fin de son intervention, lui a fait passer un mot de félicitations ainsi rédigé : « C'est fou à quel point tu as admirablement compris la politique de renouveau du service public ! Quelle leçon magistrale. Sans rigoler : tout cela est du bon boulot. Bravo. »

M. Lang a d'abord souligné que la réforme du statut des quelques douze mille fonctionnaires de son ministère s'imposait car ils se répartissaient entre plus de cent corps dont certains avaient été créés par Colbert. Leur nombre, déjà ramené à soixante, doit encore être réduit de moitié, ce qui devrait faciliter leur recrutement, leur gestion et leur mobilité. Ainsi

la création du corps des « conservateurs du patrimoine » a-t-il permis la fusion des conservateurs de musée, des inspecteurs de monuments historiques, des conservateurs de l'archéologie, des conservateurs de l'inventaire et des conservateurs des archives, jusqu'alors séparés. Cette année, les regroupements statutaires concerneront les techniciens d'art, les inspecteurs généraux et les enseignants.

La formation des personnels sera assurée par un Centre national en cours de création et par la nouvelle Ecole nationale du patrimoine que M. Lang qualifie d'« ENA de la culture ». La déconcentration des responsabilités s'est manifestée par le transfert en 1990 de 30 % des crédits aux directions régionales contre 20 % en 1985, ce qui allège d'autant la charge de l'administration centrale parisienne et doit, en principe, accélérer les procédures. Enfin le ministère devrait publier, cette année, deux codes, l'un sur la communication, l'autre sur la propriété littéraire et artistique faisant le point sur la législation en ces matières.

Si une telle action a pu être entreprise par M. Lang c'est probablement parce que le ministère de la culture est l'un de ceux qui, par sa petite taille, par son personnel réduit et par sa spécificité, se prêtent le plus facilement à la réforme et au... dépeupillage.

A. P.

BIBLIOGRAPHIE

René Coty le président oublié

« Éclipsé par son successeur, le dernier président de la IV^e République a laissé dans la mémoire collective la trace assez peu marquée d'un homme estimé mais effacé et politiquement impuissant. Cette image incomplète, floue et injuste, est corrigée par M. Francis De Baeque, conseiller d'État, ancien collaborateur de René Coty, qui montre bien comment son action et son sacrifice ont permis la transition avec la République suivante et facilité l'arrivée sans drame de de Gaulle à l'Élysée après que celui-ci eut été pendant sept mois son ultime « président du Conseil » et le dernier de la IV^e République.

« Homme de bien », comme le qualifie M. Maurice Schumann dans sa préface, René Coty fut pendant son septennat interrompu (1954-1959) un véritable « républi-

cain », comme on l'entendait alors. Son élection peu glorieuse au troisième tour du scrutin versailles de décembre 1953 par le Congrès du Parlement était surtout l'illustration du système des partis et des majorités fluctuantes dont la IV^e République devait mourir cinq ans plus tard. D'ailleurs, une fois à l'Élysée, le nouveau chef de l'État s'est attaché à exercer une magistrature d'influence et de conseil au milieu des crises ministérielles et des sursauts de la guerre d'Algérie qui a tout entière occupé son quinquennat. Mais à la différence de ses successeurs, qui incarneront le pouvoir exécutif, il est davantage au service de celui-ci, c'est-à-dire du gouvernement qui en définit alors la réalité.

L'auteur montre comment le calme sénateur normand s'est inquiété de l'instabilité des pouvoirs et comment le recours au « plus illustre des Français » lui avait semblé le seul moyen d'éviter déceptions et désordres. On voit cependant que le rôle du président de la République n'était pas négligeable ni dans le choix des présidents du Conseil (c'est lui qui a appelé Pierre Mendès France à Matignon) ni dans la présidence des conseils des ministres. Ayant toujours souhaité la restauration de l'État et l'équilibre des pouvoirs, René Coty s'est toutefois opposé à l'élection du président de la République au suffrage universel lors du référendum du 28 octobre 1962, un mois avant sa mort à l'âge de quatre-vingts ans.

Cet ouvrage comble une lacune puisque René Coty, chef d'État oublié (le Monde daté 8-9 janvier 1984), est depuis la dernière guerre le seul président de la République à n'avoir laissé ni mémoires ni œuvres politiques écrites.

ANDRÉ PASSERON
► René Coty, tel qu'on l'a connu, de Francis De Baeque, Editions STH, 314 p., 130 F.

Centre Georges Pompidou Bibliothèque publique d'information

Avec le soutien du Ministère de la Justice

PROCES PENAL ET DROITS DE L'HOMME

émergence d'une conscience européenne, héritages culturels et résistance des pouvoirs

Colloque Européen : 26/27 mars 1991

Grande Salle du Centre Georges Pompidou

BULLETIN D'INSCRIPTION Date limite : 15 mars 1991

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Avec la participation de :

Hélène AHRWEILER Francesco de ANGELIS André-Jean ARNAUD Robert BAOINTER Dominique BARTHE Yves BAUOLOT Jean-Pierre BERTHET Paul BOUCHET Pierre BOURDIEU Guy BRAIBANT André BRAUNSCHWEIG Mario CHIAVARI Mirella OELMAS-MARTY Bernard EOELMAN Arlette FAROE Thomas FERENCZI Bruno FRAPAT Jacques GENTHIAL Heike JUNG Renée KOERING JOULIN Ladislav KOSTA Serge LASVIGNE Henri LECLERC Marcel LEMONNE Rémi LENOIR Peter LEUPRECHT Edwy PLENEL Jean-Louis RECORON Michel RICHAROT François SAINT-PIERRE Denis SALAS Václav SAVITSKY Daniel SOULEZ-LARIVIERE Gérard SOULIER John SPENCER Jean-Marc THEOLLEYRE Pierre TRUCHE Françoise TULKENS Patrick WACHSMANN

Renseignements : 42 77 12 33 poste 45 14

A retourner à :

Salle d'actualité de la BPI / Débats
Jean-Luc Villard
Bibliothèque publique d'information
75197 PARIS CEDEX 04

JUSTICE

La défense de Simone

A la veille du verdict sur le cour d'assises de Meaux, Simone Moselle, Simone Moselle, elle-même poursuivie pour des faits de la défense en vertu de la loi de 1981, a demandé l'avis de l'avocat général, aux avocats des parties, avant que ses défenses prennent la parole à l'audience pour demander l'acquiescement devant un dossier complexe de douteux.

Comme il est d'usage, le procureur général a demandé à l'avocat général de donner son avis sur la question de la mise en cause de la défense. L'avocat général a répondu que la mise en cause de la défense était une question de principe, et qu'il fallait se prononcer sur la question de la mise en cause de la défense.

La mise en cause de la défense est une question de principe, et il faut se prononcer sur la question de la mise en cause de la défense. La mise en cause de la défense est une question de principe, et il faut se prononcer sur la question de la mise en cause de la défense.

La mise en cause de la défense est une question de principe, et il faut se prononcer sur la question de la mise en cause de la défense. La mise en cause de la défense est une question de principe, et il faut se prononcer sur la question de la mise en cause de la défense.

François Mitterrand et Arthur Rimbaud

Son propos est de montrer comment la poésie de Rimbaud a influencé la pensée de Mitterrand. La poésie de Rimbaud a influencé la pensée de Mitterrand, et c'est ce que l'auteur veut montrer.

SCIENCES

La navette spatiale

L'incertitude continue de la science sur le rôle de la navette spatiale (Fluoride), ou la navette spatiale, est une mission militaire. La navette spatiale est une mission militaire, et c'est ce que l'auteur veut montrer.

JUSTICE

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle
La défense de Simone Weber

A la veille du verdict de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, Simone Weber a elle-même ouvert les plaidoiries de la défense en répondant longuement au réquisitoire de l'avocat général et aux avocats des parties civiles avant que ses défenseurs ne prennent la parole à leur tour pour demander l'acquiescement devant un dossier « ruisseau de doutes ».

Calmement, M^{me} Weber consulte ses notes, s'empare du micro et commence sa plaidoirie. La veille, elle avait éclaté de rire à l'instant où l'avocat général avait requis contre elle la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Elle tient à s'en expliquer : « J'entendais des choses tellement abominables. C'est une réaction que l'on a quand on voit déchirer au-dessus de vous. Mais elle s'attache aussitôt au dossier. Pâle-mêle elle fustige les témoins à l'émotion trop facile ou ceux qui ont déposé contre elle au bout de trois ans, comme des chevaux dans la soupe ». Elle adopte un ton paisible même lorsqu'elle dit : « Les choses petites sont déformées. C'est très grave ces choses-là... ». L'instruction lui a laissé un mauvais souvenir : « Il y a eu la période des juges médiatiques. Après le juge Pascal, il y a eu l'affaire Grégory. On a voulu faire le triage des juges médiatiques. Sa voix se fait presque plaintive quand elle ajoute : « On va dire que j'attache encore le juge, mais enfin c'est lui qui m'a armé là ».

Se plaidoirie devient très argumentée lorsqu'elle évoque l'épisode où elle a garé sa voiture, porte de Cherenton, à Paris, pendant sept heures le 30 juin 1985, huit jours après la disparition de Bernard Hettier : « Je l'ai laissé avec le tronc dans le coffre par cette chaleur ? Mais cela aurait empêché tout le quartier ! C'est grave ça, ce n'est pas admissible. ». Ce tronc repêché dans la Seine le 15 septembre 1985 à Poincy possède un squelette semblable à celui du disparu. Mais Simone Weber refuse cette version : « Il fallait trouver un corps à Bernard pour pouvoir le condamner à la prison à vie... C'est pire que la peine de mort », soupire la sexagénaire qui se reprend aussitôt : « Rassurez-vous, je ne vais pas pleurer sur mon sort... ».

François Mitterrand
et Arthur Rimbaud

Son propos devient confus lorsqu'elle lit d'une voix douce cette citation de Jean-Denis Bredin : « Ceux qui changent d'avis sont comme ceux qui se convertissent au moment de mourir, avouant par là qu'ils ont mal vécu. ». Mais elle invoque d'une façon plus explicite M. François Mitterrand disant : « Il appartient à la France de faire respecter le droit de chacun », pour ajouter : « Je n'ai pas été respectée ».

M^{me} Weber comprend la famille du disparu et déclare : « J'ai de la peine pour Patricia Hettier. ». Pourtant elle ajoute maladroitement : « Mais la haine qu'elle a contre moi n'est pas tolérable. ». Elle revient au dossier, mais son ton devient las : « On voudrait faire croire que j'ai délibérément coupé en morceaux un être que j'aimais bien. ».

Je n'ai jamais assassiné personne. Et, sans s'expliquer plus avant, elle cite Arthur Rimbaud qui écrivait : « Quoi d'amour splendide j'ai rêvé. ». Le public, un instant séduit, a cessé de ricaner.

Après la plaidoirie de l'accusée, la parole est aux gens de robe. Méthodiquement, M^{me} Alain Behr et François Robinet taillent le dossier d'accusation en pièces en profitant de nombreuses lacunes d'une instruction qui a cependant duré cinq ans. Pourtant, si l'empoisonnement de Marcel Fizard, en 1980, ne repose que sur des éléments fragiles, l'assassinat de Bernard Hettier est entouré de circonstances qui constituent de lourdes charges contre Simone Weber. Aussi M^{me} Behr s'est-elle attachée à détruire le témoignage principal. Le jour de la disparition, un voisin, M. Hagg, a vu un homme entrer avec Simone Weber dans son appartement. Pour l'accusation c'est Bernard Hettier qui n'en est pas ressorti. Mais lors d'une confrontation, accordée trois ans après par le juge, ce témoin a démenti l'homme comme un petit gros alors que le disparu était un grand mince. « Pendant trois ans on n'a jamais posé cette question à M. Hagg. C'est une aberration judiciaire », proteste l'avocat. Et, systématiquement, chaque élément de l'accusation est passé au crible.

« La personnalité à charge »

M^{me} Robinet soutient que M^{me} Weber n'a pas organisé la survie artificielle de Bernard Hettier mais qu'elle a seulement tout fait pour qu'il ne perde pas son emploi, c'est ainsi qu'il faut interpréter le faux certificat médical, et si elle a fait téléphoner à l'une de ses maîtresses, c'est seulement pour tenter de savoir s'il était chez elle. Pour l'avocat le plupart des incohérences s'expliquent car « elle s'est défendue avec la maladresse de l'innocence » et cet énorme dossier n'est qu'un « colosse aux pieds d'argile ».

C'est aussi la conviction de M^{me} Liliane Glock qui a un autre regard sur ce procès. La pré-emption d'innocence et la notion de jugement équitable sont des vertus qui lui semblent aujourd'hui bien absentes. « Quand il n'y a pas de preuves, il faut prendre son temps, faire une instruction qui dure cinq ans et qui coûte 500 000 francs, lui ajouter une audience de cinq semaines et, évidemment, des réquisitions qui se doivent d'être à cette hauteur. C'est une dérive inquiétante », estime l'avocate. Mais il y a un autre aspect qu'elle évoque avec amertume : « Ce n'est pas ce que M^{me} Weber aurait commis qu'on lui reproche, c'est ce dont elle est capable. ». Aussi M^{me} Glock dénonce-t-elle la « voyeurisme » de cette audience en constatant : « Des preuves au sens objectif, il n'y en a pas. Mais il y a l'ambivalence... ». Et elle rappelle ce défilé de témoins qui détestent M^{me} Weber et la plaidoirie d'une avocate de la partie civile qui avait rapproché l'accusée du démon, « La diable est entré dans le prétoire. Est-ce un procès du dix-neuvième siècle ? On se demande si on ne participe pas à un exorcisme. Dans cette affaire, on a inventé la personnalité à charge. ».

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Sur décision de MM. Bérégovoy et Evvin

Les compagnies d'assurances ne pourront plus demander de dépistage du sida au-dessous d'un capital de 1 million de francs

MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devaient annoncer, jeudi 28 février, deux décrets concernant les problèmes posés par l'épidémie de sida aux assureurs et aux usagers. A la suite du rapport demandé sur ce thème à M. Benoît Jolivet, ancien directeur des assurances, les deux ministres, « soucieux de préserver le droit des personnes et d'éviter les exclusions », ont décidé, d'une part, d'interdire aux assureurs de faire référence, dans leur questionnaire, à la vie privée et à la sexualité. Ils vont imposer aux compagnies d'assurances, d'autre part, de ne plus demander de test de dépistage de la contamination par le virus du sida en dessous d'un capital garanti de 1 million de francs.

Les assureurs français avaient attendu 1989 pour commencer à s'inquiéter publiquement des conséquences de l'épidémie de sida (le Monde du 17 mars 1989). Il y a un an, le Conseil national du sida, que présidait M^{me} Françoise Héritier-Augué, professeur au Collège de France, recommandait aux pouvoirs publics de faire en sorte que les assureurs ne puissent exiger de test de dépistage de contamination par le virus du sida. Ce conseil redoutait « que les assureurs n'aient de plus en plus recours à des questionnaires comportant des références explicites ou déguisées au style de vie ou à la sexualité » (le Monde du 21 février 1990).

A la suite de ce rapport, MM. Bérégovoy et Evvin avaient confié à M. Benoît Jolivet, alors directeur des assurances, la présidence d'un groupe de travail interministériel réunissant aussi les professionnels de l'assurance et le conseil national de l'ordre des médecins. Dans ce cadre, les responsables du Conseil national du sida et de l'association Aides ont été entendus. Il s'agissait tout particulièrement de dégager les orientations permettant, en matière d'assurance, d'éviter l'exclusion des personnes séropositives, mais aussi de donner un cadre de référence déontologique à l'établissement des questionnaires médicaux.

« Règles de bonne conduite »

Le rapport, classé « confidentiel », du groupe de travail assurances et sida, est daté du 11 janvier dernier (1). Ce document de vingt-sept pages est accompagné de volumineuses et fort instructives annexes. « La difficulté centrale des travaux du groupe a été, sur la plupart des questions, de combiner de manière satisfaisante des principes éthiques et des pratiques de marché », peut-on lire en introduction. En pratique, la grande majorité des compagnies françaises d'assurances étaient amonées à demander un test de dépistage, « en fonction du montant des capitaux souscrits, sans qu'il y ait de seuil généralisé ». « La plupart du temps, précisent les auteurs du rapport, le test n'est pas demandé de manière isolée, mais intégré à un examen plus complet du sang ». A l'étranger, les pratiques en la matière sont très diverses. Ainsi, outre-Manche, les assureurs bri-

tanniques ne craignent pas d'établir une sélection des risques à partir de questionnaires médicaux comportant notamment des interrogations sur les pratiques sexuelles des postulants.

Les auteurs du rapport Jolivet fournissent une série de recommandations. Il convient d'abord, selon eux, d'organiser, sous l'égide de la direction générale de la santé, une information périodique des assureurs et des réassureurs sur l'évolution épidémiologique concernant le sida, ainsi que sur les progrès thérapeutiques. Un « groupe de suivi » devrait ainsi prochainement être mis en place. Rappelant que, selon la loi Evvin de 31 décembre 1989, il appartient à l'assureur de faire la preuve d'un événement antérieur médical d'un assuré, les auteurs estiment qu'il ne saurait être des difficultés susceptibles d'apparaître dans ce domaine il revenait à la commission consultative de l'assurance d'établir les règles de bonne conduite en la matière.

En ce qui concerne les questionnaires proposés aux futurs assurés, le groupe, suivant en cela l'une des recommandations du Conseil national du sida, est tombé d'accord pour « qu'aucune question concernant le caractère intime de la vie privée, et en particulier la vie sexuelle des postulants, ne puisse être prévue dans les questionnaires ». Cette mesure, qui n'est pas en vigueur dans de nombreux pays d'Europe, a été retenue par les deux ministères concernés. Annoncée par MM. Bérégovoy et Evvin, elle devrait prochainement prendre la forme d'un décret, tout manquant étant fait possible de sanctions, y compris lorsque les contrats d'assurance sont proposés en France par des compagnies étrangères.

Grilles de sélection

Pour ce qui est du test de dépistage, les auteurs réaffirment qu'aucun test sérologique ne pouvait être réalisé sans le consentement éclairé de la personne et sans l'information et les conseils appropriés. Ils recommandent d'autre part que « dans le cadre des règles habituelles de l'assurance, une appréciation d'ensemble du risque soit effectuée pour une personne atteinte de sida ou d'infection par le VIH, comme pour toute autre pathologie, et qu'elle repose sur un examen médical plus large où le test sérologique trouve sa place, comme de nombreux autres tests biologiques demandés par les entreprises d'assurances ».

Cependant, alors que le rapport ne retient pas la notion de seuil de capitaux qui s'appliquerait au seul test de dépistage de la contamination par le virus du sida, MM. Bérégovoy et Evvin ont décidé qu'un seuil était nécessaire et l'ont fixé à 1 million de francs. On estime que l'établissement d'un tel seuil devrait être de nature à prévenir toute dérive en la matière. Actuellement, l'examen médical avec prélèvement sanguin (pouvant comporter de très nombreux paramètres) et analyse des urines est demandé par les assureurs dès lors que le capital-déjà dépasse 3 500 000 francs (pour un assuré de moins de trente-cinq ans) ou 2 millions de francs (soit-déjà de cinquante-cinq ans).

Les « grilles de sélection » des réassureurs prévoyaient, déjà, la

recherche des anticorps spécifiques VIH-1 et du VIH-2, à partir d'un capital-déjà de 1 million de francs ou d'une rente équivalente à 100 000 francs par an.

Enfin, le rapport annonce que, dans un proche avenir, les assureurs français considéreront comme « assurables » les personnes reconnues comme étant séropositives. Ils retiendront alors le schéma dit des « risques aggravés ». Il s'agit là de risques qui étaient considérés autrefois comme inassurables en raison de la gravité de la maladie et des incertitudes trop fortes sur les possibilités de guérison ou de rémission. Pour les assureurs, l'évolution des connaissances thérapeutiques et épidémiologiques permet aujourd'hui la prise en charge des séropositifs moyennant une tarification adaptée (surprime).

Ainsi, la contamination par le virus du sida — comme c'est le cas depuis quelques années pour le cancer — se pourra plus à l'avenir être considérée comme

un motif d'exclusion du champ de l'assurance. Des divergences d'appréciation demeurent toutefois quant au taux de la surprime, les assureurs souhaitant l'aligner sur le taux du crédit à la consommation, ce que l'Etat juge tout à fait excessif dans l'entourage de M. Claude Evvin.

Il n'en reste pas moins vrai, au total, que cette approche amorcée par le ministère des affaires sociales sur un sujet aussi difficile apparaît tout à fait exemplaire, les solutions trouvées, pour limitées qu'elles soient, constituant de véritables avancées, sans précédent sur le marché international de l'assurance.

JEAN-YVES NAU

(1) Le rapport du groupe de travail assurances et sida est signé de M. Benoît Jolivet (président) et de MM. Denis Vilain et Jean Debeaupuis (rapporteurs). Ce groupe était composé d'une quarantaine de membres réunissant des représentants des différents ministères et de la profession de l'assurance.

Abeille-Vie condamnée pour refus d'indemnisation d'un malade

Dans une ordonnance de référé du 11 février, le tribunal de grande instance de Paris a condamné la compagnie d'assurances Abeille-Vie qui refusait depuis six mois de payer les indemnités journalières de l'un de ses clients, aujourd'hui décédé du sida.

Pierre est mort du sida le 23 décembre 1990. Affaibli par la maladie, épuisé par douze mois de lutte contre les infections, il lui y avait fallu combiner des mois durant le contrat d'assurances Abeille-Vie, qui refusait depuis le mois de juin de verser les indemnités journalières, que prévoyait son contrat. Pendant les six derniers mois de sa vie, Pierre, qui ne pouvait plus travailler, n'eût plus aucune ressource.

Il avait pourtant souscrit une assurance privée auprès de la compagnie Abeille-Vie, le 1^{er} juillet 1987. Attaché de presse indépendant, Pierre s'était alors soumise de bonne grâce aux conditions exigées par la compagnie d'assurances : l'établissement d'un « certificat médical de « bonne santé » » auprès d'un médecin généraliste et la réponse à un questionnaire succinct fourni par Abeille-Vie. Le 1^{er} juillet 1987, il signait un contrat comprenant des cotisations semestrielles de 1 800 francs qui lui donnaient notamment droit, en cas de maladie, à des indemnités journalières de 500 francs.

Trois ans plus tard, le 28 janvier 1990, il était admis à l'hôpital St-Jacques-Bernard, où il était suivi depuis un an. Pierre, dont le bureau d'attaché de presse était désormais fermé, vivait alors des indemnités journalières versées par la compagnie d'assurances Abeille-Vie. Mais au mois de juin, la compagnie se fit soudain de plus en plus exigeante. Elle réclamait de nouveaux certificats médicaux et s'arrêta brutalement de verser les indemnités journalières au mois de juillet, au vu d'un document prétendant que l'infection est en relation avec une sérologie HIV +.

Manœuvres de temporisation

Le paiement des indemnités fut suspendu du jour au lendemain, sans avertissement. « La suspension brutale et sans explication des indemnités est inadmissible, surtout quand le malade est dans une situation critique », explique M^{me} Suzanne Mawas-Le Dain, contactée durant l'état par l'intermédiaire de l'association Aides. Si la compagnie estimait que le dossier posait un problème, elle

devoir s'en expliquer clairement, et dénoncer le contrat devant un juge.

Au mois de novembre, la compagnie d'assurances finit par accepter de verser une provision « à titre exceptionnel » pour une période limitée au mois de juillet 1990. Mais ce suris ne dura pas : Abeille-Vie refuse, toujours sans explication, de poursuivre les versements correspondants aux mois d'août, septembre, octobre et novembre. « La compagnie d'assurances savait que Pierre était sans ressources et atteint d'une maladie mortelle », dénonce l'em de Pierre, Philippe Variéras. Ces mois ont été plus durs que tout ce que je pouvais imaginer. Abeille-Vie paraît sur l'affirmation progressive de notre résistance physique et psychologique.

M^{me} Suzanne Mawas-Le Dain assigne donc Abeille-Vie en référé devant le tribunal de grande instance de Paris, le 17 décembre. Après une nouvelle assignation devant le tribunal des référés, le 4 février, l'avocat d'Abeille-Vie, M^{me} Poitevin, qui refuse de s'exprimer sur cette affaire, plaide la « fausse déclaration intentionnelle de l'assuré lors de son adhésion » et demande une expertise médicale afin de confirmer cette hypothèse.

La compagnie d'assurances accuse Pierre d'avoir dissimulé sa maladie lors de la souscription du contrat, en juillet 1987. « Pourtant, les certificats médicaux, notamment celui établi le 6 septembre, précisaient bien que la maladie a été diagnostiquée en février 1988, explique M^{me} Suzanne Mawas-Le Dain. Il n'y a donc là aucun « indice » permettant de demander une expertise, sinon pour retarder encore la décision de justice. »

Le juge des référés, M^{me} Françoise Nézi, rejette les arguments de la compagnie d'assurances le 11 février. Dans son ordonnance, le tribunal qui rappelle que « la maladie n'a été diagnostiquée pour la première fois qu'en janvier 1989 » et « qu'aucun examen médical n'était exigé lors de la souscription du contrat », écarte l'hypothèse de la fausse déclaration et refuse l'expertise demandée par Abeille-Vie. La compagnie d'assurances doit honorer le contrat signé en 1987.

ANNE CHEMIN

SCIENCES

Malgré les anomalies constatées

La navette spatiale Discovery pourrait être lancée le 9 mars

L'incertitude continue de régner sur le pas de tir de Cap Canaveral (Floride), où la navette américaine Discovery devait être lancée pour une mission militaire, le 9 mars prochain, avec à son bord un équipage de sept astronautes. Les anomalies découvertes dans les trappes de son fuselage, lundi 18 février (le Monde du 21 février), peuvent-elles compromettre la sécurité de l'équipage en orbite ou lors de sa rentrée dans

l'atmosphère ? La plupart des spécialistes ne le pensent pas. Mais la NASA, qui fait actuellement l'objet de vives critiques de la part du Congrès comme du grand public (le Monde du 12 décembre 1989), ne peut se permettre de courir de risques. La décision ne sera donc prise qu'en début de semaine prochaine, après qu'aura été testée, au Centre spatial Kennedy, l'aptitude au vol de la navette.

Seule certitude : contrairement à ce qu'on tout d'abord espéré les ingénieurs de la NASA, les fissures, qui touchent trois des quatre charnières des trappes par lesquelles passent les conduites d'hydrogène et d'oxygène liquides, ne pourront pas être réparées sur le pas de tir. Soit Discovery attendra son retour de mission pour être remise en état, soit elle devra réintégrer son hall d'assemblage. Le vol serait alors

retardé de plusieurs semaines et n'interviendrait qu'après celui d'Atlantis, qui doit lancer, le 4 avril, le satellite d'astronomie GRO. Un contretemps qui pourrait repousser un ou plusieurs des sept vols inscrits au calendrier de la NASA pour 1991. D'autant que des fissures similaires, bien que de plus petite taille, viennent d'être décelées sur la navette Columbia... (UPI).

SOCIÉTÉ

L'affaire de la « mémoire de l'eau »

Deux équipes de l'INSERM constatent que des solutions hautement diluées pourraient avoir des effets biologiques

Dans une « note » publiée jeudi 28 février dans les « Comptes rendus de l'Académie des sciences », les docteurs Jacques Benveniste et Alfred Spira, directeurs respectivement des unités 200 et 292 de l'INSERM, apportent de nouveaux résultats semblant confirmer que des solutions hautement diluées peuvent induire l'apparition d'effets biologiques (1).

Le docteur Jacques Benveniste vient donc de mettre un terme au silence qu'il s'était imposé depuis le 11 juillet 1989. Ce jour-là, alors que la polémique sur ses travaux battait son plein à la suite de la demande par le Conseil scientifique de l'INSERM d'un « non-renouvellement temporaire » du poste qu'il occupait, le directeur général de l'INSERM, M. Philippe Lazar, lui avait adressé une lettre dans laquelle il lui enjoignait de « renoncer, pour un temps, à s'exprimer sur ce sujet [les effets biologiques des hautes dilutions] en dehors des revues scientifiques de haut niveau » (le Monde du 30 juin 1989 et du 12 juillet 1989).

Pendant dix-huit mois, le docteur Benveniste et son équipe avaient continué à travailler avec un acharnement égal à celui que la communauté scientifique avait mis à disqualifier ses travaux publiés le 30 juin 1989 dans la revue scientifique britannique *Nature*. Ces recherches bénéficiaient du concours du professeur Alfred Spira, directeur de l'unité 292 de l'INSERM, le seul scientifique de renom à avoir publiquement estimé, dans nos colonnes (le Monde du 13 juillet 1989), qu'il était « du premier devoir des chercheurs de consacrer une partie de leur précieux temps à élucider cette nouvelle énigme ».

Des centaines d'expériences furent réalisées à partir de plusieurs modèles différents. Schématiquement, il s'agis-

sait d'abord d'étudier la dégranulation de cellules (basophiles) humaines induites par des hautes dilutions d'anticorps anti-IgE. Les résultats de ces expériences, très démonstratifs, furent, au cours de 1990, soumis pour publication aux revues scientifiques *Nature* et *Science*, mais ces dernières en refusèrent la parution pour des raisons obscures.

Dans l'intervalle, M. Jean Jacques, chercheur au laboratoire de chimie des interactions moléculaires du Collège de France, avait publié dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* un article intitulé « La mémoire de l'eau », remarques sur le test utilisé, tendant à montrer que les réactions de dégranulation des basophiles obtenues avec des solutions hautement diluées provenaient en réalité de réactions purement chimiques provoquées par l'agitation desdites solutions. Contestant cette explication, le docteur Benveniste décida alors de mettre en œuvre un certain nombre d'expériences prouvant que l'hypothèse avancée par M. Jacques n'était pas avérée. Ce sont, pour une bonne part, ces expériences qui font aujourd'hui l'objet d'une publication dans les *Comptes rendus*.

De nouveaux modèles expérimentaux

Mais ces dix-huit mois furent également mis à profit par l'équipe du docteur Benveniste pour imaginer de nouveaux modèles expérimentaux. Ainsi, des expériences sur des coeurs isolés de cobayes perfusés avec de l'histamine à haute dilution permirent d'obtenir d'étonnantes résultats, visibles à l'œil nu. Qui plus est, ces expériences ont fonctionné dans 100 % des cas. Elles feront l'objet d'une communication lors du prochain congrès de la Federation of American Societies for Experimental Biology (FASEB), qui aura lieu à Atlanta du 21 au 25 avril, et qui, comme chaque

année, rassemblera quelque quinze mille chercheurs (2) (une autre communication présentée à Atlanta reprendra et complètera les travaux publiés dans *Nature*).

Plus étonnant encore, le docteur Benveniste a non seulement réussi à montrer que des dilutions très importantes d'histamine pouvaient influencer sur le débit des artères coronaires d'un cœur de cobaye, mais il a en outre démontré que cet effet pouvait être supprimé par l'exposition des dilutions à un champ magnétique de 50 Hz, 150 gauss. En conséquence, le docteur Benveniste pense que l'eau peut transmettre un effet biologique spécifique, mais non moléculaire, par le seul fait de sa sensibilité à un processus physique pur tel qu'un champ magnétique. Reste donc, si tant est que le docteur Benveniste ait raison, à découvrir la base physique précise de ce phénomène. Il s'est passé cinq mois entre le 2 octobre 1990, date à

laquelle l'article des *Comptes rendus de l'Académie des sciences* a été proposé pour la première fois, et le moment de sa publication. Entre-temps, un certain nombre de modifications avaient été demandées – et obtenues – par le comité de lecture de la revue, ce qui est tout à fait habituel dans ce genre de circonstances. Cet article – il s'agit plus précisément d'une « note » – conteste donc l'hypothèse avancée par M. Jacques. Les résultats des dizaines d'expériences réalisées indiquent, selon les auteurs, que « l'effet observé à haute dilution ne peut être attribué au seul processus de dilution/agitation. L'agitation semble nécessaire à l'apparition d'une activité à haute dilution mais elle n'est pas suffisante. La présence du ligand (de la molécule) spécifique dans le premier tube de dilution est indispensable ».

En clair, de l'eau initialement pure, même agitée, n'a pas d'activité biolo-

gique, tandis que, par exemple, de l'eau mise en présence d'histamine, une fois accomplies d'innombrables dilutions, conserve la « trace » de l'histamine et de ce fait conserverait une activité biologique. A condition, et cette observation corrobore un principe fondamental de l'homéopathie, d'avoir été agitée.

Comme c'était le cas en juin 1989, il est extrêmement difficile d'interpréter ces résultats. Ce qui semble certain, en revanche, c'est qu'en travaillant dans des conditions expérimentales plus que rigoureuses – quasiment toutes les méthodes de contrôle possibles ont été mises en œuvre – il se passe quelque chose de pour le moins mystérieux. Le professeur Spira, qui au départ se disait très « perplexe », se déclare aujourd'hui « très troublé ». « A la lumière des dernières expériences, dit-il, il apparaît qu'il ne s'agit ni d'un artefact ni d'une simple erreur de manipula-

tion. Dans ces conditions, soit nous sommes en présence d'un phénomène beaucoup plus subtil qu'il n'y paraît, soit il se passe effectivement quelque chose. » « Les expériences sur les coeurs isolés de cobayes dépassent mon entendement », ajoute le professeur Spira. Leur reproductibilité est absolument extraordinaire. Cela dit, je m'avoue incapable, aujourd'hui, de fournir la moindre explication avérée à ce que nous observons ».

Le professeur Spira, qui estime avoir tout mis en œuvre pour s'assurer de la validité méthodologique des expériences qu'il entreprenait – il est allé jusqu'à demander à un biostatisticien de superviser son propre travail, lance maintenant un appel à la communauté internationale des chercheurs pour qu'elle tente d'élucider ce mystère. « Un mystère d'autant plus impressionnant, dit-il, que Jacques Benveniste a trouvé le moyen de bloquer ce phénomène avec des champs magnétiques ».

Cet appel sera-t-il entendu ? Ou bien la communauté scientifique persistera-t-elle dans son attitude de rejet a priori ?

FRANCK NOUCHI

Six ans de polémique

– 6 mars 1985 : selon des travaux conduits par l'équipe du docteur Benveniste, la mise en présence de certaines cellules sanguines, des basophiles, avec un allégène et un produit homéopathe (*Apis Mellifica*), entraîne une forte diminution du pourcentage de dégranulation de ces cellules.

– 27 mai 1988 : le docteur Benveniste révèle, lors du Congrès national d'homéopathie, que de l'eau dans laquelle on a dilué, à de très hauts niveaux, une substance pharmacologiquement active, pourrait avoir un effet biologique spécifique.

– 30 juin 1988 : publication dans la revue scientifique britannique *Nature* d'un article du docteur Benveniste et de son équipe rapportant des expériences selon lesquelles il pourrait bien exister des « effets moléculaires sans molécules ». La publication de cet article s'accompagne d'une « réserve éditoriale » dans laquelle le directeur de *Nature*, John Maddox, qualifie le phénomène observé par le docteur Benveniste d'« incroyable ».

– 28 juillet 1988 : dans *Nature*, une commission d'enquête composée de MM. Walter Stewart et James Randi (un magicien professionnel) conteste, après enquête dans le laboratoire de l'INSERM, les résultats du docteur Benveniste. Ce dernier réplique qu'il s'agit d'une « véritable comédie scientifique ».

– 5 juillet 1989 : le conseil scientifique de l'INSERM se prononce en faveur du « non-renouvellement temporaire » du docteur Benveniste à son poste de l'unité 200 de l'INSERM. Cette polémique, avait écrit la CSSZ de l'INSERM dans un rapport, nuit à l'image de la communauté scientifique française.

– 10 juillet 1989 : le directeur général de l'INSERM, M. Philippe Lazar, décide de maintenir le docteur Benveniste à la tête de son unité.

résultats du docteur Benveniste. Ce dernier réplique qu'il s'agit d'une « véritable comédie scientifique ».

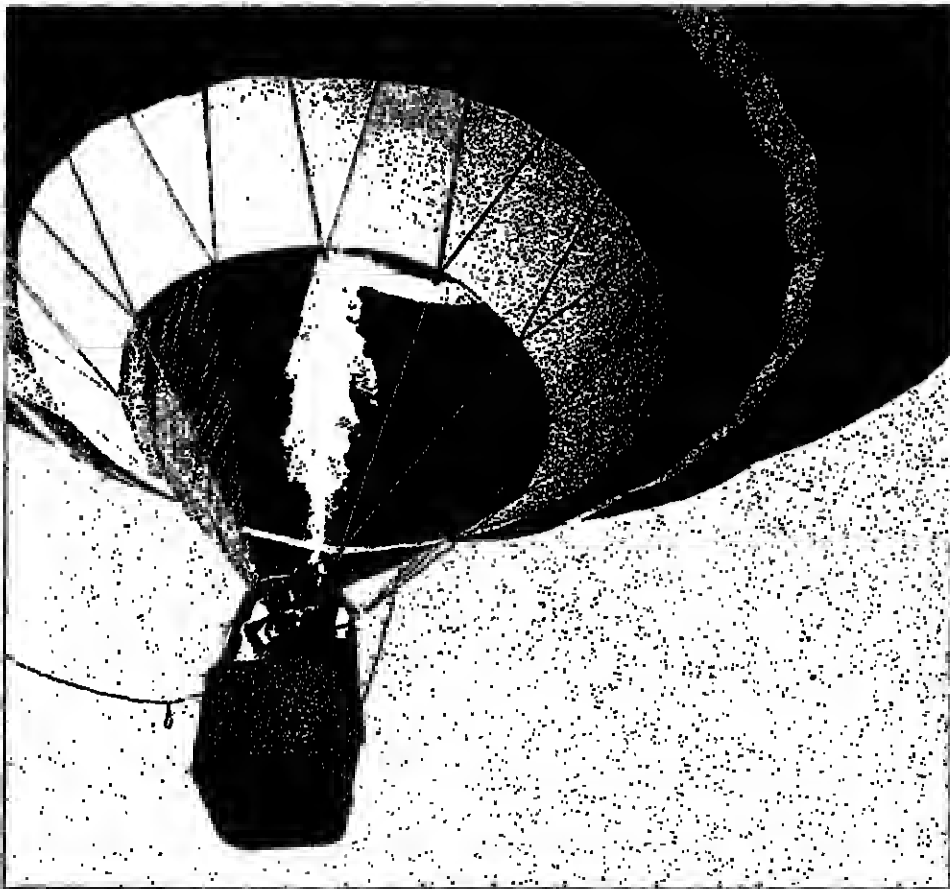
– 5 juillet 1989 : le conseil scientifique de l'INSERM se prononce en faveur du « non-renouvellement temporaire » du docteur Benveniste à son poste de l'unité 200 de l'INSERM. Cette polémique, avait écrit la CSSZ de l'INSERM dans un rapport, nuit à l'image de la communauté scientifique française.

– 28 juillet 1988 : dans *Nature*, une commission d'enquête composée de MM. Walter Stewart et James Randi (un magicien professionnel) conteste, après enquête dans le laboratoire de l'INSERM, les résultats du docteur Benveniste. Ce dernier réplique qu'il s'agit d'une « véritable comédie scientifique ».

– 5 juillet 1989 : le conseil scientifique de l'INSERM se prononce en faveur du « non-renouvellement temporaire » du docteur Benveniste à son poste de l'unité 200 de l'INSERM. Cette polémique, avait écrit la CSSZ de l'INSERM dans un rapport, nuit à l'image de la communauté scientifique française.

– 10 juillet 1989 : le directeur général de l'INSERM, M. Philippe Lazar, décide de maintenir le docteur Benveniste à la tête de son unité.

Il y a les exploits dont vous rêvez.



Et ceux dont vous profitez.

Ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est quand le rêve devient réalité. Pourquoi continuer à rêver de financements auto, alors que la Diac accomplit chaque jour pour vous des exploits financiers que vous n'imaginiez même pas possibles. Par exemple, jusqu'au 31 mars 91, la Diac vous offre une location avec option d'achat sur Renault 21 – 4 et pour une Renault 1099 F PAR MOIS PENDANT 59 MOIS. 60 mois sur les 5 portes. Ainsi, 21 TL : un versement de 31 200 F (dont majoré et 11 700 F de l'option d'achat finale), et 59 loyers de 1099 F. Coût total en cas d'acquisition 96 041 F. Renault 21 TL prix TTC clés en main au 01.01.91: 78 000 F. Sans réserve d'acceptation du dossier par la Diac – RCS Nanterre B 702002221. M. Financement chez votre concessionnaire ou agent Renault, ou au **NUMERO VERT 05.05.05**

Diac. L'exploit financier.

MUSIQUES
Dame, pique et gagne

Suite de la première page.
Tout cela est en fait une partie de la vie de la communauté scientifique. La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique. La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique.

La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique. La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique. La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique.

La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique. La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique. La vie de la communauté scientifique est une partie de la vie de la communauté scientifique.

Des étoiles pour Médecins sans frontières

Médecins sans frontières est une organisation humanitaire internationale. Elle a pour but de lutter contre les maladies évitables et de soulager la souffrance humaine. Elle agit dans plus de 100 pays du monde.

Le 20 avril, les Champs-Élysées ont été animés par une soirée de danse avec les stars de Paris. Parmi les artistes présents, on peut citer Claude Piazzini, Hilarie se produisant avec ses rétroprojecteurs de Mercedes, Petipa, Forvina, et l'Orchestre Colonne.

Le 22 juin, la Philharmonie de Paris a donné un concert de l'Orchestre national de France. L'ensemble instrumental dirigé par Pierre Harel, sentent le parfum de la musique de Ravel, Stravinsky, et d'autres.

Enfin, les opéras de l'Opéra de Paris ont été animés par une soirée de théâtre. Parmi les artistes présents, on peut citer la troupe de théâtre de la rue de la Harpe, les artistes du théâtre de la rue de la Harpe, et les artistes du théâtre de la rue de la Harpe.

Renseignements à Médecins sans frontières : 40-21-29-29.

مركز امن زليزل

CULTURE

MUSIQUES

Dame, pique et gagne

Suite de la première page

Tout connaisseur sait ce qu'il est en droit d'attendre d'une *Dame de Pique* à ce jour, quelle distribution il peut exiger d'un établissement de bon niveau européen. Mardi soir, à la première de l'opéra de Tchaïkovski, les connaisseurs ont pas fait grise mine, tout s'en faut.

D'abord parce que la distribution était là. On procède à Tchaïkovski, infatigable Lisa, s'est furtivement fait siffler par le poulailler. La voix, ici un peu voilée, de cette soprano danoise était pourtant impériale et aillée quand elle chantait Elsa dans le *Lohengrin* de la Monnaie.

Mais la prononciation de la langue russe, et un rôle autrement écorché que chez Wagner, ont peut-être déstabilisé cette grande fille mince, qu'on aurait dit en visite dans l'hystérie tchaïkovskienne. Le rôle du héros, c'est un choix. Soit on convoque la cavalerie lourde, un Vladimir Atlantov comme dans l'opéra de Rimski-Korsakov dirigé par Ermler (Chant du Monde) et le personnage d'Hermann vieillit, s'ennoblit, se rapproche de l'Italie et d'Otello.

Soit on convient qu'Hermann, c'est le joueur, le suicidaire, le mort vivant, le possédé : un personnage typiquement russe, sorti de Pouchkine, tiré par les frères Tchaïkovski - Modeste, le librettiste, Piotr, le musicien - vers Dostoevski, le genre de sado-masochisme tiré entre deux femmes que n'aurait jamais pu imaginer ces machos d'Italiens.

Il nous a semblé, pour toutes ces raisons, que le choix de Vladimir Popov était le bon. Parce que ce Soviétique adopté par le Met a chanté le Dimitri de Boris - autre grand névrosé - et que cela s'entend : la voix a des élans d'enfant, des graves inquiets, une sorte de sauvagerie, de fragilité voilées. Une folie, en résumé.

Et la folie, on y est en plein. C'est ce qui a intéressé le cinéaste-metteur en scène André Konchalovsky (voir le Monde « Arts-Spectacles » du 28 février) : montrer la *Dame de Pique* comme un délire en temps réel, une chaîne d'hallucinations nées d'une subjectivité. Ce que l'on voit, dit Konchalovsky, c'est ce qui se passe dans la tête du héros. Finies les machinations du hasard, la peur des sorcières, l'histoire de monstres et d'objets écorchés que constituait

la nouvelle de Pouchkine. Tout le mal sort, chez Tchaïkovski, du fantasme, de l'imaginaire.

Les fantasmes, André Konchalovsky les a sélectionnés en série dans son passé de cinéaste, de cinéphile, de dramaturge au besoin. La vieille dame, grand-mère d'Elsa, mauvaise fée à laquelle Hermann tente d'arracher son secret, c'est le sosie de Bette Davis, chaise roulante et canne comprises, dans *Qu'est-il arrivé à Baby Jane?* de Robert Aldrich. Engagé in extremis pour remplacer Régine Crespin « souffrante »,



Irina Bogatcheva (la comtesse) en scène de Bette Davis et Tina Kiberg (Lisa)

de Leningrad, s'est glissée sans difficulté dans le peau du monstre sacré. La voix, les gestes, sont ceux d'une professionnelle qui en a vu bien d'autres. Saint-Petersbourg, au premier tableau, ce sont les brumes azurées, les contre-jour de la *Villégiature* par Streblor ; la chambre de Lisa, au second tableau, ramène à Tchaïkovski : femmes entre elles, passions mortelles, dissimulées sous les modes de vie sérieux. Le bal masqué central, c'est Visconti, le *Guépard*, la symétrie glacée du cérémonial, trois solitudes dédoublées dans un immense miroir, un décor somp-

teux ouvrant sur l'abîme du rêve, du faux Mozart ébahi en français, un ballet (excellemment chorégraphié par Jean Guizerix) où l'on ne sait qui est pile, qui est face. J'enus règne à tous les détours.

Et nous voici, au quatrième tableau, dans la chambre de la comtesse. Est-elle jeune ou vieille, femme ou déesse ? Son double danse dans un rayon de lune. Elle meurt d'être intouchable, de n'être pas touchée. Pas de connotations, à part Aldrich. La plus belle scène.

Jeu de regards jeu de miroirs

Puis les murs de la chambre d'Hermann qui se resserrent (Edgar Poe) ; le suicide de Lisa aux bords de la Néva (mélange de la Barrière d'enfer dans *La Bohème*, de *Mort à Venise*, de

prenne le symbolisme de la « dame de pique », de la carte à jouer au double visage ? Fallait-il que toutes les apparitions féminines, y compris celle de la Grande Catherine à l'acte II, dupliquent à l'infini la même image laiteuse et répugnante, pour qu'on n'oublie pas la mère castratrice, l'identification de Tchaïkovski avec son héros Hermann, la répugnance du musicien pour les femmes ? Fallait-il qu'une statue voilée tende la main au héros mourant comme le Commandeur à Doo Giovanni ?

En revanche, on ne reprochera pas à Konchalovsky d'avoir collaboré autant que faire se peut avec le meilleur décorateur du moment, Ezio Frigerio. Il est juste, métaphoriquement, que ce drame trivial et morbide se passe tout entier dans un immense tombeau aux murs lésardés, aux viscosités suspectes, aux transparences terrifiantes, aux dislocations oniriques. Il est exact, dramatiquement, que cette boîte de Pandore mentale soit peuplée de fantômes griffus, peints comme de vieux rats, de masques grotesques, de gargouilles caricaturant les traditions de l'opéra russe (les suivantes flagoratoires de la scène de la chambre). Il est seulement regrettable - et Konchalovsky l'a regretté lui-même dans nos colonnes - qu'un décor aussi dépouillé et monumental ne soit pas meublé d'actions scéniques plus fulgurantes, plus heurtées, plus immédiatement éloquentes. Le chanteur et le geste imprécis et lent : c'est le calvaire du metteur en scène d'opéra, surtout lorsqu'il vit du cinéma.

L'une des nombreuses singularités de *la Dame de Pique* est de faire s'affronter deux barytons, à importance musicale égale (duel incertain à Paris : Gino Quilico et Sergueï Leiferkus, le Comte si devant des *Noces* dans la même salle, font l'un et l'autre écarter les applaudissements) ; l'autre bizarrerie, très sève, est d'attribuer à une contralto le rôle de Pauline, jeune et douce confidente (Hélène Perreguin n'a pas déçu, c'est la petite Française qui moute).

Quant au risque essentiel, pour le chef-d'œuvre dramatique de Tchaïkovski, c'est d'être écrasé par un orchestre caoutchouteux, conventionnel et embêtant, celui du Bolchoï dans ses mauvais jours par exemple. A part une mise en train étonnante dans la première scène (due à des chefs exanthématiques) et les trois minutes finales, totalement déliquescentes (les chœurs, ecorchés), l'orchestre de l'Opéra de Paris et son chef Myung-Whun Chung se sont trouvés un style dans Tchaïkovski : suivi des leit-motifs à l'allemande ; éclat pétaradant à la Bizet des les ensembles avec cuivres ; lyrisme et mélancolie des cordes à la russe ; beauté tranquille du hautbois, du cor anglais, de la clarinette, vrais personnages musicaux ; rapidité et précision stupéfiante des ostinatos rythmiques (les altos !). Orchestre formidablement généreux et touillé, dans une œuvre maladevivement autobiographique.

ANNE REY

Opéra-Bastille, prochaines représentations : les 1, 4, 7, 9, 12, 15, 18, 20 et 23 mars, 19 h 30. Tél. : 40-01-16-15.

CINÉMA

Cuba no, Havana out

Un réalisateur vedette et deux stars s'enlisent dans un piètre remake de « Casablanca »

HAVANA
de Sidney Pollack

« Le nouveau film du réalisateur d'« Out of Africa », claironne le public. Le fait vaut en effet d'être rappelé, tant le sens de l'espace et le lyrisme qui marquaient l'adaptation de Karen Blixen font défaut à ce remake de *Casablanca*. Une fois admise la substitution de cette Carabe de carton-pâte (à la veille de la chute de Batista) à l'Afrique du Nord d'opérette de Michael Curtiz, pourquoi ne pas jouer le jeu ? D'autant qu'il ne s'agit pas d'autre chose, le héros étant un de ces rois du poker comme Hollywood en tire régulièrement de sa manche pour camper les aventuriers désabusés.

Le héros, donc : Robert Redford, o prior rien à redire. Sauf qu'il n'a pas une once de ce trouble, de cette lassitude, de ce mystère

qu'implique son personnage : cet homme-là est frane comme l'air, c'est écrit sur son visage et c'est d'ailleurs ce qui fit sa gloire. Plus grave encore, le beau Robert, cinquante-trois ans, qui gagnerait à assumer ses (éclatantes) rides au lieu de mimer les quadragénaires boudissantes, joue cette fois comme un saoulin, ni plus ni moins. Incompréhensible, surtout en compagnie d'un cinéaste qui, depuis *Propriété interdite* en 1967, l'a dirigé sept fois.

Il o'y a, hélas, guère mieux à attendre de la si helle Lena Olin, tant aimée pourtant dans *Après la répétition* et *l'Insoutenable Légèreté de l'être*. Quant aux chemins par lesquels le joueur hâlé vivra une brillante et éphémère idylle avec la passionaria castriste, même le cancre d'une materoelle pour scénaristes les abandonnerait pour invraisemblance notoire.

J.-M. F.

Le crime de Woody Allen

Le réalisateur américain est accusé de ruiner Hollywood et surtout d'être libre

Directeur (editor) de *Variety*, le journal quasi-officiel de l'industrie du cinéma américain, Peter Bart prend la plume dans le numéro daté du 18 février de son hebdomadaire pour lancer une violente philippique contre Woody Allen. L'article d'intitule *Où est Woody Allen quand Orion a besoin de lui ?* Il est accompagné d'un dessin représentant le petit binoclard jetant au feu des paquets de dollars.

Motif : le studio qui distribue les films d'Allen depuis sa création en 1987, Orion, connaît de graves difficultés financières et des rumeurs courent sur son possible rachat par Sony (*le Monde* daté 10-11 février). Accusant au passage le patron du studio, le vétéran Arthur Krim, de tendresse coupable pour le réalisateur auquel il est lié depuis l'époque de la prospérité des Artistes associés, Peter Bart montre d'un doigt vengeur le pelé, le galeux, le fossoyeur d'un fleuron d'Hollywood : Woody.

Son crime ? « Bénéficier d'une autonomie dont aucun autre réalisateur américain n'a jamais joui de manière durable. » Pêché capital, en effet, cette liberté artistique que Hollywood a toujours refusée à ses cinéastes. Après avoir négligemment traité dans la boue quelques-uns des plus beaux films de l'auteur d'*Alice*, le pamphlétaire procède à un calcul pour le moins discutable : les films de Woody Allen auraient au total coûté plus de 100 millions de

dollars (ce qui, pour onze titres, représente une très faible moyenne comparée aux standards de production américaine) et rapporté, aux Etats-Unis, quelque 60 millions.

On laisse ainsi croire que le cinéaste new-yorkais aurait fait perdre quarante millions de dollars à ses producteurs, alors que Hollywood tire aujourd'hui plus de revenus de l'exportation que de l'exploitation nationale de ses titres (*la forteresse* avec un « produit culturel international » comme Allen), sans parler des droits secondaires, télé et vidéo. Il est piquant que cet article soit publié au moment où *Alice* triomphe en France, marche très bien en Italie et démarre en fanfare en Belgique.

Peter Bart ne dit pas un mot des graves échecs connus récemment par Orion avec quelques-uns de ses « gros » films commerciaux : les « bas » d'un business qui connaît aussi des « hauts » (en ce moment, *Danse avec les loups*). La violence de son attaque contre un des très rares réduits de liberté artistique au sein de l'industrie du cinéma est inquiétante. Elle est aussi significative de la panique qui s'empare des pontes d'Hollywood devant l'arrivée des capitaux japonais, panique qui effraie les rumeurs les plus folles (rachat de Paramount par Pioneer) comme les plus crédibles (entrée de Toshiba dans Time-Warner). Quand on perd son sang-froid, le premier bouc émissaire venu fait l'affaire.

JEAN-MICHEL FRODON

Des étoiles pour Médecins sans frontières

Médecins sans frontières a vingt ans. L'organisation humanitaire célèbre cet anniversaire avec une pléiade d'étoiles. Sviatoslav Richter, Maria-Joao Pires, Roland Petit, Karine Saporta, Daniel Larcieu, Dominique Bagouet, d'autres encore, ont déjà accepté de se produire pour MSF tout au long d'une année qui sera marquée par deux événements.

Le 20 avril, au Théâtre des Champs-Élysées aura lieu un gala de danse avec les étoiles de l'Opéra de Paris, Agnès Letestu, Marie-Claude Pietragalla ou Laurent Hilaire se produisant dans des chorégraphies de Merce Cunningham, Pétipa, Forsythe. Entourée par l'Orchestre Colonne, Sylvie Guillem clôturera la soirée par le *Boléro* de Ravel, dans la chorégraphie, Maurice Béjart.

Le 22 juin, le Château accueillera un concert de Christa Ludwig, qui chantera des lieder de Mahler. L'Orchestre national de France, puis l'Ensemble intercontemporain, dirigés par Pierre Boulez présenteront le *Tombeau de Couperin*, de Ravel, l'*Histoire du soldat*, de Stravinsky avec Didier Sandre, Rodjep Mitrovitsa et, dans le rôle du diable, Maurice Béjart, qui, d'autre part, proposera à la Cinémathèque française, une carte blanche sur le thème des « Danses sans frontières ».

Enfin, les opéras de Marseille, Avignon, Toulouse, Bordeaux, Nice, le Festival de la Roque d'Anthéon - la liste n'est pas éclose - vont offrir cette année une soirée à Médecins sans frontières.

B. M.

► Renseignements à Médecins sans frontières. Tél. : 40-21-29-29.

THÉÂTRE

La chambre et l'amour

Un homme et une femme, une longue idylle

MÊME HEURE
L'ANNÉE PROCHAINE
au Théâtre Édouard-VII

Un seul décor (il est de Jacques Marillier) : la chambre d'un motel banal près de San-Francisco. Deux personnages : un VRP (Victor Lanoux) et une gentille femme au foyer (Marie-Christine Barrault). Lui vient de la côte est et elle d'Oakland. Ils se sont vus la veille au soir pour la première fois, et ce fut le coup de foudre. Chacun de son côté est marié, pourvu d'enfants, mais ils s'aiment, c'est indéniable. Puisqu'ils ont le bonheur bourgeois à la maison, ils décident de vivre ensemble une longue aventure romantique et de se retrouver dans cette chambre chaque année, à la date anniversaire du coup de foudre.

La pièce, de Bernard Slade, adaptée par Barillet et Grédy, créée en 1976 au Théâtre Montparnasse, s'appelle *Même heure l'année prochaine*. Ils en ont six séquences, couvre un quart de siècle, de cinq

ans en cinq sois, de 1950 à 1975. « Nous savons ce que nous sommes, et la métamorphose des snobismes, des ambitions, des mœurs », annonce le programme. C'est beaucoup dire. On voit Marie-Christine Barrault en robe à balancement, en Courtoise rose, en hyper-hippie, on entend quelques tics de langage - le tout légèrement décalé de la réalité historique - ça ne va pas plus loin, et d'ailleurs ce n'est pas grave. On n'est pas là pour une étude sociologique, mais pour voir des comédiens s'amuser à vieillir, à jouer les différentes couleurs de l'amour, des comédiens jouer à rendre piquant un texte volontairement quotidien.

Fous rires
sans naïveté

C'est là que le bât blesse. On connaît la riche nature de Marie-Christine Barrault, on a vu souvent Victor Lanoux loquacé et émouvant au cinéma. Tous deux sont des acteurs puissants. Ils n'ont pas la légèreté espiègle d'ao Cary

Grant, d'une Irene Dunn... Ils font des tas de petits gestes, étonnents, des fous rires, préparent leurs moments d'émotion comme un numéro de cirque, composent une naïveté à laquelle il est difficile de croire, mais ils ne s'amuse pas. Pas encore peut-être.

Ils doivent d'abord se débarrasser de la mise en scène, due à Roger Vadim. Il connaît peut-être le cinéma mais pas le théâtre : il ne sait pas diriger ces personnages, stéréotypés - l'homme est un égoïste éternel, la femme sous ses dehors versatile est fidèle et compréhensive. Il ne sait pas les faire bouger - ils s'agitent comme dans un bocal. Surtout, il n'a pas su trouver le rythme général. Les poses entre les séquences alourdissent le spectacle qui se traîne, s'apaisant alors qu'il devrait s'envoler.

COLETTE GORDARD

► Du mardi au samedi à 20 h 45, matinées samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-59-92.

ARTS

Triple élection à l'Académie des beaux-arts

L'Académie des beaux-arts a élu, mercredi, le peintre Jean Dewasne, le graveur Jean-Marie Granier et le mime Marcel Marceau aux fauteuils précédemment occupés par Hans Hartung, Roger Viollard et Germain Bazin.

[Né à Hellemmes-Lille en 1921, Jean Dewasne a été en 1950 l'auteur d'art abstrait. Il s'est consacré surtout à la peinture murale avant d'inventer, l'année suivante, les anti-sculptures. Son œuvre est inspirée à la fois par la nature et par le monde industriel actuel. Parmi ses réalisations monumentales on peut citer la *Longue marche* pour le stade de glace de Grenoble, la peinture de 120 mètres carrés réalisée dans l'ancienne bibliothèque de la même ville ; à Paris, la murale antipode du quartier Italie et la décoration du bâtiment des ordinateurs de la Régie Renault.]

[Né à Lasalle, dans le Gard, en 1922, Jean-Marie Granier est entré en 1946 dans l'atelier de gravure de Cami, à l'École des beaux-arts de Paris, auquel il succédera en 1979. Dès ce moment il émit la gravure comme moyen d'expression exclusif. Il débute par l'eau-forte qu'il délaisse vite pour le burin et la pointe sèche. Nus, paysages dépouillés des Cévennes, taureaux, oiseaux et coquillages jalonnent les différentes étapes d'une carrière soumise à une rigueur croissante.]

[Né le 22 mars 1923 à Strasbourg, Marcel Marceau qui a suivi notamment les cours de Charles Dullin et du mime Decroux, a acquis une célébrité internationale comme interprète et metteur en scène de pantomimes depuis 1947 : parmi ses créations on retiendra *le Manteau*, *Pierrot de Montmartre*, *Exercices de style*, les *Pantomimes de Bix*, *Parade en bleu et noir*, le 14 juillet, le *Mont de Piété*, le *Matador*, le *Petit Cirque*, *Paris qui rit Paris qui pleure*.]

J.-M. Du.

► Vente de quatre Galilé à Lyon. - L'hôtel des ventes de Lyon-Brotaux accueillera le dimanche 17 mars la vente aux enchères de quatre œuvres d'Emile Galilé. Parmi elles, un vase conique sur talon en verre marmoréen bleu à décor de libellules ce qui est estimé entre 1,2 et 1,5 million de francs. Les trois autres Galilé sont estimés entre 120 000 et 350 000 francs. Deux bustes de l'époque romaine figurent au catalogue : un *Adrien* estimé autour de 150 000 francs, un *Apollon* du II^e siècle avant J.-C. (400 000 francs), ainsi que des objets de décoration des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles et des tableaux occiens et modernes.

AGENDA

JEUDI 28 FÉVRIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

JUAN GRIS, DESSINS (1915-1921)
Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

BERTRAND LAVIER. Galeries contemporaines - rue de Chausée. Jusqu'au 14 avril 1991.

LA REVUE FIG. Petit foyer. Jusqu'au 3 mars 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1968-1989). Galerie de la SPI 2 étage. Jusqu'au 11 mars 1991.

WILLIAM WEGMAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 avril 1991.

Musée d'Orsay
Quai Anatole-France, place Henri-Montherlant (40-49-48-14). Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 19 h. Fermé le lundi.

GEORGE N. BARNARD. PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. Espace photographique arts graphiques 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 28 mai 1991.

DE MANET À MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace du musée du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

RENÉ PIOT (1896-1934) DÉCOR DE THÉÂTRE, DÉCOR MONUMENTAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 28 mai 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914). Exposition-dossier. 4^e, 4^e étage, pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

Palais du Louvre
Pons Jauard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1^{er} mars les mer. et sam. de 15 h à 17 h 15.

JOOS VAN CLEEVE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES AU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h 30, nocturne le 7 mars jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F. Ou 2 mars 1991 au 10 mars 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages (42-89-54-10). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SALON DE MAI. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

DÉCOUVERTES 91. Nef (42-25-99-00). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30, dim. de 10 h à 18 h 30. Nocturne le 7 mars jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F. Ou 2 mars 1991 au 10 mars 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages (42-89-54-10). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SALON DE MAI. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

MUSÉES
1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 150^e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, aile de la Dôme, place Vauban (48-58-92-30). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

L'ART ET LES NAÏFS. Musée d'art naïf Mex-Fourry - halle Sainte-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 11 mars 1991.

CINQ GRANDS GRAVEURS CONTEMPORAINS. Doherty, Guimard, Hasegawa, Trémolet, Weisbuch, Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-48-88-88). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 8 mars 1991.

LES DESSINS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN OIBRETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

ISABEL FORMOSA. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 5, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 mars 1991.

RICHARD MEITNER, VERRE CONTEMPORAIN. Musée des arts décoratifs, galerie d'actualités, 107, rue de Rivoli (42-50-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou pour le 1^{er} jour de la semaine de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 mars 1991.

LE MONDE DE PROUST, PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, musée de l'hôtel de Sully - 52, rue Saint-André (42-74-22-22). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne les jeu., ven., sam. jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Fermeture exceptionnelle le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} juin. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAHIAIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Fermeture exceptionnelle le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} juin. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

GISSÈLE CHWAT. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochecouart (48-78-20-12). T.J. et mar. de 14 h à 19 h 30. Du 4 mars 1991 au 15 mars 1991.

CUILLERS-SCULPTURES. Fondation Yppor, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

DESSEIN D'APRÈS POUSSIN. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 mars 1991.

DISPARATOIR. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 38, rue Feuillebois (43-22-39-47). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 mars 1991.

LES ARCHITECTES PLASTICIENS. Sadock et Utzerat Galerie, 11, rue de Thorigny (44-59-83-00). Jusqu'au 8 mars 1991.

AYMERY. Art Service Galerie, 115, rue Saint-Martin (42-74-19-10). Du 28 février 1991 au 25 mars 1991.

PATRICK SAILLY-MAITRE-GRAND. Les diglyphes. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 15 mars 1991.

VINCENT BARRÉ. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-38-84). Jusqu'au 14 mars 1991.

PAUL BENJAMIN. GÉRARD THALMANN. Galerie Pascal Gabart, 20, rue Quincampoix (48-04-19-14). Du 2 mars 1991 au 10 mars 1991.

GIANNI BERTINI. Galerie Façade, 30, rue Beaubourg (48-67-02-20). Jusqu'au 30 mars 1991.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Galerie Ghislaine Hussonot, 5 bis, rue des Heures (45-87-60-81). Jusqu'au 20 mars 1991.

PHILIPPE BORDERIE. Galerie Van Mele, 14, rue du Perche (40-27-05-86). Du 2 mars 1991 au 30 mars 1991.

CHRISTIAN SOULLE. GÉRARD GUYONARD. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-82). Jusqu'au 16 mars 1991.

PIERRE-YVES CLUJIN. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-28). Jusqu'au 27 mars 1991.

ROBERT COMBAE. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-05-50). Jusqu'au 30 mars 1991.

CAROL COSTEA. Galerie d'Art de la place Beauvau, 94, Faubourg Saint-Honoré (42-85-68-88). Du 5 mars 1991 au 30 mars 1991.

COMMUNICATION

Le cabinet de M. Hervé Bourges président d'Antenne 2 et de FR 3

Au cabinet de M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2 et de FR 3, M. Didier Sagnat, ancien directeur délégué à la SOFIRAD, est nommé secrétaire général. M. Alain Le Diberder, qui était conseiller technique au cabinet de M. Jack Lang, est nommé conseiller pour les programmes, les études et la production. Les questions économiques et le développement seront du domaine de M. Michel Gazeau, ancien directeur financier de FR 3, et Jacques Rousseau, responsable des affaires internationales à la présidence d'Antenne 2 depuis 1989.

M. Bernard Minnanti, qui était depuis 1988 conseiller technique chargé des questions de presse écrite auprès de M. Catherine Tasca, devient conseiller pour les relations extérieures (Parlement, affaires régionales, presse écrite).

M. Maxime Lefebvre, ancien délé-

gué général aux ressources humaines de la SFP, est confirmé comme conseiller pour les relations sociales. M. Monique Sauvage, directrice de la communication de FR 3, et M. Martin Even, producteur délégué de la Montgasse des ondes, deviennent conseillers pour le projet d'entreprise et la communication interne, tandis que M. Alain Goussin est chargé de mission pour les relations publiques. M. Michel Souehon, ancien directeur du service des études de TF 1, puis d'Antenne 2 de 1984 à 1989, est nommé consultant auprès du président Bourges pour les études d'audience. Quant à M. Carin Freccero, ancien directeur des programmes de la Cinq, un moment pressenti pour prendre la direction d'Antenne, il trouve un poste de consultant auprès de M. Bourges.

EN BREF

M. Maxwell vend ses parts de Central TV. — Comme il l'avait annoncé il y a quelques mois, M. Robert Maxwell a vendu la participation de 20 % qu'il détenait dans le capital de la télévision privée britannique Central TV. Un groupe d'investisseurs institutionnels a racheté les actions pour 246 millions de francs. Cette cession, comme celle des actions de TF 1, doit permettre au magnat de la presse britannique de réduire son endettement et de recentrer son groupe sur la presse écrite et l'édition.

La Société générale va diminuer sa participation dans Canal J. — La Société générale a annoncé, mercredi 27 février, qu'elle allait diminuer sa participation dans la chaîne Canal J de 5 % à 4,35 %. Déjà actionnaire à 5,10 % de Canal Plus, la banque s'était en effet récemment placée en infraction avec la loi sur l'audiovisuel en portant à 6 % sa participation dans TF 1 (le Monde du 28 février). La loi interdit à une même personne physique ou morale de détenir plus de 5 % du capital dans plus de deux chaînes hertziennes nationales.

La Commission de Bruxelles approuve le plan de recapitalisation de la SFP. — La Commission européenne a donné son aval, mercredi

27 février, au plan de recapitalisation adopté l'an dernier par le gouvernement français en faveur de la Société française de production. L'Etat avait « effacé » 940 millions de francs de pertes cumulées depuis 1983 (le Monde du 13 juillet 1990) et avancé à l'entreprise 171 millions de francs pour l'aider à couvrir ses besoins financiers. Dans un communiqué, l'exécutif communautaire précise que cette recapitalisation s'est accompagnée d'une « profonde restructuration (...) qui a transformé les perspectives financières de la SFP », en lui permettant d'espérer renouer avec les bénéfices sans mettre en péril ses concurrents privés, compte tenu de l'expansion du marché.

Un dossier spécial Mikado-le Monde. — Médias et conversations font que les enfants ne peuvent ignorer la guerre. Mais peu d'adultes prennent le temps de leur expliquer les enjeux. Le magazine Mikado, en collaboration avec la rédaction du Monde, a conçu à l'intention des 9-13 ans un dossier de seize pages, sur le thème « Pourquoi la guerre? », qui paraît dans le numéro de mars. Cette synthèse se contente pas des derniers événements : elle explique l'histoire de la région, sa géographie et les aspirations de ses peuples, trace le portrait de personnalités marquantes, le tout abondamment illustré et rédigé en termes simples.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de mars

Les profs sont-ils contrôlés ?

SK-2 Le système d'inspection de l'éducation nationale a été récemment réformé. En particulier l'inspection générale, en principe dérogée de l'activité de notation des enseignants, travaille désormais à évaluer le système — au vu, bien entendu, de contributeur à son évolution.

La nécessité d'une mutation de ces acteurs privilégiés que sont les instituteurs et les professeurs n'a pas pour autant disparu — ni, d'ailleurs, n'est sérieusement remise en question par les principaux intéressés, même s'ils la vivent généralement mal. Pourtant, ni les inspecteurs de l'éducation nationale (ex-IDEN) pour les enseignants du primaire, ni les inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR) pour leurs collègues du secondaire, ne parviennent, en général, à accomplir leur tâche de façon idéale ni simplement rationnelle : la présence des inspecteurs est très inégale, en effet, selon les villes, ou, pour la seconde, selon les matières. Et la fréquence de leurs visites dans les établissements s'anéantit, ont constaté Catherine Bédaride et Christian Garin, auteurs de l'enquête du Monde de l'éducation de mars : « Les profs sont-ils contrôlés ? ».

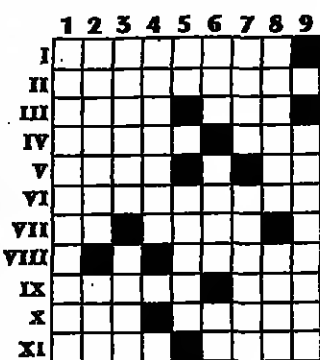
Une question intéressante plus spécialement les parents : quels

remèdes lorsqu'un enseignant est gravement insuffisant ? Le constat est que les inspecteurs et les chefs d'établissement se renvoient mutuellement le ballon, arguant fréquemment de la puissance syndicale. Dès lors, pour limiter qu'il soit, le seul vrai contrôle s'exerce par les enseignants eux-mêmes, de leurs élèves, de leurs collègues et des familles.

Egalement au sommaire du Monde de l'éducation de mars : — Actualité. « Nne enfants face à la guerre » ; analyses, reportage, interview ; — Politique éducative. Les études de la région Nord-Pas-de-Calais en matière de formation ; et « Travailler en classe de seconde avec des objectifs de référence » ; — Société. « Les jeunes, l'amour et le sida » ; — Etranger. Revue de la presse américaine, anglaise et allemande ; — Evaluation. La palmarès 1990 des classes préparatoires ; — Et nos rubriques : Ecole au quotidien, Livres, Revues, Parents/enfants (« Jouer ensemble pour se comprendre »), Recherches en éducation, Musiques, etc.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5487



HORIZONTALEMENT

I. Ob l'on porte de l'intérêt à des choses qui seront dans le vent. — II. Sont capables de faire un malheur. — III. De la terre ou de l'eau. Homme de combat. — IV. Fait pousser. Sujet de philosophie. — V. Prénom d'un écrivain. Conjonction. — VI. Qui sont donc les meilleurs. — VII. Interaction. Le vert y domine. — VIII. Incapable de créer la surprise. — IX. Ve sous la douche. Qui n'en a pas pour tous les goûts. — X. Se montre très clair. Entre rapidement dans le vit du sujet. — XI. Va dans le quartier. Arrêter de balancer.

VERTICALEMENT

1. Soulage parfois celui qui éprouve un mal de chien. — 2. Ve à la bouche. Abri du Sud. — 3. Fait réagir. Avait des cornes. — 4. Moyen de communication. — 5. Préposition. Pour nous faire de l'arrière. — 6. Tourne quand on le sollicite. Fit quelque chose qui laisse des marques. Donne du poison. — 7. Est plutôt somnolent. Paquets d'os. — 8. Fait des écarts. Quelque chose s'approche. — 9. Fait prendre de la graine.

Solution du problème n° 5486

Horizontalement
I. Dormeste. — II. Uriage. Ma. — III. Césure. Pl. — IV. As. Reste. — V. Tic. Ass. — VI. Spies. — VII. Égrie. — VIII. Vlan. Egal. — IX. Aérodrome. — X. Enfil. An. — XI. Era. Tanné.

Verticalement

1. Ducate. Vase. — 2. Éreptible. — 3. Ris. Cigares. — 4. Meur. Renom. — 5. Egroner. Dir. — 6. Sées. Sierre. — 7. Te. Ego. — 8. Empré. Aman. — 9. Aisé. Alène.

GUY BROUTY

FOIRES ET SALONS

MARS

Du 2 au 6 mars : Bordeaux (Gironde), EXPHOTEL, salon régional de l'équipement de l'hôtellerie.

Du 2 au 10 mars : Alençon (Orne), ORNEPO, foire-exposition.

Du 9 au 18 mars : Nevers (Nièvre), foire-exposition.

Du 9 au 18 mars : Nîmes (Aude), Foire internationale.

Du 9 au 18 mars : Nîmes (Aude), Salons professionnels de la construction, du logement et de l'équipement.

Du 10 au 13 mars : Grenoble (Isère), SIG, Salon professionnel international des articles et de la mode des sports d'hiver.

Du 10 au 13 mars : Nantes (Loire-Atlantique), SERBOTEL, Salon régional de l'équipement, de la restauration, de la boulangerie et de l'hôtellerie (1).

Du 13 au 18 mars : Lille (Nord), EQUIPNOR, Salon des métiers de bouche, du commerce, de l'hôtellerie et des équipements collectifs.

Du 14 au 16 mars : Marseille (Bouches-du-Rhône), Journées méditerranéennes Méditerranée.

Du 14 au 18 mars : Lyon (Rhône), EUROBOIS, Biennale de la machine à bois et du matériel bois.

Du 15 au 18 mars : Annecy (Haute-Savoie), Salon des vins et des arts culinaires.

Du 15 au 18 mars : Orléans (Loiret), Salon des antiquités.

Du 15 au 25 mars : Mulhouse (Haut-Rhin), Salin régional de l'automobile.

Du 16 au 19 mars : Paris, Salon international des industries de la fourrure.

Du 16 au 20 mars : Montpellier (Hérault), MEBOTEL, Salon de l'équipement des collectivités, des métiers de bouche et de l'hôtellerie.

Du 19 au 22 mars : Rouen (Seine-Maritime), RITFI, Rencontres industrielles, techniques et humaines.

Du 21 au 25 mars : Pau (Pyrénées-Atlantiques), Salon bâtiment habitat.

Du 22 au 24 mars : Grenoble (Isère), SADI, Salon de l'agriculture d'aujourd'hui (1).

Du 22 au 25 mars : Besançon (Doubs), Salon régional de l'automobile, de la moto et de la caravane.

Du 22 au 25 mars : Fougères (Ille-et-Vilaine), foire-exposition.

Du 22 au 25 mars : Metz (Moselle), EVASION 91, Salin du tourisme et des loisirs.

Du 25 au 28 mars : Grenoble (Isère), HPO, Salon européen des technologies pour la maîtrise et la gestion de l'eau.

MARS-AVRIL

Du 30 mars au 7 avril : Paris (Ile-de-France), Salon de la maquette, du modèle réduit et des jeux de réflexion.

(1) Biscuit.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 26 février. Elles sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Hansmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur son site téléphonique au 01 42 66 64 28 ou par Minitel : 30-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 60-240 ; Les Carroz-d'Ancelle : 60-240 ; Chamonix : 70-265 ; La Chapelle-d'Aboindance : 40-80 ; Châtel : 60-190 ; La Clusaz : 70-250 ; Combloux : 40-150 ; Les Contamines-Montjoie : 50-150 ; Finne : 60-212 ; Les Gets : 50-150 ; Le Grand-Bornand : 50-140 ; Les Houheas : 50-100 ; Megève : 60-150 ; Morillon : 30-130 ; Morzine : 20-130 ; Pralognan-Valloire : 40-150 ; Pralognan-la-Vanoise : 70-150 ; La Rosière : 1850 ; 120-240 ; Saint-François-Longchamp : 120-260 ; Les Saisies : 50-160 ; Tignes : 148-250 ; La Toussuire : ne ; Val-Cenis : 50-150 ; Valloire : 40-100 ; Val d'Isère : 130-170 ; Valloire : 60-140 ; Valmeinier : 75-150 ; Valmorel : 60-200 ; Val-Thorens : ne.

SAVOIE

Les Arns : 110-295 ; Arches-Beaufort : 50-225 ; Aussois : 40-80 ; Bonneval-sur-Arce : 100-240 ; Bessans : ne ; Le Courbier : ne ; Courchevel : ne ; Cristallin-Côtière : ne ; Flumet : ne ; Les Menuires : 35-170 ; Méribel : ne ; La Norma : 40-120 ; Notre-Dame-de-Belleville : 50-150 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 90-210 ; La Plagne (villages) : 40-250 ; Pralognan-la-Vanoise : 70-150 ; La Rosière : 1850 ; 120-240 ; Saint-François-Longchamp : 120-260 ; Les Saisies : 50-160 ; Tignes : 148-250 ; La Toussuire : ne ; Val-Cenis : 50-150 ; Valloire : 40-100 ; Val d'Isère : 130-170 ; Valloire : 60-140 ; Valmeinier : 75-150 ; Valmorel : 60-200 ; Val-Thorens : ne.

ISÈRE

Alpe d'Huez : 135-280 ; Alpe-d'Grand-Servin : 100-130 ; Auris-en-Oisans : 90-150 ; Aotras : 80-120 ; Chamrousse : 80-120 ; Le Collet-d'Allevard : 50-110 ; Les Deux-Alpes : 80-240 ; Gresse-en-Vercors : 40-100 ;

Le marxisme après le tournant de 1989. — Le marxisme à l'Est et à l'Ouest a évolué depuis dix ans. Qu'en reste-t-il aujourd'hui, quel s'agit-il de communisme et de marxisme. Le R. P. Calvez et H. Carrère d'Encausse traitent ces thèmes les 2 et 3 mars au centre culturel « Les Fontaines ».

Renseignements et inscriptions : Les Fontaines-séances, BP 219, 60631 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

MORTEL									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT



Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Dernier de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaur, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 27 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-99
Imprimeur : 12, M. Gaudin, 94821 Ivry-sur-Seine

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaur, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-42 ou 45-35-91-71
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 45-35-91-71 - Société filiale de presse Le Monde et Rège Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LEMONDE
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX			
Tarif	FRANCE	SUS. RÉG. LUXEMB.	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaur, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jacques Anselme, Jean-Michel Colombari, Robert Bédaride (adjoint au directeur de la rédaction)
Thomas Forenzy, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL

16, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-80-30-10

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie. PP-Paris RP

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

TIGNES	LES ARCS	PEISEY/VALLANDRY	LA PLAGNE	LES MENUIRES	ARGENTIERE MT-BLANC
2100-3500	1600-3200	1400-2300	1800-3250	1815-2850	1230-3300
ENNEIGEMENT 140	165	160	140	90	190

LE GRAND SKI A PEISEY-VALLANDRY/LES ARCS : 74 REMONTEES MECANQUES, 150 KM DE PISTES.

مكتبة الشامل

BILLET

La France soulagée

Le ralentissement de la croissance économique en France pose de graves problèmes politiques au gouvernement en général, à M. Rocard en particulier. Depuis l'automne 1990, les impôts, qu'il s'agisse de la TVA ou plus encore de l'impôt sur les sociétés, rentrent moins bien dans les caisses de l'Etat. L'ampleur du phénomène est telle qu'une vingtaine de milliards de francs risquent de faire défaut au fin d'année par rapport aux prévisions inscrites dans le budget de 1991.

La raison de ce ralentissement est claire : le consommateur des ménages stagne, ce qui raréfie les rentrées de TVA ; les résultats des entreprises sont moins bons que ces dernières années, les bénéfices souvent limités. Beaucoup de firmes ont même des pertes, l'impôt sur les bénéfices, qui avait tant rapporté depuis 1987, risque de s'effondrer.

Parallèlement aux difficultés nées des impôts, les dépenses publiques dérapent. L'encre du budget de 1991 est à peine séchée, et, déjà, des milliards s'ajoutent aux charges prévues pour cette année. Ce sont les dépenses entraînées par l'Europe qui se gonflent et risquent de dépasser de 4 à 5 milliards de francs une addition pourtant déjà impressionnante qui représente 71 milliards pour 1991. Ce sont les charges du RMI (revenu minimum d'insertion), l'indemnisation des contrats d'exportation impayés que l'Etat assure, le coût de la guerre du Golfe... On en passe.

Le gouvernement se trouve dans l'inconfortable position d'avoir à prendre des mesures qui lui coûteront très cher politiquement. Ou bien d'importantes économies seront faites sur les dépenses dépassant largement les 12 milliards annoncés, et tous les ministres vont se révolter contre M. Rocard, comme ils avaient commencé à le faire au juillet dernier lorsque des efforts de réduction, pourtant minimes, leur avaient été demandés. Révolte qui pourrait avoir des conséquences d'autant plus graves que de véritables économies impliqueraient que soient suspendues, pendant un temps, les cotisations revalorisées de certaines catégories de la fonction publique, aux enseignants notamment.

Ou bien M. Rocard contourne l'obstacle, augmente quelques prélèvements fiscaux (les taxes sur l'essence et la redevance télévision) et laisse un peu remonter le déficit. L'habileté politique serait là, en attendant que la reprise économique que devrait entraîner la fin de la guerre du Golfe. Mais la marge est étroite, l'ampleur de la relance incertaine et les jugements portés sur le franc par les milieux financiers internationaux souvenant sans appel.

Al. V.

Un entretien avec le ministre des transports

« Les compagnies aériennes françaises doivent entretenir une concurrence saine et réelle » nous déclare M. Louis Besson

Pour la première fois sur une large échelle, le gouvernement français organise, à partir du 1^{er} mars, une concurrence franco-française dans le transport aérien. Il s'agit d'engager, le 30 octobre 1990, en échange de l'acceptation par Bruxelles du rapprochement des compagnies Air France, UTA et Air Inter. M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, explique dans l'entretien ci-dessous comment ont été choisies les futures concurrentes du groupe Air France.

« Quels ont été les buts poursuivis à l'occasion de ces affectations de lignes ? »

« L'accord du 30 octobre 1990 prévoit qu'en moins une compagnie extérieure au groupe Air France sera désignée, à partir du 1^{er} mars 1991, sur les lignes domestiques entre Paris et Ajaccio, Bastia, Nice et Strasbourg ainsi que sur quinze lignes internationales de plus de cent quarante mille passagers par an. Il s'agit d'une étape qui s'inscrit dans le processus de libéralisation lancé il y a un peu plus de deux ans et qui annonce la liberté tarifaire pour le 1^{er} janvier 1993. Nous avons essayé de respecter l'esprit de l'accord, c'est-à-dire de créer une concurrence saine et réelle. »

« Selon quels critères ? »

« Il s'agissait de ne pas perturber gravement les activités existantes et de faire en sorte que la concurrence demeure raisonnable. Il n'était donc pas question de désigner plus d'un concurrent au groupe Air France pour que ce soit viable. Le reste était affaire de solidité des compagnies et nous avons vérifié leur professionnalisme. En l'absence d'éléments financiers précis et à la demande de la compagnie, nous avons préféré nous baser sur l'attribution des lignes d'Ajaccio et de Bastia. »

« Parce que plusieurs compagnies demandaient les mêmes lignes, les rapporteurs du Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) ont fait un effort de rationalisation. Ils ont pensé à affecter, par exemple, TAT, qui est plus familière de la clientèle d'affaires, sur les lignes d'Europe du Nord et les compagnies Minerve et Air Liberté, habituées aux touristes, sur les lignes d'Europe du Sud. Le CSAM a trouvé, le 26 février, que la démarche perturbait des rapports créés néanmoins des distorsions trop fortes entre les clientèles et entre les compagnies. J'ai suivi le Conseil dans son souci de rééquilibrage et c'est ainsi que TAT reçoit la ligne de Milan et qu'Euralair obtient Madrid et EAS Lisbonne. »

Une offre diversifiée

« Est-ce que le consommateur profitera de cette concurrence ? »
« Il y aura une offre diversifiée, mais ce n'est pas le prix qui fera la différence puisque, à ma surprise, les transporteurs ont déclaré qu'ils aligneraient leurs tarifs sur ceux d'Air France et d'Air Inter et que la concurrence porterait sur la qualité du service. Un petit déjeuné en vol n'est pas négligeable. Je les comprends. Cette prudence crédibilise leur démarche. »

« Pourquoi n'avez-vous pas retenu les lignes de Roissy-Nice et de Roissy-Londres ? »

« Il ne semble pas possible, dans le contexte actuel, de désigner

simultanément deux compagnies sur la même ligne au départ.

« Pourquoi avez-vous obligé les compagnies à partir plutôt de l'aéroport de Roissy alors qu'elles le trouvent coûteux et éloigné ? »

« L'avenir appartient à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Orly approche de la saturation et le couvre-feu qui lui est imposé ne saurait être modifié. Alors que Roissy pourra passer sans difficulté de 22 millions de passagers par an à 39 millions d'ici à 1996. L'arrivée du RER et du TGV au cœur des aéroports de Roissy-Charles de Gaulle en 1994 en fera une plateforme intermodale remarquable en Europe. Enfin, pour les dessertes internationales, l'octroi de droits de trafic au départ d'Orly risquerait de déclencher des demandes réciproques des transporteurs étrangers qui seraient délicates à satisfaire. »

« Certaines compagnies s'estiment maltraitées. Qu'en pensez-vous ? »

« Nous n'en sommes qu'à la première phase. Je rappelle que, le 1^{er} juillet prochain, quinze autres lignes internationales seront attribuées ainsi que dix lignes qu'UTA et Air France détenaient en commun ; le 1^{er} janvier 1992, dix autres lignes internationales et, le 1^{er} mars 1992, les lignes domestiques entre Paris et Bordeaux, Marseille, Montpellier et Toulouse. Si des réajustements s'avèrent souhaitables, ils pourront intervenir à ces occasions. »

« D'autre part, nous avons affecté dix-sept lignes aériennes internationales au départ de la province fermées par Air France en décembre dernier. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une conséquence

de l'accord du 30 octobre 1990, mais d'une logique d'aménagement du territoire. »

« Pourquoi Air Outre-Mer et TEA ne reçoivent-ils aucune ligne ? »

« Air Outre-Mer n'exploite que des lignes long-courrier et les demandes dans ce secteur seront examinées plus tard. La première étape s'est concentrée sur la desserte de l'Europe et de la France, à l'exception de Paris-Montréal. Quant à TEA France, elle ne nous a pas encore fourni d'éléments financiers suffisamment détaillés. »

de l'accord du 30 octobre 1990, mais d'une logique d'aménagement du territoire. »

« Pourquoi Air Outre-Mer et TEA ne reçoivent-ils aucune ligne ? »

« Air Outre-Mer n'exploite que des lignes long-courrier et les demandes dans ce secteur seront examinées plus tard. La première étape s'est concentrée sur la desserte de l'Europe et de la France, à l'exception de Paris-Montréal. Quant à TEA France, elle ne nous a pas encore fourni d'éléments financiers suffisamment détaillés. »

Le monopole n'est pas « stimulant »

« Compte tenu de la crise due à la guerre du Golfe et de la raréfaction de la demande, les nouveaux concurrents pour-

ront-ils ne pas exploiter immédiatement leurs droits de trafic ? »

« Ils auront un délai qui, pour l'instant, est fixé à six mois. De toutes façons, si ces transporteurs veulent demander d'autres lignes, ils auront intérêt à avoir fait leurs preuves. »

« Pensez-vous que cette concurrence aidera Air France à ne plus compter sur un monopole ? »

« Par principe, je ne suis pas pour le monopole. Celui-ci n'est pas stimulant. Mais notre démarche doit être responsable. La France est, désormais, dotée d'un grand groupe aérien, Air France, capable de rivaliser convenablement avec British Airways et Lufthansa. Il faut éviter un affrontement franco-français qui serait à très courte vue et faire en sorte qu'Air France soit suffisamment solide lorsqu'il lui faudra affronter la liberté tarifaire, le 1^{er} janvier 1993. Mais il n'est plus possible de vivre replié sur son pré carré. L'instauration de cette nouvelle concurrence est l'occasion de tourner vraiment cette page. »

« S'il avait fallu passer sans transition à la liberté absolue, nous aurions pu nous faire du souci, mais le processus très réfléchi que nous avons adopté est garant de l'avenir. »

« Les deux milliards de francs de fonds propres que nous apporterons à Air France, dans le cadre d'un contrat triennal du groupe qui sera octroyé avant l'été 1991, l'aideront à se préparer également à cette concurrence, puisque la compagnie nationale investira 25 milliards de francs d'ici à 1993. M. Karl Van Miert, commissaire européen aux transports, a bien voulu exprimer sa compréhension à l'égard de cet effort. »

« Air France, qui est dispensée de demander des autorisations au CSAM, pourrait-elle être symboliquement représentée dans le droit commun, ce qui serait la preuve qu'elle ne jouit plus d'un traitement privilégié ? »

« Je n'ai pas d'objection à ce qu'Air France défende ses dossiers devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

Minerve et TAT, grands bénéficiaires

C'est un exercice difficile auquel s'est livré M. Louis Besson, ministre de l'équipement, chargé d'organiser l'arrivée de la concurrence aérienne franco-française exécutée par Bruxelles et acceptée par Air France pour prix de sa mainmise sur UTA et Air Inter. D'un côté, le but de l'attribution de droits de trafic réguliers à des compagnies n'appartenant pas au groupe Air France doit aboutir à la naissance d'une réelle concurrence à laquelle les ailes françaises n'ont pas été habituées. Europe oblige. De l'autre, il était exclu que le ministre en charge des transports mette en péril la compagnie nationale.

Le souci de concurrence a donc conduit à privilégier parmi les neuf candidats (TAT, Minerve, Air Liberté, Air Littoral, Euralair, EAS, Air Outre-Mer, Carair, Air TEA-France) les transporteurs ayant les réelles solides en termes d'essais financiers et de flotte et ayant élaboré un projet de réseau cohérent. De même, il a été décidé de limiter, sur chaque ligne, à un seul le nom-

bre des concurrents du groupe Air France afin de ne pas les épuiser dans une compétition stérile.

En revanche, le désir de protéger les intérêts nationaux a conduit à privilégier la desserte de l'aéroport de Roissy et à refuser le dossier du redoutable concurrent belge TEA.

Les principaux bénéficiaires de la libéralisation sont, sans conteste, les deux groupes les plus solides, TAT (six lignes) et Minerve-Air Liberté (cinq lignes), celui-ci bénéficiant des liaisons les plus rentables.

EAS reçoit Orly-Lisbonne ; Air Liberté : Roissy-Rome, Roissy-Montréal ; Minerve : Orly-Barcelone, Orly-Nice, Nice-Londres ; Air Littoral : Roissy-Dublin, Roissy-Manchester, Roissy-Amsterdam ; Euralair : Orly-Madrid ; TAT : Roissy-Milan, Roissy-Munich, Roissy-Stockholm, Roissy-Francfort, Roissy-Londres, Roissy-Copenhague. Cette liste de seize lignes sera peut-être complétée par l'octroi de la desserte d'Ajaccio et de Bastia à Corse Air et celle-ci rassure les

autorités sur la viabilité de ses projets. Paris-Strasbourg n'intéresse aucun transporteur.

Le ministre a, d'autre part, annoncé la liste des transporteurs auxquels étaient affectées dix-sept liaisons régulières internationales moins importantes (dans ce cas, sans concurrence) non exploitées ou abandonnées par Air France, le 15 novembre dernier, pour cause de faible rentabilité.

Air Littoral reçoit des droits entre Marseille et Lisbonne, Madrid et Bruxelles, entre Montpellier et Florence, Newcastle, Belfast, entre Nice et Dublin, Manchester, entre Bordeaux et Lisbonne, Porto, entre Toulouse et Porto ; Britair entre Nantes et Milan, Düsseldorf, et entre Toulouse et Bruxelles ; TAT entre Nice et Athènes. Ces droits de trafic, qui apparaîtront un peu comme des lots de consolation, aideront les transporteurs à étoffer leur service, sinon à faire des bénéfices.

Al. F.

Dans les secteurs public et privé

Les négociations salariales pour 1991 s'engagent dans un climat d'incertitude

Le ralentissement de la croissance et les implications de la guerre du Golfe brouillent les cartes du jeu salarial. Alors que les partenaires sociaux engagent les premières discussions pour 1991, les incertitudes sur la conjoncture économique favorisent l'attente et conduisent à renforcer la rigueur, comme dans le transport aérien où dans les banques.

Même s'il ne devait être que de courte durée, l'effacement de l'économie française, confirmé par le recul de 0,4 % du PIB au quatrième trimestre 1990, conduit les employeurs - publics comme privés - à aborder les échéances salariales avec prudence. Alors que, l'an passé, les rémunérations ont, selon les dernières évaluations, progressé de quelque 5 % dans le secteur privé, la tendance paraît être à la déflation.

Selon la diversité des situations économiques, les entreprises choisissent trois types de réaction : le « coup de frein », l'attente prudente ou tout simplement le maintien des grandes tendances antérieures.

Air France vient d'illustrer avec éclat que les retombées de la crise du Golfe peuvent concerner très concrètement le personnel de certaines entreprises. La chute du trafic aérien a conduit la compagnie nationale à placer en chômage partiel son personnel, dont le temps de travail et les rémunérations seront réduits de 6 %, mais aussi à ce pas revaloriser les salaires en 1991. Air Inter a imposé un gel des rémunérations.

De même, l'Association française des banques (250 000 salariés) entend pas revaloriser cette année la valeur du point bancaire, compte tenu des mauvais résultats de la plupart des établissements de crédit. Une décision qui ne concerne pas les avancements liés à l'ancienneté ou à la technicité.

Tenir le cap

Certes, rien n'interdit au personnel des banques et des compagnies aériennes d'espérer que leurs employeurs, à la faveur d'un réveil de l'activité économique, modifieront leur position dans les prochains mois. En attendant, ces derniers paraissent bien déterminés à tenir le cap malgré les appels à la mobilisation lancés par les syndicats.

Sans aller jusqu'à prendre des décisions aussi tranchées, de nombreuses autres entreprises s'interrogent et reconnaissent qu'elles se trouvent « dans le brouillard ». Confrontées à un ralentissement des ventes aggravé depuis quelques mois par un attentisme perceptible chez les consommateurs, les constructeurs automobiles s'attendent à un prochain entassement des achats différés.

Les salariés de Renault verront cette année leur prime d'intéressement (quelque 4 500 francs au minimum l'an passé) réduite d'une bonne moitié à la suite des modestes résultats 1990 de la société. Les discussions salariales, qui s'ouvriront le 12 mars prochain, seront serrées. Peugeot, qui ne s'est décidé que très récemment à conclure des accords salariaux, estime pour sa part que l'environnement actuel rend aléatoire la recherche d'un compromis sur l'ensemble de l'année. Une négociation ne portant d'abord que sur le seul premier semestre - comme ce fut le cas l'an passé - est envisagée.

« On ne peut parler de modification radicale des pratiques salariales, mais il semble qu'il y ait davantage de dispersion dans les augmentations prévues, chacun prenant en compte sa propre situation », souligne M. Pierre Guillen, vice-président délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). L'ancien président de la commission sociale du CNPF observe également que les firmes sont plus nombreuses à ne s'engager que pour une partie de l'année « car les perspectives conjoncturelles sont opaques ».

Cependant, treize accords salariaux ont déjà été conclus dans la métallurgie contre neuf à la même époque en 1990. Dans le bâtiment, la mise en place au 1^{er} mai de l'importante révision de la grille des salaires - qui revalorise jusqu'à 7 % certains barèmes minimaux - inter-

viendra dans un contexte délicat. La profession s'attend au mieux à un maintien de l'activité et considère que « les salaires devraient moins augmenter cette année ».

Pourtant, certaines entreprises se paieront - au moins dans l'immédiat - gâches perturbées. A l'UAP, on table sur une croissance de l'ensemble des rémunérations de l'ordre de 4 %, à peine inférieure à celle de 1990. Il est vrai que les augmentations générales ne représentent pas tout. « Une partie croissante du personnel, plus jeune et davantage diplômée, se sent d'abord concernée par les mesures individuelles », rappelle M. Jean-Pierre Narnio, directeur des ressources humaines.

Chez Essilor, il n'est pas question de revoir l'accord salarial 1991 conclu dès décembre dernier qui prévoit 2,5 % sous forme de revalorisation générale pour une progression de 4 % à 4,5 % de l'ensemble des salaires. « Nous commençons à ressentir la baisse de la consommation sur le marché américain, mais la situation actuelle ne nous incite pas à en faire moins sur le plan salarial », commente M. Jean-Claude Weisbecker, directeur des ressources humaines.

Enfin, la politique salariale du secteur public reste plus que jamais placée sous le signe de la « rigueur ». Dans les entreprises publiques, l'application de la lettre de cadrage du premier ministre (hausse de 2,5 % en oiseau avec une « prime à la signature » de 0,3 % si un accord a été signé en 1990) crée des remous à la SNECMA et à l'Aérospatiale, où les syndicats FO, CGC et CFTC organiseront un arrêt de travail le 5 mars. Quant aux fonctionnaires, il devra attendre la fin du mois de mars pour que s'engagent des pourparlers. D'ici là, les derniers pointages budgétaires auront eu raison de l'attentisme ambiant.

JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE

portant conjointement sur :

- Le projet de plan d'aménagement de zone de la Z.A.C. du centre ville - crevasse de Goulle.
 - L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.
- Par arrêté n° 67 du 8 février 1991, conformément au code de l'urbanisme et aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, monsieur le député et maître de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de plan d'aménagement de zone de la Z.A.C. du centre ville - crevasse de Goulle, ladite enquête devant être précédée à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.
- L'enquête publique se déroulera en mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, où les pièces du projet seront déposées, du lundi 25 février au mercredi 27 mars 1991 inclus, dans les locaux du service de l'urbanisme, rue-de-Chasseaux.
- Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux heures et jours habituels d'ouverture :
- en semaine : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
 - le samedi 2 mars 1991 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
 - les samedis 9, 16 et 23 mars 1991 de 9 heures à 12 heures
- Déjeuner et jours fériés compris.
- Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 67 survisé à la mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, 7, avenue des Evénements, B.P. 172 44504 LA BAULE CEDEX.

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU DÉCLASSEMENT ET À L'ALIÉNATION PARTIELS DE LA VOIE COMMUNALE Allée des Tamaris

Par arrêté n° 66 du 8 février 1991, M. le député et maître de la commune de La Baule a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant le projet susvisé dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 20 août 1976.

Ladite enquête sera ouverte le lundi 25 février 1991 à la mairie de La Baule, où les pièces du projet seront déposées pendant 15 jours consécutifs, du 25 février au 11 mars 1991 inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les samedis 2 et 9 mars de 9 h à 12 h, dimanches et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 66 du député, maître de la commune de La Baule, 7, avenue des Evénements, B.P. 172 44504 LA BAULE CEDEX.

ÉCONOMIE

La bataille de la télévision du futur

La Commission européenne devait auditionner, jeudi 28 février, des représentants de l'industrie électronique grand public pour déterminer s'il convient d'obliger les diffuseurs à utiliser la norme D2 MAC Paquets

A l'heure où l'Europe de la vidéo commence à enfilier les habits du futur avec la mise sur le marché par Thomson Consumer Electronics (groupe Thomson) du premier appareil de télévision compatible haute définition équipé d'un nouveau tube au format cinéma de 16/9 (le Monde du 13 février), les critiques soudaines fusent pour dénoncer l'obsolescence de la technologie peaufinée par les trois grands (Thomson, Philips, Nokia). En particulier, les experts du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des affaires étrangères n'y vont pas de main morte : ils préconisent l'abandon pur et simple de la norme européenne au profit d'une solution... américaine. L'affaire est à ce point sérieuse que la Commission de Bruxelles doit entendre jeudi 28 février les représentants de l'industrie électronique et des grandes chaînes de télévision européennes pour décider s'il convient d'obliger encore les diffuseurs à employer la norme D2 MAC Paquets (standard intermédiaire devant conduire en 1995 à la haute définition) pour la transmission des émissions de télévision en direct par satellites. Elle est aussi piquante quand on sait tout l'intérêt porté par l'Etat français au projet de TVHD européenne, qu'il finance, en outre, de ses deniers.

Pourquoi tant de bruit ? Depuis quelques semaines déjà, la presse américaine s'est fait l'écho de la mise au point par la General Instruments d'un procédé de compression, qualifié de révolutionnaire, rendant capable la numérisation des images vidéo. De là à conclure que la norme européenne, en partie analogique (système dans lequel le signal électrique est proportionnel ou analogue au signal vidéo à traiter), était périmée, il n'y avait qu'un pas que beaucoup n'ont pas hésité à sauter. Pour comprendre l'enjeu, il faut en effet bien savoir que la numérisation, c'est-à-dire le codage binaire des signaux électriques, constitue un progrès décisif vers la qualité, puisqu'elle élimine tous les parasites (technique du tout ou rien).

Malheureusement, au stade actuel des connaissances, personne ne sait encore enregistrer ni transmettre des images numérisées. Pour une raison essentielle : le débit des informations fournie est si énorme (plus de 1 milliard par seconde) qu'il faudrait utiliser des plages de fréquence d'une largeur telle que celles-ci ne pourraient pas s'insérer dans l'espace hertzien déjà complètement saturé.

Les progrès de General Instruments

Le progrès introduit par la General Instruments américaine serait-il déterminant ? Les informations largement diffusées à cet égard l'affirment, ajoutant que la firme américaine serait parvenue à atteindre un taux de compression de 100, qui éliminerait complètement l'écueil de la bande passante. Mais autant que l'on sache, son procédé, appelé Digicipher, a seulement été testé sur le standard de télévision américain NTSC de 525 lignes. D'après les spécialistes, aucune simulation n'a fait encore été faite en TVHD (1050 lignes), qui exige infiniment plus de détails. Le Digicipher n'est ensuite toujours qu'une curiosité de laboratoire. Et les experts sont formels : entre le laboratoire et la sortie commerciale, dix années s'écouleront. Dix autres années sont encore nécessaires pour arriver au plein développement. C'est ce qui s'est passé pour la couleur. Le même phénomène se répète pour la TVHD dont les premiers balbutiements remontent à 1980. Alors pourquoi d'entreprendre de jeu ce tir de barrage contre le procédé européen de haute définition ?

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, minimise le fameux rapport décrivant la norme D2 MAC Paquets (le Monde du 14 février). « Les attitudes pessimistes passent pour être plus intelligentes », a-t-il déclaré lors de la présentation de l'« Espace Image France Telecom ». Et d'ajouter : « L'affaire que nous avons la meilleure approche vers la TVHD. Nous avons réussi, tout en précisant, il nous faut donc sortir du syndrome de l'échec ».

La vraie question est de savoir à qui profitera cette campagne actuelle de dénigrement. Pas aux fabricants, trop liés entre eux par les accords signés et par les intérêts en jeu colossaux. Entre 1995 et 2010, le renouvellement du parc mondial des téléviseurs, composé actuellement de quelque 720 mil-

lions d'appareils, représentera à lui seul un marché d'un poids estimé entre 250 et 500 milliards de dollars et d'au moins 20 milliards de dollars pour la première fois dès 2003. En outre, quand on sait que la filière image (TV bien sûr mais aussi magnétoscopes, vidéo-disques, caméscopes) représente les deux tiers de l'activité électronique grand public...

Faut-il soupçonner les Allemands ? Nos voisins germaniques n'ont jamais été très chauds pour soutenir le projet de télévision européenne et auraient, de loin, préféré développer leur propre procédé dit PAL Plus. Leurs intérêts divergent dans la mesure où tous leurs fabricants sont passés en mains étrangères. Mais de là à leur prêter d'aussi mauvaises intentions ? D'autant que leurs marques, tout en ayant changé de pavillon, demeurent.

Le jeu des opérateurs de satellites

Les Japonais ? On les soupçonne de vouloir dès 1992 commercialiser des matériels vidéo à leur standard de TVHD (MUSE), qui fonctionneraient avec des télévisions compatibles HD MAC. En fait, les firmes japonaises sont trop bien

implantées en Europe (25 % du marché de l'électronique grand public) pour scier la branche sur laquelle elles sont assises. Beaucoup cherchent du reste à se faire licencier MAC.

Les Américains ? La FCC (Federal Communications Commission), organisme fédéral notamment chargé d'attribuer et de contrôler l'utilisation des fréquences radio et TV aux Etats-Unis, ne donnera son feu vert en 1993 qu'à un projet de TVHD compatible NTSC, sans doute entièrement numérisé et capable de trouver sa place sur la plage, là-bas aussi très encombrée, des fréquences. Les candidatures sont nombreuses. Associés au sein du consortium ATRC (Advanced Television Research Consortium), Thomson et Philips ont déposé leur projet. Mais de grandes chaînes de télévision et des distributeurs par câble déjà traités les pieds et, sans doute pour préparer la TV du vingt et unième siècle, semblent vouloir privilégier le procédé General Instruments.

Quel est alors le jeu des opérateurs de satellites ? Ils ont tout intérêt à dénigrer la technologie européenne afin d'en retarder le plus longtemps possible l'avènement pour ne pas perdre leur quasi-monopole mais aussi pour

n'avoir pas trop vite, au prix fort, à changer leur fusil d'épaule, ce qui réduirait d'autant les bénéfices des images tombées du ciel. D'après Philips, le lobby de SES Astra PAL est de ceux-là, qu'il accuse ouvertement d'entretenir une campagne de désinformation au moyen d'arguments fallacieux. La firme d'Eindhoven demande sans ambages à la Commission de Bruxelles de rendre rapidement la norme MAC obligatoire.

Quoi qu'il en soit, tant chez Thomson que chez Philips, on garde la tête froide. « Nous avons cinq ans d'avance sur les Japonais et les Américains », souligne M. Bernard Isautier, le patron de la branche électronique grand public du groupe français. Comme de toute façon, la TVHD ne verra pas le jour avant l'an 2000 et sauf à tirer un trait sur dix ans de développement industriel, une décision qui serait désastreuse pour les industriels, le temps à des chances de jouer en faveur de la technologie européenne. Tous les experts sont formels : le tout numérique sera pour le vingt et unième siècle. D'ici là, des alliances peuvent se nouer. La norme européenne n'est-elle pas évolutive ? La guerre de la TVHD n'est pas finie.

ANDRÉ DESSOT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

OBLILION

L'Assemblée Générale Ordinaire du 10 janvier 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1989-1990 et la capitalisation du résultat.

Tout au long de l'exercice, la politique de gestion a été caractérisée par :

- une attitude défensive justifiée par le manque de visibilité quant à l'évolution des taux d'intérêt et, dans certains pays, l'absence de prime de risque pour les investissements obligataires longs ;
- la primauté accordée au franc français par rapport aux autres devises.

La valeur liquidative d'OBLILION qui était de F 1.109,22 le 28 septembre 1990 s'établit à F 1.153,77 le 31 janvier 1991, soit une progression de 4%.

OBLILION : un placement à moyen et long terme d'obligations françaises et étrangères.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.



CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

MESSAGE DU PRÉSIDENT

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 26 FÉVRIER 1991

L'EXERCICE 1989-1990

Le fait le plus marquant de l'année 1990 est l'évolution des rapports de Sodekho avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. Les grandes lignes des nouveaux accords entre nos deux groupes ont été présentées dans le rapport du conseil d'administration.

Je suis heureux, aujourd'hui de vous annoncer, qu'ils ont été signés le 21 février. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 7 700 000 000 francs, soit à taux de change constants, une progression de 4,4%. Cette faible croissance s'explique essentiellement par une réduction volontaire de notre chiffre d'affaires aux USA, et au Canada qui nous a permis d'améliorer la rentabilité de cette zone. Hors Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a progressé de 9,3% à taux de change constants. Le résultat d'exploitation atteint 230 000 000 francs, soit une augmentation de plus de 19%. Le résultat net consolidé, part du groupe, est de 151 500 000 francs, soit une croissance de 17,5% et, à taux de change constants de 22%.

La situation financière du groupe est bonne : l'endettement à plus d'un an a diminué et représente moins de deux ans d'autofinancement ; nos liquidités en fin d'exercice s'élèvent à 1 380 000 000 francs ; le rendement des capitaux propres est proche de 20%.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'exercice en cours se présente favorablement.

- Si les activités de loisirs, notamment le tourisme fluvial et portuaire et la restauration commerciale sont pénalisées par les événements actuels, la conjoncture internationale n'affectera pas notre progression dans son ensemble.
- Le décroisement des participations financières avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits entraînera une déconsolidation, qui pèsera sur le résultat consolidé, part du groupe, pour environ 10 millions de FF.
- Cela dit, sur la base des informations connues à ce jour, je confirme nos estimations d'octobre dernier : une croissance pour l'exercice se terminant au 31 août 1991, de 10% du chiffre d'affaires consolidé et d'au moins 15% des résultats, part du groupe.

Au-delà de l'exercice en cours, et à moyen terme, les perspectives sont bonnes. Depuis sa création en 1968, notre groupe a connu une expansion rapide qui lui a permis de se hisser parmi les premiers mondiaux dans ses principales activités : n° 4 mondial dans la restauration collective, n° 2 mondial dans l'émersion de chèques de services, n° 1 mondial dans la gestion des bases-vie. Certes, l'association avec Euret aurait permis aux deux groupes de progresser plus rapidement, mais les opportunités de croissance restent pour Sodekho très nombreuses.

- 1. Nos marchés sont porteurs et peu sensibles à la conjoncture économique.
- Nos clients sont les entreprises, les administrations, les écoles, les collèges, les universités, les hôpitaux, les cliniques, les résidences pour personnes âgées.
- Notre gamme de services est toujours plus large. Il y a 10 ans, à partir de notre métier de base la restauration, nous avons progressivement offert de nouveaux services : ingénierie, gestion hôtelière, nettoyage, maintenance technique, surveillance médicale, animation des loisirs, sécurité, boutiques, entretien des espaces verts... Il y a 5 ans, nous avons adopté le même processus dans les établissements de santé.

De même, à partir des chèques-restaurants, nous développons les chèques-cadeaux, alimentation, essence. Notre service devient de plus en plus complet.

- Notre réseau international se renforce : nous opérons dans plus de 35 pays sur les cinq continents et envisageons de nouvelles implantations.

En combinant le développement des clientèles, des gammes de services, des zones géographiques notre potentiel de croissance est considérable.

2. Mais pour transformer ce potentiel en véritable croissance de notre chiffre d'affaires et de nos résultats, nous avons choisi trois axes majeurs :

- Encourager l'innovation permanente.
- En 1988, l'innovation est devenue une direction à part entière. Courant 1989, nous avons tenu notre premier Forum Mondial de l'innovation ; aujourd'hui se développent dans nos filiales, des comportements plus créatifs. Notre deuxième Forum aura lieu cette année sur le thème : "les offres innovantes".
- Promouvoir la qualité.

Lancée il y a 3 ans, la démarche qualité totale se développe aujourd'hui en France dans les filiales Entreprises et Santé, à un rythme de croisière et commence à porter ses fruits.

Notre objectif est, qu'à 3 ans, toutes les unités du groupe aient démarré un programme de qualité totale.

- Développer nos ressources humaines.

Si est vrai, que nous avons déjà, dans ce domaine, un certain nombre de réalisations à notre actif, les progrès à faire restent très importants, à tous les niveaux.

Si nous sommes capables de mener à bien tous ces plans d'actions, alors nous pourrions, dans les trois prochaines années, réaliser une croissance annuelle moyenne de 15% du résultat consolidé.

Au nom des dirigeants de notre groupe, je tiens à vous remercier :

- d'une part les actionnaires pour la confiance qu'ils nous témoignent puisque sur les 90 000 bons de souscription d'actions qui venaient à échéance au 31/12/90, tous ont été souscrits à l'exception de 20 ;
- d'autre part, les 36 000 femmes et hommes qui, chaque jour de par le monde assurent le succès de Sodekho.

Pierre BELLON

Principaux chiffres consolidés*

(en millions de francs)	1989/90	Variation sur 1988/89
Chiffre d'affaires	7 697	- 4,6 %
Résultat courant avant impôts	243	+ 17,6 %
Impôts	85	+ 38,0 %
Résultat consolidé **	177	+ 12,1 %
Résultat net part du Groupe	151,5	+ 17,6 %
Capacité d'autofinancement	277	+ 14,3 %

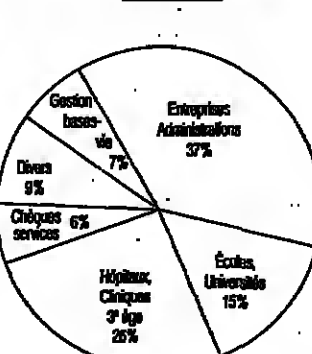
* exercice clos au 31 août 1990

** avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts tiers.

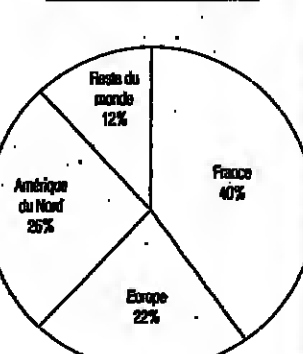
Chiffre d'affaires

1986/87	5 727 000 000 F
1987/88	7 104 000 000 F
1988/89	8 067 000 000 F
1989/90	7 697 000 000 F

Répartition du chiffre d'affaires par activité



Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



Résultats part du groupe

1986/87	96 000 000 F	1988/89	129 000 000 F
1987/88	112 000 000 F	1989/90	151 500 000 F

Effectifs

35 732 salariés

3 610 exploitations gérées :

- 1 770 restaurants d'entreprises et d'administrations
- 683 restaurants scolaires et universitaires
- 782 hôpitaux, cliniques, résidences du 3^e âge
- 216 bases-vie
- 159 exploitations diverses : restaurants publics, messes pour l'armée, clubs, centres de formation, prisons

Dividende

Le dividende par action a été fixé à 13 F (19,50 F avant fiscal compris) et sera mis en paiement à compter du 5 mars 1991. Le montant distribué s'élève à 58,6 millions de francs et représente 39% du résultat net consolidé part du groupe.



SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant à SODEXHO : B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex. Informations financières sur le groupe Sodekho 36-16 CLIFF.



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais sur : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 19 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 4 MARS

- S. 3 - 14 H 15 Bijoux, argenterie. - M^{re} ROGEON.
S. 4 - Livres. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 7 - Tableaux, mobilier, objets d'art. Bijoux, argenterie. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
S. 10 - Estampes anciennes et modernes. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 11 - Livres illustrés. Estampes et tableaux modernes. Cécile. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 13 - Atelier. - M^{re} MILLON, ROBERT.

MARDI 5 MARS

- S. 8 - 17 H Textiles d'Orient. - M^{re} BOISGIRARD, M^{re} Kevorkian, expert. (Expo le 5-3 de 11 h à 16 h).

MERCREDI 6 MARS

- S. 1 - 14 H 15 Dessins et tableaux modernes. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts. Exposition : Librairie GIRAUD-BADIN, 22, rue Gayrard, 75006 Paris. Tél. : 45-48-30-58-Fax : 42-84-05-87 jusqu'à jeudi 4 mars 9 h-13 h et 14 h-18 h. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 3 - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. - M^{re} COUTURIER, DE NICOLAY, cabinet G. de Fommervault.
S. 4 - Miniatures napoléoniennes. Instruments scientifiques. Antiquités de marine. Militaria. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
S. 5 - Tableaux, mobilier, objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 9 - 14 H 15 Littérature du XVI^e siècle à nos jours. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts. Exposition : Librairie GIRAUD-BADIN, 22, rue Gayrard, 75006 Paris. Tél. : 45-48-30-58-Fax : 42-84-05-87 jusqu'à jeudi 4 mars 9 h-13 h et 14 h-18 h. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 10 - Gravures anciennes. Art d'Extrême-Orient. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

JEUDI 7 MARS

- S. 9 - 14 H 15 Suite de la vente du 6 mars. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 8 MARS

- S. 1 et 7 - 14 H 30 Objets d'art et de très bel ameublement des XVIII^e et XIX^e. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillé, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 2 - Faïences et porcelaines anciennes. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 4 - Estampes, tableaux du XIX^e et siècles. Siges et meubles anciens et de style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 6 - Meubles. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 10 - Gravures, tableaux anciens, meubles et objets d'art des XVIII^e et XIX^e. Tapis. Tapissiers. - M^{re} COUTURIER, DE NICOLAY.
S. 11 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 14 - Tableaux, bijoux, mobilier de style et objets de vitrine. PARIS AUCTION. (M^{re} CARDINET-KALCK).
S. 15 - Tableaux, mobilier, objets d'art. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).



DROUOT VÉHICULES II
30, RUE DES FILLETES
93300 AUBERVILLIERS
VENTE AUX ENCHÈRES
SAMEDI 2 MARS, à 10 h

VOITURES EXCEPTIONNELLES 90/91
FERRARI Spider 348 - 328, CABRIO, 500 et 300 SL-ZL,
25 MERCEDES DIESEL 190 - 200 - 250 - 300, 4-5-6 cyl. D Turbo
Ford - Opel - Volvo.
M^{re} ARTUS, commissaire-priseur, 47-70-87-29 et 36.15 TVP

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARTUS & ASS., 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-87-29.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-30-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGIER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, de CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOBANX-COUTURIER, 23, rue Le Pelletier (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

VENTE A TOKYO - HOTEL OKURA

VENTE ORGANISÉE AU JAPON PAR EST-OUEST

MARDI 5 MARS - 19 H (Tokyo)
BEL ENSEMBLE DE VERRERIES
LITHOGRAPHIES PAR ICART
M^{re} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.
Cabinet d'expertise CAMARD. Tél. : 42-46-35-74.

BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevalières gravées

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

1990

5 MOIS DE CRISE
DANS LE GOLFE

Une édition
Le Monde Éditions

EN VENTE EN LIBRAIRIE



CARNET DU Monde

Naissances

- Carole BAILLON et Robert SEBBAG

sont heureux d'annoncer la naissance de

Camille,

le 13 février 1991.

10, rue Joseph-Bara,

75006 Paris.

- Gila et Emmanuel MOSES

ont la joie d'annoncer la naissance de

Jonas,

le 15 février 1991.

43, rue Delambre,

75014 Paris.

Décès

- Claude et Patrick O'BYRNE,

ses parents,

Éléonore, Raphaël et Iris,

Toute sa famille

et ses nombreux amis,

ont l'immeuble chagrin d'annoncer la

mort de

Sébastien,

le 24 février 1991.

M^{re} O'Byrne,

M^{re} et M^{re} Grandbesançon,

ses grands-parents,

Chantal et Henry O'Byrne,

leurs enfants et leurs petits-enfants,

Elizabeth et Gabriel O'Byrne,

leurs enfants et leurs petits-enfants,

Marie-Pilar et Jacques Bisseuil,

leur fille et leur petit-fils,

Chris O'Byrne

et ses enfants,

Marie-Laure et Gérard O'Byrne

et leurs enfants,

Anne et Michel O'Byrne

et leurs enfants,

Jeanne O'Byrne,

ses enfants et Patrick Hutchinson,

Cécile O'Byrne,

sa fille,

Bernard Mougin

et leur fils,

Annick et Philippe Guillaume,

leurs enfants et leurs petits-enfants,

Catherine et Daniel Gruffin

et leurs enfants,

Catherine et Jean Grandbesançon

et leurs enfants,

Yves Grandbesançon

et ses enfants,

Odile,

ses oncles et Vincent Duc,

ses oncles et tantes, cousins et cousines.

Son enterrement aura lieu au château

de Saint-Géry, le vendredi 1^{er} mars

1991, à 14 heures.

Une messe sera dite à son intention

à Paris, le jeudi 7 mars, à 8 heures, en la

chapelle des Franciscains, 7, rue Marie-

Rose, Paris-14^e, métro Alsia.

Château de Saint-Géry,

81800 Rabastens,

11, rue Antoine-Bourdelle,

75015 Paris.

151, rue de Belleville,

75019 Paris.

- M^{re} Marcelle

de Vaillet de Boissière,

M. Jacques Dessange,

MM. Cyril et Benjamin Dessange,

M. et M^{re} Jérôme Briere,

M. Christophe Briere,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Jacques DESSANGE,

leur fille, épouse, mère, sœur, belle-

sœur et tante,

survenu, le 15 février 1991, à Saint-Dom-

ingue (Région de Saint-Domingue).

La cérémonie religieuse a été célé-

brée et suivie de l'inhumation à

Soussmes (Loiret-Cher), dans l'inti-

mité familiale, le 25 février.

- Eugène Dutoquet,

son épouse,

Ses enfants, Luc, Lise,

Et son petit-fils, Christophe,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Eugène DUTOQUET,

née Ernestine Soussmes.

Les funérailles civiles ont eu lieu le

mercredi 20 février 1991, dans la plus

stricte intimité.

3, rue Jules-Ferry,

94900 Somain.

- Régine et Henry Callmand,

Sophie, Jacques, Julien et Perrine

Savary,

Delphine, Jacques, Vincent et Laure

Dupont,

Virginie, Bernard, Bertrand et

Camille Beccart,

ses enfants, petits-enfants et arrière-pe-

tits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GODDET,

ancien élève de l'École polytechnique,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 26 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 2 mars, à 10 heures, en la

cathédrale de Grasse (Alpes-Marit-

times).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue des Glacis-Ceps,

92210 Saint-Cloud.

- L'École supérieure d'informati-
que, électronique, automatique
(ESTEA)
Et son conseil d'administration
ont la très grande tristesse de faire part
de la disparition brutale de leur prési-
dent,

M. Amaury

HÈME DE LACOTTE.

Les obsèques ont eu lieu à Salviat (Loire), le mercredi 27 février 1991.

9, rue Vézale,

75005 Paris.

- M^{re} Jean Herberts,

Ses enfants, Violaine, Emmauël,

Charmaine, Anne-Catherine, Jeanne

Et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean HERBERTS,

survenu le 22 février 1991, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le

27 février, dans l'intimité familiale.

- M^{re} Albert Renault,

née Marie-Joséphine Vassany,

M. et M^{re} Joël Renault

et leurs enfants, Violaine, Emmauël,

Alexis, Marie-Gaëlle, Clarisse,

M. et M^{re} Jany Coler-Williams

et leurs enfants, Sébastien, Nicolas,

Albertine,

M. et M^{re} Jean de Dailville

et leurs enfants, Éléonore, Caroline,

Charles, Antoine,

M^{re} Françoise Nizery,

M^{re} Geneviève Renault,

ont la tristesse de faire part du décès

de sa quatre-vingt-quatrième année

de la SNCF,

croix de guerre 1939-1945,

médaille des Evadés,

leur mari, père, grand-père et frère.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 1^{er} mars 1991, à 10 h 30, en

l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy,

10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue de Saint,

75016 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

- Le conseil d'administration de la

SNCF fait part du décès de

M. Albert RENAULT,

ingénieur civil des Mines,

ingénieur général honoraire

de la SNCF,

officier de la Légion d'honneur.

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième

année.

Les obsèques seront célébrées le ven-

dreli 1^{er} mars 1991, à 10 h 30, en

l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy,

10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

- M^{re} François de Thé,

Le professeur Guy de Thé,

Hugues et Florence de Thé,

Béatrice et Sylvain Arnaud,

Carine de Thé,

font part du retour à Dieu de

M^{re} Guy de THÉ,

née Colette de Moulouy,

le 27 février 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 1^{er} mars, à 16 h 15, à Puyri-

card, Aix-en-Provence (Bouches-du-

Rhône).

Une messe sera célébrée à Paris le

lundi 4 mars, à 18 h 30, à Saint-Louis-

en-l'Île.

Ni fleurs ni couronnes. Dons aux

Le Monde AFFAIRES

Les brasseurs se poussent du col

La bière reste la première boisson consommée au monde. Après l'eau... Mais le marché stagne. Les industriels se battent avec de nouveaux produits : les sans-alcool, les spécialités...

CENT milliards de litres ! Chaque année, le monde consomme un milliard d'hectolitres de bière ! Boisson ancienne - on en trouve des traces chez les Mésopotamiens et les Égyptiens, - la bière est aussi un breuvage universel. Le rapport annuel du groupe Heineken, par exemple, numéro trois mondial des brasseurs, est un véritable tour du monde : du Rwanda à la Papouasie en passant par l'Irlande, l'Allemagne ou la Chine, la plupart des habitants de la planète apprécient ce liquide doré et pétillant.

Mais leurs goûts varient. Certains préfèrent les brunes aux blondes. D'autres préfèrent la qualité à la quantité. Et nombreux sont ceux qui maintenant la préfèrent sans alcool. Si, au niveau mondial, la consommation augmente, elle stagne dans certaines zones, ou même diminue, comme en France. Par ailleurs, les consommateurs sont à la recherche de produits originaux, ce qui fait le bonheur des fabricants de bières spéciales. Cette évolution du marché combinée à des bouleversements dans la distribution accroît la concurrence entre les brasseurs et entraîne des révisions de stratégie des entreprises et une recomposition du paysage brassicole.

Pourtant les grands producteurs de bière sont restés relativement à l'écart des restructurations de ces dernières années. Il est vrai qu'une des caractéristiques de cette activité est sa faible internationalisation. Une situation due à la tradition et à la spécificité de ce produit lourd à transporter et qui se vend peu cher. Longtemps les brasseurs ont eu tendance à se limiter à leurs marchés nationaux. Ils échangeaient peu d'informations sur leur activité. D'où la difficulté de réaliser un classement récent de leur production. Dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, une constellation de 1 200 brasseries approvisionnait des marchés très divers dans leur environnement. La bière à elle seule en compte 750. « L'IDA en a apporté 150 dans la corbeille de la réunification. Bien que numéro un mondial avec 9,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, l'américain Anheuser-Busch est peu connu, car ses ventes dépassent peu le territoire des États-Unis.

Pourtant quelques événements récents indiquent un changement. Le japonais Asahi, par exemple, qui, avec 24,7 % du marché, est un des deux dans son pays der-

rière Kirin, envisage de construire une brasserie sur la côte ouest des États-Unis. Il a aussi fait l'acquisition de 20 % du capital de l'australien Elders IXL. Ce dernier, qui s'appelle maintenant Foster's Brewing Group, est par ailleurs impliqué dans les grandes manœuvres européennes. Sa filiale Courage vient de signer avec le britannique Grand Metropolitan un accord à deux volets qui vient de recevoir l'accord de la Commission européenne. Le premier volet porte sur la cession pour 2,6 milliards de francs par Grand Met de ses bras-

serie Guinness récemment déboursé 5 milliards de francs pour l'acquisition de Cruzcampo dont les six brasseries couvrent 22 % du marché espagnol. L'événement est d'autant plus remarquable que Guinness semblait prendre ses distances avec le bière. « Guinness n'a pratiquement plus rien à voir avec la société de brasserie fondée à Dublin en 1759 », déclarait M. Tony Greener, directeur général, en présentant les comptes du groupe au printemps dernier. Et il est vrai que dans les

années. Dans ce but, le groupe a décidé de centraliser la communication de deux marques considérées comme stratégiques : la Heineken et la Budweiser sans alcool. Désormais les publicités pour ces produits sont conçues et réalisées à Amsterdam pour le monde entier.

400 brasseries avant-guerre 28 aujourd'hui

Mais avant de se lancer dans ces stratégies de développement, les brasseurs ont traversé une longue

line de Sévres. Outre-Manche, lors de la restructuration de sa filiale GBW Ireland, Guinness a réduit les effectifs de 300 personnes en deux ans.

Ces mesures s'expliquent notamment par la forte intensité capitalistique de ce secteur. L'habitude est de dire que pour réaliser 1 franc de chiffre d'affaires, il faut investir 1 franc. Une chaîne d'emballage peut coûter plusieurs centaines de millions de francs (dix fois plus cher que pour le cognac par exemple) et pour ce produit de grande consommation les dépenses de communication atteignent facilement 4 à 5 % du chiffre d'affaires. Après avoir fait leurs calculs, les industriels ont estimé que pour être rentable une brasserie doit produire 3 à 4 millions d'hectolitres. Au moment du premier choc pétrolier, qui avait entraîné une augmentation du coût des transports, l'estimation du niveau de rentabilité était un moment redescendue à 1 million d'hectolitres.

Ces analyses ne pouvaient conduire qu'à une concentration du secteur et à une disparition des petits. Pourtant quelques-uns dans le nord et l'est de la France se sont trouvés des « niches » dans lesquelles ils réussissent très bien. Tous ont à peu près la même stratégie : ils ont opté pour la valeur ajoutée plutôt que pour le volume. Et une politique commerciale agressive : en choisissant la publicité et l'exportation, la brasserie Duvet (Nord), spécialiste des bières de garde, est parvenue à doubler son chiffre d'affaires en quatre ans (40 millions de francs en 1989). « Le petit brasseur résistera à condition de faire un produit différent », explique M. Michel Debuss, PDG de Fischer, fondée en 1821 et qui réalise un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs. C'est notamment lui qui a eu l'idée de réhabiliter le bon vieux bouchon en porcelaine et il fait un malheur avec sa 3615 Pêcheur, une bière « ophrodite » qui vaut 2 000 francs l'hectolitre. Aussi cher qu'un vin ! Flûte port sur l'exportation, M. Debuss est parti en guerre devant le Cour de Luxembourg contre le « protectionnisme » allemand : outre-Rhin, en effet, on brandit la *Reinheitsgebot* (loi de pureté) édictée au seizième siècle pour faire barrage à l'importation des bières étrangères.

Avec ses bières du Démon et du Désert fortement alcoolisées, et sa Cerve sans alcool lancée en 1970, la brasserie des Enfants de Gayant, située à Douai (Nord), qui était au bord de la faillite en 1955, est certaine d'avoir trouvé les bons chemins du développement. « Si on fabrique de bons produits, on devrait pouvoir augmenter la consommation par habitant »,

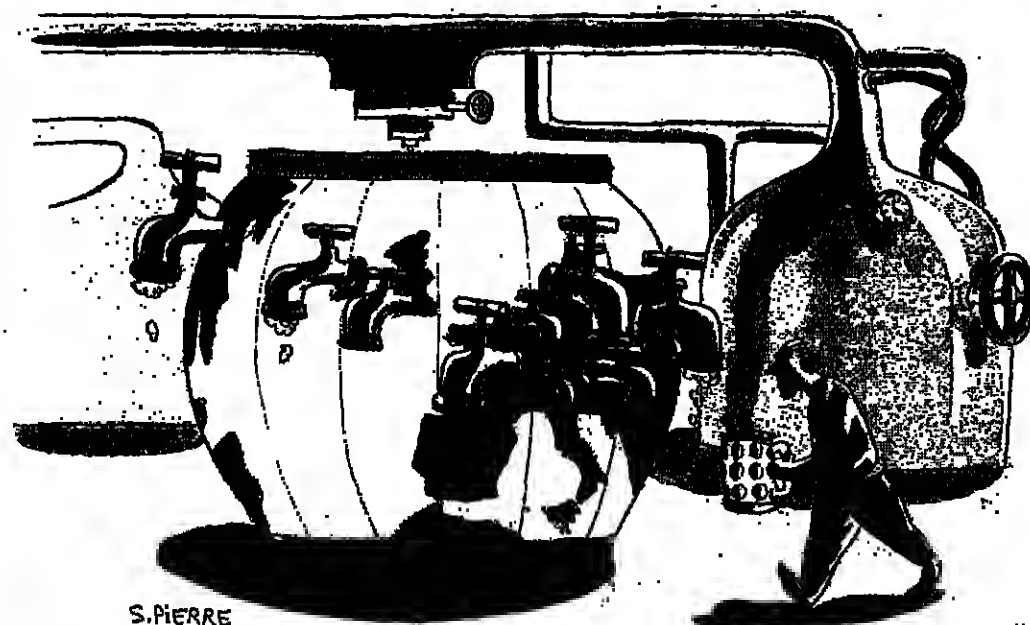
assure M. Patrick d'Aubrey, PDG de cette société. L'exemple de la bière sans alcool est de ce point de vue significatif : en quelques années, ce produit a conquis 7 % du marché avec une progression de 30 % dans certains cas, comme la Tourtel de BSN. Il n'est cependant pas évident que la bière sans alcool ait conquis de nouveaux consommateurs à cette boisson. Il semble plutôt que certains buveurs de bière ont décidé d'être plus raisonnables.

Cette création de produits originaux, vendus plus chers, qui ont permis aux petites entreprises de se trouver des niches, correspond à une évolution de la consommation que les grands groupes observent de près. Ainsi, chez Heineken on estime que « les mutations dans l'assortiment permettent d'intervenir sur les segmentations croissantes qui caractérisent le marché international et qui, selon nos prévisions, ne sont pas achevées ».

Outre les produits, la distribution elle-même est aussi un enjeu pour les brasseurs. Alors qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Belgique, les brasseurs sont plus ou moins propriétaires des débits de bière, la France se caractérise par la présence d'un troisième intervenant qui sont les entrepositaires-grossistes. Si, pour vendre sa bière outre-Manche, BSN doit en passer par un accord avec un brasseur anglais, en France, BSN avec l'UFB et la Française de Brasserie avec France-Boissons se sont assurés un contrôle sur leur distribution en filialisant des entrepôts. D'autres sont en train de faire la même démarche en prenant des participations chez des distributeurs indépendants. « Locolement certains entrepôts risquent de disparaître car ils sont trop petits. Du même coup, nous y perdrons une partie de notre réseau », constate M. Jean-Pierre Toulouse, coordinateur commercial chez Interbrew France. Nous avons avec eux une politique de partenariat qui peut se traduire par des prises de participations ou l'intégration totale.

Le fait que les Français soient en train d'intégrer leur distribution au moment où les Britanniques sont obligés de s'en séparer n'est pas le seul paradoxe de cette Europe de la bière. En réalité, il n'y a même pas de définition européenne de la bière. Une fois admis le fait que la bière est une boisson à base de céréales, les différents pays membres ne sont pas capables de se mettre d'accord sur la composition du produit, la part d'additifs qu'on peut y inclure, ni sur le degré en alcool. Quant aux brasseurs français, ils s'inquiètent des effets de la loi Evin qui va limiter leur possibilités de faire de la publicité. Et ils y voient un handicap supplémentaire contre leurs concurrents. A moins que la bière, sans alcool ne réconcilie tout le monde !

FRANÇOISE CHIROT



S. PIERRE

series. Par ailleurs, Grand Met et Elders créent une filiale commune, l'entrepreneur Estates, qui regroupera 7 000 pubs qui pendant sept ans seront tenus de distribuer la bière Courage. Mais les deux groupes s'engagent à ne pas détenir plus de 20 % du marché local de la bière d'ici deux ans.

La complexité britannique

La complexité de cet accord est révélatrice de la situation des brasseurs britanniques confrontés depuis mars 1989 à l'interdiction de leur a faite la commission britannique des monopoles de détenir plus de 2 000 pubs chacun. Une véritable révolution dans ce pays où depuis toujours les quelque 20 000 tenanciers de pubs étaient dans la totale dépendance des grands brasseurs. Une fois la surprise passée, ceux-ci ont commencé une sorte de jeu de Monopoly. Grand Met a donc choisi ses pubs plutôt que ses brasseries. En août dernier, Allied Lyons a cédé 332 pubs. Quant à Bass, le numéro un britannique dont la plus grosse part des bénéfices provient de sa chaîne de pubs, il a commencé par revendre en mai dernier les 47 hôtels de Trust House Forte. Mais pour l'instant, les six grands brasseurs Allied Lyons, Bass, Courage, Grand Met, Whitbread et Scottish & Newcastle ne semblent pas avoir encore fait de choix très clair entre la production et la distribution.

A cette particularité du marché britannique s'ajoutent les perspectives de 1992 et l'évolution de la consommation dans les différents pays d'Europe. Il est évident par exemple que le subit engouement des Espagnols pour la bière n'est pas étranger au fait que le britanni-

résultats 1989 de cette société, la bière ne représente plus que 33 % des bénéfices. Alors que 24 % proviennent maintenant de la vente des spiritueux.

Le rachat de Cruzcampo montre qu'une bataille est engagée entre les grands brasseurs européens. Le groupe français BSN, qui réalise 12,4 % de ses 52,9 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la bière, détient 47 % du marché national avec ses marques vedettes Kronenbourg, Kanterbrau et 1664, entre autres. Mais BSN développe aussi une stratégie européenne. Le groupe présidé par M. Antoine Riboud est présent en Belgique (Alken-Maes), Espagne (Malibou), Italie (Peroni) et avait acquis en 1989 la grec Henninger Hellas. Avec 7,8 millions de florins (26 milliards de francs) de chiffre d'affaires et un cash-flow de 898 millions de florins (3 milliards de francs), le néerlandais Heineken a peu de trou dans son filet. Cependant sa volonté d'accroître la présence de ses produits est perma-

nière. Dans ce but, le groupe a décidé de centraliser la communication de deux marques considérées comme stratégiques : la Heineken et la Budweiser sans alcool. Désormais les publicités pour ces produits sont conçues et réalisées à Amsterdam pour le monde entier.

Les dix premiers mondiaux (en millions d'hectolitres)

Rang	Société	1987
1	Anheuser-Busch Inc (Etats-Unis)	90,1
2	Miller Brewing Co (Phillip Morris) (Etats-Unis)	47,2
3	Heineken (Pays-Bas)	43
4	Kirin Brewery (Japon)	30,4
5	Bond Corp. (Australie)	29,9
6	The Stroh Brewery Co (Etats-Unis)	25,8
7	Elders Brewing Group (Australie)	21
8	Groupe BSN (France)	19,8
9	Adolph Coors Co (Etats-Unis)	19,2
10	Companhia Carvejaría Brahma (Brésil)	18

Source : Impact Databank.

La France à la traîne

Alore qu'un Allemand ingurgite en moyenne 14,4 litres de bière par an, un Britannique 110 litres, un Danois 128 litres, que les Espagnols sont passés de 59 litres, en 1986, à 68,7 litres et les Portugais de 39,5 litres à 53,1 litres, les Français semblent être les seuls Européens à bouder cette boisson. De 1977 à 1988, la consommation est tombée en France de 46,2 litres à 39,2 litres.

Et si elle est légèrement remontée en 1989, c'est en grande partie dû à la chaleur de l'été, estiment les professionnels. D'ailleurs, les études de la Française de Brasserie montrent qu'un degré d'écart sur un mois d'hiver joue sur 1 % des ventes, et sur 5 % pour un mois d'été. Il semble que l'augmentation de la consommation provienne des bières sans alcool qui ont conquis 7 % du marché.

Circonstance aggravante : les Français aiment les bières étrangères. Avec une production de 21 millions d'hectolitres et un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, la France se retrouve au treizième rang des producteurs mondiaux et au quatrième en Europe. Mais elle importe 2,7 millions d'hectolitres alors qu'elle en exporte seulement 830 000. Des 3 000 brasseries qui existaient en 1900, il n'en reste que 28. Trois groupes, BSN, la Française de Brasserie, filiale de Heineken et Interbrew-France détiennent à eux trois 90 % du marché.

Rina Muller, retour aux sources

Rina Muller est probablement la seule femme au monde à diriger une brasserie qui est par ailleurs une des plus anciennes de France. Fondée en 1740, la brasserie Schutzenberger avait sous l'Ancien Régime le statut de brasserie royale, c'est-à-dire le monopole de la fourniture de la bière aux troupes du roi de France.

Durant deux siècles et demi, trois familles seulement se sont succédées à la tête de cette entreprise, qui est toujours restée indépendante des grands groupes. Rina Muller est une descendante de la famille Walter qui l'a reprise en 1970. Avec un chiffre d'affaires de 75 millions de francs et 110 personnes employées, la brasserie Schutzenberger occupe 3 hectares à Schiltgheim, tout près de Strasbourg, qu'elle a achetée en 1844.

Comme les autres petites brasseries, Rina Muller s'est installée sur le créneau des bières de spécialité à haute valeur ajoutée. « Notre gamme de produits est suffisamment large pour que nous soyons capables de fournir des bières différentes

tout au long de l'année », explique-t-elle. Pour ses deux cent cinquante ans, la brasserie Schutzenberger a créé la « cuivrée », fabriquée dans des cuves en cuivre qui possède encore la brasserie. Le passé l'aide aussi à asseoir son développement financier. Propriétaire d'un important patrimoine immobilier et de cafés qui distribuent ses produits depuis toujours, la brasserie Schutzenberger dispose ainsi d'arguments qui plaisent aux banquiers.

Directeur général depuis 1980, Rina Muller dirige l'entreprise aux côtés de son père, qui en est resté le président. Diplômée de droit et de lettres, elle reconnaît que ses interlocuteurs brasseurs et cafetiers, un milieu plutôt masculin, ont montré dans les premiers temps une phase d'observation. « Mais, de mon côté, je n'ai pas joué la faiblesse, ni les yeux largoueux », précise-t-elle. J'essaye de faire les choses de façon neutre. D'une certaine manière, elle a rendu aux femmes leur place dans le bière : en effet, dans l'Europe péloenne les femmes brassaient et les hommes buvaient !

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huitres et Gibiers en saison. Fois gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplôme Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 13, rue Frédéric-Sauton (Mab.-Mab.) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUCARAJ 14, rue Dauphine, 6°

43-26-44-91 F. lundi

SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millan (Gault-Millan).

AFFAIRES

La finance fait son entrée dans les agences photos

Les trois principales agences françaises – et mondiales – ont fait appel à des capitaux extérieurs. En toile de fond, des enjeux technologiques : la création de banques d'images et la transmission électronique des photos dans le monde entier

LES gardiens du temple sont toujours en place. Hubert Henrotte à Sygma, Jean Montoux à Gamma et Golsin Sipahioglu à Sipa dirigent toujours les trois plus importantes agences photos dans le monde. De la guerre de six jours à la guerre du Golfe, les signatures des « trois A » tracent depuis plus de vingt ans les pages des magazines. Entre ces patrons, on ne compte plus les troupes et les retouches. Entre les photographes, il est des zones restées étrangères, mais au moins, affirme un reporter de Gamma, ça se passe en famille.

Les gardiens tiennent-ils encore leur temple ? La famille de l'image s'interroge. Avec l'entrée en force de la haute finance dans le photojournalisme, nous sommes directement du dix-neuvième au vingt et unième siècle, affirme, perplexe, Alain Mingam, responsable de Sygma 2. La multiplication de petites agences spécialisées (dans le sport, le cinéma, l'économie, la télévision, etc.) et une stagnation du marché, aujourd'hui accentuée avec la guerre du Golfe, ont mis en difficulté les « trois grands », au moment où ils avaient justement besoin de gros moyens financiers pour investir dans les technologies de demain. D'où l'entrée de capitaux extérieurs dans une profession qui reste artisanale.

Cinquante couvertures en quinze jours

A Sygma, numéro un mondial (120 millions de francs de chiffre d'affaires prévu pour 1990), le personnel et les photographes ont découvert leur nouveau patron, Bruno Rohmer, qui, par le biais de son groupe Oris Communication, détient 60 % du capital de l'agence. La suite de deux augmentations de capital (20 millions et 15 millions de francs), « Rohmer nous a dit qu'il aimait bien la photo et qu'il en faisait même un peu », raconte un photographe, c'est le genre de réflexion de ceux qui n'y connaissent pas grand-chose.

Hubert Henrotte, lui, affirme avoir sauvé ses meubles. Après une expérience « décevante » avec Robert Maxwell (qui détient 30 % du capital), c'est en cherchant un partenaire pour sa filiale Télévision – 8 millions de francs de déficit fin 1989 alors que le secteur photo est équilibré – qu'il est entré en contact avec Bruno Rohmer : « J'ai fait un grand saut. Je ne dis pas que ça me fait plaisir de perdre le contrôle de l'agence que j'ai créée, mais la concurrence est dure. Le problème de la vente s'est posé vingt fois. Je n'ai pas pu faire autrement, ou alors on était enterré. Maintenant, je suis toujours en place. J'ai l'impression d'être encore chez moi et les gens de cette maison aussi. Mais c'est agréable de ne plus se sentir seul. Très agréable... »

Entre Hubert Henrotte et Bruno Rohmer, c'est la lune de miel : « Pour me présenter son agence, Hubert Henrotte a été sous mes yeux une cinquantaine de couvertures de magazines réalisées par Sygma en quinze jours. C'était impressionnant. Le patron de l'agence, ce n'est donc pas moi, c'est Henrotte. Un homme remarquable, le plus grand professionnel », affirme Bruno Rohmer. Mais il ajoute : « Si les choses ne se présentent pas comme nous le souhaitons, alors j'interviendrai... »

A la différence de ceux de Sygma, les actionnaires « historiques » de Gamma n'ont pas perdu le contrôle de l'agence (tout en négociant une belle augmentation de capital – de 1,44 million à 30 millions de francs). Mais ce contrôle est fragile puisque le fonds d'investissements Schroder Partenaires détient depuis novembre dernier 47 % et que 6,6 % des parts sont entre les mains de FICP, une banque « amie » de l'agence. « Garder notre indépendance était une condition sine qua non à cette augmentation de capital », affirme Jean Montoux, le président de Gamma, qui se

voit également propulsé à la tête de Gamma Finance, holding dont la création préfigure une volonté d'expansion.

L'ambition de Vincent Debré, un des quatre associés de Schroder, est limpide : « Réaliser une bonne plus-value dans les cinq à dix ans, voire introduire l'agence sur un marché financier. Nous ne voulons pas diriger mais investir dans un leader. Ce n'est pas une question de volume mais de rentabilité. Voilà pourquoi Gamma représente le bon choix. » Avant de se lancer dans l'aventure, Vincent Debré a fait éprouver les comptes de l'agence, pour laquelle il fixe l'objectif de « doubler son chiffre d'affaires dans les cinq ans à venir ». Gamma est en bonne santé, au point d'être la seule des trois grandes à dégager des bénéfices – 3,5 millions de francs en 1989 pour un chiffre d'affaires photo de 80 millions de francs – et à posséder une trésorerie solide.

Enfin il y a Sipa, que son propriétaire, Golsin Sipahioglu, un Turc de soixante-quatre ans, a voulu transformer en « première agence mondiale ». Mais n'a-t-il pas vu trop gros trop vite ? L'agence est en crise de croissance. Il y a d'abord eu les déboires financiers de son associé, le Turc Asil Nadir, patron du groupe britannique Polly Peck (12 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989 dans les secteurs de l'alimentation et de l'électronique) qui connaît de grosses difficultés et dont Golsin Sipahioglu a dû racheter les parts.

A cela, il faut ajouter un déficit chronique, un démantèlement mal maîtrisé, un laboratoire professionnel qui ne fonctionne pas à plein régime et l'embauche d'une centaine de personnes. Sipa est victime d'un trou financier de 30 millions de francs, ce qui est beaucoup pour une entreprise dont le chiffre d'affaires atteignait les 130 millions (75 pour le secteur presse et 55 pour le labo).

Les critiques font bondir Golsin Sipahioglu : « Ça fait vingt ans qu'on me dit que je vois trop gros ! On m'avait déjà traité de fou lorsque j'avais acheté 7 000 francs la première machine qui metait les diapositives sous cache. Alors... » Alors, « Golsin », comme tout le monde l'appelle, doit stopper l'hémorragie. Il compte beaucoup sur le laboratoire professionnel – notamment sur le marché des tirages géants (400 m² et plus), – a licencié trente-cinq personnes et, surtout, assure avoir trouvé des investisseurs turcs dont l'apport tourne autour de 50 millions de francs. « A terme, je suis prêt à abandonner la majorité des parts à condition de rester le patron de l'agence », assure-t-il. Et ne faire que du journalisme, la chose qui l'amuse le plus.

Des photographes inquiets

Alors que Sipa se refait une santé, Gamma et Sygma pensent à leur développement, notamment en rachetant des petites agences complémentaires. « Il va certainement y avoir une concentration du marché », estime Jean Montoux. Sygma a ouvert le bal en prenant le contrôle de Kipa, une agence spécialisée dans la photo de télévision.

Mais l'enjeu majeur des années 90, pour l'ensemble des agences françaises, tourne autour de la création d'une banque d'images qui permettrait aux journaux et magazines du monde entier de visualiser, sélectionner et utiliser des photos haute définition à partir d'un écran. Car le fonctionnement actuel, comme le dit Hubert Henrotte, « est aberrant. Aberrant d'envoyer six cents photos à un magazine qui n'en publiera qu'une. Surtout quand nous multiplions l'opération par trente-cinq pays... » En d'autres termes, explique Annette Veldman, la directrice de l'agence Kipa, « c'est le Moyen Âge ».

Les grands magazines internationaux approuvent, mais souhaitent d'abord qu'un procédé standard de visualisation et de transmission

d'images numériques se dessine. Sipa et Gamma ont opté pour des systèmes différents et toutes les agences attendent maintenant le choix de Sygma, cette dernière ayant décidé de remettre à plat son informatique. « Si Sygma marche avec Gamma, ce que je crois, nous devons tous nous aligner sur leur standard », affirme François Hébel, le directeur de Magnum. Ce serait une bonne chose : le pas décisif vers une banque mondiale d'images, genre Minitel, dans laquelle chaque agence posséderait son « serveur » et garderait donc son autonomie. A Sygma, on préfère prendre son temps. « Nous produisons six mille photos par jour. Il ne faut donc pas rater le moyen de les diffuser. A nous, d'ici deux ans, de jouer un rôle pour le mettre au point, car la rentabilité de Sygma sera au bout de cette révolution technologique », explique Bruno Rohmer.

Et les photographes ? Beaucoup, comme Richard Melloni (Sygma), pensent que rien ne change « tant que le photographe garde le pouvoir sur sa vie : la nature de son travail, le choix de ses sujets, la gestion de son temps ». D'autres s'inquiètent. Pour la première fois depuis la création de Gamma, en 1967, une évolution déterminante des agences se produit sans que les photographes soient consultés. « C'est en partie de leur



faute, répond Alain Mingam. Car ils n'ont jamais fait preuve de solidarité pour s'opposer au processus. Personne n'ose poser la vraie question : avec l'arrivée de capitaux extérieurs, ces agences vont-elles perdre leur raison d'être ? »

A Gamma justement – « l'agence où les photographes cultivent le plus leur dignité », selon la jolie expression d'Alain Mingam – les reporters sont d'abord inquiets pour leur protection sociale : « Notre statut,

comme celui de la plupart des agences, est en contradiction avec le code du travail. Si on ne veut pas nous écouter, nous pourrions aller en justice », affirme Francis Apesteguay, le délégué des photographes. Bruno Rohmer, lui, pense surtout que la raison d'être d'une agence est de « mettre le photographe dans les meilleures conditions pour qu'il fasse du bon travail et qu'il gagne bien sa vie. Le problème du pouvoir dans l'agence ne le concerne plus ».

MICHEL GUERRIN

Avec cette image de deuil prise en février 1990 au Kosovo (province autonome de la Yougoslavie), le photographe de l'agence Gamma Georges Médillon a reçu le prix « Photo de l'année » décerné par le jury international du World Press à Amsterdam.

World views are our business.

The Economist

Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : l'actualité mondiale, c'est notre affaire.

Deux Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

36-17

Tapez IMP41

مكتبة الدليل

MARCHÉS FINANCIERS

Tandis que la récession se confirme

La nouvelle baisse des taux d'intérêt pourrait annoncer des élections en Grande-Bretagne avant l'été

La Banque d'Angleterre a de nouveau abaissé d'un demi-point, mercredi 27 février, son taux d'intérêt principal qui passe de 13,5 % à 13 %. Elle avait procédé à une réduction identique le 13 février (le Monde du 28 février). Le gouvernement poursuit donc par petites étapes la réduction des taux.

La mise en garde de six économistes conservateurs, au premier rang desquels l'ancien conseiller économique de M^{rs} Thatcher, Sir Alan Walters, n'est pas étrangère à cette démarche. Ceux-ci avaient écrit il y a deux semaines au Times, affirmant que la récession actuelle risquait d'échapper à tout contrôle et d'être comparable à la grande dépression des années 30.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement estime qu'il peut relâcher la pression, après une longue période de taux très élevés, parce que l'inflation commence à ralentir. Elle est passée de 9,3 % en décembre à 9 % en janvier après avoir culminé à 10,9 % en octobre dernier. On estime au Trésor que le chiffre pour février pourrait être de 8,5 %. Le reflux a été particulièrement brutal pour certains produits de consommation tels que les vêtements et les chaussures dont les prix ont baissé de 3,7 % entre décembre et janvier, la plus forte chute mensuelle enregistrée depuis trente ans.

Le crédit immobilier va suivre

Les arrière-pensées politiques ne sont pas absentes non plus de la décision du gouvernement. Les taux d'intérêt sont éminemment politiques en Grande-Bretagne dans la mesure où ils entraînent une augmentation ou une diminution des traites que des millions de Britanniques ont à honorer chaque mois pour rembourser l'achat de leur maison. Les prêts hypothé-

caires sont en effet à taux variable au Royaume-Uni.

Les grandes sociétés de crédit immobilier, aussi puissantes que les banques, n'avaient pas répercuté la baisse d'un demi-point d'il y a deux semaines, estimant que l'occasion était bonne pour reconstruire leur marge, dans une période où les prix de l'immobilier ainsi que le nombre des transactions ont chuté. Elles ont annoncé cette fois-ci qu'elles allaient suivre le mouvement, même si ce n'est pas immédiatement, en procédant à une réduction de trois quarts de point. Pour un emprunt de 75 000 livres par exemple (746 000 francs environ), le remboursement mensuel va être réduit de 819 à 776 livres (de 8 150 à 7 720 francs).

Il s'agit donc d'un domaine extrêmement sensible et les baisses de taux d'intérêt sont inévitablement interprétées ici comme des mesures électorales. Le butoir n'est qu'en juin 1992, mais les mois de mai et juin prochain sont désormais présentés comme une période très favorable pour des élections anticipées. On se défend, dans l'entourage de M. John Major, de penser à cette échéance. « Le premier ministre est suffisamment occupé par les suites de la guerre du Golfe », explique-t-on. Mais l'hypothèse d'une « élection kiki », dans la foulée de la victoire militaire, gagne du terrain.

Il s'agit de profiter d'une « fenêtre » au milieu de la plus dure récession que la Grande-Bretagne ait connue depuis dix ans. Celle-ci est désormais officielle. Selon les statistiques publiées il y a quelques jours par le Bureau central des statistiques, le produit national brut a diminué pendant deux trimestres consécutifs, ce qui est la définition habituelle d'une récession. La baisse a été de 1,2 % au cours du troisième trimestre et de 0,9 % au cours du quatrième trimestre de l'an dernier.

L'issue heureuse de la guerre du Golfe et la baisse des taux d'intérêt sont peut-être pour les conservateurs des occasions à saisir.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le ministère des finances prépare une réforme des règles de gestion des sicav monétaires

Le ministère des finances prépare actuellement un décret réformant les sicav monétaires. La liquidité, la rémunération et la sécurité de ces produits financiers court terme ont attiré la trésorerie des entreprises et des particuliers à un niveau jugé déraisonnable, par le gouvernement pour la reconstitution d'une épargne à long terme en France.

Dans cette perspective, des discussions ont été engagées avec les grands établissements de crédit qui ont vu des flux financiers considérables disparaître de leur bilan en direction de sicav monétaires.

EN BREF

Les pharmaciens protestent contre les projets du gouvernement sur la parapharmacie. La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, qui regroupe 16 000 des 23 000 pharmaciens d'officine, proteste contre les projets du gouvernement d'exclure du monopole des pharmacies un certain nombre d'articles de parapharmacie (le Monde du 21 février). Au cours d'une conférence de presse, sa présidente, M^{me} Marie-José Augé-Casamon, a estimé que « le gouvernement sacrifie la protection de la santé des Français » et « cède à la logique du commerce », qui se traduit par « la croissance inéluctable des volumes » vendus.

Balance commerciale italienne : déficit record en janvier. — La balance commerciale italienne a enregistré un déficit de 5 000 milliards de francs (plus de 22,7 milliards de francs) en janvier 1991, selon les chiffres publiés, mercredi 27 février, par l'Istat, l'institut central de statistiques. Ce déficit, dépassant le record précédent de janvier 1989 (4 281 milliards de francs), marque une chute brutale par rapport à décembre 1990, où la balance commerciale italienne avait été excédentaire de 1 993 milliards de francs. Il provient pour 2 626 milliards de francs des produits énergétiques (+ 17,5 % sur janvier 1990) et pour 1 684

milliards d'autres produits. Les importations se sont élevées à 20 366 milliards de francs (+ 7,9 % sur janvier 1990) et les exportations à 15 371 milliards (+ 2,8 %).

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	27 fév.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New York	18,87	+ 0,5
Brent à Londres	18,20	+ 0,30

Les cours du pétrole ont pu varier dans la matinée du 28 février, les opérateurs estimant qu'on pourrait assister dans les jours prochains à une détente sur les prix, le marché apparaissant largement approvisionné. Les cours du gazoil se sont repliés, l'Arabie saoudite ayant cessé ses importations au lendemain de l'attaque terrestre des forces alliées.

NEW-YORK, 27 février ↑

Nette reprise

Après six séances consécutives de baisse, Wall Street qui avait déjà fermé ses portes quand le président Bush annonça la suspension des hostilités dans le Golfe, a regagné du terrain mercredi.

L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 2 889,11 en hausse de 24,81 points (0,85 %) dans un marché actif.

Quelques 211 millions d'ordres ont été échangés. Les prises de bénéfices ont temporairement freiné la progression de l'indice. En effet, les analystes craignent que la Réserve fédérale mette fin à sa politique de détente des taux d'intérêt en raison des signes de récession moins graves que prévu.

Après les chiffres sur les commandes de biens durables en janvier, la publication mercredi de l'indice de confiance des consommateurs, montrant une dégradation légère après cinq mois consécutifs de baisses, laisse penser que la récession sera de courte durée.

Sur le marché du crédit, le taux des bons du Trésor à trois ans a déboulé au fin d'après-midi à 9,14 % contre 9,19 % mardi soir. Il était tombé en dessous de la barre des 8 % deux semaines auparavant.

LONDRES, 27 février ↑

Reviement à la hausse

Clôture en nette hausse mercredi au Stock Exchange de Londres. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a apprécié de 25,8 points à 2 348, soit un gain de 1,1 %.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau d'hier. Les investisseurs ont été rassurés par la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'annoncé à 13 h. Mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant le fin de la chaîne des hostilités dans le Golfe, et surtout l'acceptation israélienne des résolutions des Nations unies.

FAITS ET RÉSULTATS

Novotel : 15,2 millions de bénéfices en Allemagne. — Novotel Allemagne a obtenu un bénéfice net de 15,2 millions de deutschemarks (près de 25 millions de francs) en 1990. Les ventes ont atteint 190 millions (environ 646 millions de francs) et prévu 205 millions pour celui de 1991. Installée depuis 1967 en Allemagne, la chaîne Novotel compte 29 hôtels (4 062 chambres) et voudrait atteindre le chiffre de 40 en 1995. Elle souhaite notamment s'implanter dans l'ex-RDA à Berlin, Leipzig, Dresde, Chemnitz et Magdebourg. De 1986 à 1990, Novotel a enregistré un triplement de ses recettes et une progression de son taux d'occupation jusqu'à 61 %, alors que la moyenne internationale de la chaîne est de 66 % ; pour y parvenir en 1991 (et atteindre un résultat net dépassant 25 millions de deutschemarks), Novotel a décidé de ne pas appliquer les majorations de tarifs prévues lors des foires et salons.

Abold envisage de racheter Tepe Markets. — La plus grosse chaîne néerlandaise de supermarchés Abold a signé une lettre d'intention en vue d'acquiescer la chaîne de supermarchés néerlandais Tepe Markets. Les deux sociétés ont annoncé le coup de commerce mercredi 27 février à son siège à Zaandam (près d'Amsterdam). Abold possède 648 magasins dans trois chaînes de supermarchés (342 magasins en tout) qui ont réalisé en 1990 un total de chiffre d'affaires de 4,4 milliards de florins (1,3 milliard de francs environ). Tepe Markets exploite 145 magasins, pour un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars (près de 6 milliards de francs), et un résultat de 36,1 millions de dollars. En 1990, le chiffre d'affaires d'Abold s'est élevé à 17,5 milliards de florins (près de 53 milliards de francs).

La West LB, première banque publique allemande, a souffert d'un « environnement difficile » en 1990. — La West LB (Westdeutsche Landesbank Girozentrale), la première banque publique allemande, a été affectée en 1990 par un environnement difficile. Elle s'est inclinée par une baisse de 10 % de son résultat d'exploitation consolidé, selon un communiqué publié mercredi 27 février. Celui-ci s'est établi à 850 millions de deutschemarks (2,8 milliards de francs) contre 1 milliard de deutschemarks un an plus tôt. La banque a, en revanche, enregistré une forte progression de ses activités. Son total de bilans a ainsi progressé de 12,4 % à 201,5 milliards de deutschemarks, contre 179,3 milliards de deutschemarks en 1989.

La Banque AIG débute ses activités à Paris. — American International Group Inc. a annoncé le début

PARIS, 28 février ↑

Poursuite de la hausse

La Bourse de Paris a salué, jeudi, par une hausse sensible le cessez-le-feu dans le Golfe. En progression de 1,19 % à l'ouverture, les valeurs françaises ont continué leur mouvement ascendant au fil des transactions. En fin de matinée, l'indice CAC 40 affichait une avance de 1,5 %. En début d'après-midi, cette avance était ramenée à 1,02 %. Plus tard dans la journée, peu avant que ne débute les échanges à Wall Street, l'indicateur de la place parisienne gagnait 1,2 %.

L'arrêt des hostilités dans le Golfe, même s'il était anticipé, a malgré tout, été salué d'une façon générale par toutes les places européennes, comme les places asiatiques. Les investisseurs ont vu dans le cessez-le-feu un signal de la fin de la phase de la guerre du Golfe. Cependant, les progressions de celles-ci n'étaient rien de comparable à celles observées au lendemain du déclenchement des hostilités. Ainsi, à la mi-journée, l'indice CAC 40 était en hausse de 1,2 %, mais les investisseurs ont vu dans le cessez-le-feu un signal de la fin de la phase de la guerre du Golfe. Cependant, les progressions de celles-ci n'étaient rien de comparable à celles observées au lendemain du déclenchement des hostilités. Ainsi, à la mi-journée, l'indice CAC 40 était en hausse de 1,2 %, mais les investisseurs ont vu dans le cessez-le-feu un signal de la fin de la phase de la guerre du Golfe.

TOKYO, 28 février ↑

Bien orientée

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi en hausse, mais en deçà de ses plus hauts niveaux atteints au cours de la journée. L'indice Nikkei a progressé de 314,87 points à 26 405,22, soit un gain de 1,21 %. Le volume des transactions a été de 1,2 milliard de titres.

Selon un opérateur, la hausse de Wall Street à l'ouverture et la baisse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne ont donné un bon départ au marché. Des prises de bénéfices ont été opérées en fin de séance, mais le sentiment des investisseurs, malgré tout, était positif. L'annonce de la suspension des hostilités dans le Golfe jeudi, les transactions et les prises de bénéfices ont donné un bon départ au marché.

VALEURS	Cours de 27 fév.	Cours de 28 fév.
Alcatel	478	484
AT&T	33 1/2	33 1/2
Banque Paribas	13 7/8	14 1/8
BNP	27 1/8	28 3/8
Crédit Lyonnais	44	45 1/4
Edf	33 3/4	35 7/8
Elf	29 3/8	30 1/2
Genl Electric	26 7/8	27 3/4
Imperial Chemical	20 1/4	20 3/4
Indesat	120 3/4	120 3/4
ITT	34 7/8	35 1/8
Matell	58 1/2	59 1/2
Renault	106 1/2	108 1/2
Schneider	81	84
Toshiba	116	117 1/2
Union Carbide	10	10 1/4
Union Pacific	18	18 3/4
Westinghouse	29 1/8	29 3/4
Xerox Corp.	55	56 3/4

CHANGES

Dollar : 5,1770 ↑

Le dollar a perdu 0,85 yen jeudi sur le marché des changes de Tokyo, clôturant à 131,95 yens contre 132,80 yens en clôture mercredi. A Paris, le billet vert cédait du terrain à 5,1770 francs, jeudi, contre 5,1710 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi. A Paris, le billet vert cédait du terrain à 5,1770 francs, jeudi, contre 5,1710 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi.

FRANCOFORT 27 février 28 février
Dollar (en DM) 1,523/35 1,5180/90
Tokyo 27 février 28 février
Dollar (en yen) 132,80 131,95

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (28 février) 9 1/16-9 3/16

New-York (27 février) 6 1/4 %

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3328	3380	Genl	102 1/2	104 1/2
Amstel Assurances	285	275 10	L.C.C.	240	245 80
Assurances	105	105	RIA	284 80	305
B.A.C.	173 80	173 80	Renov	131	129
Banque Paribas (ex BICM)	820	840	Immob. Habitat	710	720
Banque Lyonn.	380	391	LP&M	108 10	109 20
Banque de France (C.C.I.)	210	200	Lox Invest.	280	277
Calsonic	1000	981	Loxinvest	28 30	36
Calsonic	308	401	Meca Com.	148	149 80
Carif	550	534	Mol.	121	121
C.E.G.P.	180	180	Oléfin Logist.	580	588
CFPL	287	280	Prebours	77 70	80
C.N.I.M.	873	882	Publi-Presse	380	386
Comptoir	280	285	Rafal	837	837
Conforama	880	880	Rhone-Alp. Ets (S.)	280	280
Crédit	289	300	S.H. Matignon	170	174
Daphn	388 50	408	Select Invest (S.)	88	88
Départ.	788	817	Serbo	488 50	488
Départ. Worme Ca.	400	400	S.M.T. Group	184 80	192
Desquenes et Gir.	247	258 80	Signa	207 50	211
Dowling	1010	1018	Thomson H. (S.)	275	280
Durval	400	401	Unilog	175	178
Dollars	148 00	145	Val et Co	108	105
Edison Belford	248 80	245	V. St-Laurent Group	714	730
Europ. Propriété	373	380			
Financ	125	125			
Frankoph.	150	155			
GFF (Group. J.)	280	278			
Grand Livr.	388	371			
Group. J.	217	217			
Group. Orig.	580	582			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 février 1991

Nombre de contrats : 129 276

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	184,74	185,32	185,40
Précédent	184,68	185,26	185,46

Options sur notionnel	Options d'achat			Options de vente		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Prix d'exercice	105	0,09	1,49	0,03	0,85	0,85

CAC 40 A TERME (MATIF)			
Volume : 12 026	COURS	Février	Mars
Dernier	1 738	1 733 1/2	1 721
Précédent	1 745,5	1 725	1 762

CHANGES

Dollar : 5,1770 ↑

Le dollar a perdu 0,85 yen jeudi sur le marché des changes de Tokyo, clôturant à 131,95 yens contre 132,80 yens en clôture mercredi. A Paris, le billet vert cédait du terrain à 5,1770 francs, jeudi, contre 5,1710 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi. A Paris, le billet vert cédait du terrain à 5,1770 francs, jeudi, contre 5,1710 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi.

FRANCOFORT 27 février 28 février
Dollar (en DM) 1,523/35 1,5180/90
Tokyo 27 février 28 février
Dollar (en yen) 132,80 131,95

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (28 février) 9 1/16-9 3/16

New-York (27 février) 6 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

26 février 27 février
Valeurs françaises 114,20 114,50
Valeurs étrangères 106 106,48
Indice global CAC 40 146,50 146,50
(SSE, base 100 : 31-12-90)
Indice global CAC 40 146,50 146,50
(SSE, base 100 : 31-12-90)
Indice CAC 40 171,31 171,32

NEW-YORK (indice Dow Jones)

26 février 27 février
Indice industriel 2 864,68 2 880,11
Indice global CAC 40 146,50 146,50
LONDRES (indice Financial Times)

26 février 27 février

100 valeurs 3 322,20 3 340

30 valeurs 1 855,20 1 877,80

Aléas de 131,20 134,40

Fonds d'Etat 85,39

FRANCOFORT 27 février 28 février

Dollar 1,523/35 1,5180/90

Tokyo 27 février 28 février

Dollar (en yen) 132,80 131,95

Nikkei Dow Jones 26 405,22 26 405,22

Indice global 1 733,5 1 762,52

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
\$ E.-U.	5,1610	5,1630	+ 103	+ 113	+ 240	+ 240
5 can.	4,4800	4,4827	+ 27	+ 42	+ 675	+ 735
Yen (100)	1,3908	1,3913	+ 22	+ 44	+ 89	+ 95
DM	3,3987	3,4013	+ 2	+ 16	+ 8	+ 32
Flr	3,0155	3,0184	+ 1	+ 13	+ 9	+ 42
Flr (100)	16,5126	16,5295	+ 67	+ 71	+ 36	+ 57
FS	3,9322	3,9367	+ 25	+ 41	+ 60	+ 87
£ (1 000)	1,5201	1,5209	+ 137	+ 181	+ 255	+ 321
£ (1 000)	9,9220	9,9318	+ 319	+ 279	+ 619	+ 550

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 28 février

Hand Moulard

PDG de la Lyonnaise

de banque.

Le Monde du 1^{er} mars publie

dans ses pages « Affaires »

une enquête sur cette banque

Vendredi 1^{er} mars

Jean-Louis Julliard,

PDG de Vegetalia.

BOURSE DU 28

VALEURS

Cours

Variation

Cours

Variation

Cours

Variation

Cours

Variation

Cours

Variation

Cours

Variation

Cours

Variation

Cours

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 FEVRIER

Cours relevés à 14 h 26[illegible]**COMPTANT** (selection)[illegible]**SICAV** (selection)

27/2

VALEURS		Emission		Rachet		VALEURS		Emission		Rachet	
	Frais net		Frais net		Frais net		Frais net		Frais net		Frais net
A.A.A.	1070 09	385 95	Fixed-Amortiss.	31 78	31 78	Placement M.	18033 75	88036 34			
A.B.T.	238 22	72 52	Fixed-Ann.	37 28	37 28	P.A.B.	548 85	330 09			
Agroparc	745 80	711 88	Fixed Court.	126790 55	126790 55	P.A.C.	1037 76	1012 44			
Agripharm	7375 08	7375 09	Fixed Court.	234 30	230 84	Parle Centre	1237 74	120 43			
Agripharm	114 11	113 77	Fixed-Emploi	30 76	30 61	P.A.S.	24895 99	58816 39			
AGF Actions en CP	8053 22	1027 64	Fixed-Emploi	870 10	740 40	P.A.S. (D)	11221 36	11270 17			
AGF Actions en CP	592 24	592 24	Fixed-Emploi	26 38	26 38	P.A.S. (D)	153 80	110 19			
AGF ECU	1049 30	1029 80	Fixed-Emploi	11189 20	11004 14	P.A.S. (D)	26581 27	26581 27			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	109 51	105 34	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85			
AGF ECU	437 64	414 36	Fixed-Emploi	1320 64	13130 55	P.A.S. (D)	983 27	938 13			
AGF ECU	115 72	110 72	Fixed-Emploi	1284 63	1247 61	P.A.S. (D)	1050 87	1024 85		</	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82 poste 4220

Guerre du Golfe

Bien que satisfait, Israël s'inquiète de la présence de lanceurs de Scud en Irak

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« La mère de toutes les batailles » se termine plutôt bien pour Israël. A l'annonce de la suspension des combats dans le Golfe jeudi 28 février, les rares commentaires officiels que l'on pouvait entendre à Jérusalem faisaient état d'une incontestable satisfaction : l'appareil militaire de l'Etat hébreu est à peu près totalement démobilisé. « C'était un des objectifs prioritaires d'Israël », a expliqué à la radio M. Avi Pizzner, un des conseillers du premier ministre, M. Itzhak Shamir. « Israël est satisfait, à-t-il dit, parce que la guerre est terminée et parce qu'elle s'achève sur la destruction d'une grande partie de l'armée irakienne ».

L'autre objectif de l'Etat hébreu est de voir le président Saddam Hussein chassé du pouvoir. Les Israéliens sont convaincus que le dirigeant irakien représentera un danger pour la

région tant qu'il sera aux commandes – serait-ce d'un pays ravagé par la guerre et l'embargo économique. De ce point de vue, Israël espère que le président George Bush maintiendra la « ligne » avancée jusqu'à présent : pas de levée des sanctions économiques et financières contre l'Irak jusqu'à la chute du dictateur de Bagdad.

Dès mercredi soir le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, avait fait part de son soulagement devant les résultats de la campagne du Golfe. Intervenant à la télévision, il avait relevé que le danger militaire sur le front irakien était singulièrement atténué avec « le démantèlement de la très importante machine de guerre irakienne ». La menace sur ce front a été amputée d'une des composantes essentielles, et le général Shomron a estimé que la Syrie ne se risquerait pas seule dans une aventure militaire contre Israël.

Le chef de l'état-major n'en a pas moins mis en garde contre les dangers que représentait toujours l'arsenal des fusées irakiennes. Il y a encore des lanceurs dans l'ouest de l'Irak et les servants des batteries des missiles Scud sont toujours capables de communiquer avec Bagdad : dans l'attente d'un véritable cessez-le-feu les responsables israéliens restent prudents : l'état d'alerte de défense civile n'a pas été levé jeudi matin.

Les Israéliens doivent encore circuler avec leur masque à gaz et les domiciles conserver une chambre étanche. Mercredi soir, avant l'intervention du président Bush, le général Shomron avait averti : « Il est encore temps pour Israël d'aller frapper les sites de lancement des missiles irakiens ».

Autre commentaire malinal des derniers développements dans le conflit du Golfe, le vice-ministre des affaires étrangères M. Benyamini Netanyahu insistait sur une des priorités de l'après-guerre telle qu'elle la concevait à Jérusalem : « Il faut empêcher l'Irak de se réarmer », a-t-il dit. Il ne s'agit pas seulement de demander à l'Irak des garanties formelles sur l'arrêt des tirs de missiles Scud ; il s'agit de prévoir un véritable mécanisme de vérifications et de contrôles destiné à empêcher que l'Irak de Saddam Hussein soit à même de reconstruire son appareil militaire.

Première visite de M. James Baker

Les milieux officiels enregistrèrent enfin avec satisfaction l'annonce de la prochaine visite en Israël de M. James Baker. En principe le secrétaire d'Etat américain devrait entamer sa tournée au Proche-Orient par des entretiens à Jérusalem. Ce sera la première fois depuis son arrivée en fonction il y a deux ans que

M. Baker se rend en Israël. Le geste est d'importance. Les Israéliens se sont toujours sentis « boudés », sinon tenus à distance par ce Texan qui n'a jamais manifesté de sentiments particulièrement amicaux à l'égard de l'Etat hébreu. Entre les deux parties le contentieux est lourd, depuis que le département d'Etat a estimé que M. Shamir a rompu les efforts conduits l'an passé par M. Baker pour amorcer un dialogue israélo-palestinien. La politique de retenue manifestée par Israël durant la guerre du Golfe par souci de ménager la coalition de pays arabes réunis autour des Etats-Unis a mis un peu de baume dans les relations entre les deux pays. Mais celles-ci n'en restent pas moins caractérisées par un différend de fond sur la question des territoires occupés et leur statut à venir.

Si le couvre-feu était progressivement levé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, Jérusalem était en proie à un regain de tension : un étudiant israélien d'une des écoles religieuses de la vieille ville a été assassiné, en début de matinée jeudi, par un Palestinien. Comme si la réalité de ce conflit-là représentait ses droits, alors que les armes se taisaient dans le Golfe.

ALAIN FRACHON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Perspectives

CHAMPAGNE pour Trucmuche et Duchmole, gros, très gros marchands de canons et de béton. Finis, la guerre. Vive la paix ! Et vivement les affaires :

— A la nôtre, mon grand ! Dis donc, c'est pas tout ça, mais va falloir se magnifier le train, si on veut pas que les British et les Américains nous refassent le coup du Koweït et nous piquent 90 % des contrats avec l'Irak.

— Il y a pas le feu ! Tu sais bien que Bush est décidé à prolonger l'embargo tant qu'il restera au pouvoir, Saddam.

— Tu rigoles, ou quoi ? Les concurrents sont tous là, à fourbir leurs armes, on va quand même pas leur abandonner le terrain. Bon, alors toi, tu t'occupes de lui reconstruire ses bunkers, et moi...

— Les bunkers, c'est pas évident. Il risque de faire à nouveau appel aux Allemands.

— Enfin, voyons, ils sont nuls ! Des taupinières, leurs abris souterrains.

— Remarque, même s'ils me les piquent, il me reste les ponts, les...

— Et moi, les missiles. Les Sov sont dans les choux avec leurs Scud à la con. Je vais te leur en balancer des super-perfectionnés : longue portée, tir mieux ajusté et bonnes petites têtes chimiques bien pleines et bien faites. Quand je pense à tous les évènements de combat, les tanks, et les chars français qui sont déjà pointés, prêts à partir, direction Bagdad, ça me rend malade.

— T'es trop diversifié, aussi. Là, dans le conjoncture actuelle, l'édition, tout ça, c'est du papier cristal, du papier de soie, rien de plus fragile ! Tandis que moi, je vais me taper des kilomètres d'autoroutes, des aéroports, des gares, et alors, les casernes et les prisons, je te raconte pas ! Je suis sûr de la demande.

— Ou est-ce que tu dirais d'un petit marché ? Leur télé, tu me la remets sur pied et j'y installe mon présentateur vedette à la place de son homme-tronc, à Saddam. Pourquoi pas le tien ? Parce que pendant six mois on n'a vu que lui, là-bas. Et puis, bon, tu te rattraperas sur les usines bidon de lait pour bébé, OK ?

Grève surprise aux NMPP

La distribution de la presse perturbée

Des grèves surprises aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne ont entravé la distribution des quotidiens et des magazines dans la nuit du mercredi 27 février, et devaient se poursuivre dans la journée du 28 février.

La mise en place des quotidiens nationaux dans les kiosques était jeudi matin gravement perturbée en région parisienne, sur la côte méditerranéenne, en Rhône-Alpes, et même interrompue autour de Poitiers et Roubaix. Seules les régions de Nancy, Nantes et Toulouse ont pu assurer une distribu-

tion quasi normale. Les grévistes sont intervenus pour retarder la sortie aux heures habituelles des quotidiens dans plusieurs imprimeries à Saint-Ouen (*Liberation*, *l'Humanité*, *le Quotidien*) et à Roissy (*le Figaro*, *France-Soir*).

La direction des NMPP a mis en place des distributions de secours, pour les magazines notamment.

C'est une lettre envoyée mardi 26 février par la direction aux 4 300 salariés des NMPP qui a déclenché ce mouvement. Elle annonçait la transmission à la justice d'un dossier concernant les « très graves irrégularités » relevées dans la gestion d'un comité d'établissement et de ses filiales (centres de vacances, restaurant, hôtel). Subventionnés à hauteur de 21 millions de francs par an, ces organismes, gérés par les élus CGT des NMPP, sont en liquidation judiciaire depuis le 15 février pour un trou de 15 millions de francs.

La direction des NMPP estime que l'enquête de l'administrateur judiciaire a mis en lumière un certain nombre de malversations, allant de l'abus de biens sociaux au faux en écriture.

Le syndicat CGT des NMPP, qui rejette les accusations de la direction, a appelé à une grève de vingt-quatre heures, dont la poursuite éventuelle sera décidée par des assemblées générales jeudi 28 février après-midi.

9 et 10 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 à 19 heures
VENTE - ECHANGE
MINERAUX
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES
HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren, PARIS-16^e

ÉGLISE ET HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AFRIQUE

L'avenir des jeunes Eglises
294 F. 424 pages

BEAUCHEMIN
22, rue de Saint-Pétersbourg - 75002 PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

La guerre du Golfe... 2 à 10

Les élections au Bangladesh

Net avantage pour le parti de la bégum Zia... 10

La guérilla au Salvador

Les négociations dans l'impasse... 10

L'activité du gouvernement Rocard

Les ministres au travail malgré tout... 11

Après les émeutes de la Réunion

M. La Penne dénonce une « attaque préméditée »... 12

La protection des malades du sida

MM. Bérégovoy et Evry veulent limiter les tests de dépistage demandés par les compagnies d'assurances... 13

L'affaire de la « mémoire de l'eau »

Deux équipes de l'INSERM confirment les hypothèses de M. Jacques Benveniste... 14

« Havana », de Sydney Pollack

Un réalisateur vedette et deux stars s'entendent dans un piètre remake de Casablanca... 15

Les négociations salariales

Un climat d'incertitude... 19

La hausse des taux en Grande-Bretagne

Une mesure économique et politique... 28

LE MONDE AFFAIRES

● Les bresseurs se poussent du col ● La faux pas de Chevignon ● La finance fait son entrée dans les agences photos... 23 à 25

SECTION B

LIVRES • IDÉES

● Plaisirs de Chine ● Lacan, dira-t-on... ● Les femmes et l'Histoire face à face ● La position de Violette Leduc ● Le feuilleton de Michel Braudou ● D'autres mondes, par Nicole Zand... 28 à 36

Services

Abonnements... 17
Annonces classées... 22
Bulletin d'enseignement... 17
Cartes... 22
Folies et salons... 17
Loto... 17
Marchés financiers... 26
Météorologie... 18
Mots croisés... 17
Radio-Télévision... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 février 1991 a été tiré à 542 519 exemplaires.

Devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

M. Rocard exprime « sa grande satisfaction »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a été entendu, jeudi 28 février, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale présidée par M. Michel Vauzelle.

Cette réunion était ouverte à l'ensemble des députés. Une centaine de parlementaires s'étaient rassemblés, salle Colbert, pour entendre les commentaires de M. Rocard, quelques heures seulement après la suspension des hostilités dans le Golfe. Le premier ministre a exprimé sa « grande satisfaction » devant la tournure des événements. Il a estimé que l'avenir de Saddam Hussein était

dans les mains du peuple irakien lui-même.

M. Rocard a également fait part de son souci de voir dans l'avenir la logique commerciale ne pas s'imposer purement et simplement à un domaine aussi sensible que celui de la vente des armes.

Dans les couloirs, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, a tenu à rendre hommage à l'opposition : « Elle a eu une attitude très responsable et très loyale quant aux informations confidentielles qu'elle a eues. A un moment où l'ensemble de la classe politique était critiquée, je crois que nous avons tous contribué à redorer le blason de la politique. »

● M. Pierre Mauroy : « Le cessez-le-feu n'est pas la paix, mais les socialistes croient que le moment est favorable pour un règlement d'ensemble des problèmes de la région. » A propos de la question palestinienne, le premier secrétaire du Parti socialiste a estimé qu'il serait « injuste » que la communauté internationale en reste à l'application du principe deux poids, deux mesures « Israël doit comprendre que sa politique ne peut pas être celle de la porte close », a-t-il ajouté.

● M^{me} Gisèle Moreau (PCF) : « Nous accueillons la cessation des hostilités avec un grand soulagement, nous, qui depuis le début, sommes mobilisés contre cette guerre. Aujourd'hui, le problème posé est de faire droit aux légitimes exigences des peuples de la région. La France doit contribuer à un règlement global allant dans ce sens car la « paix américaine » ne résoudra rien. L'action des pacifistes doit donc se poursuivre. »

● M. Michel Charasse ex Arabie saoudite. M. Michel Charasse, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie chargé du budget, devrait se rendre, le 1^{er} mars, en Arabie saoudite pour rencontrer les autorités koweïtiennes. Il sera accompagné par M. Thierry de Lencq, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

Deux nouveaux recteurs à Lyon et Rouen

Le conseil des ministres du mercredi 27 février a procédé à la nomination de deux recteurs : M. Daniel Bancel remplace M. Maurice Niveau à Lyon, et M. Christian Gras est nommé recteur de l'académie de Rouen et remplace M. Gabriel Biondolo.

Né le 8 août 1941 à Chambéry (Savoie), M. Daniel Bancel est ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Agrégé de mathématiques (1964), il a enseigné au lycée Jean-Baptiste Say de Paris, avant d'être nommé assistant à la faculté des sciences de Nantes (1965-1968), puis maître-assistant à l'université Paris-VI (1969-1971). Docteur d'Etat en 1971, M. Bancel est nommé à l'université Paul Sabatier de Toulouse. Professeur en 1977, il est élu président de son université en 1982. Son mandat est interrompu en 1984, après sa nomination comme recteur

de l'académie de Rouen. Il quitte ce poste en 1988 pour entrer comme chargé de mission au cabinet de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

● M. Christian Gras à Rouen. Né le 2 avril 1935 à Ouz (Algérie), M. Christian Gras est agrégé d'histoire en 1959 et docteur d'Etat en 1970. Professeur à l'université de 1964, il est détaché au CNRS de 1964 à 1968, date à laquelle il devient assistant à la faculté des lettres de Strasbourg, où il sera successivement maître-assistant, maître de conférences (1972), puis professeur (1979). Après quelques semaines au cabinet de M. Mauroy, alors premier ministre, en mai-juin 1981, M. Gras est nommé recteur de l'académie d'Amiens en juillet 1981, puis vice-chancelier des universités de Paris en 1984. Il renoue avec l'enseignement en 1986, comme professeur à l'université Paris-III, puis à l'université Paris-I.

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricoit

COFORMA et les Éditions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 40-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

SCIENCE & VIE

GUERRE TERRESTRE : L'AFFRONTEMENT DE DEUX STRATÉGIES.

Les deux stratégies qui s'affrontent au Koweït ont été conçues dans les années 70 pour une guerre en Europe qui n'eût pas lieu.

L'« Air-Land-Battle » américaine contre l'« Opérativnyy Group » soviétique adoptée par l'Irak.

Deux dogmes militaires diamétralement opposés qui n'avaient jamais eu l'occasion de vérifier leur valeur respective sur le terrain. SCIENCE & VIE vous explique en détail ces deux conceptions de la guerre terrestre.

ET AUSSI :

● LES SECRETS DU PATRIOT

● CANCER DU SEIN : LE COUPABLE IDENTIFIÉ

● LA VIE APRÈS LA VIE

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

LE VOLEUR DE POÈMES
de Claude Roy
Flammarion, 400 p.

ENTRE SOURCE ET NUAGE
la poésie chinoise réinventée
de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

NUAGES ET PLUIE
AU PALAIS DES NANS
et BELLE DE CANDEUR
de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

DU ROUGE AU GYNÉCEL
de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

DE LA CHAIR À L'EXTASE
de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

de Fan Yu
Flammarion, 400 p.

LIVRES • IDEES

Plaisirs de Chine

La poésie comme la littérature érotique chinoises sont, avant tout, évidence

LE VOLEUR DE POÈMES
de Claude Roy.
Mercure de France, 448 p., 160 F.
ENTRE SOURCE ET NUAGE
la poésie chinoise réinventée
de François Cheng.
Albin Michel, 254 p., 95 F.
NUAGES ET PLUIE
AU PALAIS DES HAN
et BELLE DE CANDEUR
traduits du chinois
par Christine Knutler.
208 p., 85 F et 152 p., 80 F.
DU ROUGE AU GYNÉCÉE
traduit du chinois
par Martin Maurey.
144 p., 80 F.
DE LA CHAIR A L'EXTASE
de Li Yu.
Traduit du chinois
par Christine Cornil.
288 p., 100 F.
Ces quatre derniers ouvrages,
romans érotiques chinois,
sont publiés aux éditions
Philippe Picquier.



« La contemplation de tableaux érotiques à imiter... »

Si la Chine, aujourd'hui plus que jamais, dans l'hypocrisie générale, est enfermée dans un carcan policier, il nous revient de retrouver en nous, pour l'avenir, sa philosophie et sa littérature profondes, sans cesse méconnues, seulement écoutées par quelques isolés obstinés. On ne le dira jamais assez : la Chine est aussi une expérience intérieure, universelle, qui devrait être accessible à tous ; une recomposition de l'espace et du temps, de l'audition et du geste, de notre civilisation planétaire, monomaniacale, affariste, puritaine et morbide, ne peut que vouloir déformer et nier. Si nous souhaitons aider les Chinois dans leur dur combat pour la démocratie, commençons par être un peu plus chinois nous-mêmes : ouvrons les fenêtres, de l'air.

Cette poésie est une des plus merveilleuses de l'Histoire. Oserai-je dire la plus nette, la plus convaincante ? C'est mon sentiment depuis toujours. Elle frappe directement au cœur, comme si le corps tout entier, ici, à travers le poignet, le son et le souffle, trônait, de façon instantanée, à juste place oubliée. Il faudrait relire l'ensemble de la poésie mondiale depuis l'expérience chinoise (c'est, en somme, ce que propose Claude Roy dans son étonnant *Voleur de poèmes*). Comme le dit Han Yu (768-824) : « Les hommes cherchent ce qui les fera le mieux résister. Le langage est l'essence de la parole, la littérature est l'es-

sence du langage, et les plus experts à les utiliser sont choisis par l'humanité pour rendre le son qu'elle cherche à exprimer. »

Voyez ce poème de Tao Yuan-Ming (365-427) :

*Je lis la chronique des temps très anciens
Je regarde les images du vaste monde.
Je dis oui à l'univers. Si cela n'est pas
le bonheur, où donc est le bonheur ?*

Où encore, et je ne crois pas que le lecteur pourra me reprocher de citer ce poème fabuleux de Po Kiu-Yi (772-846) :

*On dirait une fleur. Ce n'est pas une fleur.
On dirait une brume. Ce n'est pas une brume.
Cela vient à minuit.
Cela part au matin.
Cela vient comme un rêve de printemps
qui s'efface au réveil.
Cela vient comme un nuage du matin.
Vous ne trouverez cela nulle part.*

Simplicité, concentration, méditation, aucun embarras psychique, détachement, pas d'effet inutile. La vibration chinoise s'écrit comme d'elle-même, elle laisse passer la pointe d'évidence de l'être-au-monde atteint par la « Triple Excellence » : poésie, calligraphie, peinture (on retrouve cette présence si étonnante de la main et des caractères dans le livre de François Cheng à qui nous devons le rappel de tant de trésors). Je vois en même temps que je trace, j'entends ce que je

vois, la respiration maintenant les intervalles et les fait vivre, je fais tourner et disparaître la composition dans le souffle qui vient du paysage et de moi. Le taoïsme, sur quoi tout cela repose en secret, n'est pas une « religion », mais, soudain, l'évidence. Quelle joie de dire qu'on a été la comme si la seule chose à faire était d'être là : *Au loin le monde entier se fait la guerre.*

Assis sur mon lit, j'écoute et réfléchis. (Tou Fou, 712-770.)

Huitième siècle en Chine ? Fin du vingtième siècle en Amérique ? Non : ici, tout de suite.

Le yin et le yang

De la mystique « qui n'a l'air de rien » au roman érotique, le passage, à travers une immense littérature technique analysée par Henri Maspero (1), est à la fois logique et, pour nous, Occidentaux, bizarre. On ne comprendra rien aux fictions classiques chinoises, comme le fameux *Jin Ping Mei* (2), si on n'a pas présentes à l'esprit, outre « la Voie » (Tao), la dialectique permanente des deux principes féminin et masculin, yin et yang. Ce qui nous déconcerte le plus, c'est la crudité des relations sexuelles toujours analysées comme rapports de pouvoir. Pen de littérature, d'ailleurs (sauf la française du dix-huitième siècle), où les femmes aient autant de place consciente et agissante. Les héroïnes jouent aux échecs, elles

savent chanter les poèmes, elles s'intéressent passionnément au « plaisir du vent et de la lune », aux « nuages et pluies », autrement dit à l'amour physique considéré comme un affrontement interne des éléments.

L'histoire, dans le roman, n'a pas grande importance (quel soulagement !), ce sont les scènes qui comptent, la gradation des exemples, leur capacité de surprise et d'échauffement, la découverte inlassable, par des corps toujours nouveaux, des effets du plaisir sur la prudence vaincue. L'imagination chinoise débordante et tissée un mouvement de métaphores toutes plus fantastiques et précises les unes que les autres. Comment se définit la séduction ? « voler le parfum et dérober le jade ». Le sexe féminin ? « la chambre fleurie » ou « le cœur de la fleur ». Le sexe masculin ? « la poignée de jade ». Le gland du pénis ? « la tête de tortue ». Le combat érotique ? « déployer les étendards et frapper du tambour ». Le coït anal ? « porter le feu de l'autre côté de la montagne ». La position de la femme sur l'homme pendant l'acte ? « le dragon noir qui pénètre puissamment dans la mer profonde » ? Les personnages n'apparaissent, en somme, que pour remplir ces fonctions mythiques strictes, ce qui est propre, reconnaissons-le, à dérouter ou à dégoûter profondé-

ment nos habitudes d'amour fusionnel idéalisé.

L'escroquerie sexuelle est, pour la Chine, une donnée de base réglée, il s'agit de la faire tourner en lucidité. Le plaisir est décrit dans ses variations mais aussi sa finalité qui, au-delà de la procréation ou des perversions, au-delà des intrigues sociales, consiste, pour chaque sexe, à se compléter grâce à l'autre (quitté, justement, à lui voler ce complément). La narration avance par des lectures communes, la contemplation de tableaux érotiques à imiter, l'absorption de pilules aphrodisiaques ; le résultat étant soit la ruine physiologique, soit, au contraire, une possibilité d'immortalité. Voyez « le lion qui fait rouler la balle brodée ». Il s'agit, nous dit-on, d'une « technique amoureuse où les mouvements de l'amant sont comparés à ceux d'un lion, symbole de puissance, jouant avec une balle brodée, symbole de l'univers et de la Terre ». Puissance ? Oui, mais retenue, distancée, en douceur.

Nous appartenons à une vieille histoire de péché qui nous pousse à considérer le sexe comme une affaire de mort. Ce délire récurrent, et d'ailleurs fondé, atteint probablement, de nos jours, un nouveau maximum. Les romans chinois nous montrent autre chose : oui, la mort habite le sexe, le désir de domination et de mesure font partie de lui. Mais la sexualité ouvre aussi, de façon dérobée, sur la vraie vie en actes. Un Occidental peut-il lire tranquillement cette règle énoncée par un traité taoïste : « Il faut changer de femme après chaque excitation ; c'est en changeant de femmes qu'on obtient la vie éternelle » ? Peut-il imaginer ce passage insensé à « les os deviennent d'or et la chair de jade » ? Que peut vouloir dire pour lui « faire revenir l'essence pour préparer le cerveau » ? Et voici que même la fidélité est prévue comme possibilité ultime : les amants deviennent alors des « canards mandarins », « unis comme glu et laque ». Révons sur tout cela, d'innocence sur le non étranger du saint taoïste en chinois : « Homme véritable selon son bon plaisir. »

Philippe Sollers

(1) Henri Maspero, *Le Taoïsme et les Religions chinoises* (Gallimard, 1971). Voir aussi Van Gulik, *La Vie sexuelle dans la Chine ancienne* (Gallimard, 1971), et, bien entendu, Marcel Granet, *La Pensée chinoise* (Albin Michel, 1968).
(2) *Jin Ping Mei*, *Fleur en robe d'or*, traduction d'André Lévy, « Pléiade », Gallimard, 1985.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le don d'insularité

« Chaque Sicilien est, en fait, un modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil et de lumière. » Ainsi parle Gesualdo Bufalino, natif de Comiso, province de Raguse. Ce modeste, « exquise disciple d'Horace, la plus vertigineuse des hommes », selon Pietro Citati, a attendu la soixantaine pour écrire son premier roman. Mal connu en France, il est pourtant – après Pirandello, Sciascia ou Lampedusa, autres Siciliens – un auteur de premier ordre en Italie. L'insularité favoriserait-elle les vocations d'écrivain ?

Page 30

SCIENCES HUMAINES

Lacan, dira-t-on

Il y a dix ans mourait le psychanalyste Jacques Lacan. Au-delà de la polémique sur les conditions dans lesquelles il est aujourd'hui édité, la parution, ces jours-ci, de deux nouveaux livres de son Séminaire le confirme : le texte et le contexte de l'œuvre lacanienne éclairent toute l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Page 31

SOCIÉTÉ

Les femmes et l'histoire

Cinq volumes, dont trois sont encore à paraître, regroupant soixante-douze collaborations : l'Histoire des femmes est une grande entreprise. Et un grand défi : prouver qu'il n'est plus possible d'écrire ni de penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Pages 32 et 33

Excessives comme des images

Madones ou démons : s'il faut en croire les gravures de la Renaissance, les femmes n'avaient alors pas d'autre choix

ANGE OU DIABLESSE
La représentation de la femme au XVI^e siècle

de Sara F. Matthews Grieco
Flammarion, 496 p., 170 F.

Les images parlent ; elles tiennent un discours qui est aussi riche, aussi cohérent, aussi autonome que l'écriture. Elles sont une source de renseignements d'autant plus captivante que leur exploitation systématique est encore une aventure nouvelle. Personne, depuis Francis Bacon, depuis Gombrich, Barthes ou Eco, ne s'aventurerait à nier que les images sont à la fois des miroirs dans lesquels une société se regarde et l'un des moyens par lesquels cette société diffuse ses valeurs et ses principes.

Ce consensus établi, les difficultés commencent : ce discours que tiennent les images, comment l'analyser ? Comment en établir les

codes qui, comme tous les objets culturels, varient avec le temps ? Comment en saisir les articulations ? Comment en mesurer l'influence ? Dans ce domaine, il convient d'avancer avec plus de prudence encore que dans la jungle de l'écriture, toute interprétation naïve, tout emportement théorique risquant de vous entraîner loin, très loin de la réalité.

Sommes-nous donc irrémédiablement condamnés à d'arides et savantes études réservées à une poignée de spécialistes ? Le livre de Sara Matthews Grieco sur la représentation de la femme au XVI^e siècle démontre que l'on peut échapper à cette fatalité et concilier la rigueur scientifique avec l'attrait de la lecture. Encore faut-il pour cela construire un objet historique qui permette cette alliance et venue entre la lecture précise et analytique des images et les vastes synthèses sur l'évolution du rôle de la femme au cours de la Renaissance française.

L'étude de Sara Matthews Grieco s'appuie sur deux séries d'images complémentaires : les livres d'heures, dont la vogue au XVI^e siècle est immense, et les estampes sur feuilles, qui ont circulé par millions sur tout le territoire français et qui, des plus savantes, des plus nobles, des plus riches – gravées sur cuivre – par des artistes célèbres – aux plus frustes taillées dans le bois, ont pénétré les châteaux, les maisons bourgeoises, mais aussi les tavernes, les boutiques et les campagnes les plus reculées.

Des « dictionnaires iconologiques »

Grâce aux livres d'heures, pas de discussion possible sur l'interprétation des images, pas de risque d'anachronisme. Ces ouvrages se présentent, en effet, comme de véritables « dictionnaires iconologiques », offrant à côté de chaque image un court texte qui en livre le

code. Des symboles graphiques qui pourraient aujourd'hui nous sembler obscurs ou hermétiques sont ainsi livrés dans la traduction qui était immédiatement comprise par les femmes et les hommes du XVI^e siècle. A partir de cette grille, il est ensuite possible à l'auteur de lire le vaste corpus – six mille estampes environ – constitué par les gravures à la feuille qui ont subsisté jusqu'à nos jours. Ces milliers de gravures, conservées pour l'essentiel à la Bibliothèque nationale, ne représentent qu'une infime partie de la production de l'époque. L'image, affichée, clouée, exposée dans les lieux publics, n'était pas considérée comme un objet de valeur. Largement consommée, introduite dans le décor du quotidien, elle a connu la destruction des choses usuelles. Sa disparition atteste de sa présence.

Pierre Lepape
Lire la suite page 32

ANNIE KRIEGEL

Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié : une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

Un monument de mémoire et d'histoire.

MORIS CROUZÉ / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel : notre passé retrouve une âme.

Georges Salthert / LE FIGARO

Collection "Notre époque"

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIES

JEAN GARRIGUES : le Général Boulanger. Derrière les nombreuses caricatures et images d'Épinal dont il fut l'objet ou la victime, derrière la belle prestance du militaire, il y avait un politicien ambitieux et un homme plus complexe qu'il pouvait sembler. « Qui était donc le général Boulanger ? Pourquoi ce personnage parfois médiocre, voire risible, a-t-il provoqué pareil engouement ? » C'est à ces questions que tente de répondre l'ouvrage de Jean Garrigues. (Olivier Orban, 370 p., 145 F.)

GEORGES LACOUR-GAYET : Talleyrand. Voici réédité le monumental portrait de Talleyrand publié entre 1928 et 1931. Portrait en pied, dans la manière biographique de l'époque : il ne manque pas une once de poudre sur la perruque de cet aristocrate que son opportunisme militant plaça aux premières loges de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration. La préface de François Furet est inédite. (Payot, rééd., 1 454 p., 390 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

ISMAIL KADARÉ : Entretiens avec Eric Faye, et ERIC FAYE : Ismail Kadaré. Prométhée porte-feu. Une série d'entrevues, entre avril 90 à Tirana et décembre, après l'exil en France de l'auteur albanais, qui abordent le champ de la littérature, l'histoire, le totalitarisme et le destin du peuple albanais, ainsi qu'un essai sur un univers littéraire fondé sur les légendes et les mythes des Balkans et de la Grèce ancienne. (José Corti, coll. « En lisant et en écrivant », 112 p., 75 F et 176 p., 130 F.)

ISMAIL KADARÉ : Primitifs albanais. Chronique, lettres, réflexions. L'écrivain s'explique sur sa décision de demander l'asile politique à la France le 25 octobre dernier dans un livre qui paraît simultanément en français et en albanais. Traduit de l'albanais par Michel Hélias (Fayard, 320 p., 98 F. Voir la critique dans le Monde du 23 février.)

PATRICIE REPUSSEAU (sous la direction de) : William Goyen. Premier cahier d'une revue, *Littératures*, publiée fort soigneusement par le Castor Astral et premier ouvrage d'ensemble (normis un numéro de la revue de Montpellier Delta, en 1979) paru en France sur l'écrivain américain, mort en 1983 et dont le roman *Le Grand Réparateur* a été traduit l'an dernier (Rivages) par le coordonnateur du présent cahier. Plusieurs textes inédits de Goyen complètent une étude sur la « préhistoire de son œuvre » et des « repères bio-bibliographiques ». Plusieurs photographies. Préface de Claude Mettra (le Castor Astral, 206 p., 150 F.)

DÉTOURS D'ÉCRITURE : Octavio Paz. Entretiens. Un cahier spécial de cette revue — qui avait déjà consacré un numéro (13/14, 1989) au poète mexicain — reprend l'essentiel des entretiens qui s'étaient tenus à Aix-en-Provence autour de l'œuvre et avec Octavio Paz. Claude Esteban, Hector Bianciotti, Florence Delay, Savaro Serdary, Cornelius Castoriadis, notamment, ont participé à ces « rencontres croisées » (Ed. Noël Blandin, 11, rue Germain-Pilon, 75018 Paris, 100 p., 100 F.)

LITTÉRATURE

JEAN-PIERRE GIRAUDOUX : Angeline disparue. Réédition d'un roman paru en 1955 sous le titre *Ce n'est pas Angeline*. « Angeline l'indigne dans une femme avait des idées, dans des idées mes rêves... » (Gallimard, 206 p., 90 F.) Du même auteur, toujours chez Gallimard, dans la collection « La Manteau d'Arlequin », paraît une « fantaisie dramatique », *la Veuve enchantée* (142 p., 75 F.). Enfin, le Livre de poche reprend la biographie du fils de Jean Racine que Jean-Pierre Giraudoux avait publié en 1982 : *Jean-Baptiste Racine. Une vie comédienne* (N° 6923).

CORRESPONDANCE

A propos de l'œuvre d'Antonin Artaud

A la suite de l'information consacrée par Nicola Zand aux procès qui opposent les éditions Gallimard et les ayants droit d'Antonin Artaud, G. et S. Malaussena (le Monde du 8 février), nous avons reçu de ces derniers la lettre suivante que nous publions en vertu du droit de réponse :

Dans chaque droit de réponse, nous dirons sans cesse : nous ne censurons pas, nous n'avons jamais censuré et nous ne censurons jamais le moindre mot écrit par Antonin Artaud. La censure n'est pas de notre bord.

Nous ne sommes plus en 1948, où l'on n'oblige une famille à faire procès sur procès pour laver son honneur ; procès qui ont toujours été gagnés.

Afin de rassurer tout de suite les lecteurs spécialisés et assidus d'Artaud, nous sommes nés à la fois le renseignement au sujet des affirmations mentionnées dans un article de ce même journal du 8 février 1991.

Une de ces affirmations, que nous n'osons juger volontaire, bien que répétée deux fois, tente de faire croire que le premier tome des Œuvres complètes est sorti en 1976. C'est faux.

Aussi pour ne pas laisser ces mêmes lecteurs dans l'expectative, nous tenons à redresser cette méprise : le premier tome des Œuvres complètes d'Antonin Artaud chez Gallimard a bien été publié en 1956.

C'est en 1976 que ce premier tome a été réédité. Enorme nuance !

L'autre affirmation nous donne également la possibilité d'expliquer : Antonin Artaud en 1946, à la signature du contrat avec Gallimard, n'a chargé personne pour collationner, déchiffrer, classer, annoter ses manuscrits.

Depuis sa mort, le 4 mars 1948, aucune personne n'a été mandatée par les ayants droit pour faire ce travail. La liberté que quelqu'un s'accorde en travaillant dans un certain anonymat ne doit certaine-

ment pas être prise aux dépens d'une œuvre aussi gigantesque.

Artaud apparaît-il en rêve afin de raturer, corriger, modifier ses textes posthumes ?

Cela rectifié, nous pensons qu'il est plus important de s'attacher à l'œuvre tout entière d'Artaud. Puisque l'on nous empêche actuellement d'exercer normalement les droits qui nous sont dévolus, et parce que ces mêmes personnes veulent faire censure à ces droits, nous sommes obligés de faire appel à la justice afin que l'œuvre d'Antonin Artaud soit respectée et diffusée comme elle le mérite.

Il serait présomptueux de faire croire que nous sommes les meilleurs batteurs pour que la transcription de ses écrits ne soit pas laissée aux mains d'une seule personne, mais confiée à un collectif afin, sans aucune polémique, de diffuser un Artaud pur, intégral et authentique.

Nous apprenons qu'Artaud a failli ne pas exister.

Heureusement il y eut : « celle sans qui Artaud ne serait simplement pas ce qu'il est ».

Méditons.

De qui se souviendra-t-on dans le futur : d'Artaud ou de son interprète ?

Pour sauvegarder ce nom, nous nous battons pour que la transcription de ses écrits ne soit pas laissée aux mains d'une seule personne, mais confiée à un collectif afin, sans aucune polémique, de diffuser un Artaud pur, intégral et authentique.

[On peut se demander s'il n'est pas excessif de « faire appel à la justice afin que l'œuvre d'Antonin Artaud soit respectée et diffusée, comme elle le mérite », alors que vingt-huit tomes ont déjà été publiés par Pauline Thérèse, l'unique maître d'œuvre des œuvres complètes. C'est cette « personne » qui a consacré plus de quarante ans aux écrits de leur oncle que réécrit maintenant les œuvres d'Artaud.]

Une assignation à comparaître le 17 avril vient d'être, par ailleurs, signifiée par les ayants droit aux éditions Gallimard et à Pauline Thérèse afin de consulter les manuscrits. N.Z.]

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Gesualdo Bufalino : comme un rôdeur.

Le don d'insularité

d'Horace, le plus vertigineux des hommes », retiré dans son château de papier, cet ermite ennemi du voyage et du bruit, lisant éperdument derrière ses volets clos. Comme le prince Tomasi di Lampedusa écrivait le *Guépard* à cinquante-neuf ans, Bufalino attendit la soixantaine pour publier son premier roman. Peu de modesties parmi les mieux endurcies souffrent une aussi longue patience. Il fallut toute la clairvoyance et la générosité de son ami Leonardo Sciascia pour l'amener à se faire connaître un peu plus loin que Comiso.

On eut très vite d'autres témoignages imprimés de son talent divers et prolifique, outre les romans, des poésies, des recueils d'apophoresmes, un dictionnaire des personnages de roman, et de nombreux essais consacrés tantôt à la littérature, ses « *elzévir* », tantôt à la Sicile, ses « *scillaneries* », encore que la frontière ne soit pas forcément étanche entre les deux registres, les deux ciels de sa réflexion et de sa rêverie. Précisons qu'en plus de tout cela, Bufalino est un connaisseur de la littérature française tout à fait exceptionnel et un traducteur de Baudelaire, Giraudoux, Toulet, entre autres.

DANS la Lumière et le Deuil (une « *scillanerie* »), Bufalino explique superbement que pour un Sicilien, comprendre la Sicile signifie se comprendre soi-même, s'absoudre ou se condamner, définir « la dimension fondamentale qui nous travaille », entre la claustrophobie et la claustrophilie, la haine et l'amour de l'isolement, l'envie de « vivre sa vie comme un vice solitaire » et la tentation de l'expatriation. « Je veux dire par là que l'insularité n'est pas une ségrégation uniquement géographique, elle entraîne d'autres qui ont pour nom la province, la famille, la chambre, le cœur de chacun. Ce qui explique notre orgueil, notre méfiance, notre pudeur : le sentiment que nous avons d'être différents. [...] Chaque Sicilien est, en fait, un

modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil et de lumière. Là où le deuil est plus noir, la lumière est plus éclatante, et fait paraître la mort inacceptable. Autrement, la mort peut éventuellement se justifier comme l'issue naturelle de tout processus biologique ; ici, elle fait figure de scandale, elle est une envie des dieux. »

Il rend hommage aux voyageurs étrangers qui ont visité son île et l'ont aimée, de Dumas père à Paul de Musset, de Maupassant à Anatole France, de Valéry Larbaud à Paul Morand, sans oublier Goethe, bien sûr. Il apprécie notamment l'ouvrage de Roger Peyrefitte, *Du Vésuve à l'Etna*, qui sait prendre son temps, dont la curiosité et l'aisance cordiale rappellent le beau tourisme du temps jadis, le vêtement du gentilhomme des Lumières en déplacement.

Il propose aussi son propre parcours de vagabond amoureux, nous guide à travers Ibla, Messina, Linguaglossa, Herakleia, Minoa, Racalmuto (le bastion natal de Sciascia), Cima, Val-d'Ispica, Noto, Gela, Syracuse, Ciane... S'interroge, comme tant de visiteurs avant lui, Goethe en particulier, sur l'origine de la folie de Ferdinand-François Cravina II, prince de Palagonia, qui peupla sa villa de plusieurs centaines de monstres sculptés dans du tuf. Relève un peu partout les noms du diable. Exhume des trésors touchants, comme ces photographies prises pendant quinze ans, à partir de 1896, par un certain Caruso de tous ceux qui vivaient sur son domaine, on la correspondance échangée entre deux époux illettrés, le mari travaillant en Allemagne, la femme restée au pays avec les enfants, curieux pictogrammes, entre rébus et bandes dessinées.

« On dit de la cire qu'elle est « perdue » lorsque, exposée au feu, une fois modelée par le sculpteur entre deux blocs de terre réfractaire, elle fond, ne laissant d'elle qu'une empreinte vide », indique

Bufalino en tête de ses essais littéraires, veillant précisément à ce qu'aucune de ses empreintes ne soit perdue. Il n'aime pas l'idée de voir disparaître ses articles de journaux : « Bons pour le pilon, alors ? Ne servant à rien d'autre qu'à protéger le thorax d'un cycliste pris de froid ou à envelopper mollement le gilet d'un écolier ? Ce n'est pas dit, s'il est vrai qu'un auteur confie bien souvent au secret de feuilles occasionnelles son portrait le plus crédible ; et que derrière les bribes de ses pensées et de ses humeurs peut finalement apparaître un paysage moral et sentimental cohérent... » Sans doute, ce ne sont pas toujours les meilleurs journaux qui complètent et publient leurs ébrouques ; dans le cas de Bufalino, il aurait été vraiment dommage de se priver d'une aussi belle intelligence, d'une culture aussi éclectique et baroque.

Il reconnaît volontiers sa passion pour Baudelaire, qu'il place au sommet de son panthéon personnel, à la hauteur de Pouchkine et de Leopardi, « un auteur héroïquement exhaustif, dépositaire de la quintessence morale, idéale et sentimentale de son époque », et comme lui un voyageur en chambre, que les cartes émervillent et qui déteste le déplacement, un rôdeur. « Un Ulysse réticent choisissant pour ses cabotages de préférence à la pleine mer la piscine fuligineuse des banlieues. » Il étudie avec tendresse les premiers écrits du jeune Flaubert, les *Mémoires* d'un fou, notamment, où il déchiffre les causes des vertiges et des éblouissements dont cet autre ermite allait souffrir très tôt. Et la passion de Gide pour Dostoïevski ; le bon usage des infirmités d'écrivains, le délirium de Poe, la cécité de Borges ; le plaisir des romans policiers ; les bénéfices de l'insomnie...

POURQUOI écrit-on, demande Bufalino à plusieurs reprises en proposant plusieurs réponses, alors que la vie est là, dorée, disponible, immédiate ? Pourquoi se mettre en avant alors qu'un pourrait jouir de l'impunité du silence ? « Pouvoir assister à la vie plutôt que la jouer sur scène : parmi tant et tant d'hommes qui brûlent d'arriver, choisir de ne pas partir ! » On écrit pour peupler le désert, pour se souvenir, parfois pour être heureux, pour laisser un testament, pour jouer, conjurer, évoquer, baptiser. On écrit pour remplacer la vie, pour séduire, prophétiser, rendre la réalité vraisemblable. On écrit surtout pour ne pas mourir. « Dans cette vie-ci s'entend », parce que la postérité est un lenre de plus en plus infréquentable. Bufalino envisage les temps à venir sombrement, nous retournons à une civilisation purement orale et dans dix mille ans la bibliothèque d'Alexandrie aura brûlé d'innombrables fois, avec tous les lecteurs dans son genre. N'importe, écrire est une fuite en prison, une victoire perdue, mais c'est « l'unique route qui nous protège un instant de la malédiction d'Héraclite ».

SCIENCES HUMAINES

Lacan, dira-t-on...

Dix ans après la mort du psychanalyste, son œuvre reste d'une étrange actualité. Qui en détient vraiment les clés ?

LE TRANSFERT
Séminaire 1960-1961
de Jacques Lacan.
462 p., 190 F.

L'ENVERS DE LA PSYCHANALYSE
Séminaire 1969-1970
de Jacques Lacan.
246 p., 140 F.

Les textes de ces deux volumes ont été établis par Jacques-Alain Miller et sont à paraître au Seuil, le 6 mars.

Jacques Lacan : 1901-1981. Jacques Lacan pas mort, dix ans après sa radiation des listes de l'état civil. Tandis qu'une large fraction du mouvement psychanalytique français n'en finit pas de panser des plaies presque aussi vieilles que l'invention de Freud, mais copieusement ravivées par l'auteur des *Écrits*, ses adversaires, ses épigones, ses héritiers... l'œuvre théorique — controversée, comme le personnage — fait son chemin.

Lentement. Et la complexité des textes lacaniens, souvent redoublée par un baroque d'expression ici où là exacerbé jusqu'à l'amphigouri, n'en est pas la seule cause. Car le plus difficile, du moins pour le plus grand nombre, est de prendre une mesure d'ensemble — une perspective et poids relatif de chaque élément — de l'œuvre de Jacques Lacan.

La raison principale en est simple : le Séminaire, dispensé par ce dernier pendant près de trente ans (à partir de 1951 et, publiquement, de 1953), n'est édité, au sens classique du terme, et donc accessible, que dans la proportion d'un petit tiers, en incluant la parution, ces jours-ci, de deux *Livres du Séminaire* : le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970).

Étrange actualité du Séminaire ! Au moment même où est annoncée cette double publication, des psychanalystes (plus de six cents à ce jour) rendent public une pétition (1) qui en appelle au ministre de la culture « pour préserver l'œuvre de Jacques Lacan ». Mus par des intentions variées, les signataires estiment que, « au rythme actuel, il faudrait cent cinquante ans pour assurer la publication des dix-huit Séminaires inédits ». Et de réclamer la mise en lieu sûr (la Bibliothèque nationale) de toutes les versions existantes du Séminaire et d'une copie de l'ensemble des papiers de travail de Lacan.

Ressentiment et nostalgie

Si le souci de ce plaider offensif est, avant tout, de lire et faire lire Lacan, tant Lacan, la principale cible en est cependant Jacques-Alain Miller : gendre de Jacques Lacan ; détenteur du droit moral sur son œuvre ; transcripteur autorisé (depuis

1973, année de parution du premier *Livre* publié) du Séminaire ; gestionnaire, avec son épouse Judith Miller, de l'héritage intellectuel de Lacan et d'un ensemble complexe d'activités, associant la transmission technique, l'enseignement et l'expansion géographique de ce qui serait une « psychanalyse lacanienne », l'enseignement et l'expansion géographique de ce qui serait une « psychanalyse lacanienne », l'enseignement et l'expansion géographique de ce qui serait une « psychanalyse lacanienne » (pourrait difficile à définir, si elle existe). Jacques-Alain Miller s'est, en dépit ou à cause de cette position, fait progressivement beaucoup d'ennemis dans le milieu psychanalytique. Cet univers labyrinthique, atomisé au fil des décennies par une série de scissions, de brouilles, de luttes d'influence féroces... et de phénomènes de transferts mal résolus, retrouve à grand-peine, ces temps-ci, quelques repères. Mais l'ombre portée du « père » (Lacan) trouble encore plus d'un esprit : ressentiment ou nostalgie ; quelquefois les deux mêlés.

S'il n'était présent que comme un label ou sous les espèces alternées d'hostie perpétuelle ou de cigne prolongée pour analystes en mal d'un ne sait qui, d'on ne sait quoi, l'intérêt de l'œuvre de Lacan serait assez limité. Il n'en est rien, heureusement. D'une part, l'évaluation et l'exploitation théorique de ce travail singulier, étalé sur près d'un demi-siècle, n'en est au fond qu'à ses débuts.

Mais de plus, toute plongée, même « profane », dans le texte et le contexte d'un, et, mieux encore, puisque l'occasion rare en est aujourd'hui offerte, de deux Séminaires, éclaire à plus d'un titre l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Une décennie capitale

Plus précisément, le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970) brouillent une décennie capitale pour la perception de Lacan et de son œuvre, pour l'évolution de la psychanalyse en France. En septembre 1960, deux mois avant le début du séminaire consacré au transfert, à ce lieu, à Bonneval, via colloque sur l'inconscient dont Jacques Lacan a été le centre et sa pensée, le principal sujet. « C'est le moment, dit le psychanalyste Serge Leclair, où a lieu la première reconnaissance de fait du travail de Lacan dans l'ensemble du mouvement analytique. Quelque chose d'un interdit implicite s'est levé au cours de cette réunion. »

Le médecin-psychanalyste snob et brillant qui agace et fascine à déjà une réputation, encore cantonnée à des cercles restreints, médicaux, littéraires ou intellectuels. Une réputation et une œuvre menées de pair avec l'exercice de la psychanalyse.

Pourquoi aller écouter Lacan ? Pourquoi chercher à être de ces quatre-vingts à cent personnes que, chaque mercredi, dans un petit amphithéâtre de l'hôpital

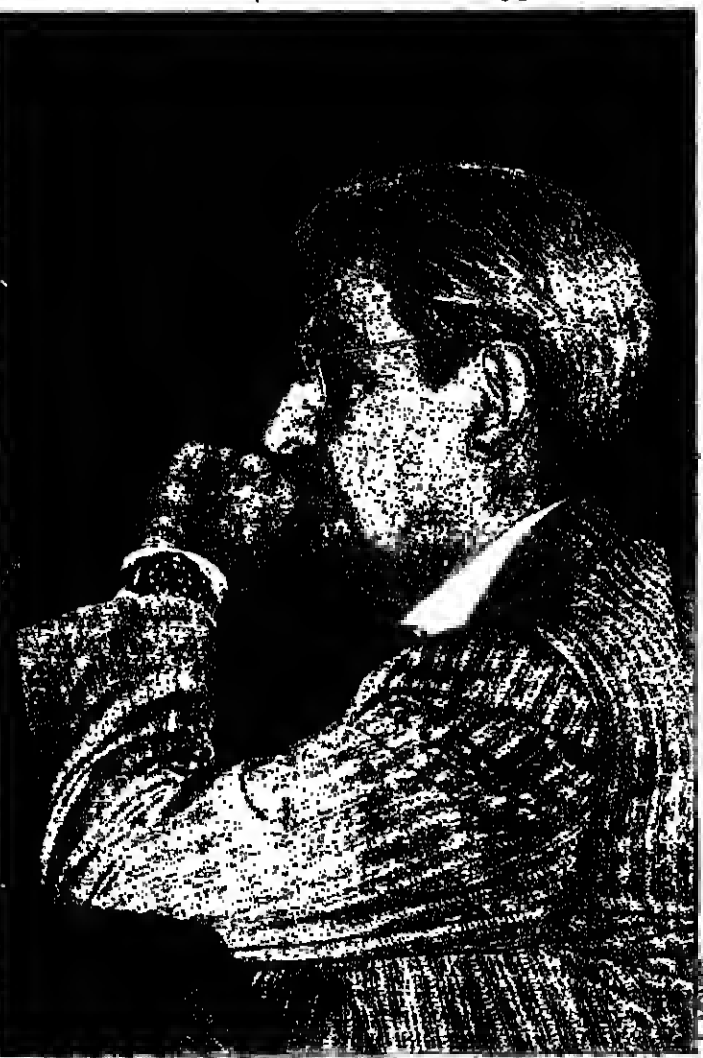
Sainte-Anne, il captive et déroute ?

Comme c'est le cas depuis 1953, une génération nouvelle d'internes en psychiatrie, que l'enseignement officiel sclérosé laisse indifférente ou ennuyeuse, vient goûter une saveur intellectuelle insolite : un zeste de radicale nouveauté, un brin d'hermisme et de préciosité, mais surtout des kilos de freudisme dépoussiéré, arraché à la gangue des pœuvres lieux communs et de culture éclectique toujours brillamment convoquée. Il y a là tous ceux, ou presque, qui compteront plus tard dans la psychanalyse française : Jean

ment découragés par la formalisation du propos, commencée de longue date et qui finira par devenir extrême. Jus- qu'au bout : jusqu'à Lacan terriblement marqué par l'âge, venu des splendeurs de la parole, échoué aux confins de l'aphasie.

La grande affaire

Ainsi va ce qui fut sans doute la grande affaire de la vie de Lacan, ce Séminaire qu'il préparait toute la semaine, même en écoutant ses analysants. Prenons-le aussi, sans irrévérence, comme une gigantesque tenta-



Jacques Lacan : entre paradoxe et équivoque.

Laplanche, Jean-Bertrand Pontalis, Serge Leclair, beaucoup d'autres.

Une parole inspirée

Poussés par Lacan ou de leur propre chef, nombreux sont — déjà ! — ses patients qui viennent aussi chercher là des interprétations, une parole dont il est plus qu'avare lorsqu'ils sont sur son divan (Jean Laplanche : « Il déversait l'interprétation dans le Séminaire »). Quelle parole, au demeurant ? « Inspirée et inspirante » se souvient encore J. Laplanche, et J.-B. Pontalis parle d'une « forme orale inouïe et singulière, avec tout ce que cela pouvait avoir d'irritant et de fascinant ». Impossible pour lui de décrire complètement le côté « initiatique, les effets de suspens, l'art de ne jamais conclure (...), ce qu'il y avait de flamboyant, d'insaisissable, de plus énigmatique ».

Pontalis, qui, avec Laplanche et Leclair, fait à l'époque passer dans les Temps modernes le message lacanien et tente en vain de provoquer l'hypothétique jonction intellectuelle Sartre-Lacan, ne tardera pas à s'éloigner, avec et avant bien d'autres, des eaux lacaniennes : « Je commençais modestement ma pratique. L'écart entre ce que j'avais entendu de Lacan et ce que je rencontrais dans mon expérience naissante était grand. C'était presque sans rapport. Je ne pouvais rien en faire. » Du Séminaire comme « phénomène massif de séduction, de fascination », il se détache donc par refus du « rôle de servitude volontaire », dévolu selon lui à l'auditoire.

Ces réactions disent toute l'histoire du Séminaire et de ses perceptions contrastées, parfois chez une même personne. Mais il faut le dire aussi : les auditeurs de Lacan seront un certain nombre à suivre le Séminaire jusqu'au bout ou presque, mille-

live de *capitula benevolentiae* de toute l'intelligentsia française : le philosophe Alexandre Kojève, qui exerça sur lui une forte influence ; l'anthropologue Claude Lévi-Strauss à qui il emprunta ou crut emprunter plus encore que ce que ses homologues appuyés à l'auteur des *Structures élémentaires de la parenté* donnaient à penser ; le philosophe Maurice Merleau-Ponty, mort en 1961. On lit du reste cette phrase étrange, ou symptomatique, dans l'éloge funèbre par lequel s'ouvre la séance du 10 mai : « ... C'est de visées différentes que nous nous trouvons l'un et l'autre en posture d'enseigner. Il avait toujours voulu enseigner, et je puis dire que c'est bien malgré moi que j'occupe cette chaire. »

Or, Jacques Lacan avait, à l'évidence, une passion compliquée pour cet enseignement (même irréductible à ce terme). Au point d'avoir cherché, parmi tant d'autres formes de reconnaissance, à tenir le plus officiellement du monde son Séminaire (trois ans avant le *Transfert*), dans le cadre de l'École des hautes études. Et le Séminaire commencé à Sainte-Anne le conduira, d'éviction en éviction, à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, puis à la faculté de droit du Panthéon. Non sans que le hasard lui ménage une « posture » d'enseignant qu'il ne dédaignait pas, en dépit de ses dénégations théoriques.

Le Séminaire de 1960-1961, ample introduction à « la grande énigme de l'amour de transfert » qui s'ouvre par un vaste et étonnant commentaire du *Banquet* de Platon, continue à susciter beaucoup d'interrogations et de critiques. Il s'agit, il est vrai, d'une notion à la fois décisive et particulièrement complexe de la psychanalyse. Pour les uns, Lacan échoue en ne se préoccupant pas du « transfert négatif ». Pour Jean Laplanche, « le trans-

fert n'est pas réfré à la situation infantile chez Lacan. Il o man- que la théorie de la séduction qui suppose la relation adulte-en- fant ». Pour Patrick Guyomard, issu de la génération venue à Lacan et à la psychanalyse autour de 1968, le Séminaire de 60-61, moins décisif que ceux consacrés dans la même période à l'angoisse et à l'identification, n'entre pas dans « la question de la parole de l'analyste que met en jeu le transfert » et laisse entier le problème de l'analyse « réussie », celle dont « les résultats subsistent une fois les effets du transfert disparus ».

De la guerre d'Algérie aux lendemains de mai 68, de l'auditoire restreint de Sainte-Anne aux foules du Panthéon (près d'un millier d'assistants en moyenne), des scribes méticuleux à la forêt de micros de magnétophones, du *Transfert* à l'*Envers de la psychanalyse*, que de changements ! Jacques Lacan, exclu en novembre 1963 de la Société française de psychanalyse, a fondé, sept mois plus tard, l'École freudienne de Paris. Autour de lui, les départs se sont multipliés. Comme s'il voulait exorciser son échec auprès de ceux à qui il s'adressa longtemps exclusivement, l'artisan vieillissant du « retour à Freud » en appelle, non sans amère ironie parfois, à un public considérablement élargi.

La psychanalyse fait son entrée à l'Université (Vincennes), à l'instigation de Michel Foucault. L'histoire chaotique du département psychanalyse de Vincennes prendra bientôt l'allure faussée d'un lacanisme conquérant sous lequel percent en fait les premières manifestations du « militantisme ».

Marchandise culturelle

Le maître, qui précisément déçoit, cette année-là, les « quatre discours » (discours du maître, discours universitaire, discours de l'hystérique et discours de l'analyste), théorise (sans le savoir ?) la spirale de son échec : sa parole inspirée des débuts est en train de se muer en discours du maître ; son « enseignement » si singulier d'analyste-analysant se mue insensiblement en dogme obscurci par le recours aux formules de type algébrique ; l'hystérisme du discours va ravager une partie des disciples.

En même temps, le paradoxe de Lacan est à ce moment aussi éblouissant que l'équivoque qui commence à lui coller à la peau est ternie : beaucoup de jeunes viennent à lui, qui comptent parmi les endeuillés les plus sin-

cières, dix ans plus tard. Par plus d'un aspect, on voit aussi un Lacan dans le siècle aussi intenses que dans les années 30. Il parle sans complaisance ni démagogie aux « révolutionnaires » post-soixante-huitards qui le rudoient à Vincennes où le Séminaire s'est transporté pour des « impronptus » : « Lo- contestation me fait penser à quelque chose qui a été inventé un jour, si j'ai bonne mémoire, par mon défunt ami Marcel Duchamp : « le célibataire fait son chocolat lui-même ». Prenez garde que le contestataire ne se fasse pas chocolat lui-même. »

L'équivoque, encore : que sont les quatre discours examinés dans l'*Envers de la psychanalyse* s'ils ne sont référés à leurs effets qui, en retour, les informent et les modifient ? L'acte psychanalytique peut-il être assimilé, comme le laisse entendre le Lacan de la dernière période, à de purs effets de modifications de structures ?

Le paradoxe, toujours : une partie — une partie seulement — du destin de Lacan. L'accession embarrassante au statut de marchandise culturelle s'esquisse au début des années 70 et il en parle lui-même, comme de lui-même : « Nous sommes de plus en plus familiers avec les fonctions d'agent. Nous vivons à une époque où nous savons ce que cela véhicule, du toc, de la publicité, des trucs qu'il faut vendre. Mais nous savons aussi que c'est avec ça que ça marche, le point où nous en sommes de l'épo- nassissement du porosisme, du discours du maître dans une société qui s'y fonde. »

Il y reviendra quelques années plus tard, au cours d'un entretien radiophonique : « Ce qu'on appelle un fait de culture, c'est en somme un fait commercial. Je parle de publications, cela n'a absolument rien à faire avec l'analyse, on peut en passer outre qu'on voudra de ces colloques, de ces piles, de ces entassements de productions diverses littéraires, c'est ailleurs que se fait le travail, il se fait dans la pratique analytique. »

Cette insistance de Jacques Lacan à renvoyer — à se renvoyer ? — à l'« ailleurs » de l'analyse fera goûter les Séminaires pour ce qu'ils sont : la trace malgré tout flamboyante d'un long combat de psychanalyse divisé par le paradoxe glorieux et l'équivoque triviale qui l'habitaient.

Michel Kajman

(1) Le Monde du 15 février.

Jean-Philippe Domecq

ANTICHAMBRE

«Domecq est un de ces très rares écrivains de sa génération à faire vieillir tout le reste de ce qui se publie (...). Il est vraiment un contemporain capital.»

Jacques-Pierre Amette / Le Point

«Comment un homme ordinaire tombe dans le gouffre... Un roman vraiment très réussi.»

Bernard Rapp

Quai Voltaire



Les femmes et l'histoire

Les deux premiers volumes de l'Histoire des femmes mettent en lumière l'aggravation de la condition féminine

HISTOIRE DES FEMMES

sous la direction de Georges Duby et Michelle Perrot.

T. I. L'Antiquité

sous la direction de Pauline Schmitt Pantel, 479 p., 320 F.

T. II. Le Moyen Âge

sous la direction de Christiane Klapisch-Zuber, 476 p., 320 F. Ed. Plon.

Les directeurs sont deux : un homme et une femme. Michelle Perrot, qui, dès 1973, inaugura à l'université Paris-VII un cours sur l'histoire des femmes, et Georges Duby, qui, depuis 1980, lui consacre son séminaire et son cours du Collège de France. Cinq volumes chronologiques sont annoncés, tous dirigés par des historiens. Deux sont parus : trois hommes et huit femmes ont participé à celui sur l'Antiquité, trois hommes et dix femmes à celui sur le Moyen Âge. C'est assez dire que statistiquement les femmes ont pris leur histoire en main.

Meis ces historiennes savent bien, comme prévient Pauline Schmitt-Pantel dans l'introduction du volume sur l'Antiquité, que « l'impitoyable des féministes ne sera pas apaisée », car le propos des auteurs est d'écrire une histoire du rapport entre les sexes plutôt qu'une histoire dominée par celle des hommes. Ce que précise Christiane Klapisch-Zuber en tête du volume médiéval : « L'histoire des femmes a donc pour tâche première moins de retourner une problématique comme un miroir, que d'introduire d'autres angles de vue et de changer les perspectives. »

Et les auteurs se réfèrent à la notion, explorée par les historiennes anglo-saxonnes, de *gender* (en français : « genre »), le genre étant une division des sexes socialement imposée qui transforme mâles et femelles (biologiques) en « hommes » et « femmes » (sociaux et culturels). Et l'idée neuve qui gouverne ces deux volumes est que « la différence des sexes et les relations qu'ils entretiennent interviennent dans le jeu social

dont ils sont création et effet, en même temps que moteur ».

Le lecteur doit savoir que des efforts théoriques lui sont souvent demandés dans ces ouvrages sans complaisances ni concessions aux facilités polémiques. Il en est récompensé par le goût de l'écriture qui habite bon nombre des auteurs : on s'écrit pas sous la direction de Georges Duby sans se soucier d'un plaisir du texte accordé à une recherche authentique.

Dieu au féminin

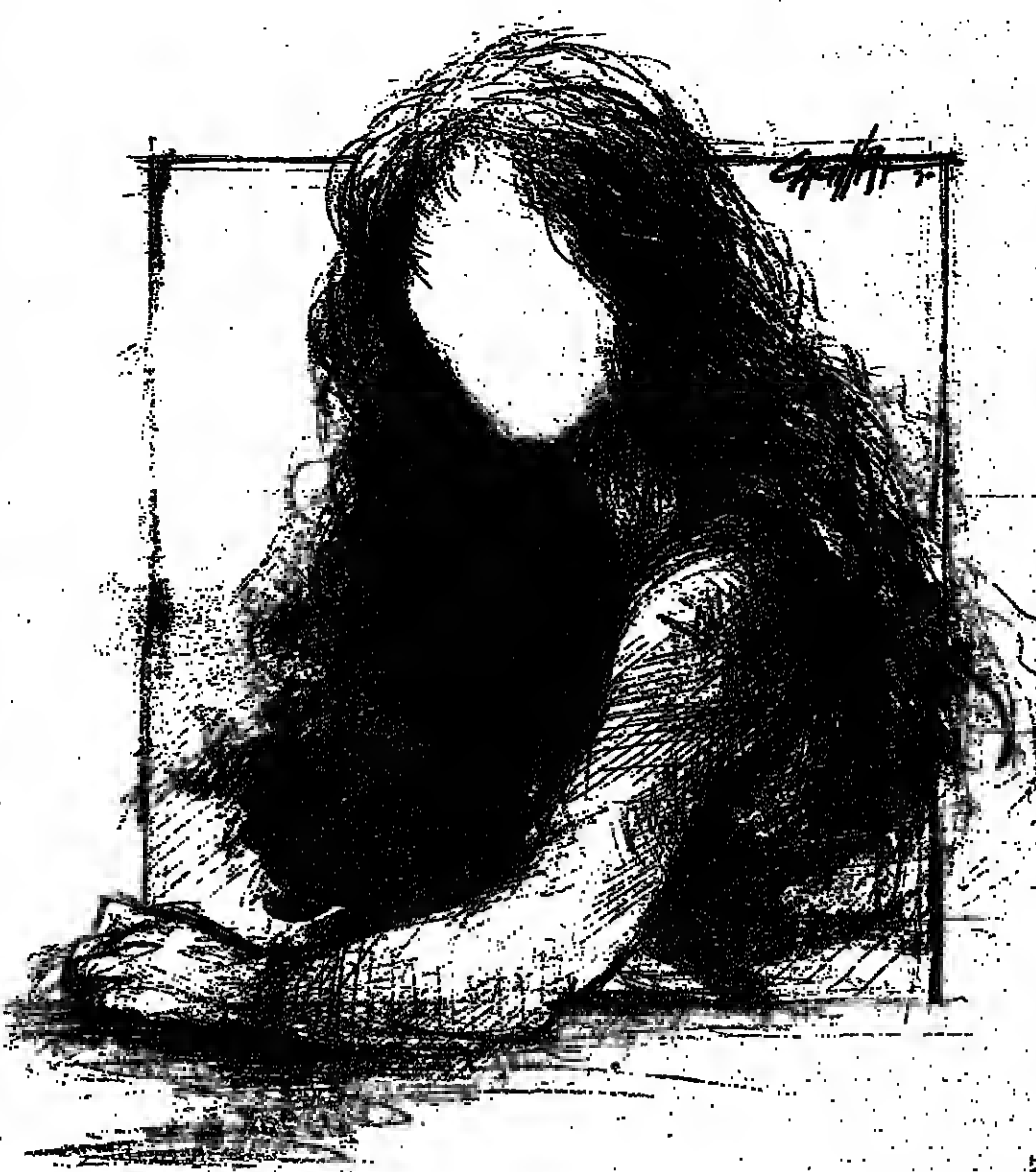
L'Antiquité a un féminin pour le mot dieu : déesse. Les monothéismes dominants nous l'ont fait oublier. Dans l'examen des modèles féminins du monde antique, un premier article pose la question : qu'est-ce qu'une déesse ? La déesse Artémis ne peut pleurer le mort du jeune Hippolyte parce qu'en elle le dieu, qui fuit la souffrance des humains, prime le féminin auquel, dans le monde des hommes, les larmes sont étroitement associées. Déesse ne serait donc que grammaticalement le féminin de dieu. Une déesse n'est pas une femme, et décidément la condition féminine n'existe que chez les humains.

Autre modèle féminin caractéristique de l'Antiquité et qui a conservé une forte prégnance : celui du droit romain. La division des sexes s'y est pas d'abord constituée : elle y est très savamment élaborée. Les femmes ne sont pas exclues d'un monde étranger parce que masculin, mais c'est leur relation aux hommes, dans un droit qui institue leur rencontre avec eux, qui les place en infériorité. La femme ou transmet rien à ses enfants, ni patrimoniale ni citoyenneté : elle s'a avec eux qu'un lien de nature. La puissance paternelle, au contraire, est un lien de droit qui se substitue au lien de nature qui ne suffit pas à la paternité. Dès lors, l'interdit de mariage par les femmes n'est pas affaire de pureté biologique, mais d'organisation juridique qui se superpose à la parenté et, d'une certaine façon, la dissimule.

Après ces lumineuses, mais parfois rudes, démonstrations, un cahier érudiment illustré sur les femmes figurées ne vient pas imaginer le propos mais construire, lui aussi, une démonstration à partir d'une approche systématique des représentations de mariages, de scènes funéraires ou de modèles mythiques peints sur les vases athéniens des sixième et cinquième siècles.

Des modèles, une seconde partie fait passer aux rituels et aux pratiques de femmes. On ne trouvera pas ici une vie quotidienne dans l'Antiquité, mais une attention aux pratiques sociales et aux pratiques du corps indissociablement liées : puberté, sexualité, procréation, mariage, célibat, etc. Dans une perspective résolument anthropologique, un premier chapitre sur le mariage en Grèce archaïque et classique en recherche le principe organisateur et le trouve dans le *doo* gracieux d'une femme et d'un certain nombre de hieos qui lui sont attachés. Pandore est donnée gracieusement par les fils de Zeus à Prométhée et elle arrive porteur de dons gracieux (en l'occurrence la fameuse boîte) dans la maison de son époux. Dans le mariage, processus central de reproduction des cités, tout se joue en dehors des femmes.

Dans la procréation se none l'essentiel du destin féminin. Une étude sur la politique des corps entre procréation et contraception à Rome montre le constant danger de mort pour les femmes, parfois mariées avant douze ans, liées aux accouchements (ou aux avortements). Après trois enfants, les femmes sont « dégoûtées de l'amour », selon Aristote, et s'abstiennent si elles appartiennent aux strates aisées de la société, laissant à d'autres, esclaves et concubines, de fonctions de reproduction et de plaisir à donner aux hommes. Sous l'Empire, néanmoins, apparaît une conception plus élevée du mariage légitime, coextensif à l'arrangement social précédent. Les épouses redevenaient l'objet principal des désirs des maris et courent à nouveau les risques mortels jadis



laissés à d'autres. Le christianisme valorise la continence des femmes et promeut une si haute idée du mariage que l'avortement, considéré comme le signe et le résultat de l'adultère, devient plus grave que le meurtre ou le viol des esclaves. Il s'agit, comme dans la loi romaine, de protéger le mariage légitime. Le culte était à Rome

une affaire d'hommes, mais l'univers sacré ne peut ignorer tout à fait les femmes : elles seules possèdent certaines clés qui commandent au renouvellement de la vie et donc à la perpétuation de la cité. Comme Pandore parée pour séduire et tromper les hommes, les femmes sont la fascination et l'angoisse de l'homme romain.

Les femmes sont écartées du culte civique, d'où la tentation pour elles des temples suburbains et des lieux étrangers, en particulier celui dont les adeptes venaient d'Israël. Le christianisme oscille entre la condamnation des femmes avec Eve et leur exaltation avec Marie. Il introduit des fonctions sociales femi-

« Dans le regard des hommes »

Un entretien avec Michelle Perrot, Pauline Schmitt Pantel et Christiane Klapisch-Zuber

C'est en printemps de 1987 que l'éditeur italien Laterza, après une conversation avec l'historien français Jacques Le Goff, eut l'idée de demander à une équipe française de diriger une Histoire des femmes en Occident. « Il en parla à Georges Duby », explique Michelle Perrot. L'Histoire de la vie privée, qu'il avait dirigée, connaissait un grand succès. Séduit par le projet, Duby prit contact avec moi. Personnellement, je n'étais pas enthousiasmée. Mais j'ai décidé d'en débattre avec l'équipe d'un séminaire informel auquel je participais depuis longtemps et qui s'intéressait à l'histoire des femmes. »

« Nous avons d'abord pensé beaucoup de mal de ce projet, indique Pauline Schmitt Pantel qui a dirigé le volume consacré à l'Antiquité. Nous n'étions pas persuadés qu'il fallait faire une histoire des femmes. Notre objection principale était la crainte de s'en tenir à une histoire des « femmes importantes » et de tomber dans les poncifs habituels. Ce qui nous intéressait, c'était de tenter une histoire du masculin et du féminin. L'idée de l'éditeur était de faire des livres, non pas sans doute pour le très grand public, mais pour un public éclairé, dépassant, en tout cas, celui des « chers collègues », nous voyions assez mal comment entreprendre pour un tel public cette histoire du masculin et du

féminin. Puisque nous sommes au cœur de ces problèmes-là. »

Les éditeurs italiens ont eu raison de ces hésitations. Ils ont donné carte blanche à l'équipe qui s'est constituée autour de Georges Duby et Michelle Perrot. C'est ainsi que sont nés les cinq volumes de cette Histoire des femmes en Occident, dont la publication a commencé à l'automne 1990 en Italie : l'Antiquité, sous la direction de Pauline Schmitt Pantel ; le Moyen Âge avec Christiane Klapisch-Zuber ; le monde moderne, 16^e-18^e siècles avec Natalie Zemon Davis et Arlette Farge ; le 19^e siècle avec Geneviève Fraix et Michelle Perrot ; le 20^e siècle avec Françoise Thébaud. En Italie, les premiers volumes ont déjà trouvé quelque vingt-cinq mille lecteurs et huit traductions sont en cours.

Le rapport masculin-féminin

Le résultat de cette grande entreprise, à laquelle ont participé soixante-douze personnes (1), est, selon Michelle Perrot, « la première histoire globale des femmes en Occident. On cite toujours Pierre Grimal qui, il y a vingt ans, a donné une Histoire de la femme. Cela n'a rien à voir. Notre travail est problématique. Nous avons vu les femmes en fonction des hommes, dans le regard des hommes. Nous nous sommes limités à l'Occident en tenant

d'incorporer, quand il y a lieu, aux États-Unis par exemple, le contact entre femmes occidentales et femmes d'autres cultures. Mais cet aspect là, nous en avons conscience, est insuffisant dans notre travail. »

« Le titre, Histoire des femmes en Occident, n'est pas très adapté à ce que nous avons voulu faire, précise Christiane Klapisch-Zuber, mais nous n'en avons pas trouvé de meilleur. « Une histoire des femmes » nous aurait essé plus, mais sans doute les éditeurs trouvaient-ils que cela jetait une certaine suspicion sur le projet. « Histoire des femmes » est plus neutre. L'essentiel est d'échapper à « L'histoire des femmes » ou, pire, « L'histoire de la femme ». Mais, de notre point de vue, c'est très exactement « Une histoire des femmes occidentales » qui examine le rapport masculin-féminin, s'interroge sur cette longue durée de dévalorisation du féminin et, en même temps, sur la recomposition constante que l'on constate du rapport homme-femme. »

Une autre singularité de ces livres est leur part iconographique. Selon Pauline Schmitt Pantel, « on a refusé de simplement illustrer les livres, de mettre des images qui ne viendraient que cacher le texte. Dans chaque volume, on a confié à un spécialiste des images une réflexion sur les représentations des femmes. Un chapitre traite pour

chaque période de cette question. Le document photographique est traité vraiment comme un matériau et non pas comme un artifice de mise en page. »

« Le refus des stéréotypes »

« Ce travail a été mené sans concession, dans le refus constant des stéréotypes, conclut Michelle Perrot. Il fallait accepter l'idée que les civilisations occidentales ont été soumises à la domination masculine. Même les hommes qui ont écrit avec nous étaient d'accord là-dessus. » « Nous avons tenté de montrer à nos collègues historiens qu'il y avait là une problématique sérieuse : peut-on se permettre de continuer à écrire une histoire globale sans tenir compte de la problématique développée par cette histoire des femmes en Occident ? Reste à savoir si la France, où les éditeurs se sont montrés plus friqués qu'en Italie, saura faire à cette première Histoire des femmes occidentales le même accueil que ses voisins latins. »

Propos recueillis par Josyane Savigneau

(1) 60 % des collaborateurs sont des Français. 75 % sont des femmes, 25 % des hommes, mais parce que, depuis vingt ans, ce sont surtout des femmes qui se sont intéressées à ces questions.

Excessives comme

Suite de la page 29

L'étude de ces estampes permet à l'historienne d'affiner son analyse de la représentation de la femme en distinguant trois niveaux de production et de diffusion culturelle : l'estampe savante, en taille-douce, produite par l'élite artistique et notamment par les graveurs de l'école de Fontainebleau et dont l'influence esthétique se prolongera jusqu'au règne de Louis XIII ; l'estampe bourgeoise, celle du livre d'Heures et de la grande imagerie morale et religieuse, produite à Paris et surtout à Lyon, carrefour des influences culturelles française et italienne ; l'estampe populaire enfin, celle des effiches, des feuilles volantes, des huiers d'actualité et des « imagiers en papier » de la rue Montorgueil qui, tout en imitant, en adaptant et en diffusant l'art savant et ornemental, reflètent l'idéologie du milieu de petits boutiquiers dans lequel elles étaient fabriquées.

Opposition manichéenne

Ce qui ressort de la patiente et pénétrante lecture de Sara Matthews Grieco, du traitement statistique de ces milliers d'images, de leur classement thématique, de l'évolution de cette imagerie tout au long du XVI^e siècle va sensiblement à contre-courant de l'idée que nous nous faisons de l'image de la femme de la Renaissance : image dont le lustre doit beaucoup à ce que l'auteur nomme « les femmes alibis », les Louise Labé, Marguerite de Navarre ou Catherine de Médicis, dont la célébrité se renforce en rien sur

la condition réelle des femmes de leur époque.

Certes, les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Lorsqu'une évolution apparaît, elle coïncide pour l'essentiel à exalter la féminité selon deux accidents : la virginité et la maternité. Là, la femme apparaît comme supérieure à l'homme. Elle sert de personification idéalisée à toutes les vertus, aux sciences, aux arts, à la vérité, à la foi, à l'abondance, à la vie, à l'héroïsme même. A la symbolique déjà très riche du Moyen Âge s'ajoute une foule de personnalités féminines positives empruntées à la mythologie gréco-romaine. Mais il ne s'agit jamais de femmes réelles, contemporaines ; comme si les vertus féminines appartenaient soit au domaine des idées quasi abstraites, soit à un temps reculé où les femmes n'étaient pas ce qu'elles sont devenues.

Les femmes réelles, celles du temps présent, celles de la vie quotidienne, ne ressemblent ni à

face à face

de l'Antiquité

La femme est écartée du culte civique, d'où la tentation pour elles des temples suburbains et des lieux étrangers, en particulier celui dont les adeptes venaient d'Israël. Le christianisme oscille entre la condamnation des femmes avec Eve et leur exaltation avec Marie. Il introduit des fonctions sociales femi-

Malgré tout, les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

سكزا بن الجاهل

face à face

de l'Antiquité au Moyen Age

nines pour les veuves ou les diacesses et reconnaît aux femmes un rôle important dans la transmission de la foi. A la veille de son martyre, sainte Perpétue, dans un rêve, combat un gladiateur (un homme) dont elle triomphe aux applaudissements de la foule. En s'éveillant, elle comprend qu'elle va maintenant avoir à affronter le diable.

Le Moyen Age chrétien n'allait pourtant pas, loin s'en faut, modifier radicalement les rapports sociaux entre les sexes. Ce sont les hommes encore qui parlent et qui écrivent, des clercs et des moines qui, par leur statut, se refusent à la société des femmes. Le volume sur l'Antiquité s'était ouvert sur les déesses, celui sur le Moyen Age s'ouvre avec les saintes : entre les figures emblématiques d'Eve et de Marie, qui portent l'une la mort et l'autre la vie, grandit, à la fin du onzième siècle, celle de Marie-Madeleine, la pécheresse repentie et rachetée.

Châtier les corps

Malgré cette ouverture, le discours clercal misogynne est rejoint par le discours médical. Par Eve, et d'abord par son sexe, sont entrés dans le monde la mort, la souffrance et le travail pénible. Il convient donc de châtier les femmes et leur corps, qui doit être orienté uniquement vers la reproduction. Le plaisir ne leur est concédé que dans la mesure où la médecine avance qu'il produit chez elles un sperme féminin nécessaire à la conception.

Les choses s'aggravent avec la redécouverte d'Aristote, chez qui l'on va trouver la justification théorique de la faiblesse « naturelle » de la femme, de sa nécessaire soumission à l'homme, de son exclusion de la vie publique et de son confinement au domestique. Les précepteurs traduisent cela en vertus d'obéissance, de tempérance et de chasteté, d'humilité et de silence. Et le législateur combat les vêtements et les parures par lesquels les corps féminins rappellent trop ce qu'ils sont : des instruments de perdition.

Le mariage est un moment critique de la vie des femmes : s'y

croisent les contraintes du milieu et le fonction assignée aux femmes dans la reproduction de la société. Mais il est le lieu de stratégies avant tout masculines, même s'il devient le lieu aussi de réflexions théologiques ouvrant la possibilité d'une expression de la volonté des femmes.

Pas de promotion féminine en revanche par le travail : quand des femmes accèdent au travail artisanal à la fin du Moyen Age, c'est dans la production de marchandises de qualité inférieure.

Pas de promotion féminine non plus dans l'amour courtois, jeu dont les hommes sont les maîtres, qui, au contraire, raffermir les rapports de soumission des femmes aux hommes en les purifiant de leurs à-côtés perturbateurs. Pourtant, ce jeu d'hommes, amène ceux-ci à modifier leur regard sur les femmes et à les relever parfois de leur abaissement.

Et des voix de femmes parviennent à se faire entendre au Moyen Age. Voix prestigieuses d'ebbes, de reines ou d'impératrices dans le haut Moyen Age. Voix venues de tous les milieux après le treizième siècle, littéraires et de plus en plus mystiques, dont les hommes se méfient jusqu'à les condamner à mort, mais qui manifestent que les modèles masculins de la femme peuvent être contestés et refusés.

« Une histoire des femmes est-elle possible ? » (1) interrogeait une partie des mêmes auteurs il y a sept ans. La réponse est, définitivement : oui... Mais à la condition, parfaitement remplie ici, de sortir de l'histoire des femmes pour l'insérer dans une histoire des relations entre les sexes. La bonne question serait alors plutôt : une histoire sans les femmes est-elle possible ? Ainsi posée, tout le monde répondra non. Mais ces deux beaux volumes sont une provocation aux historiens - et aux historiennes -, à tous les amateurs d'histoire en tous cas, à ne pas écrire ni penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Michel Sot

(1) Sous la direction de Michelle Perrot, éd. Rivages, 1984.

des images

ces personnages poétiques, diaphanes ou héroïques, que chantent les poètes dans la tradition néo-platonicienne, ni à ces fortes femmes de vertu et de piété que sont les vierges, les madones ou ces femmes « à part » que sont les nonnes. Les femmes, disent les images, sont des créatures excessives : elles ne connaissent pas le juste milieu : lorsqu'elles ne sont pas des anges, ce sont des diaboliques, des filles d'Eve toujours attentives à la séduction du démon. Si l'imagerie savante destinée à la culture des élites insiste davantage sur les qualités esthétiques du corps féminin, sur la beauté, sur la douceur, sur le rôle apaisant de la femme gardienne du foyer, les gravures citadines dénoncent au contraire, avec une

violence qui ne s'apaise pas avec le siècle, la femme luxurieuse, envieuse, vaniteuse, cupide, violente, gloutonne, paresseuse, véritable cauchemar de l'homme - et notamment de l'époux - facteur permanent de désordre social et de dégradation morale.

Les hommes, de toute évidence, ont peur des femmes, comme ils ont peur de la nature. En haut de l'échelle sociale, on tente de répondre à cette peur par l'appariement, l'idéalisation, la tutelle morale ; ailleurs, c'est l'état de guerre qui domine. L'homme de la Renaissance part à la conquête du monde dans un total sentiment d'insécurité : il vient de se découvrir, à l'intérieur, un adversaire qu'il n'est plus certain de pouvoir dominer.

Pierre Lepape

NORBERT ELIAS PAR LUI-MÊME

traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle, Fayard, 186 p., 89 F.

LA SOCIÉTÉ DES INDIVIDUS

de Norbert Elias.
Traduit de l'allemand par Jeanne Etoré.
Avant-propos de Roger Charlier.
Fayard, 301 p., 120 F.

L'ÉTÉ dernier, un sociologue hors du commun, un penseur d'une rare rigueur disparaissait sans provoquer un grand remue-ménage nécrologique. Norbert Elias (1897-1990) venait de presque accomplir sa traversée du siècle, dans les turbulences et les épreuves, sans avoir jamais renoncé à la réalisation d'une ambition précieuse : « contribuer au savoir de l'humanité ». Il y parvint, envers et contre tout, bien que la reconnaissance de son œuvre ait été tardive ; et notamment celle de son ouvrage majeur qui traite du « procès de civilisation » en Occident (1). Il s'est imposé à diverses reprises de marquer un arrêt, d'expliquer son cheminement, de préciser sa pensée et de clarifier ses concepts. Aujourd'hui, la publication conjointe d'une biographie (« par lui-même ») et d'un ensemble théorique, composé de trois textes d'époques différentes (de 1939 à 1987), place sous un double éclairage sa vie, son travail scientifique et les événements dont ils furent indissociables.

Cette histoire personnelle est aussi celle d'une éducation européenne comme il n'en est plus. Elias est fils unique dans une famille juive de Breslau (Wrocław) de « bonne société » et de culture germanique. Il en porte les espoirs, étudie la médecine et la philosophie ; il atteint l'âge d'homme en ayant l'expérience de la première guerre mondiale, de la défaite, du déclin économique familial qui le conduit à travailler provisoirement dans une petite entreprise. Il reprend son parcours intellectuel à Heidelberg, abandonne alors la philosophie pour la sociologie. La ville en est le foyer le plus actif : Max Weber a été le fondateur, son frère Alfred a repris l'héritage avec moins de brillance, et Marianne, sa femme, tient un salon où les idées nouvelles sont éprouvées. Mais c'est Karl Mannheim, jeune rival de Weber, qui exerce sur Elias l'attrait le plus fort. Il le suivra d'ailleurs à Francfort en qualité d'assistant officieux, et il y devient responsable du célèbre Institut de recherches sociales.

Les notes biographiques livrent son témoignage sur l'Allemagne des dernières années 20 et des premières années 30. Sur l'effervescence culturelle, la fécondité créatrice durant la République de Weimar. Sur le glissement vers la droite, l'aigreur presque fanatique des classes moyennes et supérieures, la montée de la violence armée, qui entraînent l'effacement de l'État et la progression du pouvoir hitlérien. La « conscience qu'une catastrophe allait survenir » se forme cependant avec retard. En 1933, Mannheim, pourtant décapité de tous les vernis idéologiques, effaceur des apparences et des illusions, affirme encore que « toute cette histoire avec Hitler ne durera pas plus de six semaines ».

C'EST cette même année que Norbert Elias choisit l'exil ; conscient du danger montant et assurant quant à sa « mission » : travailler à une connaissance de la société « aussi réaliste que possible », faire du sociologue un « chasseur de mythes », refuser les idées dominantes, les modes, et



Norbert Elias chasseur de mythes

parvenir à « voir des relations que d'autres ne voient pas ». Commence l'errance à la recherche d'un lieu de travail, en Suisse, en France, puis en Angleterre, où Elias s'établit pour une période de quarante ans. Non seulement, il y rédige son livre le plus important - où sont considérés le « procès de civilisation » de l'homme occidental et son rapport aux mutations du pouvoir - mais il y multiplie les relations avec les milieux psychanalytiques, fait une analyse individuelle et pratique l'analyse de groupe. Son équipement théorique s'en trouve marqué, comme la certitude que le problème de l'« identité individuelle de l'homme » doit être une préoccupation centrale.

Ce n'est qu'en 1954, à l'université de Leicester, qu'il accède à l'enseignement de la sociologie ; il tirera de son cours d'introduction à la discipline un ouvrage où il précise sa position : *Qu'est-ce que la sociologie ?* Huit années plus tard, la retraite lui donne la possibilité d'une mobilité cette fois volontaire (« Je suis un voyageur », dit-il). Il est un temps professeur au Ghana et trouve là une « expérience indispensable », un « autre éclairage ». Il retourne en Angleterre, est invité aux Pays-Bas et en Allemagne, puis il partage sa vie entre Amsterdam où il mourra et le Centre de recherches interdisciplinaires de Bielefeld. C'est une période de travail acharné qui affirme la continuité de la pensée, c'est aussi celle de la consécration.

LA Société des individus, ouvrage triptyque précédé d'un éclairant avant-propos de Roger Charlier, est celui qui permet le mieux d'apprécier l'ampleur et l'ambition de l'œuvre. Par reprises successives, les refus sont nettement formulés. Refus d'une philosophie

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

au-delà de l'être humain ». Ce qui est donné à voir, c'est une société des individus, des réseaux d'interrelations et d'interdépendances, des multiples imbrications des « je » et des « nous ». De là, le double rejet de l'individualisme (même webérien ou méthodologique) et de son contraire, le holisme (la société, unité organique supra-individuelle). Deux notions centrales marquent la position. Celle de configuration, qui permet de penser le monde social comme un tissu de relations où s'effectue le contrôle des impulsions et des affects, où le personnage entier est engagé dans des rapports à la fois d'alliance et d'affrontement. Celle d'« habitus social », qui désigne l'empirisme, la « marque spécifique » partagée avec les autres membres de la société, à partir de quoi se façonnent les « caractères personnels ». Et les deux notions s'appliquent à tous les niveaux d'intégration, à toutes les échelles selon lesquelles se constituent les rapports humains.

L'APPROCHE s'effectue en termes de mouvements, de décalages et de processus sociaux « à long terme ». Tout ce affirmant la nature « intégrallement sociale » de l'homme, Elias souligne l'effet des tensions, des pouvoirs inégaux propres à chaque configuration ; il en résulte une marge d'exercice de la liberté, un champ de possibles ouvert aux individus. Dans la longue durée, il est identifié une corrélation entre le processus d'individualisation et le processus de civilisation ; la montée de l'individualisme s'effectue en Occident à partir de la Renaissance, elle s'accroît - et entraîne une autre économie psychique, une autre commande des comportements individuels - avec l'avènement de l'État moderne et la différenciation toujours plus poussée et plus complexe des fonctions vers des « niveaux supérieurs d'intégration » et le pouvoir se déplace d'un niveau à l'autre. Les dépendances réciproques deviennent plus denses, avec cet effet paradoxal que les individus en acquièrent une conscience plus forte de leur autonomie.

L'œuvre est ouverte ; on ne peut, dans la brièveté, en retracer tous les cheminement ou en signaler les avancées risquées. C'est son ampleur qu'il faut souligner : la manifestation d'un devenir où les hommes sont constamment producteurs de leurs relations et d'eux-mêmes, une évolution accomplie dans une « direction qu'aucun individu ni groupe d'individus vivants n'a véritablement voulue ni décidée ». Il n'y a pas de main cachée (2).

(1) *Über den Prozess der Zivilisation* (1939) a été publié en traduction française (incomplète) en deux volumes : *La Civilisation des mœurs et la Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1975 et 1976.

(2) *Qu'est-ce que la sociologie ?* a été publié aux éditions Pandora en 1981. D'autres publications sont prévues en traduction française, notamment : *Investement and Detachment*, publié en anglais en 1987.

qui postule la séparation du sujet, qui est apriorique, réductrice de ce qui est observable dans le temps « à quelque chose d'intemporel, d'immuable ». L'insistance porte sur la variabilité historique des formes de la pensée, de la conscience de soi et de l'expérience du monde ; tout ne s'appréhende que sous l'aspect du processus, du devenir, l'homme n'est jamais « tout à fait achevé » et la société reste en état d'insachèvement. Refus d'une psychologie, individuelle et sociale, dont les interrogations sont formulées comme s'il existait un « gouffre infranchissable entre l'individu et la société ». Refus par-dessus tout, obstiné et obsédant, de ce qui est cause de falsification : l'idéologie, les idéaux particuliers ou les opportunités « drapés dans le voile de la science ».

Elias oriente autrement l'entreprise du sociologue. Dès le départ, il refuse de considérer l'individu comme s'il existait en soi et la société comme « un objet existant

Pour l'Allemagne

ECRITS POLITIQUES

de Jürgen Habermas.
Traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz.
Éditions du Cerf, 272 p., 145 F.

Politiques, ces écrits du philosophe Jürgen Habermas le sont en un sens très large. On trouve en effet, dans le recueil d'articles que viennent de publier les Éditions du Cerf, des textes de nature différente. Des essais sur Henri Heine ou sur l'architecture post-moderne, par exemple, aussi bien que des réflexions sur la crise de l'État-providence ou sur le renouveau, dans les années 80, des idéologies néo-conservatrices en Europe de l'Ouest (« nouvelle droite ») et aux États-Unis.

Les articles les plus intéressants restent cependant ceux par lesquels Habermas est intervenu dans les deux grands débats qui ont, ces derniers temps, agité l'Allemagne. Et l'intérêt premier de ces interventions, pour un lecteur français, réside dans la façon dont elles éclairent les liens profonds unissant l'un à l'autre ces deux débats : celui sur l'interprétation qu'il convient de donner aujourd'hui de la période nazie, d'une part, et, d'autre part, celui qu'ont déclenché la chute

du Mur, l'effondrement du socialisme et la réunification de la nation allemande.

À propos de la période nazie, Habermas insiste sur la nécessité morale, pour les Allemands d'aujourd'hui, de respecter cette triple exigence : ne pas oublier (alors même que tout est fait pour qu'ils oublient) ; ne pas minimiser le génocide contre les juifs et les autres victimes des historiens « révisionnistes » ; ne pas non plus le considérer comme un événement d'exception, qui n'aurait aucune source ou ne plongerait aucune racine dans les aspects les plus douloureux de la tradition culturelle germanique.

Heureusement, cette tradition est riche de bien d'autres aspects qui n'ont rien d'équivoque, et Habermas a eu raison de le dire confiant, dès 1989, en l'avenir d'une Allemagne enfin réunifiée. Pourvu, toutefois, que soient pris en compte l'héritage stalinien de l'ex-RDA aussi bien que les défaillances du capitalisme libéral de l'Ouest, lequel n'a rien du modèle absolu que certains veulent y voir. Pourvu, surtout, que la confiance retrouvée - et justifiée - des Allemands en eux-mêmes ne débouche pas sur une nouvelle et irrationnelle explosion de nationalisme.

Christian Delacampagne

Dérapage.

Rasile. Une route. Le dérapage. L'accident. Trop bête. L'hôpital, la douleur. L'Angleterre. Si laide. Si belle aussi. Sortie de l'hôpital. Retrouver le monde, les autres, le passé. Dérapage. Un roman de Henri-Michel Gauthier.

LA TRAVERSÉE DE LA MANCHE

HENRI-MICHEL GAUTHIER



CRITERION

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Félix Fénéon, vu de biais

Célèbre critique, il passait pour insaisissable auprès de ses contemporains. A en juger d'après la première biographie qui lui est consacrée, la réputation n'était pas usurpée

FÉLIX FÉNEON
de Jean U. Halperin.
Traduit de l'anglais par
Dominique Aury et Nada Rougier.
Gallimard, 442 p., 160 F.
**NOUVELLES
EN TROIS LIGNES**
de Félix Fénéon.
Présentées par Patrick
et Roman Wald Lasowski.
Macula, 194 p., 85 F.

Félix Fénéon, dit F. F., parlait peu, écrivait court et détestait s'expliquer. Critique le plus laconique de son temps, il fut aussi le plus influent — mais cessa d'écrire sur les peintres vers l'âge de trente-cinq ans. Écrivain déconcentré, il ne publia pour toute littérature que deux contes de jeunesse et des histoires de quelques lignes rédigées d'après des dépêches d'agence pour le compte d'un quotidien — et encore ne se livra-t-il à cet exercice qu'une demi-année. D'un roman dont il avait eu la folle idée d'annoncer la publication prochaine, on ne connaît que le titre, la *Musée*, et la composition en quatre parties. La première s'intitulait « Euh ! », la seconde, « Deux papillons violâtes se posent sur la musculature de Jacqueline », la troisième, « Le lit de Paul Sa », la dernière, « L'œil torve du droguiste impudique ».

Était-ce un roman libertaire ? Jacqueline, seulement ornée de ses papillons, entra-t-elle dans le lit de Paul sous l'œil du droguiste ? Nulle étude ne résoudra ces incertitudes, F. F. ayant pris grand soin de ne rien divulguer de sa personne, de ses rêves ni de ses mœurs, qui passent cependant pour avoir été fort libres. Journaliste, secrétaire de l'admirable *Revue blanche* entre 1895 et 1903, homme public donc, et même homme célèbre pour avoir été arrêté, jugé et acquitté durant les procès anarchistes de 1894, homme du monde plus tard, quand il dirigea la très fortunée galerie Bernheim-Jeune, il n'en cultiva pas moins obstinément ses airs de mystère. Il aimait passer pour énigmatique et se taisait avec passion.



Portrait de Félix Fénéon par Maximilien Luce (1903)

esthétique du moderne scientifique où se trahit un goût inattendu pour les formules algébriques et l'axiomatique. Les résumés sont peu la cause de leur auteur. Peut-être des parallèles eussent-ils été plus précieux, qui auraient suggéré ce que F. F. devait à Huysmans et ce qui le séparait d'un Mirbeau, moins systématique que lui, et, pour finir, plus judicieux. A vouloir convaincre à toute force que son grand homme avait toujours raison, sa biographie lui nuit. Ainsi à propos de Gauguin, auquel F. F. ne comprit rien : il eût mieux valu l'admettre — et ne pas laisser croire au lecteur que *La Vision* après le sermon et la *Lutte de Jacob avec l'ange* sont deux tableaux différents. Etourderie de l'auteur ou des traductrices, il y a des pluriels malheureux.

La grande affaire de M^{me} Halperin est cependant moins d'esthétique que de politique. Elle met un zèle tenace à assurer que non seulement F. F. fut de conviction anarchiste — ce dont il ne se cachait certes pas — mais qu'il committait lui-même un attentat en printemps 1894, au restaurant Foyot, situé en face du Sénat. La bombe qu'il aurait placée dans un pot de fleurs devant une fenêtre éborgna le poète Laurent Tailhade, anarchiste tout comme F. F. La biographie tient si fort à ce détail qu'elle le raconte deux fois, au début du livre et trois cents pages plus loin. Il est surprenant néanmoins qu'elle ne fonde sa thèse que sur deux témoignages tardifs, dont celui d'André Salmon, qui ne se fit jamais scrupule d'enjoliver l'histoire.

Il est plus surprenant encore que son récit finisse presque là-dessus. F. F. mourut en 1944, cinquante ans après l'attentat du Foyot, dont la police d'alors, quoique fort soupçonneuse, ne le suspecta pas. Que fit-il durant ce demi-siècle ? Peu de choses, à en juger par les soixante pages consacrées, si l'on peut dire, à cette période. Quand il renonce à l'anarchie, F. F. cesse d'intéresser M^{me} Halperin. Qu'il ait constitué une des plus précoces et des plus complètes collections d'art africain de ce siècle, elle n'y voit pas matière à étude. Qu'il ait cessé d'écrire ne l'inquiète pas davantage, ni que le critique se soit fait confortablement marchand. Pourquoi son silence ? Conséquence d'un syndrome Rimbaud que F. F. aurait couru une décennie avant d'y succomber ? Lassitude d'un défenseur du néo-impressionnisme et du symbolisme contraint d'assister à l'académisation de nouveautés qu'il avait crues révolutionnaires ? Sentiment d'incompréhension d'un critique confronté à des œuvres culistes et abstraites qui lui demeuraient absolument étrangères et faisaient de lui un homme du passé ? Il y avait là matière à réflexion sur la position du critique, nécessairement éphémère quand une œuvre littéraire ne la soutient pas. Il se pourrait que F. F. ait ressenti avec douleur sa faiblesse et l'ait déguisée en dandyisme avant de l'oublier. F. F. ou le critique suicidé ?

Incomplet, cet ouvrage a un défaut plus paradoxal — et dont l'auteur est sans doute innocent. F. F. a été portraituré par Signac, Seurat, Toulouse-Lautrec, Vuillard, Van Rysselberghe et Vallotton, pas moins. L'une de ces effigies, d'importance laquée, aurait convenu à la couverture du volume. Au lieu de quoi, il s'orne d'une décomposition chromatique obtenue par informatique à partir d'un détail du Signac. Le résultat est laid comme une publicité pour ordinateur. C'est assez fâcheux.

Philippe Dagen

La tendresse du misanthrope

BESTIAIRE
de Paul Léautaud.
Coll. « Les Cahiers rouges », Grasset, 256 p., 48 F.

Le 3 novembre 1893, Paul Léautaud amorçait l'écriture de son journal, qu'il ne tiendrait assidûment qu'à partir de 1903. Le 15 février 1906, dix jours avant sa mort, il mettait un point final à une œuvre majeure qu'il considéra parfois sévèrement *« Je ne suis qu'un groffier. Un bavard, un collectionneur de propos, d'anecdotes. Cela ne requiert aucun talent. Rien d'un créateur. Autant dire un zéro »*, tandis que d'autres fois *« il se plaisait à relire ces images de son passé »*. Marie Domny l'affirmait, elle qui donna des années et des années de son existence afin que les liasses de papier eussent informées, amassées dans l'arche de Noé de Fontenay-aux-Roses, fussent sauvées. De ce *Journal littéraire*, dont le premier tome vit le jour le 20 octobre 1954, Léautaud supprime le plus grand des hétéroclites de bêtes. Les trouvailles répétitives et lassantes, alors que sa pitié pour les animaux constituait le tissu de ses jours ?

En 1969, les éditions Grasset les publièrent. On comprit vite à quel point elles étaient révélatrices des sentiments du misanthrope grinçant qui, dès l'enfance, se réfugiait sous la table de sa salle à manger, blotti contre son chien Teboul, dont le souvenir ne le quitta jamais. A chacun ses moyens pour combattre la solitude.

« Les Cahiers rouges » rééditent ce *Bestiaire*. Chez le lecteur, l'adoption demeure intacte. Pour Léautaud, il y a toujours dans les rues un chat ou un chien à sauver, un cheval à préserver des foudres du charretier qui le malmène. (Nous sommes encore au temps du trottoir, les camions sont plus rares que les ette-

loges hippomobiles.) Une bête en détresse croisée sur son chemin, et au diable les heures de bureau, les rendez-vous !

Une de ses compagnes, Blanche (l'orangeuse laison dure de 1892 à 1913 ou 1914), lui demanda le 24 août 1909 si, dans son amour pour les bêtes, il n'en est pas arrivé à sacrifier sa littérature. « C'est peut-être vrai ? », se demanda-t-il. Mais son besoin de chair, de « s'aplayer sur une tendresse », comme il l'écrivit, est plus fort que tout. « Je suis toujours du côté de celui qui souffre et qui pleure, confesse-t-il. Je n'ai pas le goût du châtiment. » Sauf, bien sûr, si on lui parle de vivisection ou s'il est témoin d'un acte de cruauté sur une bête. Alors, ce pacifiste à tout crin en appelle à la violence.

Trois cents chats, cent chiens

La nuit, des cauchemars l'éveillent. Il voit des chiens perdus, maltraités. Bientôt, après le chat Boule et le chien Ami, il ne cessera de recueillir des animaux. Combien ? *« Trois cents chats, j'en ai eu, cent chiens »*, mais aussi un âne, une chèvre, une oie et l'insupportable guénon qui, possessive, capricieuse, sale, rendit sa vie impossible et qu'il finit par noyer avec l'aide d'un voisin.

A sa mort, Léautaud ne laissait que deux « orphelins ». Loutou, qui était une chatte, et Jaume, un solide matou. Il avait tout prévu. Marie Domny confia l'un à Robert Mallet et l'autre à une dame de Pré-en-Pail. Le 31 octobre 1926, Paul Léautaud avait été récompensé en Sorbonne par la SPA. Rien ne pouvait davantage le louer. N'avait-il pas écrit, quand Boule tomba malade en 1907 ? « La santé de mon chat Boule, ou le prix Goncourt ? Pas d'hésitation, la santé de mon chat Boule. »

Louis Nucera

La passion de Violette Leduc

La Bâtarde est à nouveau rééditée. Mais c'est toute l'œuvre de cette grande autobiographe qu'il faut lire ou relire

Spectre parmi les spectres

De ses silences et de ses secrets, il fallait infiniment de vaillance pour faire une biographie. M^{me} Joan Ungersma Halperin a eu ce courage et une constance non moins inébranlable. Vingt-cinq ans durant, à en croire le préface, elle a poursuivi son fantomatique héros, retrouvé quelques textes perdus — des bribes évidemment, — et rassemblé des indices, puis elle a tiré quatre cents pages de ses travaux. Il n'empêche : F. F. court trépassé, spectre parmi les spectres.

L'essentiel de l'ouvrage se compose de longs commentaires des proses critiques de F. F. M^{me} Halperin rappelle en détail qu'il défendit Seurat et Signac, éreinta les académiques III^e République et les mondains, dénonça les faiblesses de l'impressionnisme vieillissant et appuya les poètes symbolistes. Fort bien. Ces préférences, F. F. les a affirmées avec constance et disposées en une

LA BÂTARDE
de Violette Leduc.
Préface de Simone de Beauvoir.
Gallimard, « Folio », n° 41,
640 p., 38,50 F.

En octobre 1973, une élégante femme à bon rouge apparaissait aux vitrines des librairies : âgée, mais crâneuse, souriante, ravie de provoquer quelques bourgeois effarouchés, elle triomphait sur la jaquette d'un livre intitulé *La Chasse à l'amour*. La dame, affranchie de tout préjugé, se nommait Violette Leduc.

Cette ultime gifle aux bien-pensants, ceux-là mêmes qui avaient cru ne devoir lire en la *Bâtarde* qu'un livre de Mémoires, vite écrit, au scandale facile, ceux-là mêmes qui lui avaient refusé Goncourt et Fémina, mais n'avaient rien pu contre l'énorme succès que ce chef-d'œuvre avait rencontré en automne 1964, venait, hélas ! trop tard. Le troisième tome de l'autobiographie était posthume : l'écrivain s'était éteint le 28 mai 1972, près de Vaison-la-Romaine, face au mont Ventoux, sur le flanc d'une église, dans son orgueilleuse maison de Fancon, découverte au début des années 60 et acquise grâce au succès obtenu à l'âge de cinquante-huit ans.

« Je dis aux vignes, aux prairies, aux forêts, aux pêcheurs, à l'aman-dier ma confiance, mon assurance, ma joie. » Peu habitués à un tel optimisme, les plus fidèles lecteurs n'ont toutefois pas été surpris par ce sursaut de vitalité. Violette Leduc avait trouvé non pas la sérénité, mais une forme de discipline qui lui permettait de voir venir la mort avec la certitude d'avoir enfin sa place dans le monde : elle

laissait une œuvre exceptionnelle. Elle accueillait les éloges avec fierté mais, dans les nombreuses interviews qu'elle accordait à une critique qui l'avait si longtemps boudée, elle laissait sourdre son amertume.

Près de vingt ans après sa mort, maintenant que nous est offert la *Bâtarde* sous une couverture de « Folio », « rafraîchit », où en sommes-nous avec l'œuvre de Violette Leduc ? Classée un peu hâtivement parmi les épigones de Sartre et de Beauvoir, dans la grise lignée des « romans existentialistes » (il y a de meilleurs arguments pour séduire un public...), elle mérite mieux que la nodologie de quelques féministes, éblouies par l'intégrité et l'authenticité de descriptions sociales et sexuelles, et que la bonne volonté de trop rares universitaires rendant hommage à un ton poétique unique. De 1946 à 1960, Violette Leduc avait publié chez Gallimard cinq livres ignorés du public, mais admirés par Jean Genet, Jean Cocteau, Nathalie Sarraute et Albert Camus, qui a retenu dans son éphémère collection « Espoir » l'*Asphyxie*.

Ce bref récit (1) raconte la vie d'une fille de Valenciennes, à laquelle « sa mère ne donnait jamais la main ». Par saynètes plus oniriques que réalistes, Violette Leduc, alors âgée de trente-neuf ans, recréait une enfance impitoyable avec une hallucinante acuité et un lyrisme inhabituel, préférant la précision d'un langage bachelé, sec, vif (dans lequel l'auteur voyait une faiblesse : « Mes petites phrases... » gémissait-elle) au sentimentalisme foisonnant auquel aurait pu la porter son imagination débridée : la *Bâtarde*, maladroite par sa mère et adorée par sa grand-mère « l'ange

Fideline, elle essayait de comprendre seule la constitution de sa personnalité, en choisissant quelques scènes traumatiques majeures.

Exemple éclatant d'autoanalyse réussie (2), ce livre fut écrit sur les conseils (on pourrait même dire l'ordre) de Maurice Sachs, exaspéré par les confidences gaillardes de Violette Leduc, avec laquelle, pendant la guerre, il s'était réfugié à Ancenis, en Normandie : « Vos malheurs d'enfance commencent de s'émouvoir. Cet après-midi vous prenez votre cabas, un porte-plume, un cahier, vous vous assoirez sous un pommier, vous écrivez ce que vous me racontez. »

Certains d'avoir raté sa vie

C'est du reste grâce à lui aussi qu'elle s'était mise à écrire avant la guerre pour des revues féminines : « Écrire... Oh oui, oh non. Il me demandait de bâtir une maison alors que je n'étais pas maison. »

Le dernier tiers de la *Bâtarde* est consacré à l'histoire passionnée des liens, aux malentendus, aux trahisons, à la complicité, à « l'enfer de l'organisation », à la relation impossible de ce couple chaste et saugrenu constitué d'un aventurier homosexuel et d'une femme accablée de culpabilité, certaine d'avoir raté sa vie.

Mais Violette Leduc, qui en effet venait de se séparer de son mari, photographe de mariages, (après une vie conjugale désastreuse qu'elle raconte dans *Ravages* (3) et sur laquelle elle revient ici), qui avait vécu plus de dix ans avec une institutrice (qu'elle appelle Hermine dans l'autobiographie et Cécile dans le roman), qui se croyait vouée au

rôle besogneux de gratte-papier révéru (successivement dans une revue, une maison d'édition et chez un imprimeur de cinéma), avait la vie devant elle : une vie d'écrivain.

La *Bâtarde* s'arrête à la disparition de Maurice Sachs, en pleine guerre : une disparition à laquelle Violette Leduc eut (du moins se charge-t-elle ainsi) une part de responsabilité, puisqu'elle refusa de le rendre d'être exécuté de Sachs, à un moment où ce faux témoignage aurait pu le sauver. La *Folie en tête* (4) narre ses débuts littéraires, ses amitiés amoureuses pour Beauvoir, Genet et le collectionneur et mécène Jacques Guérin. Le troisième tome (5) révèle ses stériles tentatives de psychanalyse et son seul amour épanoui, avec un ouvrier plus jeune qu'elle, René. La maladie l'empêcha de connaître ce qui aurait pu être une vieillesse heureuse et célébrée.

« Comment pouvait-elle se retrouver avec elle-même après s'être tant quittée ? », se demande-t-elle à propos d'une amie « navigante » (adjectif qu'elle adore). C'est à vrai dire la question que l'on se pose sur l'auteur. Cette travailleuse acharnée qui ne cesse de se lamenter de sa paresse, ce poète qui invente une langue en se prétendant inculte et terre à terre, cette séductrice qui se dit « moche » et la vaillance des timides, l'impudeur des timides et l'éclat des faux modestes.

Assurément à cause de la préface dithyrambique de Simone de Beauvoir (6) qui avait déjà longuement analysé ses premiers écrits dans le *Deuxième Sexe* et l'avait aidée matériellement durant les années les plus noires, c'est avec la *Bâtarde* qu'elle sortit de l'obscurité, et c'est trop souvent à

cet unique livre que son nom est attaché. Mais si l'on est heureux de constater que cet ouvrage est constamment réédité et disponible dans des collections de poche également à l'étranger (7), on ne saurait trop conseiller la lecture des dix autres textes de Violette Leduc.

Notamment de *Affanée* (8), poème en prose où elle clame « l'événement » : sa passion pour « Madame ». Ou encore de *Trésors à prendre* (9), merveilleux journal de voyage dans le Midi. A quand un « Biblos » de Violette Leduc ? Ils sont rares, les grands autobiographes qui sont aussi des stylistes. Depuis la guerre, à part Genet, Leiris et Yourcenar, qui d'entre ? Quand on s dans son fonds un écrivain de cette dimension, on aurait tort de se montrer parcimonieux avec les rééditions !

René de Ceccatty

- (1) Réédité en 1988, dans la collection « L'imaginaire », n° 193.
- (2) Signatures du remarquable docteur psychanalytique de Chrysalide Charles-Merzic, « Violette Leduc ou le corps morcelé », thèse de doctorat, université de Rennes-II, 1988.
- (3) Gallimard, 1955, repris en « Folio », n° 691.
- (4) Gallimard, 1970.
- (5) *La Chasse à l'amour*, Gallimard, 1973.
- (6) Cf. *Lettres de Violette Leduc à Simone de Beauvoir* in *Les Temps modernes* n° 495, octobre 1967.
- (7) Cf. en particulier l'édition italienne Oscar Mondadori, 1989, avec une importante préface de Carlo Janni, qui travaille actuellement à une biographie de Violette Leduc.
- (8) Gallimard, 1948, repris en « Folio », n° 643. Sur ce livre, on peut consulter *Gilpe* traduit de Pier Gerd, Éditions des Romans, 1986.
- (9) Gallimard, 1960. Repris en « Folio », n° 1099.

Cardinal Daniélou

LA FOI
DE TOUJOURS
ET
L'HOMME
D'AUJOURD'HUI

Ce qui était vrai, au moment
de l'écriture le cardinal
Daniélou, l'est encore da-
vantage pour notre temps.

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

ROMANS

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

Le roman de l'homme
qui a été...

LIVRES • IDÉES
EN VITRINE

ROMANS

La violence feutrée
de Pierre Charras

« Moi, c'est personne. » Ce cri du cœur, un des rares qui échappent au principal personnage du quatrième roman de Pierre Charras, ne laisse aucun doute: Quentin Bollon n'a rien d'un héros positif. Pas d'ambition, pas d'affections, pas d'occupation. Il vit d'une rente, entre oisiveté et désœuvrement, sans autre combat à mener que, peut-être, contre l'ennui.

Et, pourtant, Pierre Charras parvient à nous intéresser au malaise de Quentin, qui traverse l'existence avec un détachement ironique, semblant passer d'un rôle à l'autre, sans jamais trouver sa place véritable. « Orphelin à deux pères », il apprend d'un mourant, par des phrases « minimales » griffonnées sur une ardoise, le secret de sa naissance: son vrai père serait l'oncle Charles, agent de change mort mystérieusement en 1929, dont il ne connaît que le portrait, « ce mensonge ovale et sépia à petites lunettes rondes retouchées au pinceau ».

Fils frustré, adulte sans projet qui se lance « de toutes ses forces à reculer dans la vie » dans le secret espoir de retrouver le « temps sucré » et somnolent des maladies d'enfance, Quentin découvre brusquement, après avoir épousé Marie aux mains de musicienne, la passion de la paternité. Leur enfant, mort au bout de quelques mois, est le narrateur présumé de ces *Mémoires d'un ange* qui commencent au moment où, bouclant la boucle, Quentin réussit, sur une plage, l'exploit de mourir en public et tout seul, pour-

tant « ... Une fois de plus, adieu: c'est au chagrin de dire le reste », annonce, en exergue, une citation de Shakespeare. Il y a dans ce joli roman quelque peu de l'écriture, sèche, neutre, habile à débusquer les douleurs aiguës que l'on dit exquises. La violence feutrée, contenue, se trahit par un tremblement des lèvres, un batttement de paupières. Et Quentin est moins un monstre d'indifférence qu'un funambule, sans cesse en équilibre, les yeux clos, entre deux vertiges.

Monique Pétillon
► *Mémoires d'un ange*, de Pierre Charras, Mercure de France, 220 p., 90 F.

Le corps torturé
de François Dolsky

La rage d'exister en dépit des blessures, la volonté de surmonter les rechutes pour échapper à l'enfer, sont au cœur de *Comme un pingouin sur la banquise*, François Dolsky, l'auteur de ce surprenant récit, n'est pas né sous l'étoile ordinaire des enfants qui marchent et courent comme si les pas ne leur étaient pas comptés. Gravement handicapé dès l'enfance, il a lutté des années durant pour se débarrasser de l'encombrante pitié des autres.

Son « pingouin » ne se veut pas un surhomme, même s'il ne résiste pas toujours au plaisir de se tresser au passage de petites couronnes. Il n'est pas non plus le narrateur détaché qui contrasterait ses malheurs d'une voix froide, mais un esprit torturé dans un corps souffrant. Ces membres infirmes, pour une fois, ne sont pas masqués par une vaine pudeur ou simplement passés sous silence. François Dolsky montre à quel point il a dû com-

poser avec la chair pour s'extirper de dessous son handicap, qu'il a en sortant armé de quelques griffes.

Nul angélisme dans ce récit et pas d'apitoiement inutile, ni même de considérations générales sur le sort des handicapés. En retraçant le combat d'une intelligence acérée par la douleur, l'auteur n'est sans doute pas objectif et la description de son parcours n'a rien de scientifique, mais c'est justement là ce qui fait l'intérêt de son livre. Une fois n'est pas coutume, ce « pingouin » passionné prend à revers les schémas ordinaires en rendant, un regard et une voix à l'infirmité.

Raphaëlle Rérolle
► *Comme un pingouin sur la banquise*, de François Dolsky, Babel, 258 p., 89 F.



PHILOSOPHIE

Wittgenstein
entre Weininger et Kraus

A tous ceux qui se passionnent pour les racines viennoises de l'œuvre de Ludwig Wittgenstein,

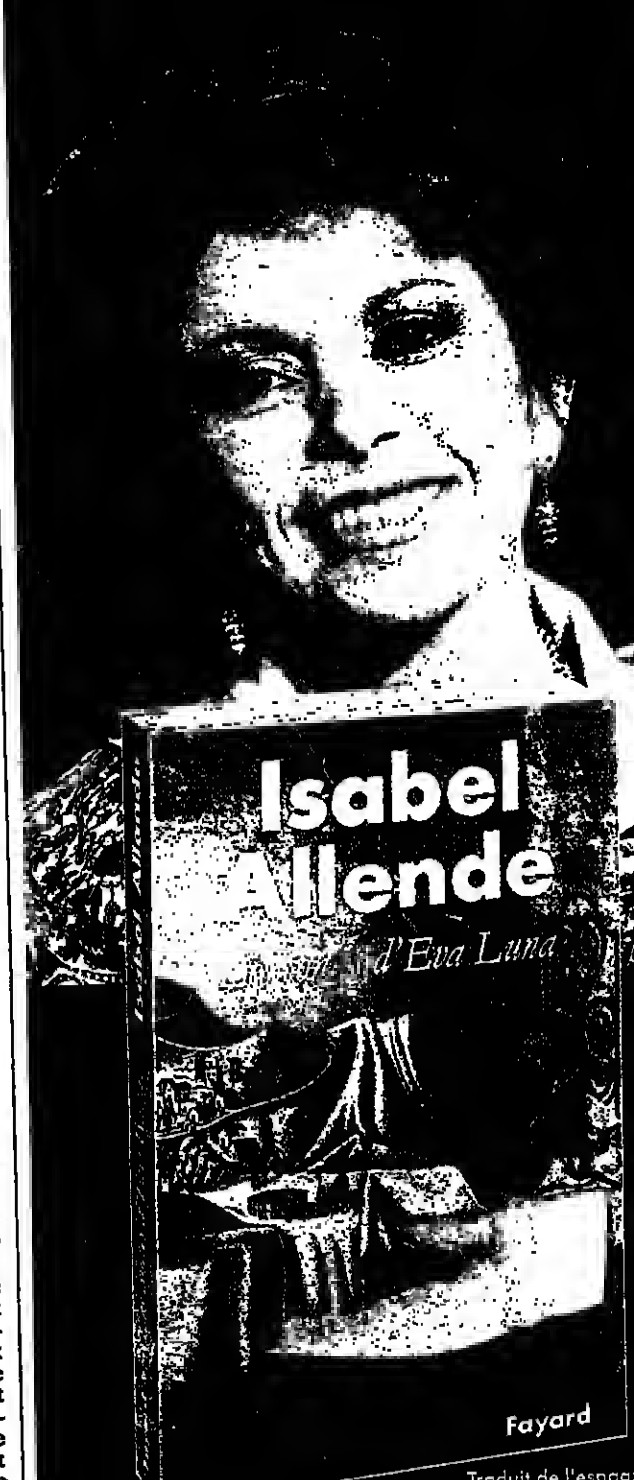
oo aimerait recommander la lecture de l'ouvrage *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, qui comporte des contributions remarquables de Christiane Chauviré, J.-P. Cometti, J. Le Rider, Aldo Gargani, Jacques Bonveresse et Ignace Verhac. Issu d'un colloque qui s'est tenu à Bruxelles sur le thème: « Tradition et rupture: Wittgenstein », cet essai montre tout ce que l'auteur de *Tractatus logico-philosophicus* (le titre fut trouvé par G.E. Moore) doit à Karl Kraus, à son pessimisme culturel, à sa défiance face à l'idée de progrès et à sa conviction que les grandes œuvres de la culture sont maintenant derrière nous.

Le rapport à Otto Weininger, ce jeune philosophe juif antisémite qui se suicida à l'âge de vingt-trois ans, est cerné par Jacques Le Rider. Ce dernier n'est pas loin de penser qu'on trouve chez Wittgenstein des traces du « *Jüdischer Selbsthass* », cette pathologie culturelle du juif assimilé dans une culture dominée par le discours de l'antisémitisme. Il s'attache à démontrer qu'il y a chez Wittgenstein une conception dépréciative de l'identité juive, conçue comme un obstacle, une limitation, presque comme une tare inavouée, ou spectaculairement confessée. Quant à Jean-Pierre Cometti, il trace un parallèle original entre Musil et Wittgenstein, tous deux de formation scientifique et fortement marqués non seulement par Karl Kraus, mais aussi par Oswald Spengler et son *Déclin de l'Occident*.

Roland Jaccard
► *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, Ed. La Lettre volée (124, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles), 140 p.

Isabel Allende

« Isabel Allende nous avait raconté les aventures d'Eva Luna, Schéhérazade des antipodes. Elle lui donne à présent la parole dans ce recueil qui constitue un véritable concentré de littérature sud-américaine. On pense tantôt aux ambiances maïtes et parfumées de García Marquez, tantôt aux personnages fantasques de Vargas Llosa...



... Les contes d'Eva Luna sont des archétypes si parfaits qu'ils mettent en évidence certaines caractéristiques propres à la plupart des écrivains d'Amérique latine. Entre le Rio Grande et la Terre de Feu, les nuits d'amour sont plus brûlantes que partout ailleurs, les crimes plus violents au plus astucieux, les châtements plus raffinés. Nulle part l'amour et la mort ne sont aussi inséparables qu'à l'ombre de la cordillère des Andes, ni l'adultère aussi voisin de la sainteté...

Didier Sénécals, Lire

FAYARD

EN BREF

► Parution du dernier volume de « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé ». — Le dixième et dernier volume de la collection: « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé » a paru, intitulé: *D'un coup d'Etat à l'autre*, il couvre la période allant du coup d'Etat du 18 brumaire 1799 à celui de décembre 1851 ouvrant la voie au Second Empire. Ce dernier volume réalisé par M. André Rossel clôt une série de livres retraçant l'histoire de France, de 1604 à 1958, grâce à la vision qu'en donnent les journaux de l'époque.

Edition de l'Arbre verdoyant, 15, rue Dauterive, 93100 Montreuil. Tél. 16 (1) 48-57-30-06. (Distribution Distique.)

► Spectacles de poésie. — Deux spectacles de poésie, mis en scène par Jean Gillibert, sont organisés par le Théâtre de l'Impossible. Du 6 au 16 mars, *Dialogue de poètes*, textes de Jean-Pierre Colas (avec Alain Cuoy, les 14 et 15 mars; 16, rue Dagoroo, 75012 Paris, tél. 43-44-81-19); du 20 mars au 20 avril, *Aube*, spectacle Rimbaud, poésie, musique et chant (Théâtre de l'Athénée, place Parmentier, Neuilly-sur-Seine, réservation 46-24-03-83).

► Conférence. — Jacques Bonnet donnera une conférence sur le thème « Liberté sexuelle ou perversion ? » dans le cadre de l'École de propédeutique à la connaissance de l'inconscient (EPCI), vendredi 8 mars à 20 h 30 (chambre des métiers, 72, rue de Reuilly, 75012 Paris).

LA CONFESSION
DE JOE CULLEN

de Howard Fast.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Patrick Conton.
L'Atalante, 284 p., 79 F.

JE T'ATTENDS
AU TOURNANT

de Charles Williams.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Bruno Martin.
Gallimard, « Série noire », 218 p., 21,50 F.

INJECTION MORTELLE

de Jim Nisbet.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Freddy Michalski.
Rivages/Noir, 201 p., 45 F.

L'ÉTOILE POLAIRE

de Martin Cruz Smith.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Defert.
Robert Laffont, 254 p., 110 F.

Ceux qui cherchent à justifier, autrement que par le simple aveu du plaisir, leur passion compréhensible pour la littérature policière, disent que la seule à pouvoir donner une image juste et complète de notre société. A les entendre, les auteurs de polar ne seraient donc que des sociologues clandestins travaillant pour les archéologues des siècles futurs. Pourvu qu'ils se trompent, et que nos lointains rejetons puissent trouver de nous d'autres traces qui les incitent à nous absoudre. Car, à en juger par la noirceur de la production récente, l'oubli serait encore trop doux...

On ne pouvait guère attendre de

ROMANS POLICIERS Le noir absolu

Howard Fast qu'il se montre tendre envers les institutions de son pays: membre actif du Parti communiste américain, victime partiellement gâtée du maccarthysme, l'auteur de *Spartacus* et de *Max* est, avec Horace McCoy, l'un des plus vigoureux pourfendeurs des dérivés du rêve américain. Malgré cela, on reste surpris par la violence du réquisitoire que constitue le dernier roman de Fast contre la politique des Etats-Unis au Salvador et au Honduras. Joe Cullen, ancien pilote de combat au Vietnam, est embauché par une organisation de soutien à la guérilla antisandiniste au Salvador. A l'aller, il convoie des armes; au retour, de la cocaïne. Le tout, bien entendu, avec la bénédiction de la CIA, du FBI et de toutes les instances occultes qui gouvernent ces pays, champion mondial de la transparence.

Rien de plus, en fait, que ce que le « procès » de Joe Cullen a étouffé. *La Confession de Joe Cullen* est l'histoire terrible d'un homme qui découvre soudain qu'il est bien l'un des coauteurs de tous les crimes que son pays a fait commettre à ceux qui, comme lui, croyaient que leur responsabilité individuelle pouvait se dissoudre dans celle de l'Etat, et que nul ne peut l'absoudre du péché d'*'avoir fait son devoir'*. Magnifiquement construit, tendu jusqu'à son point final, le roman de Fast est une œuvre noire et, paradoxalement, naïve par l'étrange force de son discours sans artifices: l'œuvre urgente d'un homme qui, à près de quatre-vingts ans, peut se passer de mettre des gants.

Le plus grand mérite de *Hot Spot*, le dernier film de Dennis Hooper, est d'avoir incité la « Série noire » à rééditer le roman oublié de Charles Williams, et, si l'on peut se passer d'aller voir le film, on aurait tort de priver sa bibliothèque d'un des bouquins les plus représentatifs de la qualité ce qui a construit le mythe y est: l'enlèvement d'un bled du Texas et sa chaleur torride; les femmes qu'on aime et celles qu'on désire; une banque offerte et un shérif qu'on aurait tort de prendre pour un plouc; un petit chantage bien crado; du sang; de l'espoir; et cette bonne vieille poisse qui plane et attend le dernier chapitre pour signifier au lecteur qu'on n'échappe pas à la fatalité. C'est noir, sale, désespéré et parfaitement envoiement. C'est tellement bico qu'on dirait un pastiche. Seulement, et comme disent les Américains, « c'est ça, le vrai truc ».

Le Texas n'a pas aboli la peine de mort; il a simplement inventé

un nouveau moyen de l'appliquer: un truc passablement compliqué, qui consiste à injecter un cocktail de substances toxiques dans les veines du condamné, après l'avoir légèrement anesthésié pour qu'il ne sente pas la piqûre. Où va se nicher l'humanité? Pour ce travail, il faut un médecin. Franklin Royce, personnage principal, est un médecin suffisamment dans la débène pour accepter ce genre de boulot. En quarante pages, il exécute son condamné tout en succombant à son charme et en pignolant qu'il vient de participer au dénouement d'une erreur judiciaire. Pour le réhabiliter, Royce abandonne les décombres de sa vie antérieure, et va remonter, jusqu'au cauchemar, le chemin qui mène au crime. Comme dans son précédent roman (*Les dames ne meurent jamais*, Rivages/Noir), Jim Nisbet joue sur le registre de l'absolu noirceur. En cela, il est un vrai disciple de Jim Thompson. Ses personnages, comme ceux de Thompson, portent en eux le germe de leur déchéance; ils sont vaincus avant même d'avoir commencé à lutter, puisque le monde est un cloaque à sens unique: tout droit vers l'abîme. De ce monde absurde, Nisbet brosse un tableau littéraire (l'excellente traduction de Freddy Michalski en est le parfait reflet) et la qualité de son style, à la fois riche et précis, offre un surprenant contrepoint au dénuement tragique de cette humanité.

Et voici Arkadi Renko, l'inoubliable inspecteur de *Gorki Park*. Déchu jusqu'à l'extrême, il patage dans les cales d'un navire de pêche soviétique en pleine mer de Béring. Un meurtre va pourtant inciter le capitaine de l'*Etoile polaire* à faire appel aux talents de ce flic hors du commun, marqué par le sceau infamant de « l'instabilité politique ». Crime dans le vase clos immense des solitudes du grand Nord, peinture désabusée d'une réalité soviétique entre les scories du stalinisme et les incertitudes de la perestroïka, l'*Etoile polaire* est un passionnant roman noir, l'œuvre d'un écrivain exigeant qui n'hésite pas à prendre pour cadre le plus étonnant des paysages et le plus exotique des systèmes politiques pour mettre en scène un suspense rigoureux, grave et divertissant de bout en bout. Martin Cruz Smith confirme qu'il est bien l'un des maîtres du genre. A quand la parution d'une grande œuvre soviétique sur les misères du sous-prolétariat américain?

Patrick Raynal

Lire aux Sources pour comprendre...

LE QORAN
Nouvelle traduction sur la Vulgate arabe par René R. KHAWAM (intégrale)
448 pp. 144 FF.

**LE FLAMBEAU
ou les Sentences
de Mouhammad
le Prophète**
par M. Al Qoudsi (in 454 H)
Première traduction en français
sur les manuscrits arabes,
par René R. KHAWAM.
144 pp. 88 FF.

**LE FLAMBEAU
ou les Sentences
de Mouhammad
le Prophète**
par M. Al Qoudsi (in 454 H)
Première traduction en français
sur les manuscrits arabes,
par René R. KHAWAM.
144 pp. 88 FF.

Maisonneuve & Larose

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

PRAGUE, l'hiver... La neige souligne les lignes des toits, des clochers et des maisons noires, éclairées, illumine la ville qui semble encore la même, où les rues, les magasins, la forme des enseignes, la silhouette du château semblent n'avoir pas changé depuis Kafka, depuis le Golem... Pourtant, on ne peut pas ne pas remarquer les transformations de l'année écoulée : le lieu du supplice de Jan Palach couvert de fleurs, le Musée Walter-Ulbricht qui a été désaffecté, les nombreuses boutiques des changeurs qui ont pignon sur rue, petites sources de devises ouvertes la nuit, le dimanche... Une certaine amabilité avec les étrangers qui a succédé à la peur, une loquacité même. Mais aussi un vrai désarroi devant l'avenir : les hausses des prix (44 % en moyenne pour une hausse des salaires de 5 %), le lait qui vient de doubler, la scission du Forum civique, une ignorance du fonctionnement de l'économie de marché et, de plus en plus, une certaine défiance à l'égard de ces intellectuels du Château - Havel excepté - de bonne volonté, mais qui ne savent pas gouverner en professionnels.

Une nostalgie aussi. Notamment pour la 1^{re} République et son président T. M. Masaryk (1850-1937), figure emblématique du « libérateur » réélu pendant quinze ans, dont les « démocrates » se réclament aujourd'hui, à propos de qui la cinéaste Vera Chytilová a réalisé un documentaire et dont les éditions de l'Anbe publient justement (en fac-similé de l'édition Stock de 1936) un volume d'Entretiens. Réalisé par Karel Capek, l'auteur, entre autres, de la *Guerre des salamandres*, ce livre de Mémoires du fils d'un cocher slave de Habsbourg, devenu philosophe avant d'être le premier président de Tchécoslovaquie, parle simplement et est une grande leçon d'histoire vécue d'une Europe centrale en effervescence. Pleine d'enseignements pour les choix d'aujourd'hui, et pas seulement « aux sources de la pensée de Havel », comme le dit la bande publicitaire...

Nostalgie de Prague qui change, qui va changer, réticence pourtant à se laisser envahir par le dollar, le mark et le Coca-Cola. Nostalgie de sa ville natale, pour Libuse Monikova, l'auteur de la *Façade* (Belfond, 1989) exilée depuis vingt ans de son pays et de sa langue (elle écrit en allemand) et qui avait, dans son premier roman, *Pavane pour une infante défunte*, tenté d'exprimer par la culture la douleur du déracinement et de la perte de Prague.

À capitale du plus occidental des pays de l'Europe de l'Est, qui ne se sent pas de liens réels avec Varsovie ou Budapest, friande de langue française se souvient encore avoir joué son rôle dans le surréalisme, l'École de Paris, le Grand Jeu. Influence de la France qui se prolonge par la publication, la semaine passée, de *Maximum*, une

anthologie de la poésie française contemporaine : Michaux, Char, Fonge et leurs cadets traduits en tchèque. Influence de la France qu'on retrouve, si forte, dans les deux belles expositions au Musée du château et à la maison de la Cloche, sur la Vieille-Place, à propos des peintres tchèques depuis 1900 et d'un hommage aux Editions Aventinum qui éditaient dans les années 20 Apollinaire, Francis Carco, *Klara d'Ellebeuse*, de Francis Jammes illustré par Jan Zrzavy, Cocteau illustré par Frantisek Muzika, Pierre Mac Orlan avec des couvertures de Josef Capek, *L'Europe* galante de Paul Morand ou un album *Louis Delluc* illustré par Josef Sima, qui vécut plus de la moitié de sa vie à Paris.

Hier dans cette même rue, derrière la vitre du buffet, les ivrognes debout comme aujourd'hui

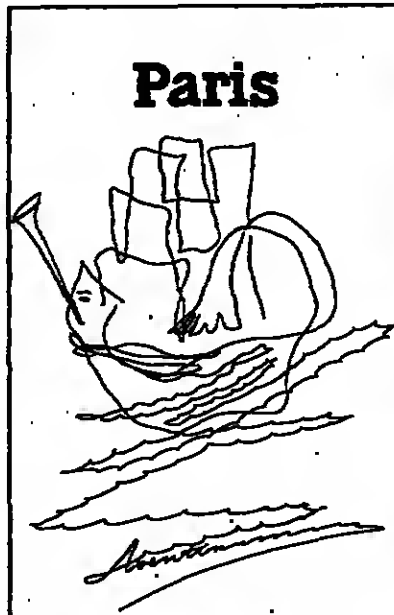
Et la neige descendait si étrangement. La nuit si étrangement tombait. Tout était si triste. Plus triste que d'habitude. Est-ce parce que la journée était d'hiver ?

Cette question que pose le poète Ivan Wernisch (né en 1942) dans un poème de 1989 repris dans l'anthologie de la *Poésie tchèque moderne* qui vient de paraître chez Belin ne peut que vous hanter alors que vous descendez, la nuit, la rue Jan-Neruda en foulant la neige vierge... « La poésie existe, c'est tout ce dont nous sommes sûrs à son sujet », écrit le poète d'inspiration réaliste Petr Kral, notre ancien collaborateur du *Monde des livres*, exilé à Paris depuis 1968 et devenu l'an dernier conseiller culturel, qui a voulu, dans ce choix de textes inédits en français, délimiter le territoire poétique tchèque d'aujourd'hui dans une culture où la poésie continue à tenir une grande place. « On remarquera leur goût constant pour le concret du monde sensible, perçu à travers de nombreux détails : « empiriques » qui abordent même la où - comme chez Vladimir Hlasek - s'affirme en même temps un goût de la réflexion métaphysique », note Petr Kral pour présenter une soixantaine de ces poètes nés entre 1878 et 1965, si longtemps emprisonnés par le réalisme

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Prague sous la neige



Josef Sima, Paris, 1927.

socialiste, depuis le prêtre Jakub Deml (1878-1961), les surréalistes Jindřich Štyrský (1899-1942) ou Vítězslav Nezval (1900-1958), le métaphysique Frantisek Halas (1901-1949), l'esprit expérimental d'un Jiri Kolar (né en 1914), les dissidents, les exilés, jusqu'aux paroliers du rock underground et de la revue *Revolver*.

SANS oublier Jaroslav Seifert (1901-1986), le poète unanimement admiré de Prague, dont les Editions Belfond publient *Toutes les beautés du monde*, le premier volume des *Souvenirs et histoires vécues* du Prix Nobel de littérature 1984, paru en 1979 en samizdat. C'est une sorte d'initiation à la poésie mélancolique et sensuelle du poète de Prague qui avait été comme la conscience de la culture nationale. Une mosaïque de vignettes délicates dans

lesquelles l'enfant du quartier prolétaire de Zizkov évoque l'atmosphère du début de siècle de Prague et ses sortilèges méditerranéens, en même temps que le souvenir de ses amis artistes, musiciens et poètes (pour réparer nos ignorances, l'index des noms des personnes, des mouvements littéraires et artistiques, des repères géographiques de Prague et de Tchécoslovaquie est tout à fait bienvenu). Évoquant la rupture des glaces sur la Vltava, les incursions de l'adulthood à Mala Strana vers la rue des maisons closes qu'on nommait la rue des Trépassés, la patinoire de Zizkov où patinaient Lénine en 1912, une bouteille de bourgogne offerte par Nezval, Seifert transmet simplement la mémoire des sensations, la mémoire de la beauté et des paysages aux différentes saisons. Libre en soi-même dans l'attente de la liberté.

Depuis, la liberté, si elle a fait naître depuis 1989 des quantités de journaux, d'hebdomadaires, de revues, des centaines de maisons d'édition, laisse la culture dans une situation difficile. Le théâtre n'a pas trouvé un nouveau souffle, le cinéma est exsangue et on ne sait pas encore ce que vont devenir les Studios Barrandov. L'édition souffre des variations de prix, les Tchèques ont dû réduire leur budget-livres. « Après la Révolution, on était aux anges. On a fait des projets d'un plan éditorial. Mais, après quelques mois, on a commencé à avoir beaucoup de problèmes, puisque les barrières idéologiques ont été remplacées par des barrières économiques », expliquait un des responsables de l'ancienne maison d'édition de l'Union des écrivains, Odéon, spécialisée dans la littérature étrangère et les beaux livres qui, déjà, a dû licencier la moitié de son personnel, surseoir à plus d'une moitié de son programme de publication, et va bientôt quitter des locaux dont le loyer est devenu inaccessible.

Les librairies ne sont plus rentables : avec ce qu'on appelle la petite privatisation, elles vont être vendues. L'ancien Centre de diffusion du livre, qui existe encore, ne veut prendre aucun risque et n'a pas d'argent. « Ainsi, continue l'éditeur, si nous publions un livre sollicité par les lecteurs, nous n'avons pas les moyens de le lui faire parvenir, parce que ce Centre de diffusion ne fonctionne plus, qu'il ne veut pas acheter les livres des éditeurs parce que la Banque nationale refuse de lui donner de l'argent... À l'heure actuelle, nous essayons de trouver des modes de vente, par exemple dans les galeries d'art, même dans les rues... Depuis le 1^{er} janvier, le prix du papier a doublé ; alors, le livre devient un objet de luxe, et beaucoup des membres de notre Club des lecteurs (quelque 350 000 adhérents) se désabonnent. D'autant plus que ce que les lecteurs recherchent actuellement, c'est la littérature tchèque ; mais même ce boom ne va pas durer, parce que ces livres commencent déjà à perdre le goût du fruit défendu. (Il soupire, comme prêt à assumer la mauvaise conscience de tous. Incapable d'en vouloir à ces jeunes qui préfèrent découvrir le rock et le pop, Ladislav Klíma et les *Souffrances du prince Stenohoch* ne bien Skvorecky, mais pour qui on ne traduira pas le *Traité des merveilles* de Vaclav Jemel, Prix Médicis inconnu dans son pays). Nous existons avant et n'avons écrit de bons livres, alors un nous reproche d'avoir servi à légaliser le totalitarisme. »

« Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent *Amour et ordure. Mes métiers en or*). « Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent *Amour et ordure. Mes métiers en or*).

DÉPUIS la « révolution de velours », quelques neuf cents éditeurs privés auraient été enregistrés, mais on considère qu'une centaine seulement ont édité des livres. Parmi les plus importants : Lidová noviny, filiale du quotidien de Prague et de son hebdomadaire *Literární noviny*. Archa que dirige Martin Šimečka à Bratislava, Atlantis à Brno que dirige M^{me} Uhelova, la femme de l'actuel ministre de la culture. Coopérative indépendante de huit personnes établie dans la capitale morave, la jeune maison Atlantis a déjà reçu, depuis le printemps 1990, 1680 manuscrits, certains qui remontent à 1948 et étaient restés dans les tiroirs ; et elle a publié neuf titres d'écrivains tchèques,

sinavesques et moraves : Pavel Kobout, Ivan Klíma (à paraître aux Éditions du Seuil), Eda Kriseova, Jan Trefulka, Karel Pecka (publié aux Éditions de l'Aube), Ludvik Věselík (dont l'indispensable *Cité des songes tchèques* a paru chez Actes Sud), Milan Šimečka, Jiri Grusa, actuellement ambassadeur à Bonn, Vaclav Havel, le best-seller, avec les *Lettres à Olga* (paru en français aux Éditions de l'Aube). Et elle prépare la publication des œuvres complètes d'un enfant de Brno de nationalité française, Milan Kundera, en commençant par la *Plaisanterie et Risibles Amours*...

Autre enfant de Brno, qui aime Prague et ses brasseries, le plus connu et le plus populaire des écrivains tchèques d'aujourd'hui, Bohumil Hrabal, rendu célèbre grâce aux films de Jiri Menzel notamment *Trains étroitement surveillés* (d'après le roman paru chez Gallimard, 1969), puis grâce à ces chefs-d'œuvre de dérision grinçante et d'un amour angoissé que sont *Une trop bruyante solitude* (Laffont, 1983), ou bien son autobiographie déguisée, *Les Noces dans la maison* (Laffont, 1990) et surtout ce chef-d'œuvre, *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre* (Laffont, 1981), génial monologue du serveur de restaurant opportuniste et philosophe qui considère l'Histoire. C'est le même Hrabal, avec ses personnages extravagants et bavards, pleins de bêtise, de goulash et de rêves, issus à la fois de Kafka et de Hasek, qu'on trouve déjà dans les premières nouvelles d'Hrabal réunies sous le titre *Les Palabres*, parues dans deux volumes : 1963 et 64, histoires irréelles et fausses ment naïves dans la « Prague dorée » des poètes empruntant l'entrepreneur, pompes funèbres pour une soirée, leur groupe surréaliste qui rappelle : feu les papiers, de Forman ! Pe brenis à l'épave « tchéquité » par difficile à exporter dont se réclame Bohumil Hrabal : « Membre correspondant de l'Académie de palabre, audité à la chaire d'euphorie : Dnysoy, cet homme suave et saoul, c'est mon dieu Socrate l'ironique, qui engage la conversation avec tout un chacun pour mener par la langue et par le bout de langue au seul même de la canne sance de son ignorance, est le père-mère Église, et Jaroslav Hasek en est le fils aîné, lui qui inventa, vécit génieusement et consignait l'histoire bistro. (...) Je suis un nouveau exagéré de rire, dont on mange le cerveau à petite cuiller, comme de la glace. (Maman de l'apprenti palabreur).

AU-DELA du Château, les pentes couvertes de neige du parc du couvent de Strahov, créé en 1140 par l'ordre des prémonstrés, avec ses splendides bibliothèques qui en font un des monuments les plus visités de Prague. Occupé après 1948 par le Musée de la littérature nationale, le couvent a été restitué aux religieux ; ils ont déjà entrepris des travaux dans les anciens bureaux du musée socialiste qui a l'air d'y vivre ses derniers mois.

Je redescends vers le pont Charles en laissant la trace de mes pas. Devant l'église Saint-Nicolas de Mala Strana glisse une grande voiture noire avec le drapeau américain. Décidément, Prague est « magique », comme le savait Perutz et Ripstein, l'auteur de *Praga magica* (jamais traduit en français) : j'ai vu passer Shirley Temple!!! (1)

(1) Shirley Temple Black (Blackova-Templerova) est ambassadrice des États-Unis en Tchécoslovaquie.

Dernières parutions tchécoslovaques

Entretiens avec Masaryk, de Karel Capek, traduit du tchèque par M. David, préface de Jan Rubes, Éditions de l'Aube, 270 p., 95 F.

La Poésie tchèque moderne (1914-1989), textes choisis, traduits et présentés par Petr Kral, Belin, 258 p.

Toutes les beautés du monde, souvenirs et histoires vécues, par Jaroslav Seifert, volume 1, traduit du tchèque par Milena Braud, Belfond, 334 p., 140 F.

Les Palabres, de Bohumil Hrabal, nouvelles traduites du tchèque par Marianna Canavaggio, postface de Claudio Megris, Albin Michel, 320 p., 140 F. Du même auteur : *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre*, traduit par Milena Braud, Livre de Poche/Biblio, 258 p.

Pavane pour une infante défunte, de Libuse Monikova, traduit de l'allemand par Dominique Kagler, Belfond, 190 p., 120 F.

Lire aussi : *Prague. Secrets et métamorphoses*. (Autrement, 1990) ; *Le Grand guide de Prague*, (Gallimard. Bibliothèque du voyageur, novembre 1990) ; *l'Infini*, n° 33 : du nouveau à l'Est ? (Printemps 1991).

Ambiguïtés roumaines

LIBERTÉ ?
Entretiens avec Michel Combes de Doïna Cornea.
Criterium, 272 p., 99 F.

ROUMANIE, LE LIVRE BLANC
La réalité d'un pouvoir néo-communiste
de Mihnea Berindei, Ariadna Combes, Anne Planché.
La Découverte, 260 p., 95 F.

« Lorsque la guerre a éclaté, notre ville a été occupée et j'ai dû fréquenter malgré moi une école hongroise. Les juifs y étaient encore plus persécutés que nous, les Roumains. Un jour, on a organisé une grande assemblée de tous les élèves dans la salle des fêtes du collège, et le directeur, en montrant les juifs du doigt, les a fait mettre debout, un à un, devant nous. Finalement, après un petit discours injurieux, il a mis à la porte ces enfants de quatorze ans, comme des êtres malfaisants. J'avais une amie juive, Fany... lorsqu'elle s'est levée, je me suis levée, moi aussi, et je suis sortie avec elle et les autres enfants juifs... », écrit Doïna Cornea dans les premières pages de son livre de souvenirs, *Liberté ?*.

L'essentiel n'est dans ces quelques lignes. Quelques lignes qui expliquent pourquoi la très courte vie de Doïna Cornea émerge bien au-dessus de la grande majorité des « personnalités » qui ont fait l'actualité roumaine depuis la chute de Nicolae Ceausescu. D'abord parce que Doïna Cornea n'a pas attendu, comme beaucoup, la « révolution » de décembre pour se découvrir, à posteriori, une vocation de dissidente. Ses premiers amis avec la Securitate, les services secrets roumains, ne datent-ils pas de 1948, lorsqu'elle envisage de distribuer des tracts appelant les fidèles grecs-catholiques à la rébellion contre l'interdiction de l'Eglise ? « Je n'étais pas trop croyante à l'épo-

que, raconte-t-elle, c'était plutôt un sentiment d'honneur que j'éprouvais, une sorte de respect pour la religion elle-même et surtout pour les gens qui étaient en prison. » Tout le reste de sa vie sera un combat acharné, tenace, contre un régime qui n'a peut-être pas été le plus sanguinaire des anciens dictateurs communistes mais sûrement le plus humiliant.

Enseignante, Doïna Cornea, dont on estime les cours non conformes à l'idéologie ambiante - elle avoue aimer Baudelaire, Verlaine, Pascal et, crime abominable, Lamartine et Chateaubriand ! - est humiliée devant tous ses collègues lors d'une réunion politique et se voit obligée de déposer, tous les matins, ses cours sur une petite table à l'entrée de la salle des professeurs pour que tout le monde puisse les contrôler. Après le frère et fugace espoir que l'arrivée de Ceausescu au pouvoir en 1965 a suscité parmi la population roumaine, Doïna Cornea continue sa lutte contre le nouveau dictateur et passe dans une résistance plus active : tracts, samizdats, interventions sur Radio Free Europe.

Une nouvelle lutte

Emprisonnée, assignée à résidence, chassée de l'Université, totalement isolée du reste du pays, elle apprend par la radio les événements de Timisoara. Elle a peu le temps de se réjouir de la chute de la dictature car va très vite commencer pour elle une nouvelle lutte, celle qui va l'opposer, et l'opposera encore, aux « néocomunistes ». Un nouveau pouvoir qui ne cesse, selon elle, d'appeler les Roumains entre eux : jeunes contre vieux, « Hongrois » contre « Roumains », intellectuels contre ouvriers...

Aujourd'hui, dans les journaux de l'extrême droite roumaine, Doïna Cornea, devient Doïna Karna-Juhász (du nom, megyarisé, de son père) et est régulièrement traitée de « psycho-

poète », de « poule pondeuse », de « venus aux Hongrois ». C'est ce que nous apprend Roumanie, le livre blanc de Mihnea Berindei, Ariadna Combes et Anne Planché, consacré aux journées tragiques de juin au cours desquelles les mineurs de la vallée du Jiu firent une descente sanglante sur Bucarest. Composé presque intégralement de témoignages recueillis auprès des surséculés, ce livre permet mieux que toute analyse de se rendre compte de l'ambiguïté fondamentale du régime en place à Bucarest depuis la chute de Nicolae Ceausescu. Qui étaient ces mineurs ? Qui leur a donné l'ordre de descendre sur Bucarest ? Qui a manipulé les manifestants ? Qui est à l'origine du prétendu complot ayant donné prétexte à cette mise à sac de la capitale ? Point par point les auteurs, tous quatre membres de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, s'efforcent de donner les réponses, jusqu'à ce jour les plus claires, à ces interrogations.

Le livre se termine pourtant sur une note d'espoir : la rencontre, les 7 et 8 septembre à Brasov, des intellectuels du Groupe du dialogue social avec les représentants des mineurs. Les agressés et les agresseurs de juin sont face à face. « Après un premier temps de méfiance, Marian Munteanu, le leader des étudiants, et Mircea Cornea, le numéro un des mineurs, s'embrassent par un geste symbolique qui soulève l'enthousiasme. » La professeure Ana Blandiana déclare : « Nous nous sommes rencontrés pour nous convaincre nous-mêmes, pour nous convaincre les uns et les autres, pour essayer de convaincre le pays tout entier et le monde que la haine monstrueuse que nous oppose les uns les autres (...) ne jette pas de notre âme mais est le résultat d'une machine infernale à produire la haine qui nous domine depuis quarante-cinq ans (...) La solidarité est la supériorité de la liberté. »

José-Alain Frégon